



Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets

Droit national relatif à la CBE

Demandes de brevet et brevets européens :
le droit et la pratique des États parties à la CBE,
ainsi que des États autorisant l'extension
et la validation

20^e édition
Octobre 2019

Publication et rédaction

Office européen des brevets
Direction 5.2.2
Bob-van-Bentham-Platz 1
D-80469 München

© 2019 Office européen des brevets

ISBN 978-3-89605-251-3

Tirages et reproduction

Tout droit d'auteur et de publication est réservé.
Cette protection juridique s'applique également à l'exploitation
de ces articles dans les banques de données.

Sommaire	A	Introduction	3
	B	Abréviations	5
	I.	Bases juridiques nationales	7
	II.	Dépôt de demandes de brevet européen conformément à l'article 75(1)b) et (2) CBE	75
	III.A	Droits conférés par la demande de brevet européen après sa publication conformément à l'article 93 CBE (article 67 CBE)	95
	III.B	Traductions pour l'obtention de la protection provisoire conformément à l'article 67(3) CBE	110
	IV.	Exigences en matière de traduction après délivrance (article 65 CBE)	139
	V.	Texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen faisant foi (article 70 CBE)	185
	VI.A	Paiement des taxes annuelles afférentes aux brevets européens	195
	VI.B	Paiement des taxes annuelles à la suite d'une requête en révision fondée	256
	VII.	Transformation de demandes de brevet ou de brevets européens en demandes de brevet national	263
	VIII.	Paiement de taxes	281
	IX.	Inscription au Registre national des brevets des transferts, licences et autres droits sur les brevets européens	307
	X.	Divers	361

Introduction

A.

A1. Système du brevet européen

A2. Système de validation et d'extension

A1. Système du brevet européen

La procédure centralisée, fondamentalement autonome et uniforme, de délivrance de brevets européens instituée par la Convention sur le brevet européen (CBE) comporte des liens particuliers avec la législation nationale sur les brevets des États membres de l'Organisation européenne des brevets. À différentes étapes, cette procédure trouve son prolongement dans le droit national de ces États par des "interfaces" indispensables à la mise en œuvre simultanée et harmonieuse du droit européen et de la législation nationale. Après sa délivrance, le brevet européen a, dans chacun des États contractants pour lesquels il est délivré, les mêmes effets et est soumis au même régime qu'un brevet national délivré dans cet État, pour autant que la CBE n'en dispose pas autrement (article 2(2) CBE).

Ces interfaces sont, pour l'essentiel, caractérisées par le fait que le demandeur ou le titulaire d'un brevet européen doit ou peut, à l'ouverture et au cours de la procédure de délivrance du brevet européen ou après la clôture de celle-ci, accomplir certains actes auprès des offices de brevets des États contractants aux fins d'obtenir ou de conserver certains droits dans les États contractants. Il est donc primordial que, pour profiter totalement des avantages du système du brevet européen et éviter des pertes de droit, tous les demandeurs et titulaires de brevets européens connaissent et s'efforcent d'observer les dispositions du droit national relatives à ces actes de procédure, ainsi que les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent être valablement suivis d'effets.

La présente brochure a été conçue par l'Office européen des brevets pour fournir aux demandeurs et aux titulaires de brevets européens, ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent au système du brevet européen, des renseignements aussi précis que possible sur l'essentiel des dispositions et des conditions requises par la législation nationale des États contractants en ce qui concerne les demandes de brevet européen et les brevets européens. Les sommaires analytiques repris dans les tableaux suivants ont été établis en étroite coopération avec les services compétents de la propriété industrielle des États contractants.

Si nous avons mis le plus grand soin à l'élaboration de ces sommaires, il n'en reste pas moins que nous ne pouvons garantir le caractère absolument complet et exact des indications qui y figurent. Parce qu'ils ont été condensés au maximum et ramenés à l'essentiel, ils ne sauraient se substituer à la consultation des sources pertinentes du droit national ni, le cas échéant, à l'avis d'un conseil autorisé. Dans ces conditions, on ne saurait affirmer avec certitude qu'au moment où paraît la présente brochure, les dispositions légales dont les sommaires analytiques font la synthèse sont demeurées inchangées. Il conviendra avant toute chose de considérer que les montants des taxes officielles qui y figurent à plusieurs reprises ne correspondent pas nécessairement à la situation actuelle. Il y aura lieu, en outre, de toujours se référer aux publications officielles des États contractants afin de se tenir au courant de l'évolution du droit national et de la pratique des offices respectifs.

L'OEB continue, comme par le passé, à publier régulièrement au Journal officiel des informations aussi actuelles que possible sur l'évolution du droit des brevets des États contractants. Le lecteur est en particulier invité à consulter la version en ligne de la brochure "Droit national relatif à la CBE"*, qui est mise à jour dès que l'OEB est informé de modifications importantes au niveau national.

* www.epo.org/law-practice/legal-texts/national-law_fr.html

A2. Système de validation et d'extension

L'Organisation européenne des brevets a conclu avec des États non parties à la CBE des accords d'extension ou de validation de la protection conférée par les brevets européens (accords d'extension/ accords de validation).

Ces accords forment la base d'un système d'extension ou de validation qui offre aux demandeurs de brevet un moyen simple et économique d'obtenir dans ces pays une protection par brevet. Sur requête du demandeur et moyennant le paiement de la taxe d'extension ou de validation prescrite, les effets des demandes de brevet européen (demandes directes et euro-PCT, sous condition que les demandes PCT comportent la désignation d'un brevet européen et d'autres États non parties à la CBE) et des brevets européens s'étendent auxdits pays. Ces effets y sont les mêmes que ceux des demandes nationales et des brevets nationaux.

À l'heure actuelle,

- l'extension peut être demandée pour les États suivants :

Bosnie-Herzégovine (depuis le 1^{er} décembre 2004)

Monténégro (depuis le 1^{er} mars 2010)

- la validation peut être demandée pour les États suivants :

Maroc (depuis le 1^{er} mars 2015)

République de Moldavie (depuis le 1^{er} novembre 2015)

Tunisie (depuis le 1^{er} décembre 2017)

Cambodge (depuis le 1^{er} mars 2018)

L'extension ou la validation n'est possible que pour les demandes déposées (euro-direct ou PCT) après la date d'entrée en vigueur de l'accord !

La procédure d'extension et de validation correspond pour l'essentiel au système prévu par la CBE et applicable aux États parties à la Convention. Sa validité repose toutefois non pas sur l'application directe de la CBE, mais exclusivement sur le droit national inspiré de la CBE. Ce sont donc les dispositions nationales en matière d'extension ou de validation qui sont déterminantes.

Les dispositions identiques pour tous les pays mentionnés sont résumées ci-après, tandis que les dispositions applicables dans chaque pays sont indiquées dans les tableaux correspondants après les informations relatives aux États contractants.

Taxe d'extension ou de validation

La taxe d'extension ou de validation doit être acquittée auprès de l'OEB. Le délai de paiement de cette taxe est le suivant :

- pour les demandes européennes

délai de 6 mois à compter de la date à laquelle le Bulletin européen des brevets a mentionné la publication du rapport de recherche européenne.

- pour les demandes euro-PCT

dans le délai prévu pour accomplir les actes requis pour l'entrée d'une demande internationale dans la phase européenne.

Retrait de la requête en extension ou en validation

La requête en extension ou en validation est réputée retirée lorsque la taxe d'extension ou de validation n'a pas été acquittée ou lorsque la demande de brevet a été retirée ou rejetée ou est réputée retirée.

Paiement ultérieur des taxes d'extension ou de validation

Si une taxe relative à un État autorisant l'extension ou la validation n'a pas été acquittée dans le délai de base, le demandeur peut acquitter la taxe d'extension ou de validation et la surtaxe de 50 %

1. dans un délai de deux mois à compter de l'expiration du délai de base (cf. JO OEB 2009, 603 au sujet du "délai supplémentaire réintroduit", JO OEB 2015, A19) ou

2. dans un délai de deux mois à compter de la signification d'une notification de la perte d'un droit eu égard au défaut de paiement de la taxe de désignation.

Dans ce dernier cas, un paiement ultérieur n'est possible que si les conditions exposées en détail dans les Directives relatives à l'examen, partie A, chapitre III, 12.2 sont remplies. En vertu des Directives, le demandeur peut requérir la poursuite de la procédure en ce qui concerne les désignations qui étaient réputées retirées (article 121 ; règle 135 CBE) et acquitter simultanément les taxes d'extension ou de validation.

Les sommaires analytiques repris dans les tableaux suivants ont été établis en étroite coopération avec les services compétents de la propriété industrielle des États autorisant l'extension ou la validation. Ils présentent des renseignements aussi précis que possible sur l'essentiel des dispositions et des conditions requises par la législation nationale de chacun de ces États en ce qui concerne les demandes de brevet européen et les brevets européens, étendus ou validés. Il y aura lieu cependant de toujours se référer aux publications officielles des États concernés afin de se tenir au courant de l'évolution du droit national et de la pratique des offices respectifs sur le système d'extension ou de validation.

Adhésion à la CBE d'un État autorisant l'extension

Avec l'entrée en vigueur de la CBE dans un État autorisant l'extension, l'accord d'extension entre cet État et l'Organisation européenne des brevets prend fin. En conséquence, il n'est plus possible d'étendre des demandes de brevet européen et des brevets européens à l'ancien État autorisant l'extension.

Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales dont la date de dépôt est antérieure à la date d'entrée en vigueur de la CBE dans cet État et aux brevets européens auxquels elles ont donné lieu.

La situation juridique présentée ci-dessus vaut pour la Slovaquie, la Roumanie, la Lituanie, la Lettonie, la Croatie, la Macédoine du Nord, l'Albanie et la Serbie, dont les accords d'extension ont pris fin respectivement le 30 novembre 2002, le 28 février 2003, le 30 novembre 2004, le 30 juin 2005, le 31 décembre 2007, le 31 décembre 2008, le 30 avril 2010 et le 30 septembre 2010.

Abréviations

(Voir également tableau I, section 4)

AGEPI	Agence nationale de la propriété intellectuelle (République de Moldavie)	LGBI.	Liechtensteinisches Landesgesetzblatt
AL	Albanie	LI	Liechtenstein
ALL	Lek albanien	LT	Lituanie
AT	Autriche	LTPI	Lois et traités de propriété industrielle
BA	Bosnie-Herzégovine	LU	Luxembourg
BAM	mark bosniaque convertible	LV	Lettonie
BE	Belgique	MA	Maroc
BG	Bulgarie	MAD	Dirham marocain
BGBI.	Bundesgesetzblatt	MC	Monaco
BGN	Lev bulgare	MD	République de Moldavie
Bl.f.PMZ	Blatt für Patent-, Muster- und Zeichenwesen	ME	Monténégro
BOE	Boletín oficial del Estado	MK	Macédoine du Nord
BOPI	Bulletin officiel de la propriété industrielle - Brevets d'invention	MKD	Denar macédonien
CBE	Convention sur le brevet européen	MT	Malte
CH	Suisse	NIPO	Norwegian Industrial Property Office
CHF	Franc suisse	NL	Pays-Bas
CY	Chypre	NN	Narodne Novine (Croatie)
CZ	République tchèque	NO	Norvège
CZK	Couronne tchèque	NOK	Couronne norvégienne
DE	Allemagne	NPO	Netherlands Patent Office (Octrooicentrum Nederland)
DK	Danemark	OABM	Office allemand des brevets et des marques
DKK	Couronne danoise	OBI	Organismos Biomichanikis Idioktisias (Organisation grecque de la Propriété Industrielle)
DKPTO	Danish Patent and Trademark Office	OEB	Office européen des brevets
EDBI	Eidiko Deltio Biomichanikis Idioktisias (Bulletin grec de la propriété industrielle)	OEPM	Oficina Española de Patentes y Marcas (Espagne)
EE	Estonie	OHPI	Office hongrois de la Propriété Intellectuelle
EEE	Espace économique européen	OMPIC	Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale
EP	européen	OPRI	Office de la Propriété Intellectuelle (Belgique)
ES	Espagne	OSIM	State Office for Inventions and Trademarks (Roumanie)
EUR	Euro	PIBD	Propriété industrielle - Bulletin documentaire
ΦΕΚ	Fyllo Efimeridos tis Kyberniseos (Journal officiel grec)	PL	Pologne
FI	Finlande	PLN	Zloty polonais
FR	France	PPO	Office des brevets de la République de Pologne
GDIP	General Directorate of Industrial Property (Albanie)	PRH	Patentti- ja rekisterihallitus (Finlande)
GBP	Livre sterling	PT	Portugal
GR	Grèce	Rec.	Recueil
GRUR	Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht, Internationaler Teil	RO	Roumanie
G.U.	Gazzetta Ufficiale	RON	Nouveau leu roumain
HR	Croatie	RS	Recueil systématique des lois fédérales (Suisse)
HRK	Kuna croate	RS	Serbie
HU	Hongrie	RSD	dinar serbe
HUF	Forint hongrois	Säädkok	Suomen Säädöskokoelma
IE	Irlande	SE	Suède
INPI	Institut national de la propriété industrielle (France)	SEK	Couronne suédoise
INPI	Instituto Nacional da Propriedade Industrial (Portugal)	SFS	Svensk författningssamling
IP	Industrial Property	SG	State Gazette (Bulgaria)
IPI	Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse)	SI	Slovénie
IPLT	Industrial Property - Laws and Treaties	S.I.	Statutory Instruments
IPO	Intellectual Property Office (Royaume-Uni)	SIPO	Slovenian Intellectual Property Office
IPOI	Intellectual Property Office of Ireland	SK	Slovaquie
IPPO	Industrial Property Protection Office	Sl. list	Journal officiel du Monténégro
IPRD	Industrial Property Registrations Directorate (Malte)	CG	
IS	Islande	Sl. list	Journal officiel de la République du Monténégro
ISIPO	Office islandais de la propriété intellectuelle	RCG	
ISK	Couronne islandaise	Sl. list	Journal officiel de la Communauté d'États Serbie-et-Monténégro
IT	Italie	SCG	
J.M.	Journal de Monaco	SM	Saint-Marin
JORF	Journal officiel de la République Française	SOIP	State Office of Industrial Property (Macédoine du Nord)
JO OEB	Journal officiel de l'Office européen des brevets	Stb	Staatsblad
		TR	Turquie

B.

TRY	Livre turque
UE	Union européenne
UIBM	Ufficio Italiano Brevetti e Marchi (Office italien des brevets et des marques)
UK	Royaume-Uni
USBM	Ufficio di Stato Brevetti e Marchi (Saint-Marin)
USD	Dollar US

Bases juridiques nationales

I.

Le présent tableau reprend, sans prétendre à être exhaustif, un ensemble de sources importantes du droit national (lois, décrets, arrêtés, etc.) des États contractants et des États faisant partie du système d'extension et de validation qui revêtent une grande importance pour les demandes de brevet et les brevets européens, et auxquelles, pour la plupart, il est également fait référence dans les tableaux ci-après. Ces sources de droit sont mentionnées avec leur titre officiel dans la langue officielle de l'État contractant en cause. Elles précèdent la traduction, en tant que de besoin entre crochets et en italiques, dans la langue officielle de l'OEB dans laquelle le tableau est publié. Dans le cas de plusieurs langues officielles pour un même État, le "titre original" n'a été indiqué que dans une de ces langues pour éviter que le tableau soit trop étendu. Pour les États autorisant l'extension ou la validation, les sources de droits sont mentionnées uniquement dans la traduction de la langue officielle de l'OEB dans laquelle le tableau est publié.

Pour ne pas nuire à la clarté du tableau, notamment dans les cas où les articles de loi et les articles de décret sont entrés en vigueur à des dates différentes, la date d'entrée en vigueur des différentes sources de droit n'a pas été mentionnée.

Dans la mesure où des traductions des sources de droit dans une de ses langues officielles lui sont connues, l'OEB en a mentionné la référence. La base de données électronique "WIPO Lex" de l'OMPI (www.wipo.int/wipolex/fr) fournit par ailleurs des traductions anglaises et françaises de lois sur la propriété intellectuelle. Il convient toutefois de noter que ces traductions ne correspondent pas toujours à la dernière rédaction de la législation nationale et qu'en tout état de cause, seul fait foi le texte original tel que publié officiellement.

Les abréviations figurant dans les tableaux ci-après ont été choisies aux fins d'une plus grande clarté. Elles ne sont pas identiques dans tous les cas aux abréviations officielles utilisées dans tous les États contractants.

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Albanie	<p>1. Ligji Nr. 9947 date 7.7.2008 Per Pronesine Industriale i ndryshuar me Ligjin Nr.10/2013 i datës 14.2.2013, dhe Ligji 55/2014 i datës 29.5.2014, dhe Ligji 17/2017 i datës 16.2.2017</p> <p><i>[1. Loi n° 9947 sur la propriété industrielle du 7 juillet 2008, telle que modifiée par la Loi n° 10/2013 du 14 février 2013, par la Loi n° 55/2014 du 29 mai 2014 et par la Loi n° 17/2017 du 16 février 2017]</i></p> <p>2. Rregullore "Per leshimin e patentave per shpikjet dhe modelet e perdorimit" Nr. 1707, date 29.12.2008, i ndryshuar me VKM Nr. 618, datë 7.9.2011, dhe me VKM Nr. 38 datë 21.1.2015, dhe me VKM Nr. 460, datë 26.7.2018</p> <p><i>[2. Règlement n° 1707 du 29 décembre 2008 relatif aux brevets et aux modèles d'utilité, tel que modifié par le Décret gouvernemental n° 618 du 7 septembre 2011, le Décret gouvernemental n° 38 du 21 janvier 2015 et le Décret gouvernemental n° 460 du 26 juillet 2018]</i></p> <p>3. VKM No. 883, 13 Maj 2009 Per tarifat e Objekteve te Pronesise Industriale e ndryshuar me VKM Nr. 37 datë 21.1.2015, dhe me VKM Nr. 316 datë 31.5.2018</p> <p><i>[3. Décret gouvernemental n° 883 du 13 mai 2009 relatif aux taxes d'État, tel que modifié par le Décret gouvernemental n° 37 du 21 janvier 2015 et par le Décret gouvernemental n° 316 du 31 mai 2018]</i></p> <p>4. Ligji Nr. 8488 Date 13.5.1999 Per mbrojtjen e topografise se qarqeve te integruar, i ndryshuar me Ligjin Nr. 9957 date 17.7.2008, dhe me Ligjin 66/2014 date 26.6.2014</p> <p><i>[4. Loi n° 8488 du 13 mai 1999 relative à la protection de topographies de circuits intégrés, telle que modifiée par la Loi n° 9957 du 17 juillet 2008 et par la Loi n° 66/2014 du 26 juin 2014]</i></p>	<p>Gazeta Zyrtare No. 121, 2008 No. 29, 2013 No. 96, 2014 No. 43, 2017</p> <p>Gazeta Zyrtare No. 213, 2008 No. 139, 2011 No. 7, 2015 No. 114, 2018</p> <p>Gazeta Zyrtare No. 134, 2009 No. 7, 2015 No. 82, 2018</p> <p>Gazeta Zyrtare No. 18, 1999 No. 123, 2008 No. 114, 2014</p>	<p>LTPi AL 1-001 (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Règl.</p> <p>Décr. Taxes</p> <p>-</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Allemagne	<p>1. Gesetz zu dem Übereinkommen vom 27. November 1963 zur Vereinheitlichung gewisser Begriffe des materiellen Rechts der Erfindungspatente, dem Vertrag vom 19. Juni 1970 über die internationale Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Patentwesens und dem Übereinkommen vom 5. Oktober 1973 über die Erteilung europäischer Patente (Gesetz über internationale Patentübereinkommen) vom 21. Juni 1976, zuletzt geändert durch Artikel 3 des Gesetzes vom 17. Juli 2017</p> <p><i>[1. Loi relative à la Convention sur l'unification de certains éléments du droit des brevets d'invention du 27 novembre 1963, au Traité de coopération en matière de brevets du 19 juin 1970 et à la Convention sur la délivrance de brevets européens du 5 octobre 1973 (Loi sur les traités internationaux en matière de brevets) du 21 juin 1976, modifiée en dernier lieu par l'article 3 de la loi du 17 juillet 2017]</i></p> <p>2. Gesetz über das Gemeinschaftspatent und zur Änderung patentrechtlicher Vorschriften (Gemeinschaftspatentgesetz) vom 26. Juli 1979, zuletzt geändert durch das Zweite Gesetz über das Gemeinschaftspatent vom 20. Dezember 1991</p> <p><i>[2. Loi sur le brevet communautaire et portant modification des dispositions en matière de brevets (Loi sur le brevet communautaire) du 26 juillet 1979 modifiée en dernier lieu par la deuxième loi sur le brevet communautaire du 20 décembre 1991]</i></p>	<p><i>www.gesetze-im-internet.de</i></p> <p>BGBl 1976 II 649; 1979 I 1269; 1986 I 1446; 1991 II 1354; 1993 I 366; 1998 I 1827; 2001 I 3656; 2003 I 2470; 2004 I 390; 2007 I 2166; 2008 I 1191; 2013 I 3830; 2015 I 1474; 2017 I 2541</p> <p>BGBl 1979 I 1269; 1986 I 1446; 1991 II 1354</p>	<p>LTPi DE 2-001 (anglais, français)</p> <p>-</p>	<p>Loi IntPatÜbkG</p> <p>Loi GPatG</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. Patentgesetz in der Fassung der Bekanntmachung vom 16. Dezember 1980, zuletzt geändert durch Artikel 4 des Gesetzes vom 8. Oktober 2017</p> <p><i>[3. Loi sur les brevets telle que promulguée le 16 décembre 1980, modifiée en dernier lieu par l'article 4 de la loi du 8 octobre 2017]</i></p>	<p>BGBI 1981 I 1; 1986 I 1446; 1986 I 2326; 1990 I 422; 1991 II 1354; 1992 I 727; 1993 I 366; 1994 I 2278; 1994 I 3082; 1996 I 1546; 1998 I 1827; 1998 I 2030; 1999 I 2598; 2001 I 1206; 2001 I 1887; 2001 I 3138; 2001 I 3656; 2002 I 2681; 2002 I 2850; 2004 I 390; 2004 I 718; 2004 I 3232; 2005 I 146; 2005 I 2570; 2006 I 1318; ber. 2006 I 2737; 2007 I 2166; 2007 I 2614; 2007 I 2840; 2007 I 2897; 2008 I 1191; 2008 I 2586; 2009 I 2521; 2011 I 2302; 2013 I 3786; 2013 I 3799; 2013 I 3830; 2015 I 1474; 2015 I 2092; 2015 I 2178; 2016 I 558; 2017 I 1121; 2017 I 2541; 2017 I 3346; 2017 I 3546</p>	<p>www.gesetze-im-internet.de/englisch_patg/index.html (anglais)</p>	<p>LB</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>4. Gesetz über die Kosten des Deutschen Patent- und Markenamts und des Bundespatentgerichts (Patentkostengesetz) vom 13. Dezember 2001, zuletzt geändert durch Artikel 3 des Gesetzes vom 11. Dezember 2018</p> <p><i>[4. Loi relative aux taxes fixées par l'Office allemand des brevets et des marques et le Tribunal fédéral des brevets du 13 décembre 2001, modifiée en dernier lieu par l'article 3 de la loi du 11 décembre 2018]</i></p>	<p>BGBl 2001 I 3656; 2002 I 2681; 2003 I 2470; 2004 I 390; 2004 I 718; 2004 I 3232; 2006 I 1318; ber. 2006 I 2737; 2007 I 2166; 2008 I 1191; 2009 I 2446; 2009 I 2521; 2013 I 3799; 2013 I 3830; 2015 I 1474; 2016 I 558; 2018 I 2357</p>	<p>abrégé, OABM A 9514.1/1.19 www.dpma.de/english/our_office/law/index.html (anglais)</p>	<p>Loi PatKostG</p>
	<p>5. Gesetz zu der Vereinbarung vom 21. Dezember 1989 über Gemeinschaftspatente und zu dem Protokoll vom 21. Dezember 1989 über eine etwaige Änderung der Bedingungen für das Inkrafttreten der Vereinbarung über Gemeinschaftspatente sowie zur Änderung patentrechtlicher Vorschriften (Zweites Gesetz über das Gemeinschaftspatent) vom 20. Dezember 1991, zuletzt geändert durch Artikel 2 Abs. 4 des Gesetzes zur Modernisierung von Verfahren im patentanwaltlichen Berufsrecht vom 14. August 2009</p> <p><i>[5. Loi relative à l'accord en matière de brevets communautaires du 21 décembre 1989 et au Protocole du 21 décembre 1989 relatif à une éventuelle modification des conditions d'entrée en vigueur de l'accord en matière de brevets communautaires, et portant modification des dispositions en matière de brevets (deuxième loi sur le brevet communautaire) du 20 décembre 1991, modifiée en dernier lieu par l'article 2, paragraphe 4 de la loi de modernisation des procédures relatives au droit de la profession de conseil en propriété industrielle du 14 août 2009]</i></p>	<p>BGBl 1991 II 1354; 2007 I 2166 i.V.m. 2009 I 2827</p>	<p>-</p>	<p>Loi 2 GPatG</p>
	<p>6. Verordnung über die Übersetzungen der Ansprüche europäischer Patentanmeldungen vom 18. Dezember 1978, zuletzt geändert durch Artikel 2 der Verordnung vom 12. Dezember 2018</p> <p><i>[6. Règlement relatif aux traductions des revendications des demandes de brevet européen du 18 décembre 1978, modifié en dernier lieu par l'article 2 du règlement du 12 décembre 2018]</i></p>	<p>BGBl 1978 II 1469; 1993 II 1989; 2011 II 738; 2018 II 2446</p>	<p>-</p>	<p>Règl. du 18.12.78</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>7. Verordnung über die Zahlung der Kosten des Deutschen Patent- und Markenamts und des Bundespatentgerichts (Patentkostenzahlungsverordnung - PatKostZV) vom 15. Oktober 2003, zuletzt geändert durch Artikel 4 der Verordnung über den elektronischen Rechtsverkehr beim Deutschen Patent- und Markenamt und zur Änderung weiterer Verordnungen für das Deutsche Patent- und Markenamt vom 1. November 2013</p> <p><i>[7. Ordonnance relative au paiement des redevances perçues par l'Office allemand des brevets et des marques et le Tribunal fédéral des brevets (Ordonnance sur le paiement des redevances de brevets) du 15 octobre 2003, modifiée en dernier lieu par l'article 4 de l'Ordonnance relative à la communication de pièces sous forme électronique à l'Office allemand des brevets et des marques (ERVDPMAV) du 1^{er} novembre 2013]</i></p> <p>8. Verordnung zum Verfahren in Patentsachen vor dem Deutschen Patent- und Markenamt (Patentverordnung - PatV) vom 1. September 2003, zuletzt geändert durch Artikel 1 der Verordnung vom 12. Dezember 2018</p> <p><i>[8. Ordonnance relative aux procédures en matière de brevets devant l'Office allemand des brevets et des marques (Ordonnance relative aux brevets) du 1^{er} septembre 2003, modifiée en dernier lieu par l'article premier de l'Ordonnance du 12 décembre 2018]</i></p> <p>9. Gesetz über die Erstreckung von gewerblichen Schutzrechten (Erstreckungsgesetz - ErstrG) vom 23. April 1992, zuletzt geändert durch Artikel 14 Absatz 2 des Gesetzes vom 4. April 2016</p> <p><i>[9. Loi portant extension des droits de propriété industrielle (loi d'extension) du 23 avril 1992, modifiée en dernier lieu par l'article 14 paragraphe 2 de la loi du 4 avril 2016]</i></p> <p>10. Verordnung über das Deutsche Patent- und Markenamt (DPMA-Verordnung – DPMAV) vom 1. April 2004, zuletzt geändert durch Artikel 1 der Verordnung vom 10. Dezember 2018</p> <p><i>[10. Ordonnance relative à l'Office allemand des brevets et des marques (DPMAV) du 1^{er} avril 2004, modifiée en dernier lieu par l'article premier de l'Ordonnance du 10 décembre 2018]</i></p>	<p>BGBI 2003 I 2083; 2013 I 3906</p> <p>BGBI 2003 I 1702; 2004 I 897; 2004 I 3532; 2011 I 996; 2012 I 2630; 2018 I 2446</p> <p>BGBI 1992 I 938; 1994 II 1438; 1997 I 3224; 1998 I 1827; 2001 I 3656; 2004 I 390; 2016 I 558</p> <p>BGBI 2004 I 514; 2006 I 2159; 2010 I 83; 2010 I 330; 2013 I 3799; 2013 I 3906; 2016 I 558; 2018 I 2444</p>	<p>OABM: A 9511.1 (anglais), A 9511.2 (français)</p> <p>OABM: P 2790.1a/4.19 www.dpma.de/english/our_office/law/index.html (anglais)</p> <p>P 2790.2a/4.19 www.dpma.de/service/formulare/patent/index.html (français)</p> <p>LTPi DE 1-006 (anglais, français)</p> <p>-</p>	<p>Ord. du 15.10.03</p> <p>OB</p> <p>Loi ext.</p> <p>DPMAV</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>11. Verordnung über den elektronischen Rechtsverkehr beim Deutschen Patent- und Markenamt (ERVDPMVA) vom 1. November 2013, zuletzt geändert durch Artikel 2 der Verordnung vom 10. Dezember 2018</p> <p><i>[11. Ordonnance relative à la communication de pièces sous forme électronique à l'Office allemand des brevets et des marques (ERVDPMVA) du 1^{er} novembre 2013, telle que modifiée en dernier lieu par l'article 2 de l'Ordonnance du 10 décembre 2018]</i></p>	<p>BGBI 2013 I 3906; 2014 I 18; 2015 I 1474; 2016 I 558; 2017 I 2745; 2018 I 2444</p>	-	ERVDPMVA
Autriche	<p>1. Bundesgesetz vom 16. Dezember 1978 über die Einführung des Europäischen Patentübereinkommens und des Vertrages über die internationale Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Patentwesens (Patentverträge-Einführungsgesetz)</p> <p><i>[1. Loi fédérale du 16 décembre 1978 sur l'introduction de la Convention sur le brevet européen et du Traité de coopération en matière de brevets (Loi d'introduction des traités en matière de brevets)]</i></p> <p>2. Patentgesetz 1970</p> <p><i>[2. Loi sur les brevets de 1970]</i></p>	<p>BGBI Nr. 52/1979; Nr. 234/1984; Nr. 418/1992; Nr. 181/1996; Nr. 175/1998; I Nr. 143/2001; I Nr. 149/2004; I Nr. 42/2005; I Nr. 81/2007; I Nr. 2/2008; I Nr. 126/2009; I Nr. 126/2013</p> <p>BGBI Nr. 259/1970; Nr. 234/1984; Nr. 382/1986; Nr. 418/1992; Nr. 771/1992; Nr. 212/1994; Nr. 634/1994; Nr. 181/1996; Nr. 175/1998; I Nr. 191/1999; I Nr. 143/2001; I Nr. 149/2004; I Nr. 42/2005; I Nr. 130/2005; I Nr. 151/2005; I Nr. 96/2006; I Nr. 81/2007; I Nr. 126/2009; I Nr. 135/2009; I Nr. 126/2013; I Nr. 71/2016; I Nr. 124/2017; I Nr. 37/2018</p>	<p>LTPI AT 2-002 (anglais, français)</p> <p>LTPI AT 2-001 (anglais, français)</p>	<p>Loi PatV-EG</p> <p>LB</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. Verordnung des Präsidenten des Patentamts über Eingaben an das Patentamt sowie über das Verfahren in Patent-, Schutzzettifikats-, Gebrauchsmuster-, Halbleiter-schutz-, Marken- und Musterangelegenheiten (Patentamts-verordnung - PAV)</p> <p><i>[3. Décret du Président de l'Office des brevets relatif aux requêtes adressées à l'Office des brevets ainsi qu'à la procédure en matière de brevets, de certificats complémentaires de protection, de modèles d'utilité, de protection des semi-conducteurs, de marques et de modèles (Décret de l'Office des brevets)]</i></p> <p>4. Bundesgesetz über die im Bereich des Patentamtes zu zahlenden Gebühren und Entgelte (Patentamtsgebühren-gesetz – PAG) in der Fassung VO über die Valorisierung der festen Gebührensätze des Patentamtsgebührengesetzes (PAG-ValV 2014)</p> <p><i>[4. Loi fédérale relative aux taxes et tarifs de l'office des brevets (Loi relative aux taxes de l'Office des brevets – LTOB) telle que modifiée par décret de son Président concernant le relèvement des montants fixes de taxes mentionnés dans la Loi relative aux taxes de l'Office des brevets (LTOB-DécrRel 2014)]</i></p>	<p>PBl. 2018, Nr. 12, Anhang</p> <p>BGBI I Nr. 149/2004; I Nr. 81/2007; I Nr. 126/2009; I Nr. 111/2010; I Nr. 36/2011; I Nr. 126/2013; I Nr. 71/2016; I Nr. 124/2017 und I Nr. 89/2018 idF PBl. 2014, Nr. 4</p>	<p>-</p> <p>-</p>	<p>Décr. Prés.</p> <p>LTOB</p>
Belgique	<p>1. Loi du 21 avril 2007 portant diverses dispositions relatives à la procédure de dépôt des demandes de brevet européen et aux effets de ces demandes et des brevets européens en Belgique</p> <p>2. Loi du 8 juillet 1977 portant approbation des actes internationaux suivants :</p> <p>1° Convention sur l'unification de certains éléments du droit des brevets d'invention, faite à Strasbourg le 27 novembre 1963 ;</p> <p>2° Traité de coopération en matière de brevets et Règlement d'exécution, faits à Washington le 19 juin 1970 ;</p> <p>3° Convention sur la délivrance de brevets européens (Convention sur le brevet européen), Règlement d'exécution et quatre Protocoles, faits à Munich le 5 octobre 1973 ;</p> <p>4° Convention relative au brevet européen pour le Marché commun (Convention sur le brevet communautaire) et Règlement d'exécution, faits à Luxembourg le 15 décembre 1975</p> <p>modifiée par la Loi du 28 mars 1984 et par la Loi du 21 avril 2007</p> <p>3. Loi du 10 janvier 1955 relative à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'État</p> <p>4. Arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative</p>	<p>Moniteur belge du 4.9.07</p> <p>Moniteur belge du 30.9.77 et du 9.3.85</p> <p>Moniteur belge du 26.1.55</p> <p>Moniteur belge du 2.8.66</p>	<p>-</p> <p>Bl.f.PMZ 1978, 276 (allemand) IPLT BE 2-001 (anglais)</p> <p>Bl.f.PMZ 1955, 346 (allemand)</p> <p>-</p>	<p>Loi du 21.4.07</p> <p>Loi du 8.7.77</p> <p>-</p> <p>-</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	5. Arrêté royal du 5 décembre 2007 relatif au dépôt d'une demande de brevet européen, à sa transformation en demande de brevet belge et à l'enregistrement de brevets européens produisant effet en Belgique	Moniteur belge du 12.12.07	-	AR du 5.12.07
	6. Arrêté royal du 27 février 1981 relatif au dépôt d'une demande de brevet européen, à sa transformation en demande de brevet national et à l'enregistrement de brevets européens produisant effet en Belgique, modifié par arrêté royal du 2 décembre 1986	Moniteur belge du 5.3.81	IPLT BE 2-002 (anglais) Bl.f.PMZ 1983, 166 (allemand)	AR du 27.2.81
	7. Arrêté royal du 2 décembre 1986 relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention, modifié par l'arrêté royal du 25 mai 1987, par l'arrêté royal du 27 février 2007 et par l'arrêté royal du 17 août 2007	Moniteur belge du 6.12.86	IPLT BE 2-005 (anglais) Moniteur belge du 8.1.00 (allemand)	AR du 2.12.86
	8. Arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif aux taxes et taxes supplémentaires dues en matière de brevets d'invention, modifié par arrêté royal du 14 février 1989, par arrêté royal du 21 septembre 1993, par arrêté royal du 3 février 1995, par arrêté royal du 17 juin 1999, par arrêté royal du 20 juillet 2000, par l'arrêté royal du 21 décembre 2006, par arrêté royal du 24 septembre 2007 et par l'arrêté royal du 9 novembre 2015	Moniteur belge du 23.12.86	-	AR (Taxes)
	9. Loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI "Propriété intellectuelle" du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins	Moniteur belge du 12.6.2014	-	CDE (Code de droit économique)
	10. Loi du 19 avril 2014 portant insertion du Livre XI "Propriété intellectuelle" dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au Livre XI dans les Livres I, XV et XVII du même Code	Moniteur belge du 12.6.2014	-	CDE (Code de droit économique)
	11. Arrêté royal du 31 août 2014 relatif à la mise en œuvre, en ce qui concerne la signature électronique, de l'article I.14,11°, du Code de droit économique	Moniteur belge du 11.9.2014	-	AR (signature électronique)
	12. Arrêté royal du 4 septembre 2014 relatif à la mise en œuvre des dispositions relatives aux brevets d'invention de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, "Propriété intellectuelle" dans le Code de droit économique et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code	Moniteur belge du 11.9.2014	-	AR du 4.9.14
	13. Arrêté royal du 12 mai 2015 portant exécution des articles XI.82 à XI.90 du livre XI du Code de droit économique, relatif au dépôt d'une demande de brevet européen, à sa transformation en demande de brevet belge et à l'enregistrement de brevets européens produisant effet en Belgique		-	AR du 12.5.15
	14. Loi du 29 juin 2016 portant dispositions diverses en matière d'Économie	Moniteur belge du 6.7.2016	-	Loi du 29.6.16
	15. Loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions en vue de la protection du titre de mandataire en brevets	Moniteur belge du 19.7.2018	-	Loi du 8.7.18

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>16. Loi du 23 mars 2019 portant assentiment aux actes internationaux suivants en matière de propriété intellectuelle :</p> <p>1° La Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991 ;</p> <p>2° L'Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens, fait à Londres le 17 octobre 2000</p>		-	Loi du 23.3.19
Bulgarie	<p>1. Закон за патентите и регистрацията на полезните модели (загл. изм. ДВ, бр. 64 от 2006 г., в сила от 9.11.2006 г.), отразена деноминацията от 5.7.1999 г., обнародван ДВ бр. 27/2.4.1993 г., допълнен ДВ бр. 83/1.10.1996 г., изменен бр. 11/29.1.1998 г., изменен ДВ бр. 81/14.9.1999 г., изменен ДВ бр. 45/30.4.2002 г., изменен ДВ бр. 66/9.7.2002 г., допълнен ДВ бр. 17/21.2.2003 г., изменен ДВ бр. 30/11.4.2006 г., изменен ДВ бр. 64/8.8.2006 г., изменен ДВ бр. 31/13.4.2007 г., изменен ДВ бр. 59/20.7.2007 г., изменен ДВ бр. 36/4.4.2008 г., изменен ДВ бр. 19/9.3.2010 г., изменен ДВ бр. 38/18.5.2012 г., изм. ДВ бр. 58 от 18 Юли 2017 г.</p> <p><i>[1. Loi sur l'enregistrement de brevets et de modèles d'utilité (titre modifié par le JO n° 64/2006, en vigueur à compter du 9.11.2006 et tenant compte de la réforme monétaire du 5.7.1999), promulguée par le JO n° 27 du 2.4.1993, complétée par le JO n° 83 du 1.10.1996, modifiée par le JO n° 11 du 29.1.1998, modifiée par le JO n° 81 du 14.9.1999, modifiée par le JO n° 45 du 30.4.2002, modifiée par le JO n° 66 du 9.7.2002, complétée par le JO n° 17 du 21.2.2003, modifiée par le JO n° 30 du 11.4.2006, modifiée par le JO n° 64 du 8.8.2006, modifiée par le JO n° 31 du 13.4.2007, modifiée par le JO n° 59 du 20.7.2007, modifiée par le JO n° 36 du 4.4.2008, modifiée par le JO n° 19 du 9.3.2010, modifiée par le JO n° 38/18.5.2012, modifiée par le JO n° 58/18.7.2017]</i></p> <p>2. Наредба за секретните патенти, приета с постановление на Министерския съвет № 331 от 20.12.2008 г., обн. ДВ бр. 2/9.1.2009 г., изм. ДВ бр. 8 от 28 Януари 2014 г.</p> <p><i>[2. Règlement sur les brevets secrets, adopté par le Décret du Conseil des ministres n° 331 du 20.12.2008, promulgué par le JO n° 2 du 9.1.2009, modifié par le JO n° 8/28.1.2014]</i></p> <p>3. Наредба за представителите по индустриална собственост, приета с постановление на Министерски съвет № 161/4.8.2017. Обнародвана ДВ 64/8.8.2017</p> <p><i>[3. Règlement relatif aux mandataires en propriété industrielle, adopté par le Décret gouvernemental n° 161/4.8.2017, promulgué par le JO n° 64/8.8.2017]</i></p>	<p>State Gazette (SG)/(JO) No. 27/2.4.1993, 83/1.10.1996, 11/29.1.1998, 81/14.9.1999, 45/30.4.2002, 66/9.7.2002, 68/16.7.2002, 17/21.2.2003, 30/11.4.2006, 64/8.8.2006, 31/13.4.2007, 59/20.7.2007, 36/4.4.2008, 19/9.3.2010, 38/18.5.2012, 58/18.7.2017</p> <p>State Gazette No. 2/9.1.2009, 28.1.2014</p> <p>State Gazette No. 64/8.8.2017</p>	-	LB

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>4. Тарифа за таксите, които се събират от Патентното ведомство на Република България, в сила от 30.12.1999, приета с постановление на Министерски съвет № 242/27.12.1999 г., отразена деноминацията от 27.12.1999, обнародвана ДВ бр. 114/30.12.1999, изменена ДВ бр.117/17.12.2002, изменена ДВ бр. 91/15.11.2005, изменена ДВ бр. 35/ 27.4.2007 г., поправена ДВ бр. 42/29.5.2007 г., изменена ДВ бр. 31/15.4.2011 г., изменена и допълнена ДВ бр. 99/12.12.2017 г.</p> <p><i>[4. Barème des taxes perçues par l'Office des brevets, adopté par le Décret gouvernemental n° 242 du 27.12.1999, (tenant compte de la réforme monétaire du 27.12.1999), promulgué par le JO n° 114 du 30.12.1999, modifié par le JO n° 117 du 17.12.2002, modifié par le JO n° 91 du 19.11.2005, modifié par le JO n° 35 du 27.4.2007, modifié par le JO n° 42 du 29.5.2007, modifié par le JO n° 31/15.4.2011, modifié et complété par le JO n° 99/12.12.2017]</i></p> <p>5. Наредба за оформяне, подаване и експертиза на заявки за патенти, приета с постановление на Министерския съвет № 53 от 19.3.2008 г., обнародвана ДВ бр. 33/28.3.2008 г.</p> <p><i>[5. Règlement relatif à la rédaction, au dépôt et à l'examen de demandes de brevets, adopté par le Décret gouvernemental n° 53 du 19.3.2008, promulgué au JO n° 33/28.3.2008]</i></p> <p>6. Наредба за разглеждане на спорове по закона за патентите и регистрацията на полезните модели, приета с Постановление на Министерския съвет № 55 от 9.3.2011 г., обнародвана ДВ бр. 21/15.3.2011 г.</p> <p><i>[6. Règlement relatif aux litiges au titre de la Loi sur les brevets et l'enregistrement des modèles d'utilité, adopté par le Décret gouvernemental n° 55 du 9.3.2011, promulgué par le JO n° 21/15.3.2011]</i></p>	<p>State Gazette No. 114/30.12.1999 ; 117/17.12.2002 ; 91/15.11.2005, 35/27.4.2007, 42/29.5.2007, 31/15.4.2011 99/12.12.2017</p> <p>State Gazette No. 33/28.3.2008</p> <p>State Gazette No. 21/15.3.2011</p>	<p>Site Internet de l'Office bulgare des brevets sous www.bpo.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=58&Itemid=205 (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>Décr. Taxes</p> <p>-</p> <p>-</p>
Chypre	<p>1. Patent Law 1998 Patent (Amendment) Law 1999 Patent (Amendment) Law 2000 Patent (Amendment) Law 2002 Patent (Amendment) Law 2006</p> <p><i>[1. Loi de 1998 sur les brevets Loi de 1999 sur les brevets (amendement) Loi de 2000 sur les brevets (amendement) Loi de 2002 sur les brevets (amendement) Loi de 2006 sur les brevets (amendement)]</i></p> <p>2. Patent (Fees) Regulations 1999 Patent (Fees) (Amendment) Regulations 2013</p> <p><i>[2. Règlement de 1999 relatif aux taxes Règlement de 2013 relatif aux taxes (amendement)]</i></p>	<p>Cyprus Gazette Part I, 6.4.98 Part I, 19.3.99 Part I, 17.11.00 Part I, 9.8.02, Part I, 28.7.06</p> <p>Cyprus Gazette Part III (I), 26.3.99 Part III (I), 1.2.13</p>	<p>LTPI CY 2-001 (anglais, français) Bl.f.PMZ 2003, 15 (allemand)</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>RT</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Croatie	<p>1. Zakon o patentu</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets]</i></p> <p>2. Pravilnik o patentu</p> <p><i>[2. Ordonnance sur les brevets]</i></p> <p>3. Zakon o upravnim pristojbama u području prava intelektualnog vlasništva</p> <p><i>[3. Loi sur les taxes administratives dans le domaine des droits de propriété intellectuelle]</i></p> <p>4. Uredba o naknadama za posebne troškove i troškove za pružanje informacijskih usluga Državnog Zavoda za intelektualno vlasništvo</p> <p><i>[4. Règlement sur les frais spéciaux et le coût des services d'information fournis par l'Office national de la propriété intellectuelle]</i></p> <p>5. Zakon o općem upravnom postupku</p> <p><i>[5. Loi sur les procédures administratives générales]</i></p>	<p>Narodne Novine (NN) 173/2003, 87/2005, 76/2007, 30/2009, 128/2010, 49/2011, 76/2013, 46/2018</p> <p>NN 117/2007, 3/2011, 66/2011, 145/2012, 85/2013 43/2017</p> <p>NN 64/2000, 160/2004, 62/2008, 30/2009, 49/2011</p> <p>NN 109/2011, 96/2013</p> <p>NN 47/2009</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>OB</p> <p>LTaxesAdm</p> <p>RFrSp</p> <p>Loi PAG</p>
Danemark	<p>1. Patentloven, lovbekendtgørelse nr. 90 af 29. januar 2019</p> <p><i>[1. Loi consolidée sur les brevets n° 90 du 29 janvier 2019]</i></p> <p>2. Bekendtgørelse om patenter og supplerende beskyttelsescertifikater nr. 25 af 18. januar 2013</p> <p><i>[2. Ordonnance concernant les brevets et certificats complémentaires de protection n° 25 du 18 janvier 2013]</i></p>	<p>DKPTO website at www.dkpto.dk</p> <p>DKPTO website at www.dkpto.org</p>	<p>Site Internet du DKPTO sous www.dkpto.org (anglais)</p> <p>Site Internet du DKPTO sous www.dkpto.org (anglais)</p>	<p>LB</p> <p>OB</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. Bekendtgørelse om ændring af reglerne om konsumtion i patentloven m. v. nr. 238 af 30. marts 1994</p> <p><i>[3. Ordonnance n° 238 du 30 mars 1994 portant modification de la loi sur les brevets, etc. concernant le droit exclusif]</i></p> <p>4. Lov om hemmelige patenter, lovbekendtgørelse nr. 107 af 24. januar 2012</p> <p><i>[4. Loi consolidée sur les brevets d'invention secrets n° 107 du 24 janvier 2012]</i></p>	<p>DKPTO website at www.dkpto.org</p> <p>DKPTO website at www.dkpto.org</p>	<p>-</p> <p>Site Internet du DKPTO sous www.dkpto.org (anglais)</p>	<p>-</p> <p>Loi n° 107/2012</p>
Espagne	<p>1. Ley 24/2015, de 24 de julio, de Patentes En vigor a partir del 1 de abril de 2017.</p> <p><i>[1. Loi n° 24/2015 du 24 juillet 2015 sur les brevets] En vigueur à compter du 1^{er} avril 2017</i></p> <p>2. Real Decreto 316/2017, de 31 de marzo, por el que se aprueba el Reglamento de ejecución de la Ley 24/2015, de 24 de julio, de Patentes</p> <p><i>[2. Décret royal n° 316/2017 du 31 mars 2017 portant approbation du règlement d'exécution de la loi sur les brevets n° 24/2015 du 24 juillet 2015]</i></p> <p>3. Orden Ministerial ETU/320/2018, de 26 de marzo, por la que se establecen los requisitos y condiciones en las que otros habilitados, distintos de los expresamente facultados por los artículos 154.2 y 169.2 de la Ley 24/2015, de 24 de julio, de Patentes, podrán traducir patentes europeas y solicitudes internacionales de patentes a que se refieren dichos artículos</p> <p><i>[3. Arrêté ministériel ETU/320/2018 du 26 mars 2018, établissant les exigences et les conditions en vertu desquelles les personnes autres que celles expressément autorisées par les articles 154.2 et 169.2 de la Loi n° 24/2015 du 24 juillet 2015 sur les brevets peuvent traduire les demandes de brevet européen et les demandes internationales mentionnées auxdits articles]</i></p> <p>4. Ley 46/1998, de 17 de diciembre sobre la introducción del euro</p> <p><i>[4. Loi n° 46/1998 du 17 décembre 1998 relative à l'introduction de l'euro]</i></p>	<p>BOE núm. 177/2015, 62765</p> <p>BOE núm. 78/2017, 25281</p> <p>BOE núm. 302/98, 42460</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>NLB</p> <p>DR 316</p> <p>AM 320</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Estonie	<p>1. Patendiseadus, vastu võetud 16. märtsil 1994, viimati muudetud 20. veebruaril 2019</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets, adoptée le 16 mars 1994, modifiée en dernier lieu le 20 février 2019]</i></p>	<p>RT I 1994, 25, 406 RT I 1996, 49, 953 RT I 1998, 64/65, 1003 RT I 1998, 107, 1768 RT I 1999, 84, 764 RT I 2001, 27, 151 RT I 2001, 93, 565 RT I 2002, 53, 336 RT I 2003, 18, 106 RT I 2004, 20, 141 RT I 2005, 18, 104 RT I 2005, 39, 308 RT I 2005, 70, 540 RT I 2006, 58, 439 RT I 2007, 13, 69 RT I 2008, 59, 330 RT I 2009, 4, 24 RT I 2009, 62, 405 RT I 2010, 22, 108 RT I, 29.11.2011, 1 RT I, 28.12.2011, 1 RT I, 12.7.2014, 1 RT I, 29.6.2014, 109 RT I, 19.3.2019, 4 RT I, 19.3.2019, 5</p>	<p>Site Internet de l'Office estonien sous www.epa.ee/en/legal-acts/acts (anglais)</p>	<p>LB</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>2. Riigilõivuseadus, vastu võetud 10. detsembril 2014, viimati muudetud 20. veebruaril 2019</p> <p><i>[2. Loi sur les taxes nationales, adoptée le 10 décembre 2014, modifiée en dernier lieu le 20 février 2019]</i></p> <p>3. Euroopa patentide väljaandmise konventsiooni kohaldamise seadus, vastu võetud 17. aprillil 2002, viimati muudetud 19. juunil 2014</p> <p><i>[3. Loi relative à la mise en oeuvre de la Convention sur la délivrance de brevets européens, adoptée le 17 avril 2002, modifiée en dernier lieu le 19 juin 2014]</i></p> <p>4. Patenditaotluse sisu- ja vorminõuded ning Patendiametile esitamise kord, Justiitsiministri 3. jaanuari 2012 määrus nr 2, viimati muudetud 7. jaanuaril 2015</p> <p><i>[4. Exigences relatives au contenu et au format des demandes de brevet et à la procédure de dépôt de ces demandes, règlement n° 2 du Ministre de la Justice du 3 janvier 2012, modifié en dernier lieu le 7 janvier 2015]</i></p> <p>5. Euroopa patentide väljaandmise konventsiooni kohaselt väljaantavate patentidega seotud riigilõivude Eesti Patendiameti kontole kandmise ja Euroopa patendi jõushoidmise riigilõivude Euroopa Patendiametile ülekandmise kord, Rahandusministri 11. juuli 2002. a määrus nr 89, viimati muudetud 22. detsembril 2011</p> <p><i>[5. Décret relatif à la procédure de versement, sur le compte de l'Office estonien des brevets, des taxes dues pour les brevets délivrés conformément à la Convention sur le brevet européen, et de transfert des taxes de maintien en vigueur des brevets européens à l'Office européen des brevets, règlement n° 89 du Ministre des Finances du 11 juillet 2002, modifié en dernier lieu le 22 décembre 2011]</i></p>	<p>RT I, 30.12.2014, 1 RT I, 30.6.2015, 4 RT I, 19.3.2019, 12</p> <p>RT I 2002, 38, 233 RT I 2003, 88, 594 RT I 2004, 20, 141 RT I 2009, 4, 24 RT I, 28.12.2011, 1 RT I, 29.6.2014, 109</p> <p>RT I, 10.1.2012, 2 RT I, 13.1.2015, 1</p> <p>RTL 2002, 84, 1295 RT I, 29.12.2011, 36</p>	<p>Site Internet de l'Office estonien sous www.epa.ee/en/additional-info/fees (anglais)</p> <p>Site Internet de l'Office estonien sous www.epa.ee/en/legal-acts/acts (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LT</p> <p>LMC</p> <p>-</p> <p>Décr. taxes</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>6. Euroopa patenditaotluse Eesti Patendiametile esitamise ja Euroopa Patendiametile edastamise, Euroopa patenditaotluse patendinõudluse ja patendikirjelduse tõlke esitamise ja avalikustamise ning Euroopa patenditaotluse siseriiklikuks patenditaotluseks ja kasuliku mudeli registreerimise taotluseks muutmise kord, Justiitsministri 3. jaanuari 2012. a määrus nr 3, viimati muudetud 28. mail 2013</p> <p><i>[6. Décret relatif à la procédure de dépôt des demandes de brevet européen auprès de l'Office estonien des brevets, de transmission de ces demandes à l'Office européen des brevets, de production et publication d'une traduction des revendications des demandes de brevet européen et des fascicules de brevet européen, et de conversion des demandes de brevet européen en demandes de brevet national et demandes de modèle d'utilité, règlement n° 3 du Ministre de la Justice du 3 janvier 2012, modifié en dernier lieu le 28 mai 2013]</i></p>	<p>RT I, 10.1.2012, 3 RT I, 31.5.2013, 2</p>	-	Règl. n° 3
Finlande	<p>1. Patentilaki 15.12.1967/550, muutettu viimeksi lailla nro 717/2016 - 25.8.2016</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets n° 550/67 du 15 décembre 1967, modifiée en dernier lieu par la Loi n° 717/2016 du 25 août 2016]</i></p>	<p>SäädKok 550/1967 407/1980 387/1985 801/1991 577/1992 1034/1992 1409/1992 593/1994 717/1995 1695/1995 243/1997 650/2000 990/2004 896/2005 295/2006 684/2006 392/2010 954/2010 478/2011 743/2011 863/2011 101/2013 23/2016 (not yet in force) 717/2016</p>	<p>Site Internet du PRH sous www.prh.fi (anglais)</p> <p>www.finlex.fi (Version consolidée en finnois et suédois)</p>	LB

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>2. Patenttiasetus 26.9.1980/669, muutettu viimeksi asetuksella nro 580/2013 – 18.7.2013</p> <p><i>[2. Décret sur les brevets n° 669/80 du 26 septembre 1980, modifié en dernier lieu par le Décret n° 580/2013 du 18 juillet 2013]</i></p> <p>3. Laki maanpuolustukselle merkityksellisistä keksinnöistä 15.12.1967/551, muutettu viimeksi lailla nro 104/2013 – 31.1.2013</p> <p><i>[3. Loi sur les inventions relatives à la défense du pays n° 551/67 du 15 décembre 1967, modifiée en dernier lieu par la Loi n° 104/2013 du 31 janvier 2013]</i></p> <p>4. Patenttimääräykset 12.2.2019</p> <p><i>[4. Règlements de l'Office des brevets du 12 février 2019]</i></p> <p>5. Työ- ja elinkeinoministeriön asetus Patentti- ja rekisterihallituksen maksullisista suoritteista 29.11.2019/1097</p> <p><i>[5. Décret n° 1097 du 29 novembre 2019 du Ministère de l'emploi et de l'économie relatif à la fixation des taxes de l'Office finlandais des brevets et de l'enregistrement]</i></p>	<p>SäädKok 669/1980 505/1985 583/1992 71/1994 595/1994 104/1996 246/1997 674/2000 1200/2004 144/2006 1118/2007 603/2008 1097/2011 580/2013</p> <p>SäädKok 551/1967 795/1989 599/1995 1397/1995 1697/1995 245/1997 104/2013</p> <p>-</p> <p>SäädKok 1097/2019</p>	<p>Site Internet du PRH sous www.prh.fi (anglais)</p> <p>www.finlex.fi (Version consolidée en finnois et suédois)</p> <p>www.finlex.fi (Version consolidée en finnois et suédois)</p> <p>Site Internet du PRH sous www.prh.fi (anglais et suédois)</p> <p>www.finlex.fi (finnois et suédois)</p>	<p>DB</p> <p>Inv. Défense</p> <p>ROB</p> <p>Décr. Taxes</p>
France	<p>1. Code de la propriété intellectuelle (partie législative)</p> <p>2. Code de la propriété intellectuelle (partie réglementaire)</p> <p>3. Arrêté du 24 avril 2008 relatif aux redevances de procédures perçues par l'Institut national de la propriété industrielle</p> <p>4. Décision n° 2016-36 du 26 février 2016 relative aux modalités de paiement électronique des annuités de brevets</p>	<p>www.legifrance.gouv.fr</p> <p>www.legifrance.gouv.fr</p> <p>JORF du 26.4.2008 10.9.2008 13.6.2015</p> <p>www.inpi.fr</p>	<p>IPLT FR 1-001 (anglais)</p> <p>IPLT FR 1-002 (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>CPI</p> <p>Régl. CPI</p> <p>Arrêté (Taxes) du 24.4.08</p> <p>Déc. DG n° 2016-36</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>5. Décision n° 2015-73 du 9 juillet 2015 relative aux modalités de dépôt électronique via EPOLINE des demandes de brevet d'invention et de certificats d'utilité ainsi que des pièces complémentaires y afférentes</p> <p>6. Décision n° 2018-156 du 8 novembre 2018 relative aux modalités de dépôt des demandes de brevets et des procédures et échanges subséquents</p> <p>7. Décision n° 2017-146 du 9 octobre 2017 relative aux modalités de dépôt des demandes d'inscription au registre national d'une rectification ou d'un acte affectant la propriété ou la jouissance d'un dépôt</p>	<p>www.inpi.fr</p> <p>www.inpi.fr</p> <p>www.inpi.fr</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>-</p> <p>Déc. DG n° 2018-156</p> <p>Déc. DG n° 2017-146</p>
Grèce	<p>1. Νόμος 1733/1987 "Μεταφορά τεχνολογίας εφευρέσεις, τεχνολογική καινοτομία και σύσταση Επιτροπής Ατομικής Ενέργειας" όπως τροποποιήθηκε από το άρθρο 18 του νόμου 1739/1987, το Προεδρικό Διάταγμα 54/1992 και το άρθρο 9 του νόμου 2359/1995 και τα άρθρα 1 & 3-8 του νόμου 4605/2019</p> <p><i>[1. Loi n° 1733/1987 relative aux transferts de technologie, aux inventions, à l'innovation technologique et l'établissement d'un Comité d'Énergie Nucléaire, modifiée par l'article 18 de la Loi n° 1739/1987 et Décret présidentiel n° 54/1992, et par l'article 9 de la Loi n° 2359/1995 et par les articles 1 & 3-8 de la Loi n° 4605/2019]</i></p> <p>2. Νόμος 4325/1963 περί εφευρέσεων αφορωσών την εθνικήν άμυναν της χώρας και τροποποιήσεως του Ν. 2527/1920 "περί διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας"</p> <p><i>[2. Loi n° 4325/1963 relative aux inventions concernant la défense nationale et portant modification de la Loi n° 2527/1920 relative aux brevets d'invention]</i></p> <p>3. Νόμος 1607/1986 "Κύρωση της σύμβασης για την χορήγηση Ευρωπαϊκών διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας, που υπογράφηκε στο Μόναχο στις 5 Οκτωβρίου 1973"</p> <p><i>[3. Loi n° 1607/1986 relative à la ratification de la Convention sur la délivrance de brevets européens, fait à Munich le 5 octobre 1973]</i></p> <p>4. Νόμος 3396 "Κύρωση της Πράξης Αναθεώρησης της Σύμβασης για την χορήγηση των Ευρωπαϊκών διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας (Σύμβαση για το Ευρωπαϊκό δίπλωμα ευρεσιτεχνίας της 5^{ης} Οκτωβρίου 1973, η οποία τροποποιήθηκε στις 17 Δεκεμβρίου 1991) της 29^{ης} Νοεμβρίου 2000"</p> <p><i>[4. Loi n° 3396 relative à la ratification de l'Acte du 29 novembre 2000 portant révision de la Convention sur le brevet européen (Convention sur le brevet européen du 5 octobre 1973 telle que modifiée le 17 décembre 1991)]</i></p>	<p>ΦΕΚ 171 Α' 22.9.1987 201 Α' 20.11.1987 22 Α' 14.2.1992 241 Α' 21.11.1995 52 Α' 1.4.2019</p> <p>ΦΕΚ 156 Α' 27.9.1963</p> <p>ΦΕΚ 85 Α' 30.6.1986</p> <p>ΦΕΚ 246 Α' 6.10.2005</p>	<p>BI. f. PMZ 1988, 330 (allemand)</p> <p>LTPI GR 1-001 (anglais, français)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>Loi n° 1733/87</p> <p>Loi n° 4325/63</p> <p>Loi n° 1607/86</p> <p>-</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>5. Νόμος 3966 "Εναρμόνιση εθνικού δικαίου με την οδηγία 2004/48/ΕΚ του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου και του Συμβουλίου της 29^{ης} Απριλίου 2004 σχετικά με την επιβολή δικαιωμάτων διανοητικής ιδιοκτησίας, άρθρο. 53"</p> <p><i>[5. Loi n° 3966, harmonisant la législation nationale avec la directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle, article 53]</i></p> <p>6. Προεδρικό Διάταγμα 77/1988 σχετικά με τις διατάξεις εφαρμογής της σύμβασης για τη χορήγηση Ευρωπαϊκών διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας, όπως τροποποιήθηκε με το Προεδρικό διάταγμα 46/2012</p> <p><i>[6. Décret présidentiel n° 77/1988 relatif aux dispositions d'exécution de la Convention sur la délivrance de brevets européens, modifié en dernier lieu par décret présidentiel n° 46/2012]</i></p> <p>7. Προεδρικό διάταγμα 321/2001 σχετικά με την προσαρμογή στην Οδηγία 98/44/ΕΚ του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου και του Συμβουλίου για την έννομη προστασία των βιοτεχνολογικών εφευρέσεων</p> <p><i>[7. Décret présidentiel n° 321/2001 adoptant la directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques]</i></p> <p>8. Υπουργική απόφαση 15928/ΕΦΑ/1253 σχετικά με την κατάθεση αίτησης για χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας ή πιστοποιητικού υποδείγματος χρησιμότητας στον Ο.Β.Ι και τήρηση βιβλίων. Τροποποιήθηκε με την Υπουργική απόφαση αριθ. 3111/ΕΦΑ/433</p> <p><i>[8. Arrêté ministériel n° 15928/EFA/1253 relatif au dépôt de demandes de brevet d'invention ou de certificat d'utilité auprès de l'OBI et aux Registres des brevets, modifié en dernier lieu par arrêté ministériel n° 3111/EFA/433]</i></p> <p>9. Υπουργική απόφαση 30560/544/1997 "Κατάθεση αίτησης στον ΟΒΙ για χορήγηση συμπληρωματικού πιστοποιητικού προστασίας για τα φυτοπροστατευτικά προϊόντα"</p> <p><i>[9. Arrêté ministériel n° 30560/544/1997 sur le dépôt de demandes auprès de l'OBI pour l'octroi d'un certificat complémentaire de protection pour les produits phytopharmaceutiques]</i></p> <p>10. Υπουργική απόφαση 14905/ΕΦΑ/3058/1997 "Κατάθεση αίτησης στον Ο.Β.Ι. για χορήγηση συμπληρωματικού πιστοποιητικού προστασίας για τα φάρμακα"</p> <p><i>[10. Arrêté ministériel n° 14905/EFA/3058/1997 sur le dépôt de demandes auprès de l'OBI pour l'octroi d'un certificat complémentaire de protection pour les produits pharmaceutiques]</i></p>	<p>ΦΕΚ 118 Α' 24.5.2011</p> <p>ΦΕΚ 33 Α' 25.2.1988 246 Α' 95 Α' 23.4.2012</p> <p>ΦΕΚ 218 Α' 1.10.2001</p> <p>ΦΕΚ 778 Β' 31.12.1987 309 Β' 27.3.1998</p> <p>ΦΕΚ 665 Β' 7.8.1997</p> <p>ΦΕΚ 1162 Β' 30.12.1997</p>	<p>-</p> <p>Bl. f. PMZ 1988, 338 (allemand)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>-</p> <p>Décr. prés. n° 77/88</p> <p>-</p> <p>Arrêté min. n° 3111/EFA/433</p> <p>-</p> <p>-</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>11. Υπουργική απόφαση 11475/ΕΦΑ/2388 σχετικά με την διαδικασία κατάθεσης αίτησης στον Ο.Β.Ι. για εξαμηνή παράταση της διάρκειας ισχύος του συμπληρωματικού πιστοποιητικού προστασίας για παιδιατρικά φάρμακα</p> <p><i>[11. Arrêté ministériel n° 11475/EFA/2388 relatif au dépôt de demandes auprès de l'OBI en vue d'une prolongation de six mois du certificat complémentaire de protection pour les médicaments à usage pédiatrique]</i></p>	<p>ΦΕΚ 1165 Β' 25.6.2008</p>	-	-
	<p>12. Υπουργική απόφαση 10374/2009 "Διαδικασία κατάρτισης της έκθεσης έρευνας ή της τελικής έκθεσης έρευνας"</p> <p><i>[12. Arrêté ministériel n° 10374/2009 sur la procédure d'établissement du rapport de recherche ou du rapport de recherche définitif par l'OBI]</i></p>	<p>ΦΕΚ 1594 Β' 4.8.2009</p>	-	-
	<p>13. Απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Οργανισμού Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας ΔΣ 03/2012 της 10ης Φεβρουαρίου 2012 σχετικά με τη μεταβολή του τρόπου υπολογισμού των τελών προέρευνας στον Ο.Β.Ι.</p> <p><i>[13. Décision 03/2012 du Conseil d'administration de l'OBI du 10 février 2012 relative à une modification du mode de calcul de la taxe concernant les recherches effectuées pour le compte de tiers]</i></p>	<p>ΕΔΒΙ 1/2012, Τεύχος Α'</p>	-	<p>Déc. du 10.2.2012</p>
	<p>14. Νόμος 4144/2013, άρθρο 79 "Ρύθμιση θεμάτων Οργανισμού Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας"</p> <p><i>[14. Loi n° 4144/2013, article 79 Questions réglementaires liées à l'Organisation grecque de la Propriété Industrielle (OBI)]</i></p>	<p>ΦΕΚ 88 Β' 18.4.2013</p>	-	-
	<p>15. Υπουργική απόφαση 12625/1/2014 Ηλεκτρονική διακίνηση εγγράφων από και προς τον Οργανισμό Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (ΟΒΙ) και ηλεκτρονική κατάθεση αίτησης καταχώρισης σχεδίου ή υποδείγματος</p> <p><i>[15. Arrêté ministériel n° 12625/1/2014 Transmission électronique de documents en provenance ou à destination de l'Organisation grecque de la Propriété Industrielle (OBI) et dépôt électronique de demandes de dessins ou modèles industriels]</i></p>	<p>ΦΕΚ 3258 Β' 4.12.2014</p>	-	-
	<p>16. Νόμος 2943/2001 (άρθρα 6-11) Κεφάλαιο 3ο "Τμήματα Κοινοτικών Σημάτων"</p> <p><i>[16. Loi n° 2943/2001 (Articles 6 à 11) chapitre 3 "Chambres compétentes pour les marques communautaires"]</i></p>	<p>ΦΕΚ 203 Α' 12.9.2001</p>	-	-
	<p>17. Απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Οργανισμού Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας ΔΣ 13/Α01/2016 της 31ης Αυγούστου 2016 σχετικά με τη μεταβολή του τέλους της έκθεσης έρευνας με αιτιολογημένη γνώμη, με αναδρομική ισχύ από 1.1.2016</p> <p><i>[17. Décision 13/A01/2016 du Conseil d'administration de l'OBI en date du 31 août 2016 relative à une modification de la taxe pour le rapport de recherche élargi avec opinion écrite, applicable à partir du 1.1.2016]</i></p>	<p>ΕΔΒΙ 8/2016 Τεύχος Α'</p>	-	<p>Déc. du 31.8.2016</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>18. Νόμος 4512/2018, άρθρα 123 και 124 "Ρύθμιση θεμάτων οργανισμού Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας"</p> <p><i>[18. Loi n° 4512/2018, articles 123 et 124 "Questions réglementaires liées à l'Organisation grecque de la Propriété Industrielle (OBI)"]</i></p>	<p>ΦΕΚ 5 Α' 17.1.2018</p>	-	Loi n° 4512/2018
Hongrie	<p>1. 1995. évi XXXIII. törvény a találmányok szabadalmi oltalmáról</p> <p><i>[1. Loi n° XXXIII de 1995 sur la protection des inventions par brevet]</i></p> <p>2. 2007. évi CXXX. törvény az Európai Szabadalmi Egyezmény 2000-ben felülvizsgált szövegének kihirdetéséről</p> <p><i>[2. Loi CXXX de 2007 sur la promulgation de la Convention sur le brevet européen révisée en 2000]</i></p>	<p>Magyar Közlöny (Official Gazette) 1995/35 (V.5.)</p> <p>Magyar Közlöny (Official Gazette) 2007/157 (XI.20.)</p>	<p>Site Internet de l'Office hongrois de la propriété intellectuelle (OHPI) sous www.sztnh.gov.hu/ sites/default/files/ patent_act_xxiii_1 995_en_20190512- v5.pdf (anglais)</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>PromCBE</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. 319/2007 (XII.5.) Korm. rendelet az Európai Szabadalmi Egyezmény 2000-ben felülvizsgált szövegéhez kapcsolódó Végrehajtási Szabályzat kihirdetéséről</p> <p>43/2010 (II.26.) Korm. rendelet az Európai Szabadalmi Egyezmény 2000-ben felülvizsgált szövegéhez kapcsolódó Végrehajtási Szabályzat 2009.március 25-én, az Európai Szabadalmi Szervezet Igazgatótanácsának CA/D 2/09. számú határozatával megállapított módosításának kihirdetéséről</p> <p>44/2010 (II.26.) Korm. rendelet az Európai Szabadalmi Egyezmény 2000-ben felülvizsgált szövegéhez kapcsolódó Végrehajtási Szabályzat 2009. március 25-én, az Európai Szabadalmi Szervezet Igazgatótanácsának CA/D 3/09. számú határozatával megállapított módosításának kihirdetéséről</p> <p>45/2010 (II.26.) Korm. rendelet az Európai Szabadalmi Egyezmény 2000-ben felülvizsgált szövegéhez kapcsolódó Végrehajtási Szabályzat 2009. október 27-én, az Európai Szabadalmi Szervezet Igazgatótanácsának CA/D 20/09. számú határozatával megállapított módosításának kihirdetéséről</p> <p>46/2010 (II.26.) Korm. rendelet az Európai Szabadalmi Egyezmény 2000-ben felülvizsgált szövegéhez kapcsolódó Végrehajtási Szabályzat 2009. október 28-án, az Európai Szabadalmi Szervezet Igazgatótanácsának CA/D 18/09. számú határozatával megállapított módosításának kihirdetéséről</p> <p><i>[3. Décret gouvernemental n° 319/2007 (XII.5.) sur la promulgation du règlement d'exécution de la Convention sur le brevet européen révisée en 2000</i></p> <p><i>Décret gouvernemental n° 43/2010 (II.26.) sur la promulgation de la modification du règlement d'exécution de la CBE 2000 adoptée le 25 mars 2009 par décision CA/D 2/09 du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets</i></p> <p><i>Décret gouvernemental n° 44/2010 (II.26.) sur la promulgation de la modification du règlement d'exécution de la CBE 2000 adoptée le 25 mars 2009 par décision CA/D 3/09 du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets</i></p> <p><i>Décret gouvernemental n° 45/2010 (II.26.) sur la promulgation de la modification du règlement d'exécution de la CBE 2000 adoptée le 27 octobre 2009 par décision CA/D 20/09 du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets</i></p> <p><i>Décret gouvernemental n° 46/2010 (II.26.) sur la promulgation de la modification du règlement d'exécution de la CBE 2000 adoptée le 28 octobre 2009 par décision CA/D 18/09 du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets]</i></p>	<p>Magyar Közlöny (Official Gazette) 2007/168 (XII.5.), 2010/28 (II.26.)</p>	-	-

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>4. 20/2002. (XII.12.) IM rendelet a szabadalmi bejelentés, az európai szabadalmi bejelentésekkel és az európai szabadalmakkal, illetve a nemzetközi szabadalmi bejelentésekkel összefüggő beadványok, valamint a növényfajta-oltalmi bejelentés részletes alaki szabályairól</p> <p><i>[4. Décret n° 20/2002 (XII.12.) du Ministre de la Justice, relatif aux formalités détaillées concernant les demandes de brevet, les demandes portant sur les variétés végétales, les documents produits en rapport avec les demandes de brevet européen, les brevets européens et les demandes de brevet internationales, modifié en dernier lieu par le décret gouvernemental n° 30/2012 (VI.25.) du Ministre de l'Administration publique et de la Justice]</i></p> <p>5. 19/2005. (IV.12.) GKM rendelet a Magyar Szabadalmi Hivatal előtti iparjogvédelmi eljárások igazgatási szolgáltatási díjairól</p> <p><i>[5. Décret n° 19/2005 (IV.12.) du Ministre de l'Économie et des Transports, relatif aux taxes applicables aux services administratifs dans les procédures de propriété industrielle devant l'Office hongrois des brevets, modifié en dernier lieu par le décret n° 35/2011 (XII.22.) du Ministre de l'Administration publique et de la Justice]</i></p>	<p>Magyar Közlöny (Official Gazette) 2002/154 (XII.12.), 2008/71 (V.8.), 2010/199 (XII.28.), 2011/35 (XII.22.), 2012/76 (VI.25.)</p> <p>Magyar Közlöny (Official Gazette) 2005/47 (IV.12.), 2008/71 (V.8.), 2009/75 (VI.3.), 2010/199 (XII.28.), 2011/157 (XII.22.)</p>	<p>-</p> <p>Site Internet de l'OHPH sous www.sztnh.gov.hu/sites/default/files/19_2005_gkm_fee_s_20190118.pdf (anglais)</p>	<p>DForm</p> <p>Décr. Taxes</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Irlande	<p>1. Patents Act 1992 Patents (Amendment) Act 2006 Patents (Amendment) Act 2012 Intellectual Property (Miscellaneous Provisions) Act 2014 Knowledge Development Box (Certification of Inventions) Act 2017 Copyright and Other Intellectual Property Law Provisions Act 2019</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets de 1992 Loi (d'amendement) sur les brevets de 2006 Loi (d'amendement) sur les brevets de 2012 Loi sur la propriété intellectuelle de 2014 (dispositions diverses) Loi de 2017 relative à la "Knowledge Development Box" (certification des inventions) Loi de 2019 concernant le droit d'auteur et d'autres dispositions du droit de la propriété intellectuelle]</i></p> <p>2. Patents Rules 1992 Patents (Amendment) Rules 2006 Patents (Amendment) Rules 2008 Patents (Amendment) Rules 2009 Patents (Amendment) Rules 2011 Patents (Amendment) Rules 2012 Patents (Amendment) Rules 2017</p> <p><i>[2. Règlement de 1992 sur les brevets Règlement de 2006 sur les brevets (amendement) Règlement de 2008 sur les brevets (amendement) Règlement de 2009 sur les brevets (amendement) Règlement de 2011 sur les brevets (amendement) Règlement de 2012 sur les brevets (amendement) Règlement de 2017 sur les brevets (amendement)]</i></p> <p>3. Register of Patent Agents Rules 1992 Register of Patent Agent Rules 2015</p> <p><i>[3. Règlement de 1992 relatif au Registre des agents de brevets Règlement de 2015 relatif au Registre des agents de brevets]</i></p>	<p>S.I. No. 1 of 1992 S.I. No. 31 of 2006 S.I. No. 1 of 2012 S.I. No. 36 of 2014 S.I. No. 6 of 2017 S.I. No. 586 of 2019</p> <p>S.I. No. 179 of 1992 S.I. No. 142 of 2006 S.I. No. 71 of 2008 S.I. No. 194 of 2009 S.I. No. 79 of 2011 S.I. No. 334 of 2012 S.I. No. 206 of 2017</p> <p>S.I. No. 180 of 1992 S.I. No. 580 of 2015</p>	<p>LTPI IE 2-001 (français) Bl.f.PMZ 1998, 99, 165 (allemand)</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>RB</p> <p>-</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>4. Patents Act 1992 (Commencement) Order 1992 Patents (Amendment) Act 2012 (Commencement) Order 2012 Knowledge Development Box (Certification of Inventions) Act 2017 (Commencement) Order 2017 Copyright and Other Intellectual Property Law Provisions Act (Commencement) Order 2019</p> <p><i>[4. Ordonnance de 1992 relative à (l'entrée en vigueur de) la Loi de 1992 sur les brevets</i></p> <p><i>Ordonnance de 2012 relative à (l'entrée en vigueur de) la Loi de 2012 sur les brevets</i></p> <p><i>Ordonnance de 2017 concernant (l'entrée en vigueur de) la Loi de 2017 relative à la "Knowledge Development Box" (certification des inventions)</i></p> <p><i>Ordonnance de 2019 concernant (l'entrée en vigueur de) la Loi concernant le droit d'auteur et d'autres dispositions du droit de la propriété intellectuelle]</i></p>	<p>S.I. No. 181 of 1992 S.I. No. 329 of 2012 S.I. No. 204 of 2017 S.I. No. 586 of 2019</p>	-	-
	<p>5. The European Communities (Supplementary Protection Certificate) Regulations 1993</p> <p><i>[5. Réglementation communautaire de 1993 (Certificat complémentaire de protection)]</i></p>	S.I. No. 125 of 1993	-	-
	<p>6. Patents (International Arrangements) Order 1996</p> <p><i>[6. Ordonnance de 1996 sur les brevets (arrangements internationaux)]</i></p>	S.I. No. 38 of 1996	-	-
	<p>7. European Communities (Legal Protection of Biotechnological Inventions) Regulations 2000</p> <p><i>[7. Réglementation communautaire de 2000 (Protection juridique des inventions biotechnologiques)]</i></p>	S.I. No. 247 of 2000	-	-

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>8. Patents, Trade Marks, Copyright and Designs (Fees) Rules 2001</p> <p>Patents, Trade Marks and Designs (Fees) (Amendment) Rules 2008</p> <p>Patents, Trade Marks and Designs (Fees) (Amendment) Rules 2012</p> <p>Patents, Trade Marks and Designs (Fees) (Amendment) (No. 2) Rules 2012</p> <p>Patents, Trade Marks and Designs (Fees) (Amendment) Rules 2017</p> <p><i>[8. Règlement de 2001 relatif aux taxes pour les brevets, pour les marques, pour le droit d'auteur et pour les modèles</i></p> <p><i>Règlement de 2008 relatif aux taxes pour les brevets, pour les marques, pour le droit d'auteur et pour les modèles (amendement)</i></p> <p><i>Règlement de 2012 relatif aux taxes pour les brevets, pour les marques, pour le droit d'auteur et pour les modèles (amendement)</i></p> <p><i>Règlement de 2012 relatif aux taxes pour les brevets, pour les marques, pour le droit d'auteur et pour les modèles (amendement) (N° 2)</i></p> <p><i>Règlement de 2017 relatif aux taxes pour les brevets, pour les marques, pour le droit d'auteur et pour les modèles (amendement)]</i></p>	<p>S.I. No. 482 of 2001</p> <p>S.I. No. 72 of 2008</p> <p>S.I. No. 30 of 2012</p> <p>S.I. No. 335 of 2012</p> <p>S.I. No. 205 of 2017</p>	-	RT
	<p>9. European Communities (Supplementary Protection Certificate) (Amendment) Regulations 2001</p> <p><i>[9. Réglementation communautaire (amendée) de 2001 (Certificat complémentaire de protection)]</i></p>	<p>S.I. No. 648 of 2001</p>	-	-
	<p>10. European Communities (Limitation of Effect of Patent) Regulations 2006</p> <p><i>[10. Réglementation communautaire de 2006 (sur la limitation des effets du brevet)]</i></p>	<p>S.I. No. 50 of 2006</p>	-	-
	<p>11. European Communities (Patent Agents) Regulations 2006</p> <p>European Communities (Patent Agents) Regulations 2015</p> <p><i>[11. Réglementation communautaire de 2006 (sur les conseils en brevets)</i></p> <p><i>Réglementation communautaire de 2015 (sur les conseils en brevets)]</i></p>	<p>S.I. No. 141 of 2006</p> <p>S.I. No. 579 of 2015</p>	-	SI N° 141 de 2006
	<p>12. Patents (Amendment) Act 2006 (Certain Provisions) (Commencement) Order 2007</p> <p><i>[12. Ordonnance de 2007 établissant la date d'entrée en vigueur de (certaines dispositions de) la loi (d'amendement) sur les brevets de 2006]</i></p>	<p>S.I. No. 761 of 2007</p>	-	-
	<p>13. European Communities (Supplementary Protection Certificate) Regulations 2008</p> <p><i>[13. Réglementation communautaire de 2008 (Certificat complémentaire de protection)]</i></p>	<p>S.I. No. 307 of 2008</p>	-	-

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>14. European Communities (Compulsory Licensing of Patents Relating to the Manufacture of Pharmaceutical Products for Export to Countries with Public Health Problems) Regulations 2008</p> <p><i>[14. Réglementation communautaire de 2008 (Octroi de licences obligatoires pour des brevets visant la fabrication de produits pharmaceutiques destinés à l'exportation vers des pays connaissant des problèmes de santé publique)]</i></p> <p>15. Patents (Amendment) Act 2006 (Certain Provisions) (Commencement) Order 2009</p> <p><i>[15. Ordonnance de 2009 établissant la date d'entrée en vigueur de (certaines dispositions de) la loi (d'amendement) sur les brevets de 2006]</i></p> <p>16. Patents (Amendment) Act 2006 (Section 41) (Commencement) Order 2010</p> <p><i>[16. Ordonnance de 2010 établissant la date d'entrée en vigueur de (l'article 41 de) la loi (d'amendement) sur les brevets de 2006]</i></p>	<p>S.I. No. 408 of 2008</p> <p>S.I. No. 196 of 2009</p> <p>S.I. No. 432 of 2010</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>
Islande	<p>1. Lög um einkaleyfi nr. 17/1991, síðast breytt með lögum nr. 32/2019</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets n° 17/1991, modifiée en dernier lieu par la Loi n° 32/2019]</i></p> <p>2. Reglugerð um einkaleyfi nr. 477/2012</p> <p><i>[2. Règlement n° 477/2012 relatif aux brevets]</i></p>	<p>Stjórnartíðindi A-deild 17/1991 92/1991 67/1993 36/1996 91/1996 132/1997 82/1998 28/2002 72/2003 22/2004 53/2004 54/2004 12/2005 127/2005 108/2006 167/2007 98/2009 25/2011 126/2011 40/2018 32/2019</p> <p>Stjórnartíðindi B-deild 477/2012</p>	<p>Site Internet de l'Office islandais des brevets sous www.isipo.is (anglais)</p> <p>Site Internet de l'Office islandais des brevets sous www.isipo.is (anglais)</p>	<p>LB</p> <p>RB</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. Reglugerð um gjöld fyrir einkaleyfi, vörumerki, hönnun o.fl., nr. 818/2016</p> <p><i>[3. Règlement concernant les taxes afférentes aux brevets, marques, dessins, etc. n° 818/2016]</i></p>	Stjórnartíðindi B-deild 818/2016	Site Internet de l'Office islandais des brevets sous www.isipo.is (anglais)	RT
Italie	<p>1. Legge n. 260 del 26 maggio 1978</p> <p>Ratifica ed esecuzione di atti internazionali in materia di brevetti, firmati, rispettivamente, a Strasburgo il 27 novembre 1963, a Washington il 19 giugno 1970, a Monaco il 5 ottobre 1973 ed a Lussemburgo il 15 dicembre 1975</p> <p><i>[1. Loi n° 260 du 26 mai 1978</i></p> <p><i>Ratification et exécution des conventions internationales en matière de brevets, signées le 27 novembre 1963 à Strasbourg, le 19 juin 1970 à Washington, le 5 octobre 1973 à Munich et le 15 décembre 1975 à Luxembourg]</i></p> <p>2. Codice della Proprieta' Industriale - Decreto Legislativo 10 febbraio 2005 n. 30</p> <p><i>[2. Décret législatif n° 30 du 10 février 2005 – Code de la propriété industrielle]</i></p> <p>3. Legge n. 296 del 27 dicembre 2006 - Legge Finanziaria 2007</p> <p><i>[3. Loi n° 296 du 27 décembre 2006 – Loi de finances annuelle 2007]</i></p> <p>4. Decreto Ministeriale del 2 aprile 2007</p> <p>Determinazione dei diritti sui brevetti e modelli in attuazione del comma 851 dell'Art. 1 della Legge n. 296 del 27 dicembre 2006</p> <p><i>[4. Décret ministériel du 2 avril 2007</i></p> <p><i>Fixation des taxes en matière de brevets et de modèles en exécution de l'art. premier de la Loi n° 296 du 27 décembre 2006]</i></p> <p>5. Legge n. 224 del 29 novembre 2007</p> <p>Ratifica ed esecuzione dell'atto recante la revisione della convenzione sul rilascio del brevetto europeo della CBE Monaco 29 novembre 2000</p> <p><i>[5. Loi n° 224 du 29 novembre 2007 relative à la ratification et à l'exécution de l'Acte portant révision de la Convention sur le brevet européen, Munich, 29 novembre 2000]</i></p>	<p>Suppl. ord. alla G.U. N. 156 del 7.6.1978</p> <p>Suppl. ord. alla G.U. N. 52 del 4.3.2005</p> <p>G.U. N. 299 del 27.12.2006 Suppl. ord. alla G.U. N. 244</p> <p>G.U. N. 81 del 6.4.2007</p> <p>Suppl. ord. alla G.U. N. 281 del 3.12.2007</p>	<p>-</p> <p>Bl.f.PMZ 2007, 17, 67, 131, 170 (allemand)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>-</p> <p>LB</p> <p>Loi taxes</p> <p>Décr. min. du 2.4.2007</p> <p>-</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>6. Decreto Ministeriale del 27 giugno 2008</p> <p>Accordo tra l'Ufficio italiano brevetti e marchi e l'organizzazione europea dei brevetti sulle modalità di svolgimento delle ricerche di anteriorità e la redazione dei rapporti di ricerca, firmato il 18 giugno 2008</p>	G.U. N. 153 del 2.7.2008	-	-
	<p><i>[6. Décret ministériel du 27 juin 2008</i></p> <p><i>Accord entre l'Office italien des brevets et des marques et l'OEB, signé le 18 juin 2008, relatif à la réalisation de recherches d'antériorité et à l'établissement de rapports de recherche pour les demandes italiennes de brevet]</i></p>			
	<p>7. Decreto Ministeriale n. 33 del 13 gennaio 2010</p> <p>Regolamento di attuazione del Codice Proprietà Industriale adottato con Decreto Legislativo del 10 febbraio 2005 n. 30</p>	G.U. N. 56 del 9.3.2010	-	Décr. min. n° 33
	<p><i>[7. Décret ministériel n° 33 du 13 janvier 2010</i></p> <p><i>Règlement d'exécution du Code de la propriété industrielle, adopté par décret législatif n° 30 du 10 février 2005]</i></p>			
	<p>8. Circolare istruzioni operative del Ministero dell'economia e delle finanze del 5 febbraio 2010</p> <p>Modifica delle coordinate dei conti di corrispondenza da utilizzare per gli incassi dall'estero a favore delle Pubbliche Amministrazioni, in euro dai paesi che non hanno adottato la moneta unica e in valuta diversa dall'euro</p>	www.dt.tesoro.it/attivita_istituzionali/pagamenti_da_e_per_estero/	-	Circ. du 5.2.2010
	<p><i>[8. Circulaire du Ministère de l'Économie et des Finances du 5 février 2010 sur les modalités de fonctionnement</i></p> <p><i>Modification des coordonnées des comptes à utiliser pour les versements étrangers destinés aux administrations publiques, en euros et provenant de pays qui n'ont pas adopté la monnaie unique et dans des devises autres que l'euro]</i></p>			
	<p>9. Decreto Legislativo del 13 agosto 2010 n. 131</p> <p>Modifiche al Codice Proprietà industriale n. 30</p>	Suppl. ord. N. 195/L alla G.U. del 18.8.2010	-	-
	<p><i>[9. Décret législatif n° 131 du 13 août 2010</i></p> <p><i>Modifications au Décret législatif n° 30 – Code de la propriété industrielle]</i></p>			
	<p>10. Provvedimento dell'Agenzia delle Entrate del 20 novembre 2014</p> <p>Estensione delle modalità di versamento, mediante modello "F24" ed "F24 Enti pubblici" dei diritti relativi ai titoli di proprietà industriale e delle tasse sulle concessioni governative sui marchi</p>	G.U. N. 281 del 3.12.2014	-	Disp. du 20.11.2014
	<p><i>[10. Dispositions du Bureau d'imposition du 20 novembre 2014</i></p> <p><i>Extension des modalités de versement, par le biais du modèle "F24" et "F24 institutions publiques" des droits relatifs aux titres de propriété industrielle et des taxes sur les concessions gouvernementales sur les marques]</i></p>			

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>11. Decreto Ministeriale del 26 gennaio 2015 Criteri e modalita' per il deposito telematico dei titoli della proprieta' industriale</p> <p><i>[11. Décret ministériel du 26 janvier 2015 Critères et modalités de dépôt télématique des titres sur la propriété intellectuelle]</i></p>	G.U. N. 24 del 30.1.2015	-	Décr. min. du 26.1.2015
Lettonie	<p>1. 2007. gada 15. februāra Patentu likums ar 2015. gada 19. novembra grozījumiem</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets adoptée le 15 février 2007, telle que modifiée le 19 novembre 2015]</i></p> <p>2. 2008. gada 1. aprīļa Ministru kabineta noteikumi Nr. 224 Patentu un patentu pieteikumu noteikumi ar 2015. gada 22. decembra grozījumiem</p> <p><i>[2. Décret n° 224 du Conseil des Ministres en date du 1^{er} avril 2008, relatif aux demandes de brevet et aux brevets, tel que modifié le 22 décembre 2015]</i></p> <p>3. 2015. gada 15. decembra Ministru Kabineta noteikumi Nr. 723 Patentu valdes sniegto maksas pakalpojumu cenrādis</p> <p><i>[3. Décret n° 723 du Conseil des Ministres en date du 15 décembre 2015, relatif aux prix des services de l'office des brevets]</i></p> <p>4. 2015. gada 18. jūnija Rūpnieciskā īpašuma institūciju un procedūru likums, stājas spēkā 2016. gada 1. janvārī</p> <p><i>[4. Loi du 18 juin 2015 relative aux institutions et aux procédures en matière de propriété industrielle, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016]</i></p>	<p>Latvijas Vēstnesis No. 34(3610), 27.2.2007 No. 240 (5558), 8.12.2015</p> <p>Vēstnesis No. 53, 4.4.2008</p> <p>Vēstnesis No. 248 (5566), 18.12.2015</p> <p>Vēstnesis No. 127 (5445), 2.7.2015</p>	<p>https://likumi.lv/doc.php?id=153574 (anglais)</p> <p>Bl.f.PMZ 2010, 7 (allemand)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Décr. Brev.</p> <p>Décr. Taxes</p> <p>LPI</p>
Liechtenstein*	<p>1. Vertrag zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Fürstentum Liechtenstein über den Schutz der Erfindungspatente vom 22. Dezember 1978 (Patentschutzvertrag)</p> <p><i>[1. Traité entre la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein sur la protection conférée par les brevets d'invention (Traité sur les brevets) du 22 décembre 1978]</i></p>	LGBl. 1980 Nr. 31	<p>JO OEB 1980, 407 (anglais, français)</p> <p>LTPI LI-CH 2-001 (anglais, français)</p>	Traité CH/LI du 22.12.78

* Pour d'autres dispositions législatives applicables au Liechtenstein, voir Suisse n° 1-4

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>2. Ausführungsvereinbarung zum schweizerisch-liechtensteinischen Patentschutzvertrag vom 10. Dezember 1979</p> <p><i>[2. Arrangement d'exécution du Traité entre la Suisse et le Liechtenstein sur les brevets du 10 décembre 1979]</i></p> <p>3. Gesetz vom 26. September 1979 zum Vertrag zwischen dem Fürstentum Liechtenstein und der Schweizerischen Eidgenossenschaft über den Schutz der Erfindungspatente</p> <p><i>[3. Loi du 26 septembre 1979 relative au Traité entre la Principauté de Liechtenstein et la Confédération suisse sur la protection conférée par les brevets d'invention]</i></p>	<p>LGBl. 1980 Nr. 32</p> <p>LGBl. 1980 Nr. 33</p>	<p>JO OEB 1980, 407 (anglais, français)</p> <p>LTPI LI-CH 2-001 (anglais, français)</p> <p>-</p>	<p>-</p> <p>-</p>
Lituanie	<p>1. Lietuvos Respublikos patentų įstatymas Nr. XI-1261 (2010 12 23), pakeistas įstatymu Nr. XIII-548 (2017 06 29)</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets n° XI-1261 du 23 décembre 2010 de la République de Lituanie, modifiée en dernier lieu par Loi n° XIII-548 du 29 juin 2017]</i></p> <p>2. Mokesčių už pramoninės nuosavybės objektų registravimą įstatymas Nr. IX-352 (2001 06 05), pakeistas įstatymu Nr. XIII-550 (2017 06 29)</p> <p><i>[2. Loi n° IX-352 du 5 juin 2001 relative aux taxes d'enregistrement des objets relatifs à la propriété industrielle, telle que modifiée par la Loi n° XIII-550 du 29 juin 2017]</i></p> <p>3. Lietuvos Respublikos Vyriausybės 2014 m. rugsėjo 24 d. nutarimas Nr. 1015 "Dėl įgaliojimų suteikimo įgyvendinant Lietuvos Respublikos patentų įstatymo 49 straipsnį"</p> <p><i>[3. Ordonnance n° 1015 du gouvernement de la République de Lituanie, en date du 24 septembre 2014, relative au pouvoir de mettre en œuvre l'article 49 de la Loi sur les brevets]</i></p> <p>4. Valstybinio patentų biuro direktoriaus 2001 m. gruodžio 27 d. įsakymas Nr. 118 "Dėl papildomos apsaugos liudijimų išdavimo", pakeistas įsakymu Nr. 3R-20 (2016 03 31)</p> <p><i>[4. Ordonnance n° 118 du 27 décembre 2001 du Directeur de l'Office lituanien des brevets relatif à la délivrance des certificats complémentaires de protection, telle que modifiée par l'Ordonnance n° 3R-20 du 31 mars 2016]</i></p>	<p>Lietuvos Respublikos Teisės aktų registras (Register of Legal Acts of the Republic of Lithuania)</p> <p>Lietuvos Respublikos Teisės aktų registras</p> <p>Lietuvos Respublikos Teisės aktų registras</p> <p>Lietuvos Respublikos Teisės aktų registras</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Loi taxes</p> <p>-</p> <p>-</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>5. Valstybinio patentų biuro direktoriaus 2006 m. balandžio 24 d. įsakymas Nr. 3R-29 "Dėl Europos patentų paraiškų padavimo ir Europos patentų galiojimo Lietuvos Respublikoje (išplėtimo į Lietuvos Respubliką) tvarkos aprašo patvirtinimo", pakeistas įsakymu Nr. 3R-36 (2017 06 26)</p> <p><i>[5. Ordonnance n° 3R-29 du 24 avril 2006 du Directeur de l'Office lituanien des brevets relative au dépôt de demandes de brevet européen et aux effets des brevets européens en République de Lituanie, telle que modifiée par l'Ordonnance n° 3R-36 du 26 juin 2017]</i></p>	Lietuvos Respublikos Teisės aktų registras	-	-
Luxembourg	<p>1. Loi du 27 mai 1977 portant a) approbation de la Convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich, le 5 octobre 1973 ; b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets, telle que modifiée par la Loi du 20 juillet 1992 (voir 3.)</p> <p>2. Règlement grand-ducal du 9 mai 1978 pris en exécution de la Loi du 27 mai 1977 portant a) approbation de la Convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich le 5 octobre 1973 ; b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets</p> <p>3. Loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée par la Loi du 24 mai 1998, Loi du 11 août 2001, Loi du 7 avril 2006, Loi du 25 avril 2008 et la Loi du 22 mai 2009</p> <p>4. Règlement grand-ducal du 17 novembre 1997 concernant la procédure et les formalités administratives en matière de brevets d'invention</p> <p>5. Règlement grand-ducal du 17 novembre 1997 portant fixation des taxes et rémunérations à percevoir en matière de brevets d'invention, tel que modifié par le Règlement grand-ducal du 30 décembre 2010</p> <p>6. Loi du 8 juillet 1967 concernant la divulgation et la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'État</p> <p>7. Règlement grand-ducal du 18 septembre 1969 pris en exécution de l'article 4, alinéa final, de la Loi du 8 juillet 1967 concernant la divulgation et la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'État</p> <p>8. Règlement grand-ducal du 12 juin 1975 concernant le recouvrement des frais de publication au Mémorial, Recueil administratif et économique</p>	<p>Mémorial A 1977, 872</p> <p>Mémorial A 1978, 528</p> <p>Mémorial A N° 49/1992, 1592; N° 45/1998, 685; N° 106/2001, 2175; N° 68/2006, 1326; N° 54/2008, 758; N° 117/2009, 1684</p> <p>Mémorial A N° 96/1997, 2946</p> <p>Mémorial A N° 96/1997, 2956; N° 75/2004, 1108; N° 252/2010, 4601</p> <p>Mémorial A 1967, 796</p> <p>Mémorial A 1969, 1234</p> <p>Mémorial A 1975, 723</p>	<p>Bl.f.PMZ 1978, 334 (allemand)</p> <p>IPLT LU 2-003 (anglais)</p> <p>-</p> <p>Bl.f.PMZ 1998, 292 (allemand)</p> <p>IPLT LU 2-005 (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>Loi du 27.5.77</p> <p>Règl. du 9.5.78</p> <p>LB</p> <p>Règl. adm.</p> <p>RT</p> <p>Loi du 8.7.67</p> <p>Règl. du 18.9.69</p> <p>Règl. du 12.6.75</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Macédoine du Nord	<p>1. Закон за индустриска сопственосткој се применува од 25 февруари 2009</p> <p><i>[1. Loi sur la propriété industrielle du 12 février 2009, applicable à compter du 25 février 2009]</i></p> <p>2. Закон за административни такси</p> <p><i>[2. Loi relative aux taxes d'administration du 26 mars 1993, tel que modifiée en dernier lieu le 11 février 2011]</i></p> <p>3. Правилник за признавање на патент</p> <p><i>[3. Règlement relatif aux brevets du 23 mars 2004, tel que modifiée en dernier lieu le 29 août 2006]</i></p> <p>4. Закон за општа управна постапка</p> <p><i>[4. Loi sur les procédures administratives générales]</i></p>	<p>Sluzben vesnik na Republika Makedonija No. 47/2002, No. 42/2003, No. 9/2004, No. 39/2006, No. 79/2007, No. 21/2009, No. 24/2011, No. 12/2014, No. 41/2014, No. 152/2015, No. 53/2016, No. 83/2018</p> <p>Sluzben vesnik na Republika Makedonija No. 17/1993, No. 20/1996, No. 7/1998, No. 13/2001, No. 24/2003, No. 19/2004, No. 61/2004, No. 95/2005, No. 70/2006, No. 92/2007, No. 88/2008, No. 130/2008, No. 6/2010, No. 145/2010, No. 17/2011</p> <p>Sluzben vesnik na Republika Makedonija No. 18/2004, No. 93/2006, No. 22/2009</p> <p>Sluzben vesnik na Republika Makedonija No. 38/2005</p>	<p>Site Internet de l'OMPI sous www.wipo.int/wipolex MK008EN (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Loi taxes</p> <p>Règl.</p> <p>Loi PAG</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Malte	<p>1. ATT DWAR IL-PRIVATTIVI INDUSTRIJALI U D-DISINNI Sabiex jipprovdi dwar ir-reġistrazzjoni u r-regolamentazzjoni ta' privattivi industrijali u disinni. 1 ta' Ġunju, 2002</p> <p>L-ATT XVII ta' I-2000, kif emendat bl-Atti IX ta' I-2003 u XVIII ta' I-2005; u bl-Avviżi Legali 181 u 186 ta' I-2006, u 426 ta' I-2007</p> <p><i>[1. LOI SUR LES BREVETS ET LES DESSINS Loi régissant l'enregistrement et la réglementation des brevets et des dessins. 1^{er} juin 2002 Loi n° XVII de 2000, telle que modifiée par la Loi n° IX de 2003 et la Loi n° XVIII de 2005, ainsi que par les avis juridiques n° 181 et n° 186 de 2006, et n° 426 de 2007]</i></p> <p>2. ATT Nru. XVIII ta' I-2005 Att biex jemenda l-Att dwar il-Privattivi Industrijali u d-DisinniKap. 417</p> <p><i>[2. LOI n° XVIII de 2005 Loi de 2005 sur les brevets et les dessins (amendement)]</i></p> <p>3. A.L.117 ta' I -2002 Regolamenti ta' I-2002 dwar il-Privattivi</p> <p><i>[3. Avis juridique n° 117 de 2002 Règlement de 2002 sur les brevets]</i></p> <p>4. A.L. 260 ta' I -2002 Regolamenti ta' I-2002 dwar il-Privattivi (Prodotti ta' Protezzjoni għall-Pjanti)</p> <p><i>[4. Avis juridique n° 260 de 2002 Règlement de 2002 sur les brevets (produits phytosanitaires)]</i></p> <p>5. A.L. 261 ta' I- 2002 Regolamenti ta' I-2002 dwar il-Privattivi (Prodotti Medicinali)</p> <p><i>[5. Avis juridique n° 261 de 2002 Règlement de 2002 sur les brevets (médicaments)]</i></p>	<p>Government Gazette of Malta No. 16 967 11.7.2000</p> <p>Government Gazette of Malta No. 17 853 16.12.2005</p> <p>Government Gazette of Malta No. 17 241 24.5.2002</p> <p>Government Gazette of Malta No. 17 288 13.9.2002</p> <p>Government Gazette of Malta No. 17 288 13.9.2002</p>	<p>Government Gazette of Malta No. 16 967 11.7.2000 (anglais)</p> <p>Government Gazette of Malta No. 17 853 16.12.2005 (anglais)</p> <p>Government Gazette of Malta No. 17 241 24.5.2002 (anglais)</p> <p>Government Gazette of Malta No. 17 288 13.9.2002 (anglais)</p> <p>Government Gazette of Malta No. 17 288 13.9.2002 (anglais)</p>	<p>LB 2000</p> <p>Loi XVIII 2005</p> <p>L.N. 117/2002</p> <p>L.N. 260/2002</p> <p>L.N. 261/2002</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>6. A.L. 98 ta' l-2007 Regolamenti ta' l-2007 dwar it-Trattat ta' Kooperazzjoni dwar il-Privattivi</p> <p><i>[6. Avis juridique n° 98 de 2007 Règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets (2007)]</i></p> <p>7. A.L. 99 ta' l-2007 Regolamenti ta' l-2007 dwar il-Konvenzjoni Ewropeja dwar il-Privattivi</p> <p><i>[7. Avis juridique n° 99 de 2007 Règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets (2007)]</i></p>	<p>Government Gazette of Malta No. 18 064 13.4.2007</p> <p>Government Gazette of Malta No. 18 064 13.4.2007</p>	<p>Government Gazette of Malta No. 18 064 13.4.2007 (anglais)</p> <p>Government Gazette of Malta No. 18 064 13.4.2007 (anglais)</p>	<p>L.N. 98/2007</p> <p>L.N. 99/2007</p>
Monaco	<p>1. Loi n° 606 du 20 juin 1955 sur les brevets d'invention, modifiée par la Loi n° 625 du 5 novembre 1956</p> <p>2. Ordonnance souveraine n° 1.476 du 30 janvier 1957, modifiée par les Ordonnances souveraines n° 6.337 du 5 avril 2017 et n° 6.874 du 29 mars 2018</p> <p>3. Ordonnance souveraine n° 6.722 du 26 décembre 2017 fixant le montant des droits applicables à l'occasion de l'accomplissement des formalités administratives en matière de propriété industrielle</p> <p>4. Ordonnance souveraine n° 10.427 du 9 janvier 1992 concernant le brevet européen, modifiée par l'Ordonnance souveraine n° 6.874 du 29 mars 2018</p> <p>5. Arrêté ministériel n° 93-553 du 21 octobre 1993 concernant les modalités de délivrance du brevet européen, modifié par l'Ordonnance souveraine n° 6.874 du 29 mars 2018</p> <p>6. Ordonnance souveraine n° 13.827 du 15 décembre 1998 relative à l'introduction de l'euro, modifiée par l'Ordonnance souveraine n° 15.256 du 15 février 2002</p> <p>7. Arrêté ministériel n° 2017-217 du 5 avril 2017 relatif aux modalités d'application de l'OS n° 1.476, modifiée par l'Ordonnance souveraine n° 6.874 du 29 mars 2018</p>	<p>J. M. du 27.6.55 et du 19.11.56</p> <p>J. M. du 4.2.57 du 7.4.17 et du 6.4.18</p> <p>J. M. du 29.12.17</p> <p>J. M. du 17.1.92 et du 6.4.18</p> <p>J. M. du 22.10.93 et du 6.4.18</p> <p>J.M. du 18.12.98 et du 22.2.02</p> <p>J.M. du 7.4.17 et du 6.4.18</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>OS n° 1.476</p> <p>OS (Taxes)</p> <p>OS n° 10.427</p> <p>AM</p> <p>-</p> <p>-</p>
Norvège	<p>1. Lov om patenter (patentloven) av 15. desember 1967 nr 9</p> <p><i>[1. Loi norvégienne n° 9 sur les brevets, du 15 décembre 1967]</i></p> <p>2. Forskrift til patentloven (patentforskriften) av 14. desember 2007 nr 1417</p> <p><i>[2. Règlement d'exécution de la loi norvégienne sur les brevets (Règlement d'exécution sur les brevets n° 1417, du 14 décembre 2007)]</i></p>	<p>www.lovdato.no ISBN 82-504-1193-5</p> <p>www.lovdato.no I 2007 hefte 12</p>	<p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>RB</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. Lov om oppfinnelser av betydning for rikets forsvar av 26. juni 1953 nr 8</p> <p><i>[3. Loi n° 8 du 26 juin 1953 sur les inventions intéressant la défense du Royaume]</i></p> <p>4. Lov om retten til oppfinnelser som er gjort av arbeidstakere av 17. april 1970 nr 21</p> <p><i>[4. Loi n° 21 du 17 avril 1970 sur le droit aux inventions d'employés]</i></p> <p>5. Forskrift om behandling av saker etter lov om oppfinnelser av betydning for rikets forsvar av 9. mars 2000 nr 215</p> <p><i>[5. Règlement d'exécution n° 215 du 9 mars 2000, relatif au traitement des affaires au titre de la Loi sur les inventions intéressant la défense du Royaume]</i></p> <p>6. Forskrift om betalinger mv. til Patentstyret og Klagenemnda for industrielle rettigheter av 26. mars 2014 nr. 333</p> <p><i>[6. Règlement n° 333 du 26 mars 2014, relatif aux paiements au profit de l'Office norvégien de la propriété industrielle et de la Chambre de recours statuant en matière de propriété industrielle]</i></p>	<p><i>www.lovdata.no</i> ISBN 82-504-1099-8</p> <p><i>www.lovdata.no</i> ISBN 82-504-1211-7</p> <p><i>www.lovdata.no</i> Avd I 2000 564</p> <p><i>www.lovdata.no</i> I 2014 hefte 4</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>Loi sur la Défense</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>Règl. Taxes</p>
Pays-Bas	<p>1. Rijksoctrooiwet 1995 van 15 december 1994, laatstelijk gewijzigd op 7 juli 2010</p> <p><i>[1. Loi du Royaume sur les brevets d'invention 1995 du 15 décembre 1994, modifiée en dernier lieu le 7 juillet 2010]</i></p> <p>2. Uitvoeringsbesluit Rijksoctrooiwet 1995 van 20 februari 1995, laatstelijk gewijzigd op 20 augustus 2010</p> <p><i>[2. Règlement sur les brevets d'invention du 20 février 1995, modifié en dernier lieu le 20 août 2010]</i></p> <p>3. Uitvoeringsregeling 2009 Rijksoctrooiwet 1995 (van 6 november 2009)</p> <p><i>[3. Règlement d'exécution 2009 (du 6 novembre 2009), relatif à la Loi sur les brevets d'invention 1995]</i></p>	<p>Stb. 1995, 51, 52; 2003, 35; 2006, 22; 2006, 135; 2006, 650; 2007, 479; 2010, 339</p> <p>Stb. 1995, 108; 1999, 411; 2003, 158; 2008, 124; 2009, 7; 2009, 429; 2010, 343</p> <p>Staatscourant 2009, 17294</p>	<p>GRUR Int. 1996, 22 et Bl. f. PMZ 1996, 230 (allemand)</p> <p>LTPI NL 2-001 (anglais, français)</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>RB</p> <p>RE</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Pologne	<p>1. Ustawa z dnia 30 czerwca 2000 r. Prawo własności przemysłowej</p> <p>Zmienione:</p> <p>Ustawą z dnia 20.02.2019 r. o zmianie ustawy – Prawo własności przemysłowej</p> <p>Ustawą z dnia 16.10.2019 r. o zmianie ustawy – Prawo własności przemysłowej</p> <p>Data ogłoszenia Ustawy do potwierdzenia</p> <p><i>[1. Loi du 30 juin 2000 sur le droit de la propriété industrielle telle que modifiée par</i></p> <p><i>la Loi du 20 février 2019 modifiant la Loi sur le droit de la propriété industrielle, et par</i></p> <p><i>la Loi du 16 octobre 2019 modifiant la Loi sur le droit de la propriété industrielle]</i></p> <p><i>Date de promulgation à confirmer</i></p> <p>2. Rozporządzenie Rady Ministrów z dnia 29.8.2001 w sprawie opłat związanych z ochroną wynalazków, wzorów użytkowych, wzorów przemysłowych, znaków towarowych, oznaczeń geograficznych i topografii układów scalonych</p> <p>Zmienione:</p> <p>Rozporządzeniem Rady Ministrów z dnia 2 marca 2004 r. zmieniającym rozporządzenie w sprawie opłat związanych z ochroną wynalazków, wzorów użytkowych, wzorów przemysłowych, znaków towarowych, oznaczeń geograficznych i topografii układów scalonych oraz</p> <p>Rozporządzeniem Rady Ministrów z dnia 26 lutego 2008 r. zmieniającym rozporządzenie w sprawie opłat związanych z ochroną wynalazków, wzorów użytkowych, wzorów przemysłowych, znaków towarowych, oznaczeń geograficznych i topografii układów scalonych oraz</p> <p>Rozporządzeniem Rady Ministrów z dnia 8 września 2016 r. zmieniającym rozporządzenie w sprawie opłat związanych z ochroną wynalazków, wzorów użytkowych, wzorów przemysłowych, znaków towarowych, oznaczeń geograficznych i topografii układów scalonych</p> <p><i>[2. Règlement du Conseil des ministres du 29 août 2001 relatif aux taxes applicables à la protection des inventions, modèles d'utilité, dessins ou modèles industriels, marques, indications géographiques et topographies de circuits intégrés,</i></p> <p><i>modifié par</i></p> <p><i>le Règlement du Conseil des ministres du 2 mars 2004,</i></p> <p><i>le Règlement du Conseil des ministres du 26 février 2008 et</i></p> <p><i>le Règlement du Conseil des ministres du 8 septembre 2016]</i></p>	<p>Dziennik Ustaw z 2017 r. poz. 776</p> <p>Dziennik Ustaw z 2019 r. poz. 501</p> <p>Dziennik Ustaw Nr 90 poz. 1000, 31.8.2001 r.;</p> <p>Dziennik Ustaw 2004 Nr 35 poz. 309; 5.3.2004 r.;</p> <p>Dziennik Ustaw 2008 Nr 41 poz. 241, 11.3.2008 r.;</p> <p>Dziennik Ustaw z 2016 r. poz. 1623, 6.10.2016 r.</p>	<p>Site Internet de l'Office polonais des brevets sous www.uprp.pl (version anglaise en cours de mise à jour)</p> <p>Site Internet de l'Office polonais des brevets sous www.uprp.pl (anglais)</p>	<p>LPI</p> <p>Règl. Taxes</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. Rozporządzenie Prezesa Rady Ministrów z dnia 17 września 2001r. w sprawie dokonywania i rozpatrywania zgłoszeń wynalazków i wzorów użytkowych</p> <p>Zmienione Rozporządzeniem Prezesa Rady Ministrów z dnia 14 czerwca 2005 r. zmieniającym rozporządzenie w sprawie dokonywania i rozpatrywania zgłoszeń wynalazków i wzorów użytkowych oraz Rozporządzeniem Prezesa Rady Ministrów z dnia 2 marca 2015 r. zmieniającym rozporządzenie w sprawie dokonywania i rozpatrywania zgłoszeń wynalazków i wzorów użytkowych oraz Rozporządzeniem Prezesa Rady Ministrów z dnia 3 listopada 2016 r. zmieniającym rozporządzenie w sprawie dokonywania i rozpatrywania zgłoszeń wynalazków i wzorów użytkowych</p> <p><i>[3. Règlement du Premier Ministre du 17 septembre 2001 sur le dépôt et le traitement des demandes de brevet et de modèle d'utilité,</i> <i>modifié par</i> <i>les Règlements du Premier Ministre du 14 juin 2005,</i> <i>les Règlements du Premier Ministre du 2 mars 2015 et</i> <i>les Règlements du Premier Ministre du 3 novembre 2016]</i></p> <p>4. Rozporządzenie Rady Ministrów z dnia 23 lipca 2002r. w sprawie wynalazków i wzorów użytkowych dotyczących obronności lub bezpieczeństwa Państwa</p> <p><i>[4. Règlement du Conseil des ministres du 23 juillet 2002 sur les inventions et les modèles d'utilité concernant la défense nationale et la sécurité de l'État]</i></p> <p>5. Ustawa z dnia 14 marca 2003 r. o dokonywaniu europejskich zgłoszeń patentowych oraz skutkach patentu europejskiego w Rzeczypospolitej Polskiej</p> <p><i>[5. Loi du 14 mars 2003 sur le dépôt de demandes de brevet européen et les effets du brevet européen en République de Pologne]</i></p> <p>6. Rozporządzenie Rady Ministrów z dnia 8 września 2016 r. zmieniające rozporządzenie w sprawie opłat związanych z ochroną wynalazków, wzorów użytkowych, wzorów przemysłowych, znaków towarowych, oznaczeń geograficznych i topografii układów scalonych</p> <p><i>[6. Règlement du Conseil des ministres du 8 septembre 2016 portant modification du règlement sur les taxes applicables à la protection des inventions, modèles d'utilité, dessins ou modèles industriels, marques, indications géographiques et topographies des circuits intégrés]</i></p>	<p>Dziennik Ustaw Nr 102 poz. 1119 21.9.2001 r.;</p> <p>Dziennik Ustaw 2005 Nr 109, poz. 910, 14.6.2005 r. oraz</p> <p>Dziennik Ustaw 2015 poz. 366, 17.3.2015 r.;</p> <p>Dziennik Ustaw z 2016 r. poz. 1840</p> <p>Dziennik Ustaw Nr 123 poz. 1056 2.8.2002</p> <p>Dziennik Ustaw z 2016 r. poz. 2</p> <p>Dziennik Ustaw z 2016 r. poz. 1623</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>Site Internet de l'Office polonais des brevets sous www.uprp.pl (anglais)</p> <p>-</p>	<p>RDB</p> <p>-</p> <p>LBE</p> <p>Règl. du 8.9.2016</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>7. Rozporządzenie Prezesa Rady Ministrów z dnia 9 września 2016 r. w sprawie składania i rozpatrywania wniosków o udzielenie dodatkowego prawa ochronnego dla produktów leczniczych i produktów ochrony roślin</p> <p><i>[7. Règlement du Premier Ministre du 9 septembre 2016 sur le dépôt et le traitement des demandes d'obtention d'une protection complémentaire pour les médicaments et les produits phytopharmaceutiques]</i></p> <p>8. Rozporządzenie Prezesa Rady Ministrów z dnia 12 stycznia 2017 r. w sprawie rejestrów prowadzonych przez Urząd Patentowy Rzeczypospolitej Polskiej</p> <p><i>[8. Règlement du Premier Ministre du 12 janvier 2017 relatif aux Registres tenus par l'Office des brevets de la République de Pologne]</i></p> <p>9. Rozporządzenie Prezesa Rady Ministrów z dnia 30 września 2016 r. w sprawie wzorów dokumentów patentowych, dodatkowych świadectw ochronnych, świadectw ochronnych, świadectw rejestracji oraz dowodów pierwszeństwa wydawanych przez Urząd Patentowy Rzeczypospolitej Polskiej</p> <p><i>[9. Règlement du Premier Ministre du 30 septembre 2016 concernant les modèles pour les documents brevets, les certificats complémentaires de protection, les certificats d'enregistrement et les documents de priorité émis par l'Office des brevets de la République de Pologne]</i></p>	<p>Dziennik Ustaw z 2016 r. poz. 1482, 16.9.2016 r.</p> <p>Dziennik Ustaw z 2017 r. poz. 115 18.1.2017 r.</p> <p>Dziennik Ustaw z 2016 r. poz. 1659, 11.10.2016 r.</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>-</p> <p>Règl. Registres</p> <p>-</p>
Portugal	<p>1. Código da Propriedade Industrial Decreto-Lei n° 110/2018 de 10 de Dezembro de 2018 que revoga o Decreto-Lei n° 36/2003, alterado pelos Decretos-Leis n°s 318/2007, de 26 de Setembro, 360/2007, de 2 de Novembro e pela Lei n° 16/2008, de 1 de Abril, republicado pelo Decreto-Lei n° 143/2008, de 25 de Julho de 2008</p> <p><i>[1. Code de la propriété industrielle, Décret-loi n° 110/2018 du 10 décembre 2018 abrogeant le Décret-loi n° 36/2003 du 5 mars 2003, modifié par les Décrets-lois n° 318/2007 du 26 septembre 2007 et 360/2007 du 2 novembre 2007 et par la Loi n° 16/2008 du 1^{er} avril 2008, republié par Décret-loi n° 143/2008 du 25 juillet 2008]</i></p> <p>2. Despacho n° 6142/2019 de 4 de Julho de 2019 que revoga o Despacho n° 9179/2016 de 19 de Julho de 2016 e o Despacho n° 3571/2014 de 6 de Março de 2014, relativo à Regulamentação dos requisitos formais dos requerimentos e dos documentos de instrução dos pedidos de concessão de direitos de propriedade industrial</p> <p><i>[2. Ordonnance n° 6142/2019 du 4 juillet 2019 abrogeant l'Ordonnance n° 9179/2016 du 19 juillet 2016 et l'Ordonnance n° 3571/2014 du 6 mars 2014, relative aux dispositions en matière d'exigences de forme applicables aux demandes et aux pièces qui les accompagnent pour les requêtes en obtention de titres de propriété industrielle]</i></p>	<p>Diário da República 1^a Série N° 237 de 10.12.2018 (Republication of the Industrial Property Code)</p> <p>Diário da República 2^a Série N° 126 de 4.7.2019</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>-</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. Declaração de Retificação n° 32/2019 publicada no Diário da República N° 126, de 4 de Julho de 2019, que introduz as tabelas de taxas anexas à Portaria n° 201-A/2019, de 1 de Julho 2019</p> <p><i>[3. Arrêté ministériel n° 201-A/2019 du 1^{er} juillet 2019, modifié par la Déclaration de rectification n° 32/2019 du 4 juillet 2019 relative aux taxes]</i></p> <p>4. Decreto-Lei n° 15/95 de 24 de Janeiro de 1995, relativo ao enquadramento legal da actuação dos agentes oficiais da propriedade industrial e dos procuradores autorizados, alterado pelo Decreto-Lei n° 54/2001, de 15 de Fevereiro de 2001, pelo Decreto-Lei n° 206/2002, de 16 de Outubro de 2002, a Lei n° 17/2010, de 4 de Agosto, a Portaria n° 1200/2010, de 29 de Novembro de 2010 e a Portaria n° 239/2013 de 25 de julho de 2013</p> <p><i>[4. Décret-loi n° 15/95 du 24 janvier 1995, modifié par Décret-loi n° 54/2001 du 15 février 2001, Décret-loi n° 206/2002 du 16 octobre 2002, la Loi n° 17/2010 du 4 août 2010, l'Ordonnance n° 1200/2010 du 29 novembre 2010 et l'Ordonnance n° 239/2013 du 25 juillet 2013 sur les mandataires agréés]</i></p>	<p>Diário da República 1^a Série N° 123 de 1.7.2019; N° 126 de 4.7.2019</p> <p>Diário I Série-A N° 20/1995, 408; N° 39/2001, 845; N° 239/2002, 6774</p> <p>Diário da República 1^a Série N° 150 de 4.8.2010; N° 231 de 29.11.2010; N° 142 de 25.7.2013</p>	<p>-</p> <p>Bl.f.PMZ 1995, 295 (allemand)</p>	<p>Rés. Taxes</p> <p>Décr.-loi</p>
République tchèque	<p>1. Patentový zákon: Zákon č. 527/1990 Sb., o vynálezech a zlepšovacích návrzích, ve znění předpisů pozdějších</p> <p><i>[1. Loi n° 527/1990 Rec. sur les inventions, les dessins et les modèles industriels et les propositions de rationalisation, telle que modifiée par les lois ultérieures]</i></p> <p>2. Zákon č. 206/2000 Sb., o ochraně biotechnologických vynálezů</p> <p><i>[2. Loi n° 206/2000 Rec. sur la protection des inventions biotechnologiques]</i></p>	<p>Sbírka zákonů č. 527/1990 č. 519/1991 č. 116/2000 č. 207/2000 č. 173/2002 č. 501/2004 č. 59/2005 č. 413/2005 č. 221/2006 č. 378/2007 č. 303/2013 č. 183/2017 č. 196/2017</p> <p>Sbírka zákonů č. 206/2000</p>	<p>Site Internet de l'Office tchèque de la propriété industrielle sous www.upv.cz (anglais)</p> <p>Site Internet de l'Office tchèque de la propriété industrielle sous www.upv.cz (anglais)</p>	<p>LB</p> <p>-</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. Zákon č. 634/2004 Sb., o správních poplatcích ve znění předpisů pozdějších</p> <p><i>[3. Loi n° 634/2004 Rec. sur les taxes d'administration, telle que modifiée par les lois ultérieures]</i></p> <p>4. Zákon č. 173/2002 Sb., o poplatcích za udržování patentů a dodatkových ochranných osvědčení pro léčiva a pro přípravky na ochranu rostlin, ve znění předpisů pozdějších</p> <p><i>[4. Loi n° 173/2002 Rec. sur les taxes annuelles relatives aux brevets et aux certificats complémentaires de protection pour les produits pharmaceutiques et phytosanitaires, telle que modifiée par les lois ultérieures]</i></p> <p>5. Zákon č. 500/2004 Sb. správní řád ve znění předpisů pozdějších</p> <p><i>[5. Loi n° 500/2004 Rec., Code de procédure administrative, telle que modifiée par les lois ultérieures]</i></p> <p>6. Zákon č. 150/2002 Sb., soudní řád správní, ve znění předpisů pozdějších</p> <p><i>[6. Loi n° 150/2002 Rec. sur la procédure devant le tribunal administratif, telle que modifiée par les lois ultérieures]</i></p> <p>7. Vyhláška č. 550/1990 Sb. o řízení ve věcech vynálezů a průmyslových vzorů, ve znění vyhlášky č. 21/2002 Sb.</p> <p><i>[7. Décret n° 550/1990 Rec. sur la procédure en matière d'inventions et de dessins industriels, telle que modifiée par Décret n° 21/2002 Rec.]</i></p>	<p>Sbírka zákonů č. 634/2004</p> <p>Sbírka zákonů č. 173/2002 č. 377/2005</p> <p>Sbírka zákonů č. 500/2004</p> <p>Sbírka zákonů č. 150/2002</p> <p>Sbírka zákonů č. 550/1990 č. 21/2002</p>	<p>Site Internet de l'Office tchèque de la propriété industrielle sous www.upv.cz (anglais)</p> <p>Site Internet de l'Office tchèque de la propriété industrielle sous www.upv.cz (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>Site Internet de l'Office tchèque de la propriété industrielle sous www.upv.cz (anglais)</p>	<p>LTaxesAdm</p> <p>LTaxesAnn</p> <p>LPA</p> <p>PTA</p> <p>DP</p>
Roumanie	<p>1. Legea Nr. 64/1991 privind brevetele de invenție republicată în Monitorul Oficial al României, Partea I, nr. 613 din 19 august 2014</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets n° 64/1991, republiée au Journal officiel de la Roumanie, partie I, édition n° 613 du 19 août 2014]</i></p> <p>2. H.G. nr. 547 din 18 iunie 2008 pentru aprobarea Regulamentului de aplicare a Legii nr. 64/1991 privind brevetele de invenție</p> <p><i>[2. Décision gouvernementale n° 547/2008 du 18 juin 2008 relative à l'approbation du règlement d'exécution de la Loi sur les brevets n° 64/1991]</i></p>	<p>Monitorul Oficial No. 212/1991 340/2002 752/2002 541/2007</p> <p>Monitorul Oficial No. 456/2008</p>	<p>LTPI RO 2-001 (anglais, français)</p> <p>GRUR Int. 1992, 196 (allemand)</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Règl.</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. O.G. nr. 41/1998 privind taxele în domeniul protecției proprietății industriale și regimul de utilizare a acestora, republicată în Monitorul Oficial al României, Partea I, nr. 959 din 29.11.2006</p> <p><i>[3. Ordonnance gouvernementale n° 41/1998 sur les taxes de propriété industrielle et leur utilisation, republiée au Journal officiel de la Roumanie, partie I, édition n° 959 du 29 novembre 2006]</i></p>	<p>Monitorul Oficial No. 43/1998 471/2002 6/2006 226/9.4.2010</p>	-	OT
	<p>4. Art. III din Legea nr. 66/31.3.2010 pentru modificarea și completarea Legii nr. 84/1998 privind mărcile și indicațiile geografice</p> <p><i>[4. Art. III de la Loi n° 66/31 mars 2010 modifiant et complétant la Loi n° 84/1998 relative aux marques et aux indications géographiques]</i></p>	<p>Monitorul Oficial No. 226/9.4.2010</p>	-	-
	<p>5. Legea nr. 611/2002 din 13 noiembrie 2002 privind aderarea României la Convenția privind eliberarea brevetelor europene, adoptată la Munchen la 5 octombrie 1973, precum și la Actul de revizuire a acesteia, adoptat la Munchen la 29 noiembrie 2000</p> <p><i>[5. Loi n° 611/2002 du 13 novembre 2002, relative à l'adhésion de la Roumanie à la Convention sur la délivrance de brevets européens du 5 octobre 1973 et à l'Acte de révision de la Convention du 29 novembre 2000]</i></p>	<p>Monitorul Oficial No. 844/2002</p>	-	Loi AdhCBE
	<p>6. Legea nr. 350 din 12.12.2007 privind modelele de utilitate</p> <p><i>[6. Loi n° 350 du 12 décembre 2007 relative aux modèles d'utilité]</i></p>	<p>Monitorul Oficial No. 851/2007</p>	-	Loi MU
	<p>7. Hotărâre a Guvernului nr. 1.457 din 12 noiembrie 2008 pentru aprobarea Regulamentului de aplicare a Legii nr. 350/2007 privind modelele de utilitate</p> <p><i>[7. Décision du Gouvernement n° 1457 du 12 novembre 2008, pour approbation du règlement d'application de la Loi n° 350/2007 sur les modèles d'utilité]</i></p>	<p>Monitorul Oficial No. 814/4.12.2008</p>	-	-
	<p>8. Legea nr. 16 din 6 martie 1995 privind protecția topografiilor produselor semiconductoare</p> <p><i>[8. Loi n° 16 du 6 mars 1995 sur la protection des topographies de produits semi-conducteurs]</i></p>	<p>Monitorul Oficial No. 45/9.3.1995 824/6.10.2006</p>	-	-
	<p>9. Ordin nr. 6 din 10.1.2007 pentru aprobarea Normelor de aplicare a Legii nr.16/1995 privind protecția topografiilor produselor semiconductoare</p> <p><i>[9. Ordonnance n° 6 du 10 janvier 2007, pour approbation du règlement d'application de la Loi n° 16/1995 sur la protection des topographies de produits semi-conducteurs]</i></p>	<p>Monitorul Oficial No. 90/5.2.2007</p>	-	-

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Royaume-Uni	<p>1. The Patents Act 1977 (as amended)</p> <p><i>[1. Loi de 1977 sur les brevets (telle que modifiée)]</i></p> <p>2. The Patents Rules 2007 (as amended)</p> <p><i>[2. Règlement de 2007 sur les brevets (telle que modifiée)]</i></p> <p>3. The Patents (Fees) Rules 2007 (as amended)</p> <p><i>[3. Règlement de 2007 relatif aux taxes (telle que modifiée)]</i></p>	<p>www.gov.uk/government/publications/the-patents-act-1977</p> <p>www.gov.uk/government/publications/the-patents-rules-2007-and-patents-fees-rules-2007</p> <p>www.gov.uk/government/publications/the-patents-rules-2007-and-patents-fees-rules-2007</p> <p>S.I. 2007/3291 2009/546 2010/33 2011/2052 2014/578 2014/2401 2016/892 2017/1100</p> <p>S.I. 2007/3292 2009/2089 2010/33 2017/1100</p>	<p>Bl.f.PMZ 1979, 200; 1986, 334; 1991, 260 (allemand)</p> <p>LTPI UK 2-001 (français)</p> <p>LTPI UK 2-002 (français)</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>RB</p> <p>RT</p>
Saint-Marin	<p>1. Legge 25 maggio 2005 n. 79 Testo unico in tema di proprietà industriale</p> <p><i>[1. Loi n° 79 du 25 mai 2005 Loi consolidée sur la propriété industrielle]</i></p> <p>2. Legge 20 luglio 2005 n. 114 Modifiche alla Legge 25 maggio 2005 n. 79</p> <p><i>[2. Loi n° 114 du 20 juillet 2005 Modifications de la Loi n° 79 du 25 mai 2005]</i></p>	<p>B.U. n. 5, 2° parte, 2005</p> <p>B.U. n. 7, 1° parte, 2005</p>	<p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Loi n° 114/2005</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. Decreto Delegato 27 novembre 2017, n. 132 Tasse per Brevetti, Marchi e Disegni</p> <p><i>[3. Décret de délégation n° 132 du 27 novembre 2017 Taxes pour les brevets, marques et dessins]</i></p>	B.U. Novembre 2017	-	Décr. Taxes
	<p>4. Decreto legge 22 giugno 2009 n. 76 Norme di applicazione della Convenzione sul Brevetto Europeo (CBE)</p> <p><i>[4. Décret-loi n° 76 du 22 juin 2009 Dispositions relatives à l'application de la Convention sur le brevet européen (CBE)]</i></p>	B.U. n. 3, 2009	-	Décr.-loi n° 76/2009
	<p>5. Legge 5 Dicembre 2011 n. 189 Modifiche alla legge n. 79/2005 in materia di proprietà industriale e abrogazione dell'articolo 152 della legge n. 165/2005</p> <p><i>[5. Loi n° 189 du 5 décembre 2011 Modifications de la Loi n° 79/2005 dans le domaine de la propriété industrielle et abrogation de l'article 152 de la Loi n° 165/2005]</i></p>	B.U. n. 9, 2011	-	-
	<p>6. Decreto Delegato 7 febbraio 2014 n. 15 Disposizioni in materia di ricerca sul brevetto ad opera dell'Ufficio Europeo dei Brevetti</p> <p><i>[6. Décret de délégation n° 15 du 7 février 2014 Dispositions relatives à la recherche effectuée pour un brevet par l'Office européen des brevets]</i></p>	B.U.	-	-
	<p>7. Legge 23 dicembre 2014 n. 219 – art. 31 Modifica decreto legge 22 giugno 2009 n. 76</p> <p><i>[7. Loi n° 219 du 23 décembre 2014 – art. 31 Modification du décret-loi n° 76 du 22 juin 2009]</i></p>	B.U.	-	Loi n° 219/2014
	<p>8. Decreto Consiliare 23 dicembre 2014 n. 217 Ratifica dell'Accordo tra la Repubblica di San Marino e la Repubblica Italiana circa la corretta interpretazione dell'articolo 43 della Convenzione di amicizia e buon vicinato del 1939 in materia di marchi e brevetti</p> <p><i>[8. Décret du Conseil n° 217 du 23 décembre 2014 Ratification de l'Accord entre la République de Saint-Marin et la République italienne portant sur l'interprétation correcte de l'article 43 de la Convention d'amitié et de bon voisinage de 1939, relatif aux marques et aux brevets]</i></p>	B.U.	-	-
	<p>9. Decreto legge 16 settembre 2019 n. 141 Deposito di domande internazionali e di domande di brevetto europeo</p> <p><i>[9. Décret-loi n° 141 du 16 septembre 2019 Dépôt de demandes internationales et de demandes de brevet européen]</i></p>	B.U.	-	-

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Serbie	<p>1. Закон о патентима</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets publiée le 27.12.2011, le 8.12.2017, le 8.12.2018 et le 18.9.2019]</i></p> <p>2. Правилник о садржини јавних регистара, потврда, пријава и захтева у поступку заштите проналазака, као и о врстама података, начину подношења пријаве и објављивања проналазака</p> <p><i>[2. Règlement relatif au contenu des registres publics, certificats, demandes et requêtes se rapportant à la procédure de protection des inventions ainsi qu'aux types d'informations, aux modalités de dépôt des demandes et à la publication des inventions, publié le 30.11.2012 et le 31.8.2016]</i></p> <p>3. Закон о потврђивању Споразума између Савезне владе Савезне Републике Југославије и Европске патентне организације о сарадњи у области патената (Споразумом о сарадњи и проширењу)</p> <p><i>[3. Accord de coopération et d'extension publié le 18.6.2004]</i></p>	<p>Official Gazette of the Republic of Serbia No. 99/2011, No. 113/2017, No. 95/2018, No. 66/2019</p> <p>Official Gazette of the Republic of Serbia No. 113/2012, No. 73/2016</p> <p>Official Gazette of Serbia and Montenegro – International Agreements No. 14/2004</p>	<p>Le site Internet de l'Office serbe de la propriété intellectuelle sous www.zis.gov.rs/upload/documents/pdf_en/pdf_patenti/The_Patent_Law_2019_Unofficial_consolidated_version.pdf (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Règl.</p> <p>ACE</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>4. Закон о републичким административним таксама</p> <p><i>[4. Loi sur les taxes administratives de la République]</i> <i>Entrée en vigueur le 30.4.2003 ; entrée en vigueur des dernières modifications des taxes le 1.7.2019</i></p> <p>5. Закон о посебним овлашћењима ради ефикасне заштите права интелектуалне својине</p> <p><i>[5. Loi sur les autorisations spéciales pour la protection efficace des droits de propriété intellectuelle, publiée le 16.12.2009]</i></p> <p>6. Уредба о упису у Регистар заступника који води Савезни завод за интелектуалну својину</p> <p><i>[6. Règlement relatif aux inscriptions au Registre des mandataires tenu par l'Office fédéral de la propriété intellectuelle, publié le 25.8.1995]</i></p> <p>7. Правилник о начину полагања посебног стручног испита за лица која се баве заступањем у поступку заштите проналазака, жигова, модела, узорака и географских ознака порекла</p> <p><i>[7. Règlement relatif à l'examen de spécialisation pour les mandataires intervenant dans des procédures de protection des inventions, marques, modèles, dessins et appellations d'origine géographique, publié le 27.10.1995]</i></p>	<p>Official Gazette of the Republic of Serbia No. 43/2003, No. 51/2003, No. 53/2004, No. 42/2005, No. 61/2005, No. 101/2005, No. 42/2006, No. 47/2007, No. 54/2008, No. 5/2009, No. 54/2009, No. 35/2010, No. 50/2011, No. 70/2011, No. 55/2012, No. 93/2012, No. 47/2013, No. 65/2013, No. 57/2014, No. 45/2015, No. 83/2015, No. 112/2015, No. 50/2016, No. 61/2017, No. 113/2017, No. 3/2018, No. 50/2018, No. 38/2019</p> <p>Official Gazette of the Republic of Serbia No. 46/2006, No. 104/2009</p> <p>Official Gazette of the Federal Republic of Yugoslavia No. 39/1995</p> <p>Official Gazette of the Federal Republic of Yugoslavia No. 48/1995</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LTaxes</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>8. Закон о општем управном поступку</p> <p><i>[8. Loi relative aux procédures administratives générales, entrée en vigueur le 1.6.2017 et le 7.12.2018]</i></p> <p>9. Закон о потврђивању Конвенције о признавању европских патената (Конвенција о европском патенту) од 5. октобра 1973. године са изменама члана 63. Конвенције о европском патенту од 17. децембра 1991. године и изменама од 29. новембра 2000. године</p> <p><i>[9. Loi relative à la ratification de la Convention sur le brevet européen du 5 octobre 1973 telle que modifiée par l'acte portant révision de l'article 63 de la CBE du 17 décembre 1991 et par l'acte portant révision de la CBE du 29 novembre 2000, publiée le 27.12.2011]</i></p> <p>10. Закон о патентима (На европске пријаве патената за које је захтевано проширење на Републику Србију, као и на европске патенте који су признати на основу таквих европских пријава примењиваће се одредбе поглавља 15. Закона о патентима ("Службени лист СЦГ", бр. 32/04, 35/04 и "Службени гласник РС", број 115/06)</p> <p><i>[10. Loi sur les brevets, publiée le 2.7.2004 (les dispositions du chapitre XV de la loi sur les brevets ("Official Gazette of Serbia and Montenegro", nos 32/04 et 35/04, et "Official Gazette of the Republic of Serbia", n° 115/2006) continuent de s'appliquer aux demandes de brevet européen dont les effets ont été étendus à la République de Serbie, ainsi qu'aux brevets européens qui ont été délivrés sur la base de ces demandes)]</i></p>	<p>Official Gazette of the Republic of Serbia No. 18/2016, No. 95/2018</p> <p>Official Gazette of the Republic of Serbia – International Treaties No. 5/2010</p> <p>Official Gazette of Serbia and Montenegro No. 32/2004, No. 35/2004</p> <p>Official Gazette of the Republic of Serbia No. 115/2006</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LPAG</p> <p>LRCBE</p> <p>LB Ext.</p>
Slovaquie	<p>1. Oznámenie Ministerstva zahraničných vecí Slovenskej republiky č.47/2008 Z.z. o podpísaní Dohovoru o udeľovaní európskych patentov (Európskeho patentového dohovoru) a o uzavretí Revízie znenia textu Dohovoru o udeľovaní európskych patentov z 29. novembra 2000 (Európskeho patentového dohovoru), v platnom znení</p> <p><i>[1. Notification du Ministère des Affaires étrangères de la République slovaque n° 47/2008 Rec. relative à l'introduction de la Convention sur la délivrance de brevets européens (Convention sur le brevet européen) et de l'Acte portant révision de la Convention sur la délivrance de brevets européens du 29 novembre 2000, tel que révisé]</i></p>	<p>Zbierka zákonov č. 47/2008, z 9.2.2008</p>	<p>-</p>	<p>-</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>2. Zákon č. 435/2001 Z.z. o patentoch, dodatkových ochranných osvedčeniach a o zmene a doplnení niektorých zákonov (patentový zákon) v znení neskorších predpisov</p>	<p>Zbierka zákonov č. 435/2001, č. 402/2002, č. 84/2007, č. 517/2007, č. 495/2008, č. 202/2009, č. 125/2016, č. 242/2017, č. 291/2018</p>		
	<p><i>[2. Loi n° 435/2001 Rec. relative aux brevets, aux certificats complémentaires de protection et aux modifications d'autres lois (loi sur les brevets), telle que modifiée ultérieurement]</i></p>		<p>www.indprop.gov.sk (anglais) Bl.f.PMZ 2002, 442 (allemand)</p>	<p>LB</p>
	<p>3. Zákon č. 517/2007 Z.z. o úžitkových vzoroch a o zmene a doplnení niektorých zákonov v znení neskorších predpisov</p>	<p>Zbierka zákonov č. 517/2007, č. 495/2008, č. 125/2016, č. 242/2017, č. 291/2018</p>		
	<p><i>[3. Loi n° 517/2007 Rec. relative aux modèles d'utilité et à la modification de certaines lois, telle que modifiée ultérieurement]</i></p>		<p>www.indprop.gov.sk (anglais)</p>	<p>MU</p>
	<p>4. Vyhláška Úradu priemyselného vlastníctva Slovenskej Republiky č. 1/2008 Z.z., ktorou sa vykonáva zákon č. 517/2007 Z.z. o úžitkových vzoroch a o zmene a doplnení niektorých zákonov</p>	<p>Zbierka zákonov č. 1/2008 z 12.12.2007, č. 279/2018</p>		
	<p><i>[4. Règlement de l'Office de la propriété industrielle n° 1/2008 Rec. concernant l'application de la Loi n° 517/2007 Rec. relatives aux modèles d'utilité et à la modification de certaines lois]</i></p>		<p>-</p>	<p>-</p>
	<p>5. Zákon NR SR č. 145/1995 Z.z. o správnych poplatkoch v znení neskorších predpisov</p>	<p>Zbierka zákonov NR SR č. 145/1995 Z.z., zo 22.6.1995</p>		
	<p><i>[5. Loi NR SR n° 145/1995 Rec. relative aux taxes prélevées par les services publics, telle que modifiée ultérieurement]</i></p>		<p>-</p>	<p>Loi taxes</p>
	<p>6. Vyhláška Úradu priemyselného vlastníctva Slovenskej republiky č. 223/2002 Z.z., ktorou sa vykonáva zákon č. 435/2001 Z.z. o patentoch, dodatkových ochranných osvedčeniach a o zmene a doplnení niektorých zákonov (patentový zákon)</p>	<p>Zbierka zákonov č. 223/2002 Z.z. z 13.3.2002, č. 278/2018</p>		
	<p><i>[6. Règlement de l'Office de la propriété industrielle n° 223/2002 Rec. relatif à la mise en œuvre de la Loi n° 435/2001 Rec. relative aux brevets, aux certificats complémentaires de protection et aux modifications d'autres lois (loi sur les brevets), tel que modifié]</i></p>		<p>-</p>	<p>RPA</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>7. Zákon č. 71/1967 Zb. o správnom konaní (správny poriadok) v znení neskorších predpisov</p> <p><i>[7. Loi n° 71/1967 Rec. sur la procédure administrative (code de procédure administrative), telle que modifiée ultérieurement]</i></p> <p>8. Zákon NR SR č. 495/2008 Z.z.o poplatku za udržiavanie platnosti patentu, o poplatku za udržiavanie platnosti európskeho patentu s účinkami pre Slovenskú republiku a o poplatku za udržiavanie platnosti dodatkového ochranného osvedčenia na liečivá a výrobky na ochranu rastlín a o zmena a doplnení niektorých zákonov, v znení neskorších predpisov</p> <p><i>[8. Loi n° 495/2008 Rec. sur les taxes annuelles, les brevets européens désignant la République slovaque, les certificats complémentaires de protection pour les médicaments et les produits phytosanitaires et l'amendement d'autres lois, telle que modifiée ultérieurement]</i></p>	<p>Zbierka zákonov č. 71/1967 Zb. z 29.6.1967</p> <p>Zbierka zákonov č. 495/2008, č. 600/2008, č. 519/2010</p>	<p>www.indprop.gov.sk (anglais)</p> <p>www.indprop.gov.sk (anglais)</p>	<p>CPA</p> <p>Loi n° 495/2008</p>
Slovénie	<p>1. Zakon o industrijski lastnini</p> <p><i>[1. Loi sur la propriété industrielle]</i></p> <p>2. Uredba o pristojbinah Urada RS za intelektualno lastnino</p> <p><i>[2. Décret relatif aux taxes perçues par l'Office slovène de la propriété intellectuelle]</i></p> <p>3. Pravilnik o vsebini patentne prijave in postopku z deljenimi patenti</p> <p><i>[3. Règlement relatif au contenu des demandes de brevet et à la procédure concernant les brevets divisés]</i></p> <p>4. Pravilnik o registrih prijav in pravic industrijske lastnine ter potrdilu o prednostni pravici</p> <p><i>[4. Règlement relatif à l'enregistrement des demandes, des droits de propriété industrielle et des certificats de priorité]</i></p>	<p>Uradni list RS, št. 51/2006 in 100/2013</p> <p>Uradni list RS, št. 128/2006</p> <p>Uradni list RS, št. 102/2001</p> <p>Uradni list RS, št. 102/2001</p>	<p>Site Internet de l'OMPI www.wipo.int/wipolex (anglais, français)</p> <p>Site Internet du SIPO sous www.uil-sipo.si (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Décr. taxes</p> <p>RB</p> <p>Règl. Enreg.</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Suède	1. Patentlag SFS 1967:837, ändrad enligt SFS 1971:626, SFS 1977:700, SFS 1977:730, SFS 1978:149, SFS 1978:150, SFS 1980:105, SFS 1981:816, omtryckt genom lag SFS 1983:433, SFS 1983:434 därefter ändrad genom SFS 1984:937, SFS 1986:233, SFS 1986:1156, SFS 1987:1330, SFS 1991:296, SFS 1992:1688, SFS 1993:1406, SFS 1994:105, SFS 1994:234, SFS 1994:1511, SFS 1996:847, SFS 1996:889, SFS 1996:890, SFS 1998:1456, SFS 2000:1158, SFS 2004:159, SFS 2004:161, SFS 2005:289, SFS 2005:692, SFS 2006:254, SFS 2006:625, SFS 2006:682, SFS 2007:242, SFS 2007:516, SFS 2007:517, SFS 2007:518, SFS 2007:636, SFS 2007:751, SFS 2008:131, SFS 2008:367, SFS 2009:111, SFS 2010:1395, SFS 2011:580, SFS 2013:84, SFS 2014:289, SFS 2014:434, SFS 2015:317, SFS 2016:192, SFS 2016:229, SFS 2016:726, SFS 2016:727, SFS 2018:273	SFS 1967:837 1971:626 1977:700 1977:730 1978:149 1978:150 1980:105 1981:816 1983:433 1983:434 1984:937 1986:233 1986:1156 1987:1330 1991:296 1992:1688 1993:1406 1994:105 1994:234 1994:1511 1996:847 1996:889 1996:890 1998:1456 2000:1158 2004:159 2004:161 2005:289 2005:692 2006:254 2006:625 2006:682 2007:242 2007:516 2007:517 2007:518 2007:636 2007:751 2008:131 2008:367 2009:111 2010:1395 2011:580 2013:84 2014:289 2014:434 2015:317 2016:192 2016:229 2016:726 2016:727 2018:273		

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>[1. Loi sur les brevets SFS 1967:837, modifiée par la Loi SFS 1971:626, SFS 1977:700, SFS 1977:730, SFS 1978:149, SFS 1978:150, SFS 1980:105, SFS 1981:816, dans sa version mise à jour par la Loi SFS 1983:433 SFS 1983:434, telle que modifiée par la Loi SFS 1984:937, SFS 1986:233, SFS 1986:1156, SFS 1987:1330, SFS 1991:296, SFS 1992:1688, SFS 1993:1406, SFS 1994:105, SFS 1994:234, SFS 1994:1511, SFS 1996:847, SFS 1996:889, SFS 1996:890, SFS 1998:1456, SFS 2000:1158, SFS 2004:159, SFS 2004:161, SFS 2005:289, SFS 2005:692, SFS 2006:254, SFS 2006:625, SFS 2006:682, SFS 2007:242, SFS 2007:516, SFS 2007:517, SFS 2007:518, SFS 2007:636, SFS 2007:751, SFS 2008:131, SFS 2008:367, SFS 2009:111, SFS 2010:1395, SFS 2011:580, SFS 2013:84, SFS 2014:289, SFS 2014:434, SFS 2015:317, SFS 2016:192, SFS 2016:229, SFS 2016:726, SFS 2016:727, SFS 2018:273]</p>		<p>Bl.f.PMZ 1985, 174; 1995, 141, 142; 1996, 47; (allemand)</p> <p>LTPi SE 2-001 (anglais, français)</p>	<p>LB</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>2. Patentkungörelsen SFS 1967:838, ändrad genom SFS 1973:906, SFS 1975:1331, SFS 1977:144, SFS 1978:151, SFS 1979:135, SFS 1979:888, SFS 1980:137, SFS 1980:646, SFS 1980:685, SFS 1980:1122, SFS 1981:1017, SFS 1983:435, SFS 1984:938, SFS 1986:1221, SFS 1987:1332, SFS 1988:987, SFS 1989:503, omtryckt genom förordning SFS 1991:1331, därefter ändrad SFS 1993:197, SFS 1993:1312, SFS 1995:269, SFS 1996:225, SFS 1997:42, SFS 1999:139, SFS 2000:1160, SFS 2001:128, SFS 2001:774, SFS 2003:109, SFS 2003:1071, SFS 2004:162, SFS 2006:1067, SFS 2007:253, SFS 2007:519, SFS 2007:1120, SFS 2008:130, SFS 2008:368, SFS 2009:1155, SFS 2011:449, SFS 2012:620, SFS 2014:435, SFS 2016:580, SFS 2016:729, SFS 2017:1058, SFS 2018:273, SFS 2018:930</p> <p><i>[2. Décret relatif aux conditions de forme en matière de brevets SFS 1967:838, modifié par Décret SFS 1973:906, SFS 1975:1331, SFS 1977:144, SFS 1978:151, SFS 1979:135, SFS 1979:888, SFS 1980:137, SFS 1980:646, SFS 1980:685, SFS 1980:1122, SFS 1981:1017, SFS 1983:435, SFS 1984:938, SFS 1986:1221, SFS 1987:1332, SFS 1988:987, SFS 1989:503, dans sa version mise à jour par Décret SFS 1991:1331, tel que modifié par Décret SFS 1993:197, SFS 1993:1312, SFS 1995:269, SFS 1996:225, SFS 1997:42, SFS 1999:139, SFS 2000:1160, SFS 2001:128, SFS 2001:774, SFS 2003:109, SFS 2003:1071, SFS 2004:162, SFS 2006:1067, SFS 2007:253, SFS 2007:519, SFS 2007:1120, SFS 2008:130, SFS 2008:368, SFS 2009:1155, SFS 2011:449, SFS 2012:620, SFS 2014:435, SFS 2016:580, SFS 2016:729, SFS 2017:1058, SFS 2018:273, SFS 2018:930]</i></p>	<p>SFS 1973:906 1975:1331 1977:144 1978:151 1979:135 1979:888 1980:137 1980:646 1980:685 1980:1122 1981:1017 1983:435 1984:938 1986:1221 1987:1332 1988:987 1989:503 1991:1331 1993:197 1993:1312 1995:269 1996:225 1997:42 1999:139 2000:1160 2001:128 2001:774 2003:109 2003:1071 2004:162 2006:1067 2007:253 2007:519 2007:1120 2008:130 2008:368 2009:1155 2011:449 2012:620 2014:435 2016:580 2016:729 2017:1058 2018:273 2018:930</p>	<p>Bl.f.PMZ 1979, 169; 1985, 281; 1989, 346 (allemand) LTPI SE 2-002 (anglais, français)</p>	<p>DB</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. Lagen om försvarsuppfinningar SFS 1971:1078, ändrad genom SFS 1975:734, omtryckt genom lag SFS 1978:157, därefter ändrad genom lag SFS 1980:211, SFS 1986:1161, SFS 1993:1407, SFS 1997:916, SFS 2009:410, SFS 2016:195</p> <p><i>[3. Loi sur les inventions militaires SFS 1971:1078, telle que modifiée par la Loi SFS 1975:157, dans sa version mise à jour par la Loi SFS 1978:157 telle que modifiée par la Loi SFS 1980:211, SFS 1986:1161, SFS 1993:1407, SFS 1997:916, SFS 2009:410, SFS 2016:195]</i></p> <p>4. Patentbestämmelser PRVFS 1981:1, omtryckt genom PRVFS 1997:1 P:32, PRVFS 2005:1 P:57, PRVFS 2006:3 P:60, PRVFS 2007:2 P:63, PRVFS 2008:2 P:69, PRVFS 2008:3 P:70, PRVFS 2007:4 P:65, PRVFS 2014:1 P:96, PRVFS 2015:3 P:103</p> <p><i>[4. Règlement de l'Office des brevets PRVFS 1981:1 dans sa version mise à jour par le Règlement PRVFS 1997:1 P:32, PRVFS 2005:1 P:57, PRVFS 2006:3 P:60, PRVFS 2007:2 P:63, PRVFS 2008:2 P:69, PRVFS 2008:3 P:70, PRVFS 2007:4 P:65, PRVFS 2014:1 P:96, PRVFS 2015:3 P:103]</i></p> <p>5. Patent- och registreringsverkets (PRV) föreskrifter om elektronisk patentansökan PRVFS 2008:4 P:71</p> <p><i>[5. Règlement de l'Office des brevets concernant les demandes de brevet déposées par voie électronique PRVFS 2008:4, P:71]</i></p> <p>6. Patent- och registreringsverkets (PRV) föreskrifter om avgifter för bevis om patentansökningar och patent PRVFS 2009:4 P:81</p> <p><i>[6. Règlement de l'Office des brevets concernant les taxes afférentes aux demandes de brevet et aux certificats de brevets PRVFS 2009:4, P:81]</i></p>	<p>SFS 1971:1078 1975:734 1978:157 1980:211 1986:1161 1993:1407 1997:916 2009:410 2016:195</p> <p>PRVFS 1981:1 1986:4 P:17 1992:1 P:23 1993:5 P:27 1997:1 P:32 1997:3 P:34 1998:4 P:38 1999:3 P:41 2000:7 P:43 2003:4 P:55 2005:1 P:57 2006:3 P:60 2007:2 P:63 2007:4 P:65 2014:1 P:96 2015:3 P:103</p> <p>PRVFS 2008:4 P:71</p> <p>PRVFS 2009:4 P:81</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>-</p> <p>RB</p> <p>-</p> <p>-</p>
Suisse / Liechtenstein	<p>1. Bundesgesetz betreffend die Erfindungspatente vom 25. Juni 1954 (Patentgesetz)</p> <p><i>[1. Loi fédérale sur les brevets d'invention du 25 juin 1954 (Loi sur les brevets)]</i></p>	SR 232.14	IPLT CH 2-001 (anglais)	LBI

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>2. Verordnung über die Erfindungspatente vom 19. Oktober 1977 (Patentverordnung)</p> <p><i>[2. Ordonnance relative aux brevets d'invention du 19 octobre 1977 (Ordonnance sur les brevets)]</i></p> <p>3. Verordnung des IGE über Gebühren vom 14. Juni 2016 (GebV-IGE)</p> <p><i>[3. Règlement sur les taxes de l'IPI du 14 juin 2016 (IPI-RT)]</i></p> <p>4. Bundesgesetz über das Verwaltungsverfahren vom 20. Dezember 1968</p> <p><i>[4. Loi fédérale sur la procédure administrative du 20 décembre 1968]</i></p> <p>5. Vertrag zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Fürstentum Liechtenstein über den Schutz der Erfindungspatente vom 22. Dezember 1978 (Patentschutzvertrag)</p> <p><i>[5. Traité entre la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein sur la protection conférée par les brevets d'invention du 22 décembre 1978 (Traité sur les brevets)]</i></p> <p>6. Ausführungsvereinbarung zum schweizerisch-liechtensteinischen Patentschutzvertrag vom 10. Dezember 1979</p> <p><i>[6. Arrangement d'exécution du Traité entre la Suisse et le Liechtenstein sur les brevets du 10 décembre 1979]</i></p>	<p>SR 232.141</p> <p>SR 232.148</p> <p>SR 172.021</p> <p>SR 0.232.149.514</p> <p>SR 0.232.149.514.1</p>	<p>IPLT CH 2-002</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>JO OEB 1980, 407 (anglais, allemand)</p> <p>IPLT LI-CH 2-001 (anglais)</p> <p>JO OEB 1980, 412 (anglais, allemand)</p> <p>IPLT LI-CH 2-001 (anglais)</p>	<p>OBI</p> <p>IPI-RT</p> <p>-</p> <p>Traité CH/LI du 22.12.78</p> <p>-</p>
Turquie	<p>1. Patent haklarının korunması hakkında bakanlar kurulunca 26 Nisan 1995 tarihinde kararlaştırılan 551 sayılı kanun hükmünde kararname – Eski başvurular için geçerli</p> <p><i>[1. Décret-loi n° 551 sur les brevets et les modèles d'utilité, 26 avril 1995]</i></p> <p><i>Applicable aux demandes qui ont été déposées avant le 10 janvier 2017 et qui sont encore en instance, c'est-à-dire qui n'ont pas encore donné lieu à une délivrance.</i></p> <p>1a. 6769 Sayılı Sınai Mülkiyet Kanunu</p> <p><i>[1bis. Loi n° 6769 du 10 janvier 2017 sur la propriété industrielle]</i></p>	<p>TC Resmi Gazete No. 22326 27.6.1995</p> <p>TC Resmi Gazete No. 29944 10.1.2017</p>	<p>Bl.f.PMZ 2000, 355 (allemand)</p> <p>LTPI TR 2-001 (anglais, français)</p> <p>-</p>	<p>DL n° 551</p> <p>LPI</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>2. 551 sayılı KHK,nin uygulama seklini gösterir yönetmelik 1995, en son 21.4.2009 tarihinde değiştirilmiştir</p> <p><i>[2. Règlement d'exécution de 1995 relatif au Décret-loi n° 551, modifié en dernier lieu le 21 avril 2009]</i></p>	<p>TC Resmi Gazete No. 22454 5.11.1995 No. 27207 21.4.2009</p>	-	REDL
	<p>2a. 6769 Sayılı Sınai Mülkiyet Kanununun Uygulama Şeklini Gösterir Yönetmelik</p> <p><i>[2bis. Règlement d'exécution relatif à la Loi n° 6769 sur la propriété industrielle]</i></p>	<p>TC Resmi Gazete No. 30047 24.4.2017</p>	-	RLPI
	<p>3. Avrupa Patentlerinin verilmesi ile ilgili Avrupa Patent Sözleşmesinin Türkiyede uygulama seklini gösterir yönetmelik 9.1.2001, en son 22.5.2008 tarihinde değiştirilmiştir</p> <p><i>[3. Règlement du 9 janvier 2001 relatif à l'exécution de la Convention sur la délivrance de brevets européens en Turquie, modifié en dernier lieu le 22 mai 2008]</i></p>	<p>TC Resmi Gazete No. 24282 9.1.2001 No. 26883 22.5.2008</p>	-	RCBE
	<p>4. 2019 yılı Patent ve Marka başvuru ücret tarifesi</p> <p><i>[4. Barème des taxes 2019 pour les brevets et les modèles d'utilité]</i></p>	<p>TC Resmi Gazete No. 30642 31.12.2018</p>	-	Taxes 2019

État autorisant la validation Service central de la propriété industrielle	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
Cambodge	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.			
Maroc Office marocain de la propriété industrielle et commerciale Siège : Route de Nouasser, R.S. 114, Km 9,5 Sidi Maarouf CASABLANCA Adresse postale : B.P. 8072 Casablanca Oasis CASABLANCA Tél. +212 5 22586400 Fax +212 5 22335480 www.ompic.ma validation@ompic.ma	<p>1. Loi n° 17-97 relative à la protection de la propriété industrielle, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 23-13 promulguée par le dahir n° 1-14-188 du 27 moharrem 1436 (21 novembre 2014)</p> <p>2. Décret n° 2-14-316 du 8 rabii II 1436 (29 janvier 2015) modifiant et complétant le décret n° 2-00-368 du 18 rabii II 1425 (7 juin 2004) pris pour l'application de la loi n° 17-97 relative à la protection de la propriété industrielle</p> <p>3. Arrêté du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique n° 15-162 du 30 janvier 2015 désignant un organisme de validation</p> <p>4. Référence administrative : Note d'information du Directeur Général de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale sur la procédure de validation des brevets européens au Maroc, publiée le 19 janvier 2015</p> <p>5. Référence administrative : Décision n° 9/2017 du 29 juin 2017, relative aux prix des services rendus par l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale au titre de la propriété industrielle et du registre central du commerce</p>	<p>Bulletin officiel (BO) n° 6318 du 18.12.2014 (version arabe)</p> <p>BO n° 6358 du 7.5.2015 (version française)</p> <p>BO n° 6333 du 9.2.2015 (version arabe)</p> <p>BO n° 6358 du 7.5.2015 (version française)</p> <p>BO n° 6333 du 9.2.2015 (version arabe)</p> <p>www.ompic.ma</p> <p>www.ompic.ma/fr/content/nos-tarifs</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>Loi n° 17-97</p> <p>Décr.</p> <p>Arrêté du 30.1.2015</p> <p>Note DG OMPIC</p> <p>Déc. n° 9/2017</p>
République de Moldavie Agenția de Stat pentru Proprietatea Intelectuală (AGEPI) Str. Andrei Doga nr. 24, bloc 1 CHIȘINĂU, MD-2024 Renseignements : Tél. +373 22 400500 Réception des requêtes : Tél. +373 22 400505 Fax +373 22 440119 agepi.gov.md/en office@agepi.gov.md	<p>1. Law No. 50-XVI of 7 March 2008 on the protection of inventions, as last amended and supplemented by Law No. 173 of 25 July 2014</p> <p><i>[1. Loi n° 50-XVI du 7 mars 2008 relative à la protection des inventions, telle que modifiée et complétée en dernier lieu par la loi loi n° 173 du 25 juillet 2014]</i></p>	<p>Official Gazette of the Republic of Moldova No. 258-261 of 18.9.2015 (text in Romanian)</p>	<p>-</p>	<p>Loi n° 50/2008</p>

État autorisant la validation Service central de la propriété industrielle	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>2. Government Decision No. 774 of 13 August 1997 on fees for legal services in the field of IP protection, as last amended and supplemented by Government Decision No. 1072 of 22 September 2016</p> <p><i>[2. Décision gouvernementale n° 774 du 13 août 1997 relative aux taxes pour les services juridiques dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle, telle que modifiée et complétée en dernier lieu par la décision gouvernementale n° 1072 du 22 septembre 2016]</i></p> <p>3. Government Decision No. 612 of 12 August 2011 approving the Regulation on registration of agreements on assigning, licensing, pledging or franchising industrial property</p> <p><i>[3. Décision gouvernementale n° 612 du 12 août 2011 portant adoption du règlement relatif à l'enregistrement d'accords de cession, de licences, de mise en gage ou de franchises en matière de droits de propriété industrielle]</i></p>	<p>Official Gazette of the Republic of Moldova No. 338-341/1175 of 30.9.2016 (text in Romanian)</p> <p>Official Gazette of the Republic of Moldova No. 135-138 of 19.8.2011 (text in Romanian)</p>	<p>-</p> <p>-</p>	<p>Déc. gov. n° 774</p> <p>Déc. gov. n° 612</p>
Tunisie	<p>Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression.</p> <p>Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.</p>			

État autorisant l'extension	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
<p>Service central de la propriété industrielle</p> <p>Bosnie-Herzégovine</p> <p>Institute for Intellectual Property of Bosnia and Herzegovina (Institut de la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine)</p> <p><i>Siège :</i> Kneza Domagoja bb 88000 MOSTAR</p> <p>Tél. +387 36 334382 Fax +387 36 318420</p> <p>www.ipr.gov.ba mostar@ipr.gov.ba</p> <p><i>Bureau local :</i> Bulevar Mese Selimovica 95 71000 SARAJEVO</p> <p>Tél. +387 33 521848 Fax +387 33 652757</p> <p>info@ipr.gov.ba sarajevo@ipr.gov.ba</p> <p><i>Bureau local :</i> Akademika Jovana Surutke 13/III 78000 BANJA LUKA</p> <p>Tél. +387 51 226840 Fax +387 51 226841</p> <p>banjaluka@ipr.gov.ba</p>	<p>1. Zakon o patentu</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets]</i></p> <p>2. Pravilnik o postupku za priznanje patenta i konsenzualnoga patenta</p> <p><i>[2. Règlement relatif à la procédure de délivrance de brevets et de brevets consensuels]</i></p> <p>3. Odluka o posebnim troškovima postupka za sticanje i održavanje prava industrijskog vlasništva</p> <p><i>[3. Décision relative aux frais spéciaux de procédure pour l'acquisition et le maintien de droits de propriété industrielle]</i></p> <p>4. Odluka o izmjenama tarife administrativnih taksi</p> <p><i>[4. Loi ajustant les taxes administratives]</i></p> <p>5. Sporazum između vijeća ministara bosne i hercegovine i evropske patentne organizacije o saradnji u oblasti patenata (sporazum o saradnji i proširenju)</p> <p><i>[5. Accord de coopération dans le domaine des brevets entre la Bosnie-Herzégovine et l'Organisation européenne des brevets (Accord de coopération et d'extension)]</i></p>	<p>Sl.glasnik BiH (Official Gazette of Bosnia and Herzegovina) No. 53/10</p> <p>Sl.glasnik BiH No. 105/10</p> <p>Sl.glasnik BiH No. 109/10</p> <p>Sl.glasnik BiH No. 15/14</p> <p>Sl.glasnik BiH No. 2/04</p>	<p>Le site Internet de l'Institut de la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine www.ipr.gov.ba</p> <p>Le site Internet de l'Institut de la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine www.ipr.gov.ba</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Règl. brev.</p> <p>Frais spéc.</p> <p>Taxes adm.</p> <p>Acc. Ext.</p>
<p>Monténégro</p> <p>Ministarstvo ekonomije Direktorat za unutrašnje tržište i konkurenciju Rimski trg 46 81000 PODGORICA</p> <p>Tél. +382 20 234 591</p> <p>www.mek.gov.me</p> <p>intelektualna.svojina@mek.gov.me</p>	<p>1. Zakon o patentima</p> <p><i>[1. Loi des brevets]</i></p>	<p>Sl. list CG, br. 42/2015, 2/2017</p>	<p>-</p>	<p>LB</p>

État autorisant l'extension Service central de la propriété industrielle	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>2. Pravilnik o sadržini registara, prijava i drugih podnesaka, načinu podnošenja prijava i objavljivanju podataka u postupcima pravne zaštite pronalazaka</p> <p><i>[2. Règlement concernant le contenu des registres, des demandes et des autres moyens produits, ainsi que la communication et la publication des données dans le cadre des procédures de protection juridique des inventions]</i></p> <p>3. Zakon o potvrđivanju sporazuma između Crne Gore i EPO o proširenju evropskih патената (Sporazum o proširenju)</p> <p><i>[3. Loi sur la ratification de l'accord d'extension entre le Monténégro et l'OEB (accord d'extension)]</i></p> <p>4. Zakon o administrativnim taksama</p> <p><i>[4. Loi sur les taxes administratives]</i></p> <p>5. Odluka o visini naknada i posebnih troškova postupka koji vodi Zavod za intelektualnu svojinu i naknada troškova za pružanje informacionih usluga</p> <p><i>[5. Décision relative aux taxes de procédure et d'information brevets des offices de propriété intellectuelle]</i></p> <p>6. Zakon o upravnom postupku</p> <p><i>[6. Loi sur des procédures administratives]</i></p>	<p>Sl. list SCG, br. 8/2016</p> <p>Sl. list CG, Međunarodni ugovori, br. 5/2009</p> <p>Sl. list RCG, br. 55/2003, 46/2004, 81/2005, 2/2006; Sl. list CG, br. 18/2019</p> <p>Sl. list CG, br. 16/2008</p> <p>Sl. list CG, br. 56/2014, 20/2015, 40/2016, 37/2017</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>Règl.</p> <p>-</p> <p>LTaxesAdm</p> <p>Déc. Taxes</p> <p>LProcAdm</p>

Ancien État d'extension	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
<p>Service central de la propriété industrielle</p> <p>Albanie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mai 2010.)</p> <p>Drejtoria e Përgjithshme e Pronësisë Industriale General Directorate of Industrial Property (GDIP) (Direction générale de la propriété industrielle) Bulevardi "Zhan D'Ark" Prona Nr. 33 Shtëpia e Ushtarakëve TIRANA</p> <p>Tél. +355 4 22 34 412 Fax +355 4 22 34 412 www.dppm.gov.al mailinf@dppm.gov.al</p>	<p>1. Ligji Nr. 9947 Date 07.07.2008 Per Pronesine Industriale i ndryshuar me Ligjin Nr. 10/2013 i datës 14.2.2013, dhe Ligji Nr. 55/2014 i datës 29.5.2014, dhe Ligji 17/2017 i datës 16.2.2017</p> <p><i>[1. Loi n° 9947 sur la propriété industrielle du 7 juillet 2008, modifiée par la Loi n° 10/2013 du 14 février 2013, par la Loi n° 55/2014 du 29 mai 2014 et par la Loi n° 17/2017 du 16 février 2017]</i></p> <p>2. Rregullore "Per leshimin e patentave per shpikjet dhe modelet e perdorimit" Nr. 1707, date 29.12.2008, i ndryshuar me VKM Nr. 618, datë 7.9.2011, dhe me VKM Nr. 38 datë 21.1.2015, dhe me VKM Nr. 460, datë 26.7.2018</p> <p><i>[2. Règlement n° 1707 du 29 décembre 2008 relatif aux brevets et aux modèles d'utilité, tel que modifié par le Décret gouvernemental n° 618 du 7 septembre 2011, le Décret gouvernemental n° 38 du 21 janvier 2015 et le Décret gouvernemental n° 460 du 26 juillet 2018]</i></p> <p>3. VKM No. 883, 13 Maj 2009 Per tarifit e Objekteve te Pronesise Industriale e ndryshuar me VKM Nr. 37 datë 21.1.2015, dhe me VKM Nr. 316 datë 31.5.2018</p> <p><i>[3. Décret gouvernemental n° 883 du 13 mai 2009 relatif aux taxes d'État, tel que modifié par le Décret gouvernemental n° 37 du 21 janvier 2015 et par le Décret gouvernemental n° 316 du 31 mai 2018]</i></p>	<p>Gazeta Zyrtare No. 121, 2008 No. 29, 2013 No. 96, 2014 No. 43, 2017</p> <p>Gazeta Zyrtare No. 213, 2008 No. 139, 2011 No. 7, 2015 No. 114, 2018</p> <p>Gazeta Zyrtare No. 134, 2009 No. 7, 2015 No. 82, 2018</p>	<p>LTPI AL 1-001 (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Règl.</p> <p>Décr. Taxes</p>
<p>Croatie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2008.)</p> <p>Državni zavod za intelektualno vlasništvo State Intellectual Property Office of the Republic of Croatia Ulica grada Vukovara 78 10000 ZAGREB</p> <p>Tél. +385 1 6106111, 6106100 Fax +385 1 6112017 www.dziv.hr info@dziv.hr</p>	<p>1. Zakon o patentu</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets]</i></p> <p>2. Pravilnik o patentu</p> <p><i>[2. Ordonnance sur les brevets]</i></p>	<p>Narodne Novine (NN) 173/2003, 87/2005, 76/2007, 30/2009, 128/2010, 49/2011, 76/2013, 46/2018</p> <p>NN 117/2007, 3/2011, 66/2011, 145/2012, 85/2013 43/2017</p>	<p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>OB</p>

Ancien État d'extension Service central de la propriété industrielle	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. Zakon o upravnim pristojbama u području prava intelektualnog vlasništva</p> <p><i>[3. Loi sur les taxes administratives dans le domaine des droits de propriété intellectuelle]</i></p> <p>4. Uredba o naknadama za posebne troškove i troškove za pružanje informacijskih usluga Državnog Zavoda za intelektualno vlasništvo</p> <p><i>[4. Règlement sur les frais spéciaux et le coût des services d'information fournis par l'Office national de la propriété intellectuelle]</i></p> <p>5. Sporazum Vlade Republike Hrvatske i Europske patentne organizacije o suradnji na području patenata (Sporazum o suradnji i proširenju)</p> <p><i>[5. Accord de coopération entre le gouvernement de la République de Croatie et l'Organisation européenne des brevets dans le domaine des brevets autorisant l'extension des effets des brevets européens]</i></p> <p>6. Zakon o općem upravnom postupku</p> <p><i>[6. Loi sur des procédures administratives générales]</i></p>	<p>NN 64/2000, 160/2004, 62/2008, 30/2009, 49/2011</p> <p>NN 109/2011, 96/2013</p> <p>NN - IA. 14/2003</p> <p>NN 47/2009</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LTaxesAdm</p> <p>RFRSp</p> <p>Acc. ext.</p> <p>Loi PAG</p>
<p>Lettonie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} juillet 2005.)</p> <p>Patent Office of the Republic of Latvia Citadeles iela 7(70) 1010 RIGA</p> <p>Tél. +371 6 7099600 Fax +371 6 7099650</p> <p>www.lrpv.gov.lv valde@lrpv.gov.lv</p>	<p>1. 2007. gada 15. februāra Patentu likums ar 2015. gada 19. novembra grozījumiem</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets adoptée le 15 février 2007, telle que modifiée le 19 novembre 2015]</i></p> <p>2. 2008. gada 1. aprīļa Ministru kabineta noteikumi Nr. 224 Patentu un patentu pieteikumu noteikumi ar 2015. gada 22. decembra grozījumiem</p> <p><i>[2. Décret n° 224 du Conseil des Ministres en date du 1^{er} avril 2008, relatif aux demandes de brevet et aux brevets, tel que modifié le 22 décembre 2015]</i></p>	<p>Latvijas Vēstnesis No. 34 (3610), 27.2.2007 No. 240 (5558), 8.12.2015</p> <p>Vēstnesis No. 53, 4.4.2008</p>	<p>https://likumi.lv/doc.php?id=153574 (anglais)</p> <p>Bl.f.PMZ 2010, 7 (allemand)</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>-</p>

Ancien État d'extension Service central de la propriété industrielle	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>3. 2015. gada 15. decembra Ministru Kabineta noteikumi Nr. 723 Patentu valdes sniegto maksas pakalpojumu cenrādis</p> <p><i>[3. Décret n° 723 du Conseil des Ministres en date du 15 décembre 2015, relatif aux prix des services de l'office des brevets]</i></p> <p>4. 2015. gada 18. jūnija Rūpnieciskā īpašuma institūciju un procedūru likums, stājas spēkā 2016. gada 1. janvārī</p> <p><i>[4. Loi du 18 juin 2015 relative aux institutions et aux procédures en matière de propriété industrielle, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016]</i></p>	<p>Vēstnesis No. 248 (5566), 18.12.2015</p> <p>Vēstnesis No. 127 (5445), 2.7.2015</p>	-	<p>Décr. Taxes</p> <p>LPI</p>
<p>Lituanie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} décembre 2004.)</p> <p>The State Patent Bureau of the Republic of Lithuania Kalvarijų g. 3 09310 VILNIUS</p> <p>Tél. +370 5 2780250 Fax +370 5 2750723</p> <p>http://vpb.lrv.lt info@vpb.gov.lt</p>	<p>1. Lietuvos Respublikos patentų įstatymas Nr. XI-1261 (2010 12 23), pakeistas įstatymu Nr. XIII-548 (2017 06 29)</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets n° XI-1261 du 23 décembre 2010 de la République de Lituanie, modifiée en dernier lieu par Loi n° XIII-548 du 29 juin 2017]</i></p> <p>2. Lietuvos Respublikos valstybinio patentų biuro 2006 04 24 įsakymas Nr. 3R-29 "Dėl Europos patentų paraiškų padavimo ir Europos patentų galiojimo Lietuvos Respublikoje (išplėtimo į Lietuvą) tvarkos aprašo patvirtinimo", pakeistas įsakymu Nr. 3R-36 (2017 06 26)</p> <p><i>[2. Ordonnance de l'Office lituanien des brevets n° 3R-29 du 24 avril 2006 relative au dépôt de demandes de brevet européen et à l'extension de la procédure européenne en matière de brevets, telle que modifiée par l'Ordonnance n° 3R-36 du 26 juin 2017]</i></p> <p>3. Mokesčių už pramoninės nuosavybės objektų registravimą įstatymas Nr. IX-352 (2001 06 05), įstatymu Nr. XIII-550 (2017 06 29)</p> <p><i>[3. Loi n° IX-352 du 5 juin 2001 relative aux taxes d'enregistrement des objets relatifs à la propriété industrielle, telle que modifiée par la Loi n° XIII-550 du 29 juin 2017]</i></p>	<p>Lietuvos Respublikos Teisės aktų registras (Register of Legal Acts of the Republic of Lithuania)</p> <p>Lietuvos Respublikos Teisės aktų registras</p> <p>Lietuvos Respublikos Teisės aktų registras</p>	-	<p>LB</p> <p>Ord. ext.</p> <p>Loi taxes</p>

Ancien État d'extension	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
<p>Service central de la propriété industrielle</p>	<p>4. Valstybinio patentų biuro direktoriaus 2001 m. gruodžio 27 d. įsakymas Nr. 118 "Dėl papildomos apsaugos liudijimų išdavimo", pakeistas įsakymu Nr. 3R-20 (2016 03 31)</p> <p><i>[4. Ordonnance n° 118 du 27 décembre 2001 du Directeur de l'Office lituanien des brevets relative à la délivrance des certificats complémentaires de protection, telle que modifiée par l'Ordonnance n° 3R-20 du 31 mars 2016]</i></p>	<p>Lietuvos Respublikos Teisės aktų registras</p>	<p>-</p>	<p>-</p>
<p>Macédoine du Nord (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2009.)</p> <p>State Office of Industrial Property (SOIP) Boulevard October 11, No. 25 1000 SKOPJE</p> <p>Tél. +389 2 3103601 Fax +389 2 3137149</p> <p>www.ippo.gov.mk info@ippo.gov.mk</p>	<p>1. Закон за индустриска сопственосткој се применува од 25 февруари 2009</p> <p><i>[1. Loi sur la propriété industrielle du 12 février 2009, applicable à compter du 25 février 2009]</i></p> <p>2. Закон за административни такси</p> <p><i>[2. Loi relative aux taxes d'administration du 26 mars 1993, tel que modifié en dernier lieu le 11 février 2011]</i></p> <p>3. Правилник за признавање на патент</p> <p><i>[3. Règlement relatif aux brevets du 23 mars 2004, tel que modifié en dernier lieu le 29 août 2006]</i></p>	<p>Sluzben vesnik na Republika Makedonija No. 47/2002, No. 42/2003, No. 9/2004, No. 39/2006, No. 79/2007, No. 21/2009, No. 24/2011, No. 12/2014, No. 41/2014, No. 152/2015, No. 53/2016, No. 83/2018</p> <p>Sluzben vesnik na Republika Makedonija No. 17/1993, No. 20/1996, No. 7/1998, No. 13/2001, No. 24/2003, No. 19/2004, No. 61/2004, No. 95/2005, No. 70/2006, No. 92/2007, No. 88/2008, No. 130/2008, No. 6/2010, No. 145/2010, No. 17/2011</p> <p>Sluzben vesnik na Republika Makedonija No. 18/2004, No. 93/2006, No. 22/2009</p>	<p>Site Internet de l'OMPI sous www.wipo.int/wipolex/fr</p> <p>MK008EN (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Loi taxes</p> <p>Règl.</p>

Ancien État d'extension Service central de la propriété industrielle	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>4. Договор за соработка на полето на патентите (Договор за соработка)</p> <p><i>[4. Accord de coopération du 30 septembre 1997 dans le domaine des brevets autorisant l'extension des effets des brevets européens]</i></p> <p>5. Закон за општа управна постапка</p> <p><i>[5. Loi sur des procédures administratives générales]</i></p>	<p>Sluzben vesnik na Republika Makedonija No. 49/1997</p> <p>Sluzben vesnik na Republika Makedonija No. 38/2005</p>	<p>Sluzben vesnik na Republika Makedonija No. 49/97 (anglais)</p> <p>JO OEB 1997, 538 (anglais, allemand, français)</p> <p>-</p>	<p>Décr. ext.</p> <p>Loi PAG</p>
<p>Roumanie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mars 2003.)</p> <p>State Office for Inventions and Trademarks (OSIM) 5, Ion Ghica Street 030044 BUCUREȘTI 3</p> <p>Tél. +40 21 3060-800, 3060-801, 3060-802,, 3060-829 Fax +40 21 3123819</p> <p>www.osim.ro office@osim.ro</p>	<p>1. Legea Nr. 64/1991 privind brevetele de invenție republicată în Monitorul Oficial al României, Partea I, nr. 613 din 19 august 2014</p> <p><i>[1. Loi sur les brevets n° 64/1991, republiée au Journal officiel de la Roumanie, partie I, édition n° 613 du 19 août 2014]</i></p> <p>2. H.G. nr. 547 din 18 iunie 2008 pentru aprobarea Regulamentului de aplicare a Legii nr. 64/1991 privind brevetele de invenție</p> <p><i>[2. Décision gouvernementale n° 547/2008 du 18 juin 2008 relative à l'approbation du règlement d'exécution de la loi sur les brevets n° 64/1991]</i></p> <p>3. O.G. nr. 41/1998 privind taxele în domeniul protecției proprietății industriale și regimul de utilizare a acestora, republicată în Monitorul Oficial al României, Partea I, nr. 959 din 29.11.2006</p> <p><i>[3. Ordonnance gouvernementale n° 41/1998 sur les taxes de propriété industrielle et leur utilisation, republiée au Journal officiel de la Roumanie, partie I, édition n° 959 du 29 novembre 2006]</i></p> <p>4. Art. III din Legea nr. 66/31.3.2010 pentru modificarea și completarea Legii nr. 84/1998 privind mărcile și indicațiile geografice</p> <p><i>[4. Art. III de la Loi n° 66/31 mars 2010 modifiant et complétant la Loi n° 84/1998 relative aux marques et aux indications géographiques]</i></p>	<p>Monitorul Oficial No. 212/1991 340/2002 752/2002 541/2007</p> <p>Monitorul Oficial No. 348/2002</p> <p>Monitorul Oficial No. 43/1998 471/2002 6/2006 226/9.4.2010</p> <p>Monitorul Oficial No. 226/9.4.2010</p>	<p>LTPI RO 2-001 (anglais, français)</p> <p>GRUR Int. 1992, 196 (allemand)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>LB</p> <p>Règl.</p> <p>OT</p> <p>-</p>

Ancien État d'extension Service central de la propriété industrielle	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>2. Правилник о садржини јавних регистара, потврда, пријава и захтева у поступку заштите проналазака, као и о врстама података, начину подношења пријаве и објављивања проналазака</p> <p><i>[2. Règlement relatif au contenu des registres publics, certificats, demandes et requêtes se rapportant à la procédure de protection des inventions ainsi qu'aux types d'informations, aux modalités de dépôt des demandes et à la publication des inventions, publié le 30.11.2012 et le 31.8.2016]</i></p> <p>3. Закон о потврђивању Споразума између Савезне владе Савезне Републике Југославије и Европске патентне организације о сарадњи у области патената (Споразумом о сарадњи и проширењу)</p> <p><i>[3. Accord de coopération et d'extension publié le 18.6.2004]</i></p> <p>4. Закон о републичким административним таксама</p> <p><i>[4. Loi sur les taxes administratives de la République]</i> <i>Entrée en vigueur le 30.4.2003, entrée en vigueur des dernières modifications des taxes le 1.7.2019</i></p>	<p>Official Gazette of the Republic of Serbia No. 113/2012, No. 73/2016</p> <p>Official Gazette of Serbia and Montenegro – International Agreements No. 14/2004</p> <p>Official Gazette of the Republic of Serbia No. 43/2003, No. 51/2003, No. 53/2004, No. 42/2005, No. 61/2005, No. 101/2005, No. 42/2006, No. 47/2007, No. 54/2008 No. 5/2009, No. 54/2009, No. 35/2010, No. 50/2011, No. 70/2011, No. 55/2012, No. 93/2012, No. 47/2013, No. 65/2013, No. 57/2014, No. 45/2015, No. 83/2015, No. 112/2015 No. 50/2016, No. 61/2017 No. 113/2017, No. 3/2018, No. 50/2018, No. 38/2019</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>Règl.</p> <p>ACE</p> <p>LTaxes</p>

Ancien État d'extension Service central de la propriété industrielle	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>5. Закон о посебним овлашћењима ради ефикасне заштите права интелектуалне својине</p> <p><i>[5. Loi sur les autorisations spéciales pour la protection efficace des droits de propriété intellectuelle, publiée le 16.12.2009]</i></p> <p>6. Уредба о упису у Регистар заступника који води Савезни завод за интелектуалну својину</p> <p><i>[6. Règlement relatif aux inscriptions au Registre des mandataires tenu par l'Office fédéral de la propriété intellectuelle, publié le 25.8.1995]</i></p> <p>7. Правилник о начину полагања посебног стручног испита за лица која се баве заступањем у поступку заштите проналазака, жигова, модела, узорака и географских ознака порекла</p> <p><i>[7. Règlement relatif à l'examen de spécialisation pour les mandataires intervenant dans des procédures de protection des inventions, marques, modèles, dessins et appellations d'origine géographique, publié le 27.10.1995]</i></p> <p>8. Закон о општем управном поступку</p> <p><i>[8. Loi relative aux procédures administratives générales, entrée en vigueur le 1.6.2017 et le 7.12.2018]</i></p> <p>9. Закон о потврђивању Конвенције о признавању европских патента (Конвенција о европском патенту) од 5. октобра 1973. године са изменама члана 63. Конвенције о европском патенту од 17. децембра 1991. године и изменама од 29. новембра 2000. године</p> <p><i>[9. Loi relative à la ratification de la Convention sur le brevet européen du 5 octobre 1973 telle que modifiée par l'acte portant révision de l'article 63 de la CBE du 17 décembre 1991 et par l'acte portant révision de la CBE du 29 novembre 2000, publiée le 27.12.2011]</i></p>	<p>Official Gazette of the Republic of Serbia No. 46/2006, No. 104/2009</p> <p>Official Gazette of the Federal Republic of Yugoslavia No. 39/1995</p> <p>Official Gazette of the Federal Republic of Yugoslavia No. 48/1995</p> <p>Official Gazette of the Republic of Serbia No. 18/2016, No. 95/2018</p> <p>Official Gazette of the Republic of Serbia – International Treaties No. 5/2010</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>LPAG</p> <p>LRCBE</p>

Ancien État d'extension Service central de la propriété industrielle	1 Dispositions nationales	2 Source	3 Traduction publiée... (langue)	4 Abréviations utilisées dans ce sommaire
	<p>10. Закон о патентима (На европске пријаве патената за које је захтевано проширење на Републику Србију, као и на европске патенте који су признати на основу таквих европских пријава примењиваће се одредбе поглавља 15. Закона о патентима ("Службени лист СЦГ", бр. 32/04, 35/04 и "Службени гласник РС", број 115/06)</p> <p><i>[10. Loi sur les brevets, publiée le 2.7.2004 (les dispositions du chapitre XV de la loi sur les brevets ("Official Gazette of Serbia and Montenegro", n^{os} 32/04 et 35/04, et "Official Gazette of the Republic of Serbia", n° 115/2006) continuent de s'appliquer aux demandes de brevet européen dont les effets ont été étendus à la République de Serbie, ainsi qu'aux brevets européens qui ont été délivrés sur la base de ces demandes)]</i></p>	<p>Official Gazette of Serbia and Montenegro No. 32/2004, No. 35/2004</p> <p>Official Gazette of the Republic of Serbia No. 115/2006</p>		LB Ext.
<p>Slovénie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} décembre 2002.)</p> <p>Slovenian Intellectual Property Office (SIPO) Kotnikova 6 p.p. 206 1000 LJUBLJANA</p> <p>Tél. +386 1 6203100 Fax +386 1 6203111</p> <p>www.uil-sipo.si sipo@uil-sipo.si</p>	<p>1. Zakon o industrijski lastnini</p> <p><i>[1. Loi sur la propriété industrielle]</i></p> <p>2. Uredba o pristojbinah Urada RS za intelektualno lastnino</p> <p><i>[2. Décret relatif aux taxes perçues par l'Office slovène de la propriété intellectuelle]</i></p> <p>3. Pravilnik o vsebini patentne prijave in postopku z deljenimi patenti</p> <p><i>[3. Règlement relatif au contenu des demandes de brevets et à la procédure concernant les brevets divisés]</i></p> <p>4. Pravilnik o registrih prijav in pravic industrijske lastnine ter potrdilu o prednostni pravici</p> <p><i>[4. Règlement relatif à l'enregistrement des demandes, des droits de propriété industrielle et des certificats de priorité]</i></p> <p>5. Uredba o razširitvi evropskih patentov na Republiko Slovenijo</p> <p><i>[5. Décret relatif à l'extension des effets des brevets européens à la République de Slovénie]</i></p>	<p>Uradni list RS, št. 51/2006 in 100/2013</p> <p>Uradni list RS, št. 128/2006</p> <p>Uradni list RS, št. 102/2001</p> <p>Uradni list RS, št. 102/2001</p> <p>Uradni list RS, št. 15/2002</p>	<p>Le site Internet de l'OMPI www.wipo.int/wipolex (anglais, français)</p> <p>Le site Internet du SIPO www.uil-sipo.si (anglais)</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>JO OEB 1994, 75 (anglais, allemand, français)</p>	<p>LB</p> <p>Décr. taxes</p> <p>RB</p> <p>Règl. Enreg.</p> <p>Décr. ext.</p>

Dépôt de demandes de brevet européen conformément à l'article 75(1)b) et (2) CBE

II.

Les demandes de brevet européen peuvent être déposées auprès de l'OEB à Munich, son département à La Haye, son agence de Berlin (mais pas à l'agence de Vienne) ou, si la législation d'un État contractant le permet, auprès du service central de la propriété industrielle ou des autres services compétents de cet État.

Le tableau ci-après précise pour chaque État contractant si les demandes de brevet européen peuvent être déposées, au choix du demandeur, auprès de l'OEB ou d'une administration nationale, les demandes qui doivent être déposées auprès des administrations nationales, les langues dans lesquelles les demandes de brevet européen sont acceptées par les administrations nationales et les points particuliers qui doivent être observés pour le dépôt.

La constitution d'un mandataire aux fins du dépôt de la demande n'est pas nécessaire si le demandeur n'a ni domicile ni siège sur le territoire de l'État en question (article 133(1) et (2) CBE).

Il convient de remarquer qu'il y a lieu, pour toutes les demandes qui sont déposées dans une langue autre que l'allemand, l'anglais ou le français, de produire une traduction dans une de ces langues dans un délai de deux mois à compter du dépôt de la demande de brevet (article 14(2) et règle 6(1) CBE). Si cette traduction n'est pas produite dans les délais, la demande de brevet européen est réputée retirée (article 14(2) CBE, troisième phrase).

Les demandes divisionnaires de brevet européen doivent toujours être déposées directement auprès de l'OEB à Munich, à La Haye ou à Berlin (article 76(1) CBE, première phrase). Il en va de même pour les nouvelles demandes de brevet européen déposées en vertu de l'article 61(1)b) CBE (article 61(2) CBE).

En ce qui concerne les langues mentionnées dans la section 3, il est recommandé de déposer les demandes si possible dans les langues officielles de ces États, étant donné que des difficultés de compréhension pourraient surgir, surtout pour ce qui concerne les États qui sont tenus d'examiner les demandes en vertu des dispositions relatives à la sûreté nationale, et avoir pour conséquence que les demandes de brevet européen soient réputées retirées pour inobservation du délai de transmission à l'OEB (article 77(3) CBE).

Ce tableau ne comporte pas d'information sur les États autorisant la validation ou l'extension, car ces États n'étant pas parties à la CBE l'article 75(1)b) CBE ne leur est pas applicable.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>Albanie Drejtoria e Përgjithshme e Pronësisë Industriale General Directorate of Industrial Property (GDIP) (Direction générale de la propriété industrielle) Bulevardi "Zhan D'Ark" Prona Nr. 33 Shtëpia e Ushtarakëve TIRANA</p> <p>Tél. +355 4 22 34 412 Fax +355 4 22 34 412</p> <p>www.dppm.gov.al mailinf@dppm.gov.al</p>	Oui	Demandes déposées par des personnes ayant leur domicile ou leur siège en Albanie, intéressant la sûreté et la défense nationale	Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE	Albanais	-

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>Allemagne Deutsches Patent- und Markenamt 80297 MÜNCHEN</p> <p>Tél. +49 89 2195-1000 Fax +49 89 2195-2221</p> <p>Deutsches Patent- und Markenamt Dienststelle Jena 07738 JENA</p> <p>Tél. +49 89 2195-1000 Fax +49 3641 40-5690</p> <p>Deutsches Patent- und Markenamt Informations- und Dienstleistungszentrum Berlin 10958 BERLIN</p> <p>Tél. +49 89 2195-1000 Fax +49 30 25 992-404</p> <p>www.dpma.de info@dpma.de</p>	Oui	Demandes qui peuvent comporter un secret d'État	Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE	Allemand	<p>Les demandes visées à la section 1 peuvent être déposées auprès de l'OEB, de l'OABM ou des centres d'information brevets dans les villes suivantes : Aix-la-Chapelle, Brême, Chemnitz, Dresde, Hambourg, Ilmenau, Kaiserslautern, Sarrebruck et Stuttgart.</p> <p>BGBI. 1999 I 648, 2193 BGBI. 2000 I 1416 BGBI. 2001 I 341 BGBI. 2004 I 2599 BGBI. 2009 I 815 BGBI. 2016 I 1137 BGBI. 2017 I 3807</p> <p>Bl.f.PMZ 1999, 169, 325 Bl.f.PMZ 2000, 353 Bl.f.PMZ 2001, 114 Bl.f.PMZ 2004, 478 Bl.f.PMZ 2009, 201 Bl.f.PMZ 2016, 217 Bl.f.PMZ 2018, 1</p> <p>Dans le cas de demandes visées à la section 2, le demandeur est tenu d'indiquer dans une annexe que l'invention peut, à son avis, constituer un secret d'État.</p> <p>Le dépôt peut également être effectué par télécopie.*</p> <p>Les demandes peuvent également être déposées sous forme électronique, en utilisant le logiciel mis à disposition gratuitement par l'OABM (DPMAdirekt) ou le module DE-Modul du logiciel <i>epoline</i>[®] édité par l'Office européen des brevets, qui a été développé pour les demandes de brevet allemand (cf. art. 3(1), (4) ERVDPMAV). Le dépôt sous forme électronique peut avoir lieu en ligne ou sur support de données.</p> <p>Les documents électroniques doivent comporter une signature électronique qualifiée conforme à l'article 3, point 12 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (JO L 257 du 28.8.2014, p. 73), ou une signature électronique avancée conforme à l'article 3, point 11 dudit règlement qui a été émise</p>

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
	Titre II § 4(1) Loi IntPatÜbkG	Titre II § 4(2) Loi IntPatÜbkG			par une organisation internationale active dans le domaine de la protection de la propriété industrielle et qui peut être traitée par l'OABM (art. 3(3) ERVDPMAV). Les conditions de traitement des documents électroniques (en particulier les conditions techniques, les supports de données acceptés, les formats de données et les signatures électroniques appropriées) sont présentées plus en détail sur le site Internet de l'OABM à l'adresse www.dpma.de (art. 3(2) et 4 ERVDPMAV).
Autriche Österreichisches Patentamt Dresdner Str. 87 Postfach 95 1200 WIEN Tél. +43 1 53424-0 Fax +43 1 53424-535 www.patentamt.at info@patentamt.at	Oui § 2 Loi PatV-EG	./.	Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE § 2 Loi PatV-EG	Allemand	Le dépôt peut également être effectué par télécopie* ou sous forme électronique.**
Belgique Office de la Propriété Intellectuelle auprès du Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie City Atrium C Rue du Progrès 50 1210 BRUXELLES Tél. +32 2 2779011 Fax +32 2 2775262 https://economie.fgov.be/fr/themes/propriete-intellectuelle/institutions-et-acteurs/office-belge-de-la-propriete opridie-tech@economie.fgov.be	Non Les demandes de brevet européen doivent être déposées auprès de l'OEB. Art. XI.82, § 1 ^{er} CDE	Les demandes déposées par des personnes de nationalité belge ou ayant leur domicile ou leur siège en Belgique, qui peuvent intéresser la défense du territoire ou la sûreté de l'État Art. XI.82, § 2 CDE	Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE	Langues officielles pour la correspondance avec l'OPRI (indépendamment de la langue de la demande de brevet) : - Français - Néerlandais - Allemand Selon les règles de l'AR du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative.	Le dépôt peut également être effectué par télécopie, moyennant l'envoi de l'original dans le mois.*

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

** Österreichisches Patentblatt, PBl. n° 9/2016, Annexe 5.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
Bulgarie Patentno vedomstvo na Republica Bulgaria 52B, Dr. G. M. Dimitrov Blvd. 1040 SOFIA Tél. +359 2 9701321 Fax +359 2 8735258 www.bpo.bg	Oui Art. 72a(1) LB	Les demandeurs ayant une adresse permanente ou leur siège en République de Bulgarie doivent déposer leurs demandes de brevet européen à l'Office bulgare des brevets, sauf si la demande bénéficie de la priorité d'une demande antérieure déposée auprès de l'Office. Art. 72a (2) LB	Bulgare Allemand Anglais Français Art. 72a(1) LB	Bulgare	Le dépôt peut également être effectué par télécopie.* Depuis le 1 ^{er} mai 2016, il est possible d'effectuer le dépôt par voie électronique à l'aide du logiciel de dépôt en ligne de l'OEB. Plus d'informations à l'adresse suivante : www.bpo.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=210&Itemid=358 .
Chypre Department of Registrar of Companies and Official Receiver Ministry of Energy, Commerce and Industry Corner Makarios III Ave. and Karpenisiou St., XENIOS Building 1427 NICOSIA Tél. +357 22 404301, 404302 Fax +357 22 304887 www.mcit.gov.cy/drcor deptcomp@drcor.mcit.gov.cy	Oui Art. 64 LB R. 47(1) RT	Demandes déposées par des ressortissants chypriotes, sauf s'ils revendiquent la priorité d'un dépôt antérieur à Chypre R. 47(2) RT	Grec Allemand Anglais Français R. 48(1) RT	Grec	Une traduction en grec doit être déposée dans un délai de 2 mois lorsque les demandes de brevet européen ne sont pas rédigées en grec. R. 48(2) RT
Croatie Državni zavod za intelektualno vlasništvo (State Intellectual Property Office of the Republic of Croatia) Ulica grada Vukovara 78 10000 ZAGREB Tél. +385 1 6106111, 6106100 Fax +385 1 6112017 www.dziv.hr info@dziv.hr	Oui Art. 108.b(1) LB	Demandes dont l'objet intéresse la défense nationale Art. 108.b(4) LB	Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE Art. 108.b(5) LB	Croate	Le dépôt de demandes par télécopie n'est pas autorisé.

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>Danemark Patent- og Varemærkestyrelsen Helgeshøj Allé 81 2630 TAASTRUP</p> <p>Tél. +45 43 508000 Fax +45 43 508001</p> <p>www.dkpto.org pvs@dkpto.dk</p>	<p>Oui</p> <p>§ 75(3) LB</p>	<p>Les inventions relatives au matériel de guerre ou à des procédés pour la fabrication de matériel de guerre qui sont détenues par une personne ou une entreprise établie au Danemark ou par une institution danoise doivent être déposées auprès du DKPTO.</p> <p>§ 2a(1) Loi n° 107/2012</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2), dans la mesure où au minimum les informations suivantes figurent en danois ou dans l'une des langues officielles de l'OEB :</p> <p>a) une indication selon laquelle un brevet européen est demandé,</p> <p>b) les indications qui permettent d'identifier le demandeur ou de prendre contact avec lui.</p>	<p>Danois</p>	<p>Le dépôt peut également être effectué sur le site Internet du DKPTO : www.dkpto.dk/information/selvbetjening Online filing.</p>

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>Espagne Oficina Española de Patentes y Marcas Paseo de la Castellana, 75 28046 MADRID</p> <p>Tél. +34 902 157530 +34 91 0780780 Fax +34 91 3495597</p> <p>www.oepm.es informacion@oepm.es</p>	Oui	<p>Les demandeurs qui ont leur siège, leur domicile, leur résidence habituelle ou leur établissement permanent en Espagne doivent déposer en Espagne s'ils ne revendiquent pas la priorité d'un dépôt antérieur en Espagne.</p> <p>Art. 152.2 NLB</p>	<p>Espagnol Allemand Anglais Français</p> <p>(cf. également section 5)</p> <p>Art. 152.4 NLB</p>	Espagnol	<p>Une traduction en espagnol du titre de l'invention et de l'abrégé doit être jointe aux demandes de brevet européen qui ne sont pas déposées en langue espagnole et qui ne revendiquent pas la priorité d'un dépôt antérieure en Espagne.</p> <p>S'il est nécessaire pour des raisons de sécurité nationale, l'OEPM peut demander que soit produite une traduction en espagnol de la description, des revendications et des dessins.</p> <p>Le dépôt peut également être effectué par télécopie.*</p> <p>Les demandes peuvent être déposées en ligne, à l'aide du logiciel ES-EOLF V5.0 développé sur la base du logiciel EPOLINE OLF V5.0.11 de l'OEB.</p> <p>Les principales caractéristiques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nécessité d'une signature électronique, émise par la Fábrica Nacional de Moneda y Timbre - Utilisation de la carte à puce CERES - Enregistrement à l'OEPM <p>Le logiciel peut être téléchargé à l'adresse suivante : http://docs.epoline.org/products/olf5/2019/OLF5.11.exe</p> <p>Tous les détails pertinents peuvent être consultés (en espagnol) à l'adresse suivante : https://sede.oepm.gob.es/eSede/es/invenciones/EOLF_Solicitud_Electronica.html</p> <p>Art. 152.4 NLB Art. 93 DR 316</p>
<p>Estonie Patendiamet Estonian Patent Office Toompuiestee 7 15041 TALLINN</p> <p>Tél. +372 6277900 Fax +372 6451342</p> <p>www.epa.ee patendiamet@epa.ee</p>	Oui	-	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p> <p>§ 4 LMC</p>	Estonien	<p>Les demandes ne peuvent être déposées que par télécopie ou par voie électronique via le "Portal of electronic filing of applications for legal protection of industrial property" figurant à l'adresse https://online.epa.ee/</p> <p>§ 3(3) Règl. n° 3</p>

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>Finlande Patentti- ja rekisterihallitus (Office finlandais des brevets et de l'enregistrement) 00091 PRH</p> <p>Service client : Sörnäisten rantatie 13 C HELSINKI</p> <p>Tél. +358 29 5095000 Fax +358 29 5095328</p> <p>www.prh.fi registry@prh.fi</p>	<p>Oui</p> <p>§ 70f LB</p>	<p>Les inventions dont l'objet intéresse la défense nationale si le demandeur a son siège/domicile en Finlande.</p> <p>§ 70f LB § 1 Inv. Défense</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE, dans la mesure où au minimum les informations suivantes figurent en finnois ou dans l'une des langues officielles de l'OEB :</p> <p>a) une indication selon laquelle un brevet européen est demandé,</p> <p>b) les indications qui permettent d'identifier le demandeur ou de prendre contact avec lui.</p>	<p>Finnois ou Suédois</p>	<p>Le dépôt peut également être effectué par télécopie.*</p> <p>Les demandes peuvent également être déposées en ligne, en utilisant les services de dépôt en ligne de l'OEB. Des informations techniques sont disponibles sur le site Internet du PRH, à l'adresse : www.prh.fi</p>

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>France Institut national de la propriété industrielle (INPI) 15 rue des Minimes CS50001 92677 COURBEVOIE CEDEX</p> <p>Tél. en France : 0820 210 211 Tél. depuis l'étranger : +33 1 71087163</p> <p>www.inpi.fr contact@inpi.fr</p>	Oui	Les demandeurs qui ont leur siège ou leur domicile en France doivent déposer auprès de l'INPI s'ils ne revendiquent pas la priorité d'un dépôt antérieur en France.	Toutes les langues visées à l'art. 14 (2) CBE	Français	<p>1. Les demandes revendiquant la priorité d'un dépôt antérieur en France peuvent être déposées auprès de l'OEB ou du siège de l'INPI à Courbevoie, ou y être envoyées par pli postal.</p> <p>Art. R. 614-1 Régl. CPI</p> <p>2. Les demandeurs qui ont leur siège ou leur domicile en France doivent déposer les demandes auprès de l'INPI s'ils ne revendiquent pas la priorité d'un dépôt antérieur en France. Ces demandes ne doivent pas être divulguées ou exploitées librement sans l'autorisation du ministre chargé de la propriété industrielle. L'autorisation est réputée accordée de plein droit 4 mois après la date de dépôt ou 14 mois après la date de priorité.</p> <p>Art. L. 614-4 CPI</p> <p>3. Le dépôt peut également être effectué par télécopie* auprès de l'OEB ou auprès de l'INPI exclusivement au numéro suivant : +33 1 56658600 (cf. décision du directeur de l'INPI n° 2014-67 du 22 avril 2014 consolidée au 19 novembre 2019).</p> <p>4. Le dépôt peut également être effectué par voie électronique via :</p> <p>a) les services en ligne de l'Office européen des brevets en utilisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – une carte de dépôt fournie par l'INPI permettant de faire prendre connaissance, à titre confidentiel, du contenu du dépôt par le ministre chargé de la défense (nécessaire pour les demandes visées au point 2) ; – une carte de dépôt fournie par l'OEB (autorisée uniquement pour les demandes visées au point 1) <p>b) le portail e-procédure disponible sur le site web de l'INPI en sélectionnant le service "autres démarches" (nb : dans ce cas, le dépôt bien qu'effectué en ligne auprès de l'INPI ne sera pas considéré par l'OEB comme un dépôt électronique).</p>

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
	Art. L. 614-2 CPI	Art. L. 614-2 CPI			Art. L. 614-4 CPI Art. R. 614-1 Régl. CPI
<p>Grèce Organismos Biomichanikis Idioktisias (OBI) (Organisation hellénique de la propriété industrielle (OBI)) rue Gianni Stavroulaki 5 151 25 PARADISSOS AMAROUSIOU</p> <p>Tél. +30 210 6183508, 6183548 Fax +30 210 6819231</p> <p>www.obl.gr info@obl.gr</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 3 Décr. prés. n° 77/88</p>	<p>Pour les demandes de brevet européen émanant de ressortissants grecs résidant en Grèce ou à l'étranger, le premier dépôt doit être effectué auprès de l'OBI.</p> <p>Art. 23(1) Loi n° 1733/87 Art. 3(2) Décr. prés. n° 77/88 Art. 1 et 2 Loi n° 4325/63</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE (cf. également section 5)</p> <p>Art. 4(1) Décr. prés. n° 77/88</p>	<p>Grec</p>	<p>Lorsque la demande de brevet européen n'est pas rédigée dans une langue officielle de l'OEB, une traduction dans l'une de ces langues doit être déposée dans un délai de deux mois.</p> <p>Art. 4(1) Décr. prés. n° 77/88</p> <p>Lorsque des demandes de brevet européen sont déposées par des demandeurs qui n'ont ni siège ni domicile en Grèce, une adresse dans le pays aux fins de correspondance doit être indiquée (un représentant national habilité à recevoir la correspondance).</p> <p>Art. 19(3) Décr. prés. n° 77/88</p> <p>Les demandes visées à la section 2 ne doivent pas être diffusées ou exploitées librement sans l'autorisation du ministre compétent. L'autorisation est réputée accordée de plein droit au plus tard 30 jours à compter du dépôt de la demande sauf décision préliminaire sur le secret ou 125 jours à compter du dépôt sauf décision finale sur le secret. Pour des informations complémentaires, voir loi n° 4325/1963.</p> <p>Art. 4(1), (2), 19(3) Décr. prés. n° 77/88 Loi n° 4325/63</p>

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>Hongrie Szellemi Tulajdon Nemzeti Hivatala (Office hongrois de la propriété intellectuelle, OHPI) II. János Pál pápa tér 7 1081 BUDAPEST</p> <p>Adresse postale : P.O. Box 415 1438 BUDAPEST</p> <p>Tél. +36 1 312 44 00 Fax +36 1 474 5534</p> <p>www.hipo.gov.hu sztnh@hipo.gov.hu</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandes divisionnaires de brevet européen doivent toujours être déposées directement auprès de l'Office européen des brevets (Art. 76(1) CBE).</p> <p>Art. 84/C(1) LB Art. 76(1) PromCBE</p>	<p>Les demandeurs qui ont la nationalité hongroise, ou qui ont leur domicile permanent ou leur siège en Hongrie, sont tenus de déposer une demande de brevet européen auprès de l'OHPI, à moins que la demande de brevet européen concernée revendique la priorité d'une demande qui a été déposée au moins deux mois auparavant auprès de l'OHPI, pour autant que le Président de l'OHPI n'ait pas classé la demande en question comme secret d'État.</p> <p>Art. 84/C(2) LB</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE, dans la mesure où au minimum les informations suivantes figurent en hongrois ou dans l'une des langues officielles de l'OEB :</p> <p>a) une indication selon laquelle un brevet européen est demandé,</p> <p>b) les indications qui permettent d'identifier le demandeur ou de prendre contact avec lui.</p> <p>Art. 84/C(3) LB</p>	<p>Hongrois</p>	<p>Le dépôt de demandes par télécopie n'est pas autorisé.</p> <p>Le dépôt électronique a été introduit le 1^{er} juillet 2007. Les demandes peuvent être déposées par voie électronique sur le site Internet de l'OHPI. Ce service n'est disponible qu'en hongrois (cf. https://ugyintezes.sztnh.gov.hu/eBej2/Step1).</p>
<p>Irlande Intellectual Property Office of Ireland Government Buildings Hebron Road KILKENNY R95 H4XC</p> <p>Tél. +353 56 7720111 Fax +353 56 7720100</p> <p>www.ipoi.gov.ie ipinfo@ipoi.gov.ie</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 120(7) LB</p>	<p>-</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p>	<p>Irlandais Anglais</p>	<p>Le dépôt peut également être effectué par télécopie.*</p>
<p>Islande Hugverkastofan Icelandic Intellectual Property Office (ISIPO) Engjateigur 3 105 REYKJAVIK</p> <p>Tél. +35 4 580-9400 Fax +35 4 580-9401</p> <p>www.isipo.is, www.hugverk.is</p> <p>isipo@isipo.is, postur@hugverk.is</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 75(3) LB</p>	<p>-</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p>	<p>Islandais</p>	<p>Le dépôt peut également être effectué par télécopie.*</p> <p>L'Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO) accepte également le dépôt électronique par le biais du dépôt en ligne <i>epoline</i>[®]. Des informations sur la manière de faire une demande de carte à puce acceptée par l'ISIPO sont disponibles sur le site Internet de l'ISIPO.</p>

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>Italie Ufficio Italiano Brevetti e Marchi (UIBM) Ministero dello Sviluppo Economico Via Molise 19 00187 ROMA</p> <p>Tél. +39 06 4705-5800 Fax +39 06 4705-5632, 4705-5635</p> <p>www.uibm.gov.it contactcenteruibm@mise.gov.it</p>	<p>Oui, lorsque la priorité d'une demande déposée plus de 90 jours auparavant en Italie est revendiquée et que la demande n'est pas soumise à l'obligation de secret ou lorsque le demandeur a obtenu sur sa demande l'autorisation par l'UIBM pour un dépôt à l'étranger</p> <p>Art. 149 LB</p>	<p>Demandes initiales de brevet européen déposées par des demandeurs ayant leur siège ou leur domicile en Italie</p> <p>Art. 149 LB</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE (cf. également section 5)</p>	<p>Italien</p>	<p>Les demandes de brevet européen peuvent être envoyées par service postal (sous pli recommandé avec accusé de réception) ou déposées auprès de la Chambre de commerce (Camera di Commercio), Viale Oceano Indiano n. 19, Rome.</p> <p>Une traduction en italien d'un abrégé exhaustif décrivant les caractéristiques de l'invention et, s'il y a lieu, une copie des dessins doivent être jointes aux demandes de brevet européen qui ne sont pas déposées en langue italienne. Cette obligation n'existe pas lorsqu'est revendiquée la priorité d'une demande déposée en Italie plus de 90 jours auparavant et que la demande n'est pas soumise à l'obligation de secret ou lorsque le demandeur n'a pas de domicile en Italie (cf. également section 2).</p> <p>Art. 149 LB Circulaire n° 136 du 20.2.1979 Art. 7 Décr. min. n° 33</p>
<p>Lettonie Patent Office of the Republic of Latvia Citadeles iela 7(70) 1010 RIGA</p> <p>Tél. +371 6 7099600 Fax +371 6 7099650</p> <p>www.lrpv.gov.lv valde@lrpv.gov.lv</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 69(1) LB</p>	<p>./.</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p> <p>Art. 69(1) LB</p>	<p>Letton</p>	<p>Le dépôt de demandes par télécopie ou autres supports électroniques n'est pas autorisé.</p>
<p>Liechtenstein</p>	<p>Voir Suisse</p>				
<p>Lituanie The State Patent Bureau of the Republic of Lithuania Kalvarijų g. 3 09310 VILNIUS</p> <p>Tél. +370 5 2780250 Fax +370 5 2750723</p> <p>http://vpb.lrv.lt info@vpb.gov.lt</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 77(1) LB</p>	<p>Demandes comportant un secret professionnel ou un secret d'État</p> <p>Art. 77(4) LB</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p>	<p>Lituanien</p>	<p>Le dépôt de demandes par télécopie ou autres supports électroniques n'est pas autorisé.</p>

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
Luxembourg Ministère de l'Économie Office de la propriété intellectuelle 19-21, boulevard Royal 2914 LUXEMBOURG Tél. +352 247-84113 Fax +352 247-94113 www.gouvernement.lu/pi dpi@eco.etat.lu	Oui Art. 7 Loi du 27.5.77	Demandes dont l'objet intéresse la défense nationale Art. 8 Loi du 27.5.77 Loi du 8.7.67 Règl. du 18.9.69	Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE	Français Allemand Luxembourgeois	Le dépôt peut également être effectué par télécopie.*
Macédoine du Nord State Office of Industrial Property (SOIP) Boulevard October 11, No. 25 1000 SKOPJE Tél. +389 2 3103601 Fax +389 2 3137149 www.ippo.gov.mk info@ippo.gov.mk	Oui	Demandes dont l'objet intéresse la défense nationale Art. 71, 72, 73 et 120 LB	Macédonien Anglais Français Allemand Art. 120(1) LB	Macédonien	
Malte Industrial Property Registrations Directorate Commerce Department Ministry for the Economy, Investment and Small Businesses (Malta) Lascaris Bastions Dahlet Gnien is-Sultan VALLETTA, VLT 1933 Tél. +356 2569 0100, 2122 6688 www.commerce.gov.mt ipoffice@gov.mt	Oui R. 5(3) L.N. 99/2007	Demandes susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité nationale, sauf en cas de revendication de la priorité d'un premier dépôt à Malte. R. 5(3) L.N. 99/2007	Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE (cf. également section 5)	Maltais Anglais R. 5 L.N. 117/2002	Le dépôt de demandes par télécopie ou autres supports électroniques n'est pas autorisé. Une taxe de transmission (46,59 EUR plus frais d'envoi) est à acquitter lors du dépôt de la demande. Lorsque les demandes de brevet européen ne sont pas rédigées en maltais ou en anglais, une traduction en anglais des informations suivantes doit être déposée dans un délai d'un mois : a) une indication selon laquelle un brevet européen est demandé, b) les indications qui permettent d'identifier le demandeur ou de prendre contact avec lui.

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>Monaco Direction de l'Expansion Économique Division de la Propriété Intellectuelle 9 Rue du Gabian 98000 MONACO</p> <p>Tél. +377 98989801 Fax +377 92057520</p> <p>https://mcipo.gouv.mc mcipo@gouv.mc</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 1^{er} OS n° 10.427</p>	<p>./.</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p> <p>Art. 1^{er} AM</p>	<p>Français</p>	<p>Le dépôt peut également être effectué par télécopie.*</p> <p>Art. 1^{er} AM</p>
<p>Norvège Norwegian Industrial Property Office (NIPO) Patentstyret Postboks 4863 Nydalen 0422 OSLO</p> <p>Tél. +47 22 38 73 00 Fax +47 22 38 73 01</p> <p>www.patentstyret.no post@patentstyret.no</p>	<p>Oui</p> <p>§ 66a LB</p>	<p>Les demandes de brevet relatives à des inventions qui portent sur du matériel de guerre ou des procédés de fabrication de matériel de guerre pour lesquels le demandeur sollicite une protection en Norvège doivent être déposées au NIPO.</p> <p>§ 3 Loi sur la Défense</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p>	<p>Norvégien</p> <p>Les demandes de brevet peuvent également être déposées et traitées en anglais.</p>	<p>Le dépôt peut également être effectué par télécopie.*</p>
<p>Pays-Bas Octrooiencentrum Nederland (Netherlands Patent Office) P.O. Box 10366 2501 HJ DEN HAAG</p> <p>Tél. +31 88 042 66 60</p> <p>www.rvo.nl/octrooi octrooiencentrum@rvo.nl</p>	<p>Non</p> <p>Les demandes de brevet européen doivent être déposées auprès de l'OEB.</p>	<p>Demandes dont le contenu doit être tenu secret dans l'intérêt de la défense nationale</p> <p>Art. 46 LB</p>	<p>./.</p>	<p>Néerlandais</p>	<p>Il y a lieu de veiller à ce que les demandes de brevet européen qui sont déposées auprès du département de l'OEB à La Haye ne soient pas adressées au NPO. L'adresse postale du département de l'OEB à La Haye est la suivante :</p> <p>"Postbus 5818, 2280 HV RIJSWIJK"</p>

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>Pologne Urząd Patentowy RP (Office des brevets de la République de Pologne) Al. Niepodległości 188/192 P.O. Box 203 00-950 WARSZAWA Tél. +48 22 5790555 Fax +48 22 5790001 www.uprp.pl</p>	Oui	<p>Les personnes ayant leur siège social ou leur domicile en République de Pologne peuvent déposer une demande de protection par brevet à l'étranger via l'Office polonais des brevets après avoir déposé une demande de brevet portant sur cette invention auprès du PPO.</p> <p>Art. 40 LPI</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p> <p>Si une demande de brevet européen est rédigée dans une langue étrangère, elle doit être accompagnée d'une traduction en polonais.</p> <p>Art. 3 LBE</p>	Polonais	<p>Pour les demandes de brevet européen, le PPO accepte également le dépôt électronique.</p> <p>Cartes à puce acceptées</p> <p>Les certificats numériques délivrés par les autorités de certification suivantes sont acceptés par l'OR pour le dépôt électronique : Office européen des brevets, CA (Pink Roccade) 1.</p> <p>Adresses des serveurs :</p> <p>PCT PROD: https://eolf.uprp.pl/olf/pctreceiver DEMO: https://eolf.uprp.pl/demo/olf/pctreceiver</p> <p>EP DEMO: https://eolf.uprp.pl/demo/olf/receiver PROD: https://eolf.uprp.pl/olf/receiver</p> <p>Art. 13 §§ 2 et 3 LPI</p>
<p>Portugal Instituto Nacional da Propriedade Industrial (INPI) Campo das Cebolas 1149-035 LISBOA Tél. +351 21 8818100 Fax: +351 21 886 98 59 https://inpi.justica.gov.pt servico.publico@inpi.pt</p>	Oui	<p>Les demandeurs qui ont leur siège ou leur domicile au Portugal doivent déposer des demandes de brevet européen auprès de l'INPI, sauf s'ils revendiquent la priorité d'un dépôt antérieur au Portugal.</p> <p>Art. 76(2) LB</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE, dans la mesure où au minimum les informations suivantes figurent en portugais ou dans l'une des langues officielles de l'OEB:</p> <p>a) une indication selon laquelle un brevet européen est demandé,</p> <p>b) les indications qui permettent d'identifier le demandeur ou de prendre contact avec lui.</p> <p>(cf. également section 5)</p> <p>Art. 77(1) LB</p>	Portugais	<p>Les demandes doivent être déposées sur papier, mais peuvent également être déposées par téléfax,* à condition que la copie papier parvienne à l'Institut national de la propriété industrielle du Portugal dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date à laquelle la transmission par téléfax a été effectuée.</p> <p>Une taxe de transmission (21,53 EUR) doit être acquittée lors du dépôt de la demande.</p> <p>Lorsque les demandes de brevet européen sont rédigées dans une autre langue que le portugais, une traduction en portugais de la description, des revendications, de l'abrégé et d'une copie des dessins, même si ces derniers ne contiennent pas d'expressions à traduire, doit être déposée dans un délai d'un mois, sauf si la priorité d'un dépôt antérieur au Portugal est revendiquée dans la demande de brevet européen.</p> <p>Rés. Taxes Art. 77(2) LB</p>

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>République tchèque Office de la propriété industrielle Antonína Čermáka 2a 160 68 PRAHA 6</p> <p>Tél. +420 2 20383111 Fax +420 2 24324718</p> <p>www.upv.cz posta@upv.cz</p>	<p>Oui</p> <p>§ 24(3) LB</p>	<p>Demandes contenant des éléments qui doivent rester secrets en vertu de règlements spéciaux</p> <p>§ 24(4) LB</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p>	<p>Tchèque</p>	<p>Le dépôt peut également être effectué par télécopie.*</p> <p>§ 37(4) LPA</p>
<p>Roumanie State Office for Inventions and Trademarks (OSIM) 5, Ion Ghica Street 030044 BUCUREȘTI 3</p> <p>Tél. +40 21 3060-800, 3060-801, 3060-802,, 3060-829 Fax +40 21 3123819</p> <p>www.osim.ro office@osim.ro</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandes divisionnaires de brevet européen doivent toujours être déposées directement auprès de l'Office européen des brevets (Art. 76(1) CBE).</p> <p>Art. 3 Loi AdhCBE</p>	<p>Les demandes EP concernant des inventions effectuées en Roumanie et dont l'objet présente une importance pour la sécurité nationale doivent être déposées auprès de l'OSIM</p> <p>Art. 4(2) Loi AdhCBE</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p> <p>Art. 4(1) Loi AdhCBE</p>	<p>Roumain</p>	<p>Le dépôt de demandes par télécopie n'est pas autorisé.</p>

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>Royaume-Uni Intellectual Property Office (IPO) Property Office (IPO) Concept House Cardiff Road NEWPORT South Wales NP10 8QQ</p> <p>Tél. +44 1633 814000 Fax +44 1633 817777</p> <p><i>ou bien</i></p> <p>Intellectual Property Office (IPO) London Branch Office 1st Floor 4 Abbey Orchard Street LONDON SW1P 2HT</p> <p>www.gov.uk/government/organisations/intellectual-property-office</p> <p>information@ipo.gov.uk</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 23(1), (1A), (2) LB</p>	<p>Demandes que des personnes domiciliées au Royaume-Uni ont déposées ou fait déposer et qui contiennent des informations concernant la technologie militaire ou d'autres informations dont la publication pourrait porter préjudice à la sécurité nationale ou à la sécurité du public, sauf</p> <p>a) si une demande a été déposée à l'IPO pour la même invention au moins 6 semaines avant le dépôt de la demande de brevet européen hors du Royaume-Uni, et si le Comptroller de l'IPO ne s'est pas opposé, conformément à l'article 22 LB, à la publication de l'invention ou que toute directive de ce genre a été révoquée, ou</p> <p>b) si une demande antérieure a été déposée pour la même invention dans un pays étranger par des personnes qui ont leur domicile à l'étranger, ou</p> <p>c) si le Comptroller de l'IPO a donné l'autorisation écrite de déposer la demande hors du Royaume-Uni</p> <p>Voir www.gov.uk/national-security-checks-on-patent-applications pour de plus amples informations.</p> <p>Art. 23(1), (1A), (2) LB</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p>	<p>Anglais</p>	<p>Le dépôt peut également être effectué par télécopie (+44 1633 817777).*</p> <p>Le dépôt peut également être effectué en ligne, à l'aide des services en ligne de l'OEB, par les utilisateurs qui se sont inscrits auprès de l'IPO. Des informations détaillées peuvent être obtenues à l'adresse suivante : www.gov.uk/apply-for-a-patent</p> <p>Tous les formulaires cités dans les tableaux suivants peuvent être obtenus à l'adresse à Newport indiquée dans la section de gauche et être téléchargés à partir du site Internet à l'adresse suivante : www.gov.uk/government/publications/patent-forms-and-fees</p>

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
Slovénie Slovenian Intellectual Property Office (SIPO) Kotnikova 6 p.p.206 1000 LJUBLJANA Tél. +386 1 6203100 Fax +386 1 6203111 <i>www.uil-sipo.si</i> sipo@uil-sipo.si	Oui Art. 25(1) LB	./. Loi sur les inventions militaires	Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE Art. 25(1) LB	Slovène	Le dépôt peut également être effectué par télécopie.* Art. 80(2) LB
Suède Patent- och registreringsverket Box 5055 102 42 STOCKHOLM Tél. +46 8 7822800 Fax +46 8 6660286 <i>www.prv.se</i> prv@prv.se	Oui § 80(2) LB	Les inventions intéressant la défense nationale faites en Suède ou appartenant à une personne résidant en Suède ou à une personne morale suédoise doivent être déposées auprès de l'Office suédois des brevets ou auprès de la Granskningsnämnden för försvarsuppfinningar (Commission d'examen des inventions intéressant la défense nationale). Loi sur les inventions militaires	Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE 	Suédois	Le dépôt peut également être effectué par télécopie.* L'Office suédois des brevets admet le dépôt électronique au moyen du logiciel de dépôt en ligne <i>epoline</i> [®] . Les utilisateurs d' <i>epoline</i> [®] doivent demander une carte à puce de l'OEB. Voir www.epo.org/applying/online-services/online-filing_fr.html
Suisse / Liechtenstein Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (IPI) Stauffacherstr. 65/59g 3003 BERN Tél. +41 31 3777777 <i>www.ige.ch</i>	Oui Art. 115 OBI	./. 	Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE 	Suisse : Allemand Français Italien Liechtenstein : Allemand	Les demandes de brevet ne peuvent être déposées par courrier électronique qu'à l'adresse suivante définie par l'IPI : patent.admin@ekomm.ipi.ch.

* cf. décision du Président de l'OEB : JO OEB 2019, A18.

État contractant Service central de la propriété industrielle	1 Le demandeur a le choix (sous réserve des observations de la section 2) entre l'OEB et les administrations nationales	2 Demandes pour lesquelles le dépôt auprès des administrations nationales est prescrit	3 Langues dans lesquelles les demandes de brevet européen doivent ou peuvent être déposées auprès des administrations nationales	4 Langue(s) officielle(s)	5 Observations particulières
<p>Turquie Türk Patent ve Marka Kurumu (TÜRKPATENT) (Office turc des brevets et des marques) Hipodrom Cad. No: 13 06560 YENIMAHALLE - ANKARA</p> <p>Tél. +90 312 3031000 Fax +90 312 3031173</p> <p>www.turkpatent.gov.tr contact@turkpatent.gov.tr</p>	<p>Oui</p> <p>R. 6 RCBE</p>	<p>Demandes pour des inventions qui ont été réalisées en Turquie et dont l'objet est d'une importance significative pour la sécurité nationale</p> <p>R. 6 RCBE</p>	<p>Toutes les langues visées à l'art. 14(2) CBE</p> <p>R. 6 RCBE</p>	<p>Turc</p>	<p>Les demandeurs n'ayant ni siège ni domicile en Turquie peuvent déposer des demandes de brevet européen dans l'une des langues mentionnées à la section 3 mais doivent fournir une adresse en Turquie pour la correspondance.</p> <p>R. 6 RCBE</p>

A. Droits conférés par la demande de brevet européen après sa publication conformément à l'article 93 CBE (article 67 CBE)

III.

B. Traductions pour l'obtention de la protection provisoire conformément à l'article 67(3) CBE

Conformément à l'article 67(1) CBE, la demande de brevet européen assure provisoirement au demandeur, à compter de sa publication, dans les États contractants désignés dans la demande de brevet telle que publiée, la protection prévue à l'article 64 CBE, c'est-à-dire qu'elle confère les mêmes droits que ceux que lui conférerait un brevet national délivré dans cet État.

En vertu de l'article 67(2) CBE, les États contractants peuvent cependant prévoir que la demande de brevet européen n'assure pas la protection prévue à l'article 64 CBE. Toutefois, la protection attachée à la publication de la demande de brevet européen ne peut être inférieure à celle qui est attachée à la publication d'une demande de brevet national non examinée. Il y a lieu, pour le moins, de conférer au demandeur le droit d'exiger de l'utilisateur non autorisé une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances.

Une autre exception à la réglementation de principe visée à l'article 67(1) CBE est prévue à l'article 67(3) CBE en ce qui concerne la date à laquelle la protection provisoire est assurée. Cet article dispose que chaque État contractant qui n'a pas comme langue officielle la langue de la procédure peut prévoir que la protection provisoire n'est assurée qu'à partir de la date à laquelle une traduction des revendications, soit dans l'une des langues officielles de cet État, au choix du demandeur, soit, dans la mesure où l'État en question a imposé l'utilisation d'une langue officielle déterminée, dans cette dernière langue :

a) a été rendue accessible au public, dans les conditions prévues par sa législation nationale, ou

b) a été remise à la personne exploitant, dans cet État, l'invention qui fait l'objet de la demande de brevet européen.

Il n'est pas prévu de délais déterminés dans lesquels les traductions mentionnées ci-dessus devraient être produites dans les États contractants ; la protection provisoire n'est assurée dans les différents États contractants que lorsque les conditions prévues à l'article 67(3) CBE sont remplies.

Le tableau ci-après comporte également pour les États autorisant l'extension ou la validation, les droits conférés par la demande de brevet européen et les exigences de traductions pour l'obtention de la protection provisoire après sa publication conformément à la législation nationale.

État contractant	1 Protection provisoire visée à l'art. 67 CBE	2 Droits conférés	3 La traduction des revendications visée à l'art. 67(3) CBE est-elle nécessaire ?	4 À quelle date le droit mentionné à la section 1 est-il ouvert lorsque la traduction visée à l'art. 67(3) CBE est nécessaire ?
Albanie	Oui Art. 87/ç(2) LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstan- ces	Oui	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5 Art. 87/ç(2) LB
Allemagne	Oui (art. 67(2) CBE) Titre II § 1(1) Loi IntPatÜbkG	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstan- ces Titre II § 1(1) Loi IntPatÜbkG	Oui Titre II § 1(2) Loi IntPatÜbkG	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5, ou remise à l'utilisateur Titre II § 1(2) Loi IntPatÜbkG
Autriche	Oui (art. 67(2) CBE) § 4(1) Loi PatV-EG	Une rétribution appropriée § 4(1) Loi PatV-EG	Oui § 4(2) Loi PatV-EG	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5, ou remise à l'utilisateur § 4(2) Loi PatV-EG
Belgique	Oui (art. 67(2) CBE) Art. 2(3) Loi du 21.4.07* Art. 3(3) Loi du 8.7.77 ** Art. XI.82, § 3 CDE***	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstan- ces Art. 2(3) Loi du 21.4.07* Art. 3(3) Loi du 8.7.77 ** Art. XI.82, § 3 CDE***	Oui Art. 2(3) Loi du 21.4.07* Art. 3(3) Loi du 8.7.77** Art. XI.82, § 3 CDE***	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5, ou remise à la personne ayant exploité en Belgique l'invention Art. 2(3) Loi du 21.4.07* Art. 3(3) Loi du 8.7.77** Art. XI.82, § 3 CDE***
Bulgarie	Oui (art. 67(2) CBE) Art. 72b(3), Art. 18 LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstan- ces Art. 72b(3), Art. 18(3) LB	Oui Art. 72b(2) LB	Le droit est ouvert à la date à laquelle la mention de la production de la traduction est publiée dans le Bulletin officiel. Art. 72b LB
Chypre	Oui (art. 67(1) CBE) Art. 28(1) LB	Une indemnité raison- nable ; remède interlocu- toire éventuel et invalida- tion. Le tribunal saisi peut suspendre la décision jusqu'à la délivrance du brevet. Art. 28(2), 61(2), 72(1) LB	Oui Art. 65 LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5, ou remise à l'utilisateur Art. 65 LB
Croatie	Oui (art. 67(1) CBE) Art. 108.d(2) LB	Dommages selon les règles générales d'indemnité de dommages Art. 60(1) LB	Oui Art. 108.d(2) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur Art. 108.d(2) LB
Danemark	Oui (art. 67(2) CBE) § 83(2) LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstan- ces § 58, 83(2) LB	Oui § 83(1) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5 § 83(2) LB

* Demandes de brevet européen déposées entre le 13 décembre 2007 et le 21 septembre 2014.

** Demandes de brevet européen déposées avant le 13 décembre 2007.

*** Demandes de brevet européen déposées après le 22 septembre 2014.

État contractant	1 Protection provisoire visée à l'art. 67 CBE	2 Droits conférés	3 La traduction des revendications visée à l'art. 67(3) CBE est-elle nécessaire ?	4 À quelle date le droit mentionné à la section 1 est-il ouvert lorsque la traduction visée à l'art. 67(3) CBE est nécessaire ?
Espagne	Oui (art. 67(2) CBE) Art. 67 et 153 NLB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circon- stances Art. 67 NLB	Oui Art. 154 NLB Art. 94 DR 316	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5 Art. 154 NLB
Estonie	Oui § 6 LMC § 18 LB	Injonction ; responsabilité administrative ou pénale ; dommages et intérêts § 6 LMC § 52, 53 LB	Oui § 6 LMC	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5, ou remise à l'utilisateur § 6 LMC
Finlande	Oui (art. 67(2) CBE) § 70n LB	Dommages et intérêts ; une indemnité raisonnable, fixée suivant les circon- stances § 58, 70n LB	Oui § 70n LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5, et un avis a ensuite été publié dans "Patentilehti" (Bulletin finlandais des brevets) § 70n LB
France	Oui (art. 67(1) CBE) Art. L. 614-9 CPI	Dommages et intérêts ; saisie éventuelle des objets contrefaisant le brevet ; le tribunal saisi suspend la décision relative à l'action en contrefaçon jusqu'à la délivrance du brevet. Art. L. 614-9, L. 613-3 à L. 613-7, L. 615-4 et L. 615-5 CPI	Oui Art. L. 614-9 CPI	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5, ou remise à l'utilisateur Art. L. 614-9 CPI Art. R. 614-11 Régl. CPI
Grèce	Oui (art. 67(1) CBE) Art. 23(2) Loi n° 1733/87 Art. 10 Décr. prés. n° 77/88	Dommages et intérêts ; saisie éventuelle des objets contrefaisant le brevet ; le tribunal saisi peut suspendre la décision jusqu'à la délivrance du brevet. Art. 17(3) Loi n° 1733/87	Oui Art. 23(3) Loi n° 1733/87 Art. 10 Décr. prés. n° 77/88	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5 Art. 10,10a Décr. prés. n° 77/88

État contractant	1 Protection provisoire visée à l'art. 67 CBE	2 Droits conférés	3 La traduction des revendications visée à l'art. 67(3) CBE est-elle nécessaire ?	4 À quelle date le droit mentionné à la section 1 est-il ouvert lorsque la traduction visée à l'art. 67(3) CBE est nécessaire ?
Islande	Oui (art. 67(2) CBE) Art. 83 LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circon- stances Art. 58(2), 83(2) LB	Oui Art. 83(1) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5 Art. 83(2) LB
Italie	Oui (art. 67(1) CBE) Art. 54 LB	Dommages et intérêts ; éventuellement constata- tion et saisie des objets contrefaisant le brevet et des moyens utilisés pour leur fabrication Art. 124, 126, 128, 129, 130, 131 LB	Oui Art. 54 LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5, ou remise à l'utilisateur Art. 54 LB
Lettonie	Oui (Art. 67(1) CBE) Art. 70 LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circon- stances Art. 18(2) LB	Oui Art. 70(2) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur ou bien rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5 Art. 70(2)(3) LB
Liechtenstein	Voir Suisse			
Lituanie	Oui (Art. 67(3)a) CBE) Art. 78(2) LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circon- stances Art. 52(1) LB	Oui Art. 78(2) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été publiée au Bulletin officiel Art. 78(2) LB
Luxembourg	Oui (art. 67(2) CBE) Art. 3(1) Loi du 27.5.77	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circon- stances Art. 3(2) Loi du 27.5.77	Oui Art. 4(1) Loi du 27.5.77	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5, ou remise à l'utilisateur Art. 92(1) LB
Macédoine du Nord	Oui	Dommages selon les règles générales d'indemnité de dommages Art. 291, 294, 295, 296 LB	Oui Art. 122(2), (3) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur
Malte	Oui (Art. 67(1) CBE) Art. 28 LB 2000 R. 6(2) L.N. 99/2007	Les mêmes droits que les demandes nationales Art. 27 LB 2000 R. 6(2) L.N. 99/2007	Non	./.
Monaco	Oui (art. 67(1) CBE) Art. 2 OS n° 10.427	Dommages et intérêts et éventuellement amende ; saisie éventuelle d'objets contrefaisant le brevet Art. 44, 45, 48, 50 LB	Oui Art. 2(2) OS n° 10.427	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur. (La traduction est à envoyer au contrefacteur présumé et non pas à la Division de la Propriété Intellectuelle.) Art. 2(2) OS n° 10.427

État contractant	1 Protection provisoire visée à l'art. 67 CBE	2 Droits conférés	3 La traduction des revendications visée à l'art. 67(3) CBE est-elle nécessaire ?	4 À quelle date le droit mentionné à la section 1 est-il ouvert lorsque la traduction visée à l'art. 67(3) CBE est nécessaire ?
Norvège	Oui § 66g LB	L'indemnité la plus favorable au demandeur (§ 58(1)a) - c) LB §§ 66g(2), 58(1) et (2) LB	Oui § 66g(1) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public (publiée dans le Bulletin norvégien des brevets "Norsk patenttidende") conformé- ment au tableau III.B, section 5 § 66g(1) et (2) LB
Pays-Bas	Oui (art. 67(2) CBE) Art. 72(1), (2) LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstan- ces Art. 72(1), (2) LB	Oui Art. 72(3) LB	30 jours à compter de la date à laquelle le demandeur a signifié ses droits à l'utilisateur ; il y a lieu de joindre à la signification une traduction en néerlandais ou un avis relatif à l'inscription au Registre des brevets. Art. 72(3) LB

État contractant	1 Protection provisoire visée à l'art. 67 CBE	2 Droits conférés	3 La traduction des revendications visée à l'art. 67(3) CBE est-elle nécessaire ?	4 À quelle date le droit mentionné à la section 1 est-il ouvert lorsque la traduction visée à l'art. 67(3) CBE est nécessaire ?
Pologne	<p>Oui (art. 67(2) CBE)</p> <p>Art. 4 § 2 LBE Art. 287 LPI</p>	<p>Un titulaire de droit dont le brevet a été contrefait, ou toute autre personne qui y est autorisée par les dispositions de la LPI, peut exiger que le contrefacteur cesse de porter atteinte à ses droits, abandonne tout gain illicite et, en cas de contrefaçon intentionnelle, répare le préjudice causé :</p> <p>1) sur la base des principes généraux en la matière ou</p> <p>2) par le versement d'une somme correspondant à la redevance de licence ou à toute autre rémunération appropriée qui serait due au titre de l'exploitation de l'invention si le titulaire du droit avait consenti à cette exploitation.</p> <p>Si le titulaire du droit en fait la demande, le tribunal statuant sur la contrefaçon du brevet peut ordonner la publication, totale ou partielle, de son jugement ou d'informations portant sur celui-ci, dans la mesure et selon les modalités déterminées par le tribunal.</p> <p>Si la contrefaçon n'était pas intentionnelle, le tribunal peut ordonner, à la demande du contrefacteur, le versement par celui-ci d'une certaine somme au titulaire du droit dans le cas où l'arrêt de la contrefaçon ou une décision causerait un tort disproportionné au contrefacteur, et où le versement de cette somme protège dûment les intérêts du titulaire du droit.</p> <p>Art. 287 LPI</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 4 § 2 LBE</p>	<p>Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformément au tableau III.B, section 5, et un avis a ensuite été publié dans le "Biuletyn Urzędu Patentowego" (Bulletin du PPO)</p> <p>Art. 4 § 2 LBE</p>

État contractant	1 Protection provisoire visée à l'art. 67 CBE	2 Droits conférés	3 La traduction des revendications visée à l'art. 67(3) CBE est-elle nécessaire ?	4 À quelle date le droit mentionné à la section 1 est-il ouvert lorsque la traduction visée à l'art. 67(3) CBE est nécessaire ?
Portugal	<p>Oui (art. 67(1) CBE)</p> <p>Art. 78(1), 5(1), (2), (3) LB</p>	<p>L'article 80 du Code portugais de la propriété industrielle s'énonce comme suit :</p> <p>"1 - Une fois que des demandes de brevet européen ont été publiées dans les conditions prévues par la Convention sur le brevet européen, elles bénéficient d'une protection provisoire équivalente à celle accordée aux demandes de brevet national publiées à compter de la date à laquelle une traduction en portugais des revendications, accompagnée d'une copie des dessins, est mise à la disposition du public à l'Institut national portugais de la propriété industrielle.</p> <p>2 - L'Institut national portugais de la propriété industrielle publie au Bulletin de la propriété industrielle une mention comportant les indications nécessaires pour identifier la demande de brevet européen.</p> <p>3 - À compter de la date de publication de la mention évoquée au paragraphe précédent, quiconque peut avoir accès au texte traduit et en obtenir des copies."</p> <p>Art. 80(1), (2), (3) LB</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 80(1) LB</p>	<p>Date à laquelle la traduction des revendications et la copie des dessins ont été rendues accessibles au public conformément au tableau III.B, section 5, ou transmise à l'utilisateur</p> <p>Art. 80(1), (2), 5(1), (2) LB</p>
République tchèque	<p>Oui (art. 67(2) CBE)</p> <p>§§ 35a(4), 11(3) LB</p>	<p>Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances</p> <p>§ 35a(4), 11(3) LB</p>	<p>Oui</p> <p>§ 35a(4) LB</p>	<p>Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformément au tableau III.B, section 5, et un avis a ensuite été publié dans le "Věstník Úřadu průmyslového vlastnictví" (Bulletin de l'Office tchèque de la propriété industrielle)</p> <p>§ 35a(4) LB</p>
Roumanie	<p>Oui (Art. 67(2) CBE)</p> <p>Art. 5(2) Loi AdhCBE Art. 33 LB</p>	<p>Domages et intérêts ; l'action en dommages et intérêts ne peut être introduite qu'après la délivrance du brevet.</p> <p>Art. 59(4) LB</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 5(2) Loi AdhCBE</p>	<p>Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformément au tableau III.B, section 5</p> <p>Art. 5(2) Loi AdhCBE</p>

État contractant	1 Protection provisoire visée à l'art. 67 CBE	2 Droits conférés	3 La traduction des revendications visée à l'art. 67(3) CBE est-elle nécessaire ?	4 À quelle date le droit mentionné à la section 1 est-il ouvert lorsque la traduction visée à l'art. 67(3) CBE est nécessaire ?
Royaume-Uni	Oui (art. 67(1) CBE) Art. 78(1), (2), (3)(d), 69 LB	Dommages et intérêts ; les actions en justice ne peuvent être intentées qu'après la délivrance du brevet Art. 69 LB (voir également art. 62 LB concernant le "contrefacteur de bonne foi")	Oui Art. 78(7), (8) LB R. 56 RB	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformément au tableau III.B, section 5, ou remise à l'utilisateur Art. 78(7) LB
Saint-Marin	Oui (art. 67 CBE) Art. 4(2) Décr.-loi n° 76/2009	Droits identiques à ceux conférés par un brevet national (cessation de la contrefaçon, réparation de ses conséquences, renonciation aux gains obtenus de manière illicite et réparation du préjudice) Art. 118, 121 LB	Oui	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur ou date à laquelle la traduction des revendications est mise à la disposition du public conformément au tableau III.B, section 5 Art. 4(2) Décr.-loi n° 76/2009, tel que modifié par l'art. 31 Loi n° 219/2014
Serbie	Oui (art. 67(1) CBE) Art. 148(2), 150(4) LB	Dommages ; les actions en justice peuvent être introduites à partir de la date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur en Serbie (Art. 148(2), 150(4) LB). Art. 132 LB	Oui Art. 148(2) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur en Serbie Art. 148(2), 150(4) LB
Slovaquie	Oui (art. 67(3)(a) CBE) § 60(3) LB	À compter de la date à laquelle la traduction des revendications est rendue accessible au public, le demandeur du brevet européen bénéficie des mêmes droits qu'un demandeur de brevet national (slovaque), à condition qu'un brevet européen produisant effet en République slovaque soit délivré. § 15(1) et 60(3) LB	Oui § 60 LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public ; un avis est publié à cet effet au Journal officiel. § 60(3) LB
Slovénie	Oui (art. 67(2) CBE) Art. 26(2), 122(4) LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances ; une action en justice ne peut être intentée qu'après la délivrance du brevet. Art. 122(4) LB	Oui Art. 26(2) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur Art. 26(2) LB

État contractant	1 Protection provisoire visée à l'art. 67 CBE	2 Droits conférés	3 La traduction des revendications visée à l'art. 67(3) CBE est-elle nécessaire ?	4 À quelle date le droit mentionné à la section 1 est-il ouvert lorsque la traduction visée à l'art. 67(3) CBE est nécessaire ?
Suède	Oui (art. 67(2) CBE) § 88(2) LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circon- stances § 58, 87, 88(2) LB	Oui § 88(1) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5, et un avis a ensuite été publié dans le Bulletin suédois des brevets § 88(2) LB
Suisse / Liechtenstein	Oui (art. 67(2) CBE) Art. 111 LBI	Dommages et intérêts ; l'action en dommages et intérêts ne peut être intro- duite qu'après la délivrance du brevet. Art. 111(2), 73(3) LBI	Non	./.
Turquie	Oui (art. 67(3) CBE) R. 8 RCBE	Dommages et intérêts ; éventuellement saisie des objets contrefaisant le brevet Art. 137 DL n° 551 Art. 156 LPI	Oui R. 9 RCBE	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformé- ment au tableau III.B, section 5, ou remise à l'utilisateur R. 8 RCBE

État autorisant la validation	1 Protection provisoire par la demande de brevet européen après sa publication	2 Droits conférés	3 La traduction des revendications est-elle nécessaire ?	4 À quelle date le droit mentionné à la section 1 est-il ouvert lorsque la traduction mentionnée à la section 3 est nécessaire ?
Cambodge	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.			
Maroc	Oui Art. 50.3 Loi n° 17-97	Droit exclusif d'exploitation à compter de la date de dépôt de la demande de brevet ; droit d'agir en contrefaçon ; Dommages et intérêts ; saisie éventuelle des objets contrefaisant le brevet Art. 44, 51, 202, 211, 212 Loi n° 17-97	Oui Art. 50.3 Loi n° 17-97	Date à laquelle la traduction des revendications a été rendue accessible au public conformément au tableau III.B, section 5 Art. 50.3 Loi n° 17-97
République de Moldavie	Oui Art. 44 ¹ (3) Loi n° 50/2008	À compter de la date de publication et jusqu'à la date de délivrance d'un brevet, une demande de brevet confère à son titulaire le droit d'empêcher, en l'absence de son consentement, tout tiers : a) de fabriquer, de proposer à la vente, de vendre ou d'utiliser le produit protégé, ou bien de l'importer ou de le détenir à ces fins ; b) d'utiliser un procédé qui fait l'objet de la demande de brevet ou, lorsque le tiers sait ou lorsque les circonstances rendent évident que l'utilisation du procédé est interdite sans le consentement du demandeur, de proposer son utilisation ; c) de proposer à la vente, de vendre ou d'utiliser un produit obtenu directement par un procédé qui fait l'objet du brevet, ou bien de l'importer ou de le détenir à ces fins ; sur le territoire de la République de Moldavie. Art. 19(1) et 20(2) Loi n° 50/2008	Oui Art. 44 ¹ (3) Loi n° 50/2008	À compter de la date à laquelle l'AGEPI a publié, suite au paiement de la taxe de publication prescrite, une traduction en roumain des revendications de la demande de brevet européen publiée Art. 44 ¹ (3) Loi n° 50/2008
Tunisie	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.			

État autorisant l'extension	1 Protection provisoire par la demande de brevet européen après sa publication	2 Droits conférés	3 La traduction des revendications est-elle nécessaire ?	4 À quelle date le droit mentionné à la section 1 est-il ouvert lorsque la traduction mentionnée à la section 3 est nécessaire ?
Bosnie-Herzégovine	Oui Art. 4(2) Acc. Ext. Annexe Art. 87(2) LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances ; une action en justice ne peut être intentée qu'après la délivrance du brevet. Art. 69(1) LB	Oui Art. 5(2) Acc. Ext. Annexe Art. 88(2) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur Art. 4(2) Acc. Ext. Annexe Art. 87(2) LB
Monténégro	Oui (art. 67(2) CBE) Art. 144(2) LB	Une demande de brevet européen publiée confère au demandeur la même protection en vertu de la présente loi que celle conférée par une demande de brevet national à compter de la date à laquelle une traduction dans le monténégrin des revendications de la demande de brevet européen publiée est communiquée par le demandeur à la personne utilisant l'invention au Monténégro. Lorsque la requête en extension a été retirée ou est réputée retirée, la demande de brevet européen est réputée n'avoir pas eu, dès l'origine, les effets visés au paragraphe 2 du présent article. Art. 144(2) et (3) ensemble avec l'art. 45(2) LB	Oui Art. 144(2) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur Art. 144(2) LB

Ancien État d'extension	1 Protection provisoire par la demande de brevet européen après sa publication	2 Droits conférés	3 La traduction des revendications est-elle nécessaire ?	4 À quelle date le droit mentionné à la section 1 est-il ouvert lorsque la traduction mentionnée à la section 3 est nécessaire ?
Albanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mai 2010.)	Oui Art. 81(1)(2) LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances Art. 27 LB	Oui Art. 81(2) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur en Albanie Art. 81(2) LB
Croatie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2008.)	Oui Art. 102(2) LB	Dommages selon les règles générales d'indemnité de dommages Art. 60(1) LB	Oui Art. 102(2) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur Art. 102(2) LB
Lettonie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} juillet 2005.)	Oui R. 2 dispositions transitoires de la LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances R. 2 dispositions transitoires de la LB Art. 70(2), 18(2), 18(3) LB	Oui R. 2 dispositions transitoires de la LB Art. 70(2), (3) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur ou bien mise à la disposition du public conformément au tableau III.B, section 5 R. 2 dispositions transitoires de la LB Art. 70(2) LB
Lituanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} décembre 2004.)	Oui Art. 70(2) LB	Une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances Art. 52(1) LB	Oui Art. 70(2) LB	Date à laquelle la traduction des revendications a été remise à l'utilisateur Art. 70(2) LB

État contractant	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Albanie	Oui Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Albanie doivent désigner un mandataire habilité à agir devant la GDIP. Art. 195(2) LB	a) 7 000 ALL b) La mention du dépôt de la traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. Art. 87/ç LB Décr. Taxes	Albanais Art. 87/ç(2) LB	a) Oui b) 2
Allemagne	Non	a) 60 EUR b) dans un délai de 3 mois à compter de la date de la réception de la demande de publication Titre II § 2(1) Loi IntPatÜbkG §§ 3(1), 6(1) Loi PatKostG N° 313800 Barème des taxes Loi PatKostG	Allemand Titre II § 1(2) Loi IntPatÜbkG	a) Oui, EPA/DPMA 110/9.18 (voir également section 7) <i>www.dpma.de/patent/formulare/formulareeuropaeischundinternational/index.html</i> b) 1 §§ 1, 2 Règl. du 18.12.78
Autriche	Oui; avocat, conseil en brevets ou notaire habilité à assurer la représentation en Autriche. Si le domicile ou l'établissement est situé dans l'EEE, la constitution d'une personne habilitée à recevoir des significations domiciliée dans le pays suffit. (L'exigence selon laquelle la personne habilitée doit être domiciliée dans le pays peut être écartée dans certains cas.) § 24 Loi PatV-EG § 21(4) LB	a) 186 EUR (y compris 30 EUR de taxes documentaires) plus 135 EUR par bloc supplémentaire de 15 pages de traduction à partir de la 16 ^e En ce qui concerne les listages de séquences qui représentent une partie distincte de la description traduite, un maximum de 400 pages est pris en considération pour le calcul de la taxe. La taxe est réduite de 20 EUR en cas de demande électronique. b) date de la production de la traduction La traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. § 4(2) Loi PatV-EG §§ 8, 8a, 27(2) LTOB	Allemand § 4(2) Loi PatV-EG	a) Non b) 1

5 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	6 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	7 Observations particulières
Publication au bulletin officiel Art. 87/ç(2) LB	a) Oui b) 2 000 ALL Art. 87/dh(3) LB	-
Publication d'un document imprimé Mention dans le Bulletin des brevets (Patentblatt) Titre II § 2(1) Loi IntPatÜbkG	a) Oui b) 60 EUR Titre II § 2(1) Loi IntPatÜbkG N° 313800 Barème des taxes Loi PatKostG	Pour tous les envois adressés à l'OABM, il y a lieu d'indiquer au moins en haut de chaque première feuille le numéro (numéro de dépôt) de la demande EP précédé de l'abréviation EP. La requête en publication de la traduction est réputée retirée si la taxe visée à la section 2 n'est pas acquittée (en tout ou en partie) ou si elle n'est pas acquittée dans les délais. Titre II § 2(1) Loi IntPatÜbkG § 6(2) Loi PatKostG § 3 Règl. du 18.12.78
Consultation dans la salle de lecture Possibilité d'obtenir des copies Mention dans le Bulletin des brevets (Patentblatt) § 4(2) Loi PatV-EG	a) Oui b) Oui, même montant que celui indiqué à la section 2 § 6(2) à (4) Loi PatV-EG § 8, 8a LTOB	Le paiement de la taxe de publication n'est réputé effectué que lorsque la preuve de ce paiement a été apportée en bonne et due forme. § 30 LTOB § 8(5) Décr. Prés.

État contractant	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Belgique	<p>Oui, en ce qui concerne les personnes physiques et morales qui n'ont ni domicile ni établissement effectif dans un des États membres de l'EEE.</p> <p>Les personnes physiques et morales qui doivent ou qui souhaitent agir devant l'OPRI, en matière de brevets d'invention, par l'entremise d'un tiers, doivent avoir recours à un représentant professionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mandataire agréé auprès de l'OPRI ; - avocat inscrit au tableau de l'Ordre en Belgique ou sur la liste des stagiaires ; - avocat et mandataire en brevets ayant la nationalité d'un État membre de l'EEE et habilités à exercer cette profession dans un État membre ; - avocat autorisé à exercer en Belgique en vertu d'une loi ou d'une convention internationale. <p>Les personnes physiques et morales qui ont leur domicile ou un établissement effectif dans un des États membres de l'EEE, peuvent agir devant l'OPRI, en matière de brevets d'invention, par l'entremise d'un de leurs employés ; cet employé, qui doit disposer d'un pouvoir, n'est pas tenu d'être un mandataire agréé.</p> <p>Art. XI.62, XI.64, XI.65 et XI.66 CDE</p>	<p>a) Non</p> <p>b) ./.</p>	<p>Français, néerlandais ou allemand</p> <p>(en ce qui concerne l'allemand, pour les demandes de brevet européen déposées avant le 13 décembre 2007, voir JO OEB 1999, 320)</p> <p>Art. 2(3) Loi du 21.4.07* Art. 3(3) Loi du 8.7.77** Art. XI.82, § 3 CDE***</p>	<p>a) Non</p> <p>b) 1</p> <p>Art. 3(1) AR du 5.12.07* Art. 4(1) AR du 27.2.81** Art. XI.82, § 3 CDE***</p>
Bulgarie	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs n'ayant pas d'adresse permanente ni de siège en République de Bulgarie doivent agir dans les procédures devant l'Office bulgare des brevets par l'intermédiaire de mandataires locaux en propriété industrielle.</p> <p>Art. 3(2) LB</p>	<p>a) Pour publier la mention de la production de la traduction : 45 BGN</p> <p>b) Aucune mention de la production de la traduction n'est publiée dans le Bulletin officiel tant que la taxe de publication n'a pas été acquittée.</p> <p>Art. 72b(2) LB</p>	<p>Bulgare</p> <p>Art. 72b(2) LB</p>	<p>a) Non</p> <p>b) 3</p> <p>Art. 72b(2) LB</p>

* Demandes de brevet européen déposées entre le 13 décembre 2007 et le 21 septembre 2014.

** Demandes de brevet européen déposées avant le 13 décembre 2007.

*** Demandes de brevet européen déposées après le 22 septembre 2014.

État contractant	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Chypre	Oui Si le demandeur n'a ni siège, ni domicile à Chypre, il doit désigner un mandataire national. Art. 79(2) LB	a) 100 EUR b) La mention de la production de la traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. R. 53(1) RT	Grec R. 53(2) RT	a) Oui, Form P.18 b) 2 R. 53 RT
Croatie	Non	a) Non b) ./.	Croate	a) ./. b) ./.
Danemark	Non	a) Non b) ./.	Danois § 83(1) LB	a) Non, mais recommandé b) 1
Espagne	Non, si le demandeur est domicilié en Espagne ou dans un pays de l'UE. Les exigences de la section 7 sont à observer. Art. 175 NLB	a) 107,80 EUR pour les traductions sur papier, 91,63 EUR sous forme électronique Les taxes sont susceptibles d'être révisées au début de chaque année. b) Date de la production de la traduction. En cas de non-paiement de la taxe, l'OEPM exige que celle-ci soit acquittée dans un délai de deux mois à compter de la signification de cette exigence. La traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. Art. 154 et 155 NLB NLB Annexe	Espagnol (voir section 7) Art. 154 NLB	a) Oui b) 1

5 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	6 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	7 Observations particulières
<p>Mention dans la Gazette officielle</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>R. 53(5) RT</p>	<p>a) Oui (Form P.5)</p> <p>b) 100 EUR</p> <p>Art. 67 LB R. 6(2), 13(1) RT</p>	<p>Une justification du paiement de la taxe doit accompagner la traduction.</p> <p>R. 53(1) RT</p> <p>La traduction doit être accompagnée de l'indication du numéro de dépôt de la demande EP et de son numéro de publication, du nom et de l'adresse du demandeur et du titre de l'invention. Lorsqu'une priorité est revendiquée, les données y relatives doivent être fournies.</p> <p>R. 53(2) RT</p> <p>La production de la traduction est mentionnée dans le livre des dépôts, vol. B, partie B.</p> <p>R. 53(4) RT</p>
<p>./.</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Non</p>	<p>La traduction est à notifier au contrefacteur présumé.</p> <p>Art. 108.d(2) LB</p>
<p>Mention dans le "Dansk Patent-tidende"</p> <p>Site Internet du DKPTO (www.dkpto.dk)</p> <p>§ 83(1) LB §§ 98, 99 OB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Oui</p> <p>§ 86 LB</p>	<p>Le numéro de dépôt de la demande EP ainsi que le nom et l'adresse du demandeur doivent être fournis en même temps que la traduction. Sinon, la traduction est réputée ne pas avoir été produite.</p> <p>§ 97 OB</p>
<p>La traduction prend la forme d'un fascicule accessible via la base de données INVENES (consultas2.oepm.es/InvenesWeb/faces/busquedaInternet.jsp;jsessionid=cum2LDzkWUuQhh16FjRNNduE.srvvarsovia1)</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies moyennant le paiement d'une taxe</p> <p>Mention dans le "Boletín Oficial de la Propiedad Industrial"</p> <p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>Art. 37, 55, 154 et 156 NLB Art. 94 DR 316</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Oui, même montant que celui indiqué à la section 2</p> <p>Art. 96 DR 316 NLB Annexe</p>	<p>Si le demandeur n'a ni siège ni domicile en Espagne, la traduction doit être faite par un mandataire agréé près l'OEPM, ou par un traducteur/interprète juré agréé par le ministère des affaires étrangères, ou par un autre professionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - dont les connaissances de la langue de départ et de l'espagnol correspondent au moins au niveau C2, et - ayant un diplôme universitaire dans le domaine technique concerné ou ayant déjà effectué au moins 20 traductions de brevets dans le domaine technique en question. <p>Art. 154 NLB et AM 320</p>

État contractant	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Estonie	Non, mais recommandé (voir également section 7). § 19 Règl. n° 3	a) 32 EUR b) date de la production de la traduction § 6 LMC § 109(1) LT	Estonien § 6 LMC	a) Non (voir également section 7) b) 2 § 20(4) Règl. n° 3
Finlande	Non	a) Non b) ./.	Finnois Si la langue du demandeur est le suédois, la traduction peut être déposée en suédois. § 70n LB	a) Non b) 1
France	Non ; il est toutefois conseillé d'indiquer une adresse pour la correspondance en France. Le mandataire habilité, agréé près l'OEB, n'est pas tenu de déposer un nouveau pouvoir.	a) 36 EUR b) date de la production de la traduction (voir également les observations à la section 7) Art. R. 614-11 et R. 614-18 Règl. CPI Arrêté (Taxes) du 24.4.08	Français Art. L. 614-9 CPI	a) Non b) 1 Communication de l'INPI dans PIBD 1995, IV-128

5 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	6 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	7 Observations particulières
<p>Mention dans la "Eesti Patendileht" (Gazette officielle)</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>§ 6 LMC</p>	<p>a) Oui b) Non</p> <p>§ 9 LMC</p>	<p>Une requête en publication et une justification du paiement de la taxe sont à joindre à la traduction.</p> <p>La mention des indications ci-après doit figurer dans la requête :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n° de dépôt de la demande européenne - date de dépôt de la demande européenne - le cas échéant, les références de priorité - classement selon la classification internationale des brevets - titre de l'invention - nom et adresse du demandeur - le cas échéant, les nom et adresse du représentant aux fins de la correspondance. <p>Les traductions peuvent aussi être produites par un éventuel représentant commun ou par un mandataire agréé près l'OEB. Il n'est pas nécessaire pour le mandataire agréé dûment habilité ou le représentant commun près l'OEB de produire un nouveau pouvoir.</p> <p>Un pouvoir doit être fourni avec la traduction lorsque celle-ci a été produite par un conseil en brevets estonien. L'Office accepte un conseil en brevets estonien inscrit dans le Registre d'État des conseils en brevets comme étant spécialisé dans la protection juridique des inventions et schémas de configuration de circuits intégrés.</p> <p>Si la traduction n'est pas conforme aux exigences, un conseil en brevets estonien doit être désigné pour produire les corrections.</p> <p>La traduction est réputée ne pas avoir été produite, tant que les exigences n'ont pas été satisfaites.</p> <p>§§ 19 à 22 Règl. n° 3</p>
<p>Publication sous forme électronique</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Mention dans le "Patentilehti" (Bulletin finlandais des brevets)</p> <p>Inscription dans un carnet spécial, accessible au public.</p> <p>§ 70n LB §§ 52t, 52x DB</p>	<p>a) Oui b) Non</p> <p>§ 70q LB</p>	<p>Le numéro de dépôt de la demande EP ainsi que le nom et l'adresse du demandeur doivent accompagner la traduction. Sinon, la traduction est réputée non produite.</p> <p>§ 52v DB</p>
<p>Publication d'une mention dans le Bulletin officiel (BOPI)</p> <p>Art. R. 614-11 Régl. CPI</p>	<p>a) Oui b) 36 EUR</p> <p>Art. L. 614-10 CPI Art. R. 614-12 et R. 614-18 Régl. CPI Arrêté (Taxe) du 24.4.08</p>	<p>Une requête en publication et une justification du paiement de la taxe exigible sont à joindre à la traduction.</p> <p>Art. R. 614-11 Régl. CPI</p>

État contractant	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Grèce	Oui Si le demandeur n'a ni siège, ni domicile en Grèce, il doit désigner un représentant habilité à recevoir la correspondance (toute personne physique ou un mandataire résidant en Grèce). Art. 19(3) Décr. prés. n° 77/88	a) 100 EUR b) date du dépôt de la traduction à l'OBI La mention de la production de la traduction n'est publiée qu'après justification du paiement de la taxe. Art. 9(1) Décr. prés. n° 77/88 Déc. du 31.8.2016	Grec La traduction doit être certifiée conforme par un avocat grec ou par une autorité compétente pour la certification de traductions (telle que le Service de traduction du ministère des affaires étrangères rue Arionos 10, Athènes, ou un consulat grec à l'étranger). Art. 23(5) Loi n° 1733/87 Art. 9(2) Décr. prés. n° 77/88	a) Oui (www.obj.gr/el/euresitexnies/formes-aitisis) b) 2 (voir également section 7) Art. 9(1), (3) Décr. prés. n° 77/88
Hongrie	Sauf disposition contraire d'un traité international, les demandeurs étrangers qui n'ont ni domicile ni siège sur le territoire de l'EEE doivent désigner un mandataire agréé qui est habilité à agir devant l'OHPI. Ce mandataire ne doit pas nécessairement être un mandataire agréé national, mais il doit avoir son siège dans l'EEE. Art. 51(1), (4) LB	a) 23 500 HUF plus 3 500 HUF pour chaque page de traduction à partir de la 6 ^e b) Dans un délai de deux mois à compter de la présentation de la requête en publication de la mention dans la Gazette officielle de l'OHPI. Si la taxe due pour la publication des revendications n'est pas acquittée lors de la présentation de la requête, l'OHPI invite le demandeur à remédier à cette irrégularité dans le délai prescrit. S'il n'est pas satisfait à cette disposition, la requête est réputée retirée. Art. 84/E(2)-(6) LB Art. 4(1) Décr. Taxes	Hongrois Art. 84/E(1) LB	a) Non b) 1 Art. 10(3) DForm
Irlande	Non, mais recommandé (voir également section 7) R. 92, 93 (1) RB SI n° 141 de 2006	a) 35 EUR b) date de la production de la traduction R. 84 RB Annexe I RT	Anglais (voir également section 7) Art. 120(6) LB	a) Non b) 1

5 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	6 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	7 Observations particulières
<p>Mention de la production de la traduction dans l'EDBI</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Art. 9(5) Décr. prés. n° 77/88</p>	<p>a) Oui</p> <p>Il convient d'indiquer le numéro et la date de la première publication de la traduction dans l'EDBI.</p> <p>b) Non</p> <p>Art. 13(4) Décr. prés. n° 77/88</p>	<p>La traduction doit être accompagnée de l'indication du numéro de la demande de brevet européen et de son numéro de publication, du nom et de l'adresse du demandeur ainsi que du titre de l'invention en langue grecque.</p> <p>La traduction et les documents joints doivent être présentés à l'OBI conformément à l'arrêté ministériel n° 15928/EFA/1253, qui correspond aux règles 46 et 49 CBE.</p> <p>La production de la traduction est mentionnée dans le livre des dépôts, volume B.</p> <p>La protection provisoire prévue par l'article 10 du décret présidentiel n° 77/88 ne prend pas effet si le brevet européen a été révoqué ou limité au cours d'une procédure d'opposition, de limitation ou de nullité devant l'OEB.</p> <p>Art. 9(2), (4), 10, 10a Décr. prés. n° 77/88</p>
<p>Mention dans la Gazette officielle des brevets et des marques de l'OHPI ("Szabadalmi Közlöny és Védjegyértesítő")</p> <p>L'OHPI tient un registre distinct comprenant les demandes de brevet européen pour lesquelles une protection provisoire a été accordée.</p> <p>Possibilité de consultation ; copies disponibles moyennant le paiement d'une taxe</p> <p>Publication de la traduction et des éventuelles corrections dans la Gazette officielle des brevets et des marques de l'OHPI ("Szabadalmi Közlöny és Védjegyértesítő") et sur le site Internet de l'OHPI.</p> <p>Art. 53(3), 84/E(1), (7) et (8) LB Art. 17 Décr. Taxes</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 23 500 HUF plus 3 500 HUF pour chaque page de traduction à partir de la 6^e</p> <p>Art. 84/K(1) à (3) LB Art. 12(1) à (3) DForm Art. 4(3) Décr. Taxes</p>	<p>La traduction des revendications doit être effectuée conformément aux formalités détaillées visées dans le décret y relatif (DForm).</p> <p>La traduction des revendications (ainsi que toute requête en rectification de celle-ci) peut également être déposée par voie électronique.</p> <p>Art. 53/D, 84/E(3) LB Art. 2(2) à (5) et 10(3) DForm</p>
<p>Consultation auprès de l'IPOI</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Art. 2, 100(3), 120(6) LB R. 65 RB Annexe I RT</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Oui, même montant que celui indiqué à la section 2 ; taxe à acquitter dans un délai d'un mois à compter de la production de la traduction si celle-ci doit être publié par l'IPOI</p> <p>Art. 121(3) LB R. 85 RB Annexe I RT</p>	<p>En cas de procédures devant l'IPOI, les demandeurs qui n'ont ni domicile ni siège dans la Communauté européenne doivent être représentés par un conseil en brevets habilité. Il y a lieu d'indiquer une adresse pour la correspondance dans la Communauté européenne qui peut être celle d'un conseil en brevets.</p> <p>R. 92, 93(1) RB SI n° 141 de 2006</p> <p>Le traducteur doit certifier que la traduction est conforme au texte original et a été effectuée en toute conscience, de manière à obtenir le satisfecit du Controller.</p>

État contractant	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Islande	Oui, un demandeur non domicilié en Islande doit avoir un mandataire qui réside dans l'UE, dans un État membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE) qui est partie à l'accord sur l'EEE, en Suisse ou aux Îles Féroé. Art. 12 LB	a) Non b) ./.	Islandais Art. 83(1) LB	a) Non b) 1
Italie	Non ; il y a toutefois lieu d'indiquer une adresse pour la correspondance dans l'EEE.	a) Non (sauf en cas de dépôt par service postal ou par l'intermédiaire d'une chambre de commerce (voir section 7) : 40 EUR ou, si une copie certifiée conforme est demandée, 43 EUR et 16 EUR de timbres) b) ./. (date à laquelle la traduction est déposée par l'intermédiaire d'une chambre de commerce, voir section 7)	Italien Art. 54 LB	a) Oui b) 1
Lettonie	Oui Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Lettonie doivent désigner un mandataire agréé. Un pouvoir n'est pas requis. Art. 116(3), 117(2) LPI	a) 50 EUR (pour un dépôt sur papier) ou 40 EUR (pour un dépôt électronique) b) Date de la production de la traduction La traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. Art. 71(2)(6) LB	Letton Art. 71(2) LB	a) Oui b) 1
Liechtenstein	Voir Suisse			
Lituanie	Oui Les personnes morales ou physiques qui n'ont ni domicile, ni siège, ni filiale ou représentation enregistrée sur le territoire lituanien, dans l'EEE ou dans un État partie à la CBE doivent désigner un conseil en brevets inscrit sur la Liste des agents de brevets de Lituanie.	a) Taxe de publication : 46 EUR plus 14 EUR pour chaque revendication à partir de la 16 ^e b) Date de la production de la traduction La traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. Art. 78(2) LB	Lituanien Art. 78(2) LB	a) Non b) 2

5 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	6 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	7 Observations particulières
<p>Mention dans le "ELS-tíðindi" (Bulletin islandais des brevets)</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Art. 83(1) LB Art. 57, 81 RB</p>	<p>a) Oui b) Non</p> <p>Art. 86 LB</p>	<p>La traduction visée à l'art. 83 de la loi sur les brevets doit être accompagnée du numéro de la demande, ainsi que du nom et de l'adresse du demandeur, faute de quoi la traduction est réputée ne pas avoir été produite.</p> <p>Art. 57 RB</p>
<p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p>	<p>a) Oui b) Non</p> <p>Art. 57(4) LB</p>	<p>Les traductions doivent être déposées</p> <p>a) par voie électronique à l'aide du système de dépôt en ligne de l'UIBM (https://servizionline.uibm.gov.it), ou</p> <p>b) sur papier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par service postal (sous pli recommandé avec accusé de réception) auprès de l'UIBM à Rome, en joignant une preuve du paiement d'une taxe administrative de 40 EUR ou, si une copie certifiée conforme est demandée, de 43 EUR et de 16 EUR de timbres à la Chambre de commerce de Rome à laquelle la documentation sera transmise pour traitement, ou - en personne auprès d'une chambre de commerce dans l'un des chefs-lieux de province (Camere di commercio dei capoluoghi di provincia). Cette traduction doit être accompagnée, le jour de la remise, du paiement d'une taxe (de 40 EUR ou, si une copie certifiée conforme est demandée, de 43 EUR et de 16 EUR de timbres) sur le compte de la chambre de commerce choisie pour la remise de cette traduction.
<p>Publication de la traduction des revendications dans le Bulletin officiel de l'Office letton des brevets</p> <p>Art. 71(5) LB</p>	<p>a) Oui b) Oui, la même que pour la publication de la traduction des revendications</p> <p>Art. 71(5), 72(3) LB</p>	<p>La traduction publiée contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les données bibliographiques telles qu'elles figurent dans la demande de brevet européen publiée - le nom et l'adresse du mandataire agréé en Lettonie - le titre de l'invention en letton <p>Art. 71(5) LB</p>
<p>Publication de la traduction dans le Bulletin officiel en ligne sous http://vpb.lrv.lt</p> <p>ou</p> <p>Consultation au Bureau national des brevets (sur papier)</p> <p>Art. 78(2) LB</p>	<p>a) Oui b) 34 EUR</p> <p>Art. 80(3) LB</p>	<p>La traduction doit contenir le nom complet et la signature du mandataire.</p> <p>Elle doit être accompagnée de la demande de publication. Le formulaire de demande peut être téléchargé à l'adresse http://vpb.lrv.lt. Le formulaire obligatoire doit être déposé en trois exemplaires.</p> <p>Il faut y joindre la traduction au format électronique.</p>

État contractant	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Luxembourg	Non Art. 93 LB	a) 14 EUR b) Date de la production de la traduction Art. 2(3) Règl. du 9.5.78	Français ou allemand Art. 92(2) LB	a) Non b) 1 Art. 2 Règl. du 9.5.78
Macédoine du Nord	Oui, pour les déposants étrangers	a) Non b) ./.	Macédonien	a) Non b) 2
Malte	./.	./.	./.	./.
Monaco	Non	a) Non b) ./.	Français	a) Non b) 1 (voir également section 7)
Norvège	Non	a) Non b) ./.	Norvégien § 66g(1) LB	a) Non b) 1
Pays-Bas	Non Le mandataire habilité agréé près l'OEB n'est pas tenu de déposer un nouveau pouvoir.	a) Non b) ./.	Néerlandais Art. 72(3) LB	a) Non b) 2 Art. 15(1) LB
Pologne	Oui, sauf pour les personnes ayant leur domicile ou leur siège social sur le territoire de l'UE, de la Confédération helvétique ou d'un État membre de l'AELE qui est partie à l'Accord sur l'EEE. Art. 236 § 3 LPI	a) Pour publier la mention de la production de la traduction des revendications de la demande de brevet européen – 90 PLN b) Par anticipation, ou dans un délai d'un mois à compter de l'invitation à payer.	Polonais Art. 4 § 2 LBE Art. 223 §§ 1 et 2LPI Annexe 1, point I 13 Règl Taxes	a) Non b) 1 § 13(1) RDB ensemble Art. 2 LBE

5 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	6 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	7 Observations particulières
Inscription au Registre des brevets Consultation dans le registre en ligne : <i>patent.public.lu</i> Art. 2(4) Règl. du 9.5.78	a) Oui b) 14 EUR Art. 4(2) Loi du 27.5.77 Art. 2(5) Règl. du 9.5.78	Il y a lieu de joindre à la traduction le nom et l'adresse du demandeur ainsi que le numéro et la date de publication de la demande EP. Art. 2(1) Règl. du 9.5.78
Publication de la traduction et des éventuelles corrections au Bulletin officiel en ligne	a) Oui b) Non	La traduction est à déposer auprès du SOIP et aussi à notifier au contrefacteur présumé.
./.	./.	-
./.	a) Oui b) Non Art. 3(2) OS n° 10.427	La traduction est à envoyer au contrefacteur présumé et non pas à la Division de la Propriété Intellectuelle.
Mention dans le "Norsk patenttidende" (Bulletin norvégien des brevets) Internet Possibilité d'obtenir des copies § 66g(1) LB	a) Oui b) Non §§ 60(2), 66j(1) LB § 33 Règl. Taxes	Le numéro de dépôt ou le numéro de publication de la demande EP ainsi que le nom et l'adresse du demandeur doivent être fournis avec la traduction, faute de quoi la traduction sera considérée comme n'ayant pas été produite. § 59 RB
Inscription au Registre des brevets Mention dans le "De Industriële Eigendom" Art. 72(5), 20(1) LB	a) Il n'est pas prévu de dispositions législatives. b) Non	-
Mention dans le "Biuletyn Urzędu Patentowego" (Bulletin du PPO), qui peut être consulté dans la salle de lecture et sous forme électronique sur le site Internet du PPO (<i>www.uprp.pl</i>). Art. 4 §§ 2 - 4 LBE	a) Oui b) Non Article 7 § 3 ensemble l'article 4, § 2 GEPA	La traduction doit comporter une traduction du titre de l'invention, le numéro de la demande et le nom du demandeur, et indiquer la classe de la CIB dont relève l'invention.

État contractant	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Portugal	<p>Non</p> <p>Toutefois, l'article 83 du Code portugais de la propriété industrielle dispose que "Si le demandeur ou le titulaire d'un brevet européen n'a ni domicile, ni siège social au Portugal, les traductions doivent être réalisées sous la responsabilité d'un agent officiel de la propriété industrielle ou d'un mandataire accrédité par l'Institut national portugais de la propriété industrielle."</p> <p>Les titulaires de brevet qui n'ont ni domicile, ni siège au Portugal peuvent requérir la validation par l'Institut national portugais de la propriété industrielle sans désigner un mandataire agréé. Cependant, la traduction doit être "certifiée" par un mandataire agréé accrédité par l'Institut national portugais de la propriété industrielle.</p> <p>Art. 10 LB</p>	<p>a) Taxe pour la protection provisoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 53,81 EUR pour un dépôt en ligne, - 107,62 EUR pour un dépôt sur papier <p>b) Date de la production de la traduction</p> <p>La mention de la production de la traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe.</p> <p>Rés. Taxes Art. 80(1) LB</p>	<p>Portugais</p> <p>Art. 80(1) LB</p>	<p>a) Oui, pour un dépôt sur papier : Formulaire INPI PatMut3</p> <p>b) 1</p>
République tchèque	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs n'ayant ni domicile ni siège sur le territoire de la République tchèque doivent être représentés par un conseil en brevets ou un avocat. Cela n'est pas rigoureusement exigé dans le cas des citoyens de l'UE; il y a toutefois lieu d'indiquer une adresse pour la correspondance en République tchèque.</p> <p>§ 70 LB Loi n° 417/2004 Rec. sur les conseils en brevets Loi n° 85/1996 Rec. sur la profession d'avocat</p>	<p>a) 500 CZK</p> <p>b) Date de la production de la traduction</p> <p>La traduction n'est pas publiée tant que la taxe n'a pas été acquittée.</p> <p>§ 35a(4) LB</p>	<p>Tchèque</p> <p>§ 35a(4) LB</p>	<p>a) Non</p> <p>b) 1</p>
Roumanie	<p>Oui</p> <p>Si le demandeur n'a ni siège, ni domicile en Roumanie, il doit désigner un mandataire agréé auprès de l'OSIM.</p> <p>Art. 39 LB</p>	<p>a) 60 EUR ou 280 RON (à partir du 1.1.2020 : 285 RON)</p> <p>b) Date de la production de la traduction</p> <p>Annexe 1.29 OT</p>	<p>Roumain</p>	<p>a) Non, mais recommandé</p> <p>b) 3</p>

<p style="text-align: center;">5</p> <p style="text-align: center;">Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p style="text-align: center;">a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p style="text-align: center;">Observations particulières</p>
<p>Mention dans le Bulletin de la propriété industrielle</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Art. 80(2), (3) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 26,91 EUR pour un dépôt en ligne, 53,81 EUR pour un dépôt sur papier</p> <p>Art. 87(1) LB Rés. Taxes</p>	<p>Lorsque le demandeur n'a ni domicile ni siège au Portugal, la traduction doit être faite par un mandataire agréé près l'INPI.</p> <p>Art. 83 LB</p>
<p>Mention dans le "Věstník Úřadu průmyslového vlastnictví" (Bulletin de l'Office tchèque de la propriété industrielle)</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies ; des copies numérisées figurent également dans la base de données nationale des brevets et des modèles d'utilité (www.upv.cz).</p> <p>§ 35a(4) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Non</p> <p>§ 35a(6) LB</p>	<p>La traduction doit contenir</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et l'adresse du demandeur - le numéro de demande et de publication EP - le titre de l'invention en tchèque.
<p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Mention dans le Bulletin des brevets</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 30 EUR ou 140 RON (à partir du 1.1.2020 : 143 RON)</p> <p>Art. 7(2) Loi AdhCBE Annexe 1.30 OT</p>	<p>La traduction doit être accompagnée des indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - numéro de dépôt et de publication de la demande EP, - date de dépôt et de publication de ladite demande, - nom et adresse du demandeur et de l'inventeur, - titre de l'invention en roumain, - ainsi que, le cas échéant, des dessins

État contractant	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Royaume-Uni	Non Le mandataire habilité, agréé près l'OEB, n'est pas tenu de déposer un nouveau pouvoir (voir également section 7). R. 103 RB	a) Non b) ./. Annexe 1 au RT	Anglais Art. 78(7) LB	a) Oui, formulaire 54 en 2 exemplaires b) 2 R. 56 RB
Saint-Marin	Oui, les demandeurs étrangers doivent désigner un mandataire agréé inscrit sur la liste des conseils en propriété industrielle tenue par l'Office d'État des brevets et des marques de la République de Saint-Marin. Il y a lieu d'indiquer une adresse pour la correspondance en République de Saint-Marin. Art. 92(6) LB	a) Non b) ./.	Italien	a) Non b) ./.
Serbie	./.	a) ./. b) ./.	Serbe Art. 148(2) LB	a) ./. b) ./.
Slovaquie	Oui, pour les personnes physiques et morales qui n'ont ni domicile ni siège en République slovaque. L'exigence de représentation mentionnée ci-dessus ne s'applique pas aux parties qui ont la nationalité d'un État partie à l'accord EEE ou qui ont leur siège ou leur domicile professionnel sur le territoire d'un tel État ; ces parties doivent fournir à l'Office slovaque de la propriété industrielle une adresse de correspondance sur le territoire de la République slovaque. Représentation par un mandataire désigné ou un agent de brevets accrédité auprès de l'Office slovaque de la propriété industrielle. § 79 (2) LB	a) 10 EUR b) Date de la production de la traduction La traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. § 8(1) + Barème des taxes, point 216a b) Loi taxes § 60(2) LB	Slovaque § 60(2) LB	a) Non b) 1
Slovénie	Non	a) Non b) ./.	Slovène Art. 26(2) LB	a) ./. b) ./.

<p style="text-align: center;">5</p> <p style="text-align: center;">Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p style="text-align: center;">a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p style="text-align: center;">Observations particulières</p>
<p>Accessible au Science Reference and Information Service, Londres</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies de l'IPO</p> <p>Mention dans le Patents Journal</p> <p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>Art. 78(7) LB R. 51 RB</p>	<p>a) Oui</p> <p>i) formulaire 54 (corrections au titre de l'art. 80(3), R. 56 et R. 57) en deux exemplaires</p> <p>ii) par écrit (corrections au titre de l'art. 117 ; R.105)</p> <p>b) Non</p> <p>Art. 80(3), 117 LB R. 57, 105 RB Annexe 1 au RT</p>	<p>Une adresse pour la correspondance dans l'EEE ou les Iles Anglo-Normandes doit être fournie lors de la production de la traduction ou pour d'autres procédures.</p> <p>Pour des informations supplémentaires, s'adresser à l'International Filings Unit : Tél. +44 1633 814875.</p> <p>R. 103 RB</p>
<p>./.</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Non</p>	<p>-</p>
<p>./.</p> <p>Art. 148(2), 150(4) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Non</p> <p>Art. 150(4) LB</p>	<p>Communication, par le demandeur, des revendications traduites au contrefacteur présumé.</p> <p>Art. 148(2), 150(4) LB</p>
<p>Mention dans le Journal officiel</p> <p>Internet</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>§ 60(2) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 10 EUR</p> <p>§ 62(3), (4) LB Barème des taxes, point 216a b) Loi taxes</p>	<p>Le paiement de la taxe de publication n'est réputé effectué que lorsque la preuve de ce paiement a été apportée en bonne et due forme.</p> <p>§ 60(2) LB § 26 RPA</p>
<p>./.</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Non</p> <p>Art. 28(2) LB</p>	<p>Communication, par le demandeur, des revendications traduites au contrefacteur présumé</p> <p>Art. 26(2), 28(2) LB</p>

<p style="text-align: center;">5</p> <p style="text-align: center;">Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p style="text-align: center;">a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p style="text-align: center;">Observations particulières</p>
<p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Mention dans le "Svensk Patenttidning" (Bulletin suédois des brevets)</p> <p>§ 88(1) LB § 62(2) DB</p>	<p>a) Oui, mais uniquement pour les demandes de brevet déposées avant le 1^{er} juillet 2014.</p> <p>b) 500 SEK</p> <p>§ 91(2) LB § 45 DB</p>	<p>Le numéro de dépôt de la demande EP ainsi que le nom et l'adresse du demandeur doivent être fournis en même temps que la traduction. Sinon, la traduction est réputée non produite.</p> <p>§ 61 DB</p>
<p>./.</p>	<p>./.</p>	<p>-</p>
<p>Mention de la production de la traduction dans le "Resmi Patent Bülteni"</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>R. 10 RCBE</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Non</p> <p>R. 16 RCBE</p>	<p>La traduction doit être accompagnée des indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - numéro de dépôt et de publication de la demande EP, - date de dépôt et de publication de ladite demande, - nom et adresse du demandeur et de l'inventeur, - titre de l'invention, - le cas échéant, nom et adresse du mandataire national agréé, - classification CIB, - abrégé, - ainsi que, le cas échéant, dessins et indications relatives à la priorité <p>R. 9 RCBE</p>

État autorisant la validation	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Cambodge	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.			
Maroc	Oui Si le demandeur n'a ni siège social, ni domicile au Maroc, il doit désigner un mandataire domicilié ou ayant son siège social au Maroc Art. 4 Loi n° 17-97	a) 1 200 MAD Une réduction est prévue pour certaines catégories de titulaires et/ou en cas de procédure en ligne. b) Date de la production de la traduction Art. 50.3 Loi n° 17-97 Déc. n° 9/2017	Arabe Français Art. 50.3 Loi n° 17-97	a) Oui b) 1 Art. 2 Décr.
République de Moldavie	Oui Art. 86(2) Loi n° 50/2008	a) 60 EUR b) date du dépôt de la traduction Art. 44 ¹ (3) Loi n° 50/2008 Déc. gouv. n° 774	Roumain Art. 44 ¹ (3) Loi n° 50/2008	a) Oui b) 1 Art. 44 ¹ (3) Loi n° 50/2008
Tunisie	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.			

<p style="text-align: center;">5</p> <p style="text-align: center;">Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p style="text-align: center;">a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p style="text-align: center;">Observations particulières</p>
<p>Publication sous forme électronique sur le serveur de publication de l'OMPIC (<i>patent.ompic.ma</i>)</p> <p>Toute personne intéressée peut obtenir des copies</p> <p>La mention de la publication est portée sur le catalogue officiel</p> <p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>Art. 44, 49, 89 Loi n° 17-97</p>	<p>a) Non</p> <p>b) ./.</p>	<p>Le formulaire prévu à cet effet doit être renseigné par toutes les informations requises.</p>
<p>Sous forme électronique sur le serveur de publication de l'AGEPI et sur papier</p> <p>Mention dans le bulletin officiel</p> <p>Inscription au registre national des demandes de brevet</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 30 EUR</p> <p>Déc. gouv. n° 774</p>	<p>Le formulaire prescrit à la section 4 doit contenir toutes les informations requises.</p>

<p style="text-align: center;">5</p> <p style="text-align: center;">Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p style="text-align: center;">a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p style="text-align: center;">Observations particulières</p>
./.	a) ./. b) ./.	La traduction est à notifier au contrefacteur présumé. Art. 4(2) Acc. Ext. Art. 87(2) LB
Mention dans la Gazette de la propriété intellectuelle	a) Oui b) Oui	-

Ancien État d'extension	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Albanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mai 2010.)	./.	./.	Albanais Art. 81(2) LB	./.
Croatie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2008.)	./.	./.	Croate	a) ./. b) ./.
Lettonie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} juillet 2005.)	Oui Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Lettonie doivent désigner un mandataire agréé. Un pouvoir n'est pas requis. Art. 116(3), 117(2) LPI	a) 50 EUR (pour un dépôt sur papier) ou 40 EUR (pour un dépôt électronique) b) Date de la production de la traduction La traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. Art. 71(2)(6) LB	Letton Art. 71(2) LB	a) Oui b) 1
Lituanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} décembre 2004.)	./.	./.	Lituanien Art. 70(2) LB	a) ./. b) ./.
Macédoine du Nord (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2009.)	Oui, pour les déposants étrangers	./.	Macédonien	a) ./. b) ./.

5 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	6 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	7 Observations particulières
./.	a) Oui b) ./.	La traduction est à notifier au contrefacteur présumé. Art. 83(3) LB
./.	a) ./. b) ./.	La traduction est à notifier au contrefacteur présumé. Art. 102(2) LB
Publication de la traduction des revendications dans le Bulletin officiel de l'Office letton des brevets Art. 71(5) LB	a) Oui b) Oui, la même que pour la publication de la traduction des revendications Art. 71(5), 72(3) LB	La traduction publiée contient : - les données bibliographiques telles qu'elles figurent dans la demande de brevet européen publiée - le nom et l'adresse du mandataire agréé en Lettonie - le titre de l'invention en letton Art. 71(5) LB
./.	a) Oui b) ./.	La traduction est à notifier au contrefacteur présumé. Art. 70(2) LB
./.	a) ./. b) ./.	La traduction est à notifier au contrefacteur présumé.

Ancien État d'extension	1 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	2 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance ?	3 Langue(s) dans laquelle (lesquelles) la traduction doit être produite	4 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire
Roumanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mars 2003.)	Oui Si le demandeur n'a ni siège, ni domicile en Roumanie, il doit désigner un mandataire agréé auprès de l'OSIM. Art. 39 LB	a) 60 EUR ou 280 RON (à partir du 1.1.2020 : 285 RON) b) date du dépôt de la traduction Annexe 1.29 OT Art. IV.2 Ord.	Roumain	a) Non, mais recommandé b) 3
Serbie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} octobre 2010.)	Oui, lorsque des corrections de la traduction des revendications doivent être publiées.	a) Non b) /.	Serbe Art. 123(2) LB Ext.	a) /. b) /.
Slovénie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} décembre 2002.)	Non	a) Non b) /.	Slovène	a) /. b) /.

5 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	6 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	7 Observations particulières
Consultation dans la salle de lecture Possibilité d'obtenir des copies Mention au Bulletin des brevets	a) Oui b) 30 EUR ou 140 RON (à partir du 1.1.2020 : 143 RON) Annexe 1.30 OT Art. VI.2 Ord.	La traduction doit être accompagnée des indications suivantes : - numéro de dépôt et de publication de la demande EP, - date de dépôt et de publication de ladite demande, - nom et adresse du demandeur et de l'inventeur, - titre de l'invention en roumain, - ainsi que, le cas échéant, des dessins
Mention dans le Journal de la propriété intellectuelle seulement au cas de corrections à la traduction	a) Oui b) Non Art. 125(3) LB Ext.	Communication, par le demandeur, des revendications traduites au contrefacteur présumé. Au cas de corrections, la traduction doit être mise à la disposition du public par l'Office serbe de la propriété intellectuelle. Art. 123(2), 125(3) LB Ext.
./.	a) Oui b) Non Art. 6(3) Décr. Ext.	Communication, par le demandeur, des revendications traduites au contrefacteur présumé. Art. 4(2) Décr. Ext.

Exigences en matière de traduction après délivrance en vertu de l'article 65 CBE

IV.

1. Base juridique

En vertu de l'article 65(1) CBE, tout État contractant peut prescrire, lorsque le brevet européen délivré, maintenu tel que modifié ou limité par l'Office européen des brevets n'est pas rédigé dans l'une de ses langues officielles, que le titulaire du brevet doit fournir à son service central de la propriété industrielle une traduction du brevet tel que délivré, modifié ou limité dans l'une de ses langues officielles, à son choix, ou, dans la mesure où cet État a imposé l'utilisation d'une langue officielle déterminée, dans cette dernière langue.

En vertu de l'article premier, paragraphe 1 de l'accord de Londres*, tout État partie à l'accord ayant une langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB renonce cependant aux exigences en matière de traduction prévues à l'article 65(1) CBE.

En vertu de l'article premier, paragraphe 2 de l'accord de Londres, tout État partie à l'accord n'ayant aucune langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB renonce aux exigences en matière de traduction prévues à l'article 65(1) CBE, si le brevet européen a été

- délivré dans la langue officielle de l'OEB prescrite par cet État, ou

- traduit dans cette langue et fourni dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.

En vertu de l'article premier, paragraphe 3 de l'accord de Londres, un tel État contractant peut cependant exiger qu'une traduction des revendications dans une de ses langues officielles soit fournie dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.

Conformément à l'article 65(2) CBE, tout État contractant qui a adopté des dispositions en vertu de l'article 65(1) CBE peut prescrire que le titulaire du brevet acquitte, dans un délai fixé par cet État, tout ou partie des frais de publication de la traduction.

Dans tous les États parties à la CBE, il est prévu, conformément à l'article 65(3) CBE, que, si les dispositions nationales pertinentes ne sont pas observées, le brevet européen est, dès l'origine, réputé sans effet. Le droit national des États contractants en cause détermine dans quelles conditions particulières cette perte de droits se produit. Dans la plupart des États contractants, le **déla**i prescrit pour la production de la traduction **ne peut être prolongé**.

Le tableau ci-après comporte également pour les États autorisant l'extension ou la validation, les exigences de dépôt de textes ou de traductions que le titulaire du brevet doit fournir au service central de la propriété industrielle pour un brevet tel que délivré, modifié ou limité.

2. Effet du brevet européen en tant que brevet national

Conformément à l'article 64(1) CBE (ou la législation nationale pour les États autorisant l'extension ou la validation), le brevet européen confère automatiquement à son titulaire, à compter de la date à laquelle la mention de sa délivrance est publiée au Bulletin européen des brevets et dans chacun des États contractants pour lesquels il a été délivré, les mêmes droits que lui conférerait un brevet national délivré dans cet État.

S'agissant des brevets européens délivrés pour l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Irlande, le Luxembourg, Monaco, le Royaume-Uni ou la Suisse/Liechtenstein, le titulaire du brevet n'est donc pas tenu d'accomplir des actes particuliers devant les services centraux de la propriété industrielle concernés. Sous réserve de l'article 68 CBE, le brevet européen prend effet comme brevet national à compter de la date de publication de la mention de sa délivrance au Bulletin européen des brevets.

En ce qui concerne le paiement des taxes annuelles nationales aux services centraux de la propriété industrielle, on se reportera au tableau VI.

3. Jeux de revendications distincts

Si le brevet européen comporte des jeux de revendications distincts pour différents États en cas de droits nationaux antérieurs (règle 138 CBE), seule une traduction du jeu de revendications applicable dans l'État en question doit être produite.

4. Commentaires relatifs au tableau

Le tableau ci-après contient, pour chacun des États parties à la CBE et des États autorisant l'extension ou la validation, des indications destinées à aider les demandeurs à vérifier les exigences et les obligations applicables lors du dépôt de traductions auprès du service central de la propriété industrielle.

* Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens (cf. JO OEB 2001, 549 et 2008, 123).

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Albanie	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEBC.	Une traduction en albanais des revendications du brevet européen et le fascicule du brevet européen en anglais, ou traduit en anglais, doivent être fournis dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Si le brevet européen a été maintenu sous une forme modifiée, une traduction en albanais des revendications modifiées doivent être produites dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphes 2 et 3 de l'accord de Londres Art. 87/d(2)(3) LB	Oui Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Albanie doivent désigner un mandataire habilité à agir devant la GDIP. Art. 195(2) LB	3 mois à compter de la date à laquelle la mention de la délivrance ou la décision de maintenir le brevet tel que délivré est publiée dans le Bulletin européen des brevets. Possibilité d'une prorogation de délai (cf. section 9) Art. 87/d(2)(6) LB	a) 10 000 ALL b) dans le délai indiqué à la section 4 Art. 87/d(2)(b) LB Décr Taxes 1.47
Allemagne	Oui Langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEBC.	Aucune traduction n'est requise au titre de l'article 65(1) CBE (voir section 9). Article premier, paragraphe 1 de l'accord de Londres Articles 8a, 8b et 10 de la loi sur l'amélioration de l'application des droits de propriété intellectuelle	./.	./.	./.

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Oui b) 2</p>	<p>Publication de la traduction et, s'il y a lieu, d'une traduction corrigée au Bulletin officiel</p> <p>Art. 87/d(5) LB</p>	<p>a) Oui b) 2 000 ALL</p> <p>Art. 87/dh(3) LB</p>	<p>Le délai de 3 mois prévu pour la production de la traduction du brevet délivré peut être prorogé d'un mois, moyennant paiement d'une taxe (7 000 ALL).</p> <p>Art. 87/d(6) LB Décr. Taxes 1.8</p>
<p>./.</p>	<p>./.</p>	<p>./.</p>	<p>Une traduction est encore requise pour les brevets européens dont la mention de la délivrance a été publiée dans le Bulletin européen des brevets avant le 1^{er} mai 2008.</p> <p>Art. XI § 4 Loi IntPatÜbkG</p>

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Autriche	Non	<p>Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en allemand, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.</p> <p>§ 5(1) Loi PatV-EG</p>	<p>Oui; avocat, conseil en brevets ou notaire habilité à assurer la représentation en Autriche.</p> <p>Si le domicile ou l'établissement est situé dans l'EEE, la constitution d'une personne habilitée à recevoir des significations domiciliée dans le pays suffit.</p> <p>(L'exigence selon laquelle la personne habilitée doit être domiciliée dans le pays peut être écartée dans certains cas.)</p> <p>§ 24 Loi PatV-EG § 21(4) LB</p>	<p>3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée ou limitée</p> <p>§ 5(1), (2) Loi PatV-EG</p>	<p>a) 186 EUR (y compris 30 EUR de taxes documentaires) plus 135 EUR par bloc supplémentaire de 15 pages de traduction à partir de la seizième</p> <p>En ce qui concerne les listages de séquences qui représentent une partie distincte de la description traduite, un maximum de 400 pages est pris en considération pour le calcul de la taxe.</p> <p>La taxe est réduite de 20 EUR en cas de demande électronique.</p> <p>b) dans le délai indiqué à la section 4</p> <p>§ 5(1) Loi PatV-EG §§ 8, 8a, 27(2) LTOB</p>
Belgique	<p>Oui</p> <p>Langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.</p> <p>Article premier, paragraphe 1 de l'accord de Londres Art. XI.83, § 1^{er}, CDE Art. 3, § 1^{er}, Loi du 21.4.07 Art. 5, § 1^{er}, Loi du 8.7.77</p>	<p>Aucune traduction n'est requise au titre de l'article 65(1) CBE.</p>	./.	./.	./.

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Bulgarie	Non	<p>Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en bulgare, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.</p> <p>Art. 72c(1) LB</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs n'ayant pas d'adresse permanente ni de siège en République de Bulgarie doivent agir dans les procédures devant l'Office bulgare des brevets par l'intermédiaire de mandataires locaux en propriété industrielle.</p> <p>Art. 3(2) LB</p>	<p>3 mois à compter de la date à laquelle la mention de la délivrance est publiée dans le Bulletin européen des brevets</p> <p>Art. 72c(1) LB</p>	<p>a) Publication de la mention de la traduction : 45 BGN ;</p> <p>Taxe pour la publication de la traduction : 80 BGN plus 10 BGN pour chaque page de la traduction (dessins compris) au-delà de la 10^e</p> <p>b) dans le délai prévu à la section 4</p> <p>Art. 72c(1) LB</p>
Chypre	Non	<p>Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en grec, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs doivent désigner un mandataire agréé habilité, résidant à Chypre et autorisé à exercer le droit à Chypre.</p> <p>Art. 79(2) LB R. 2(1), 8(1) RT</p>	<p>3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée</p> <p>R. 54(1) RT</p>	<p>a) 100 EUR</p> <p>b) dans le délai indiqué à la section 4</p> <p>La mention de la production de la traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe.</p> <p>R. 54(1) RT</p>

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Non b) 3</p>	<p>Mention de la production de la traduction dans le Bulletin officiel</p> <p>Publication de la traduction dans le Bulletin officiel</p> <p>Copies disponibles</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Taxe pour la publication de la mention de la correction apportée à la traduction et pour une nouvelle publication de la traduction proprement dite, voir section 5a</p>	<p>La traduction est produite en même temps que</p> <ul style="list-style-type: none"> - les données identifiant le titulaire du brevet, - le numéro de la demande de brevet européen, - le numéro de publication du brevet européen - le numéro et la date du Bulletin européen des brevets dans lequel la mention de la délivrance du brevet a été publiée. <p>La traduction du brevet européen comprend</p> <ul style="list-style-type: none"> - le titre de l'invention - la description - les dessins, le cas échéant - les revendications <p>Art. 72c(2), (3) LB</p>
<p>Art. 72c(1) LB</p> <p>a) Oui, Form P.17 b) 2</p>	<p>Art. 72c(4) LB</p> <p>Mention de la production de la traduction dans la Gazette officielle</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Inscription au Registre des brevets, vol. B</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p>	<p>Art. 72d(3) LB</p> <p>a) Oui</p> <p>Il convient d'indiquer le numéro et la date de la première publication de la traduction dans la Gazette officielle (Form P.5).</p> <p>b) 100 EUR</p>	<p>Une justification du paiement de la taxe requise est à joindre à la traduction.</p> <p>R. 54(1) RT</p> <p>La traduction doit être accompagnée de l'indication du numéro de dépôt et de publication du brevet EP, du nom et de l'adresse du titulaire du brevet et du titre de l'invention. Si, en cas d'opposition, le brevet EP est maintenu sous sa forme modifiée, il y a lieu de joindre à la traduction le texte de la traduction originale.</p> <p>R. 54(3) RT</p> <p>Deux copies des dessins figurant dans le fascicule du brevet EP doivent accompagner la traduction même lorsqu'ils ne contiennent pas d'expressions à traduire.</p> <p>En outre, deux copies de l'abrégé du brevet traduit en grec doivent également être fournies.</p> <p>R. 54(4) RT</p> <p>La production de la traduction est mentionnée dans le livre des dépôts, vol. B, partie B.</p> <p>R. 60(1) RT</p>
<p>R. 54 RT</p>	<p>Art. 3(1), 69 LB R. 55(1), (2), 60 RT</p>	<p>R. 6(2)(a), 55(4) RT</p>	

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Croatie	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Une traduction en croate des revendications du brevet européen et le fascicule du brevet européen en anglais, ou traduit en anglais, doivent être fournis dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Si le brevet européen a été maintenu sous une forme modifiée, une traduction en croate des revendications modifiées doivent être produites dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphes 2 et 3 de l'accord de Londres Art. 108.o LB	Oui Art. 4 LB	3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien tel qu'il a été modifié, ou de sa limitation. Art. 108.e(2)(4) LB	a) Oui b) dans le délai indiqué à la section 4 Art. 108.e(2)(4) LB
Danemark	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Quelle que soit la langue du brevet délivré, une traduction des revendications doit être produite en danois, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Pas d'autre condition à remplir si le brevet européen a été délivré en anglais. Si le brevet européen a été délivré en allemand ou en français, une traduction des autres parties du brevet européen doit être fournie en anglais ou en danois, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphes 2 et 3 de l'accord de Londres § 77(1) LB	Non	3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien tel qu'il a été modifié, ou de sa limitation. § 77(1) LB	a) 2 000 DKK b) dans le délai indiqué à la section 4 §§ 77(2), 98(7) LB

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Non, mais recommandé</p> <p>b) 1</p>	<p>Publication de la traduction et des éventuelles corrections dans la Gazette croate de la propriété intellectuelle, sous forme de document brevet imprimé et sur CD-Rom</p> <p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>Consultation des fichiers</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Art. 108.e(6) LB Art. 21 OB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Oui</p> <p>Art. 108.f(3) LB</p>	<p>La correction de la traduction a un effet juridique à partir de la date de sa publication par l'Office croate de la propriété intellectuelle.</p> <p>Art. 108.f(3) LB</p>
<p>a) Non, mais recommandé</p> <p>b) 1</p>	<p>Mention de la production de la traduction dans le "Dansk Patenttidende" (Bulletin danois des brevets)</p> <p>Site Internet du DKPTO (www.dkpto.dk)</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir un document imprimé</p> <p>§ 77(3), (4) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Oui, voir section 5a)</p> <p>§§ 86(1), 100(4) LB</p>	<p>Le numéro du brevet EP ainsi que le nom et l'adresse du titulaire du brevet peuvent être fournis en même temps que la traduction.</p> <p>§ 96(2) OB</p> <p>La traduction doit comprendre le titre de l'invention, la description y compris, le cas échéant, les dessins et photographies ainsi que le listage des séquences. La traduction doit être accompagnée d'une copie des dessins figurant dans le fascicule du brevet EP, même lorsqu'ils ne contiennent pas d'expressions à traduire.</p> <p>§ 96(1) OB</p> <p>Sinon, la traduction est réputée ne pas avoir été produite.</p> <p>§ 96(3) OB</p>

État contractant	1 L'État est-il parti à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Espagne	Non	<p>Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en espagnol, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE (voir section 9).</p> <p>Art. 155 NLB Art. 95 DR 316</p>	<p>Non, si le titulaire est domicilié en Espagne ou dans un pays de l'UE. Les exigences de la section 9 sont à observer.</p> <p>Art. 175 NLB</p>	<p>3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien tel qu'il a été modifié, ou de sa limitation (voir section 9). Ce délai peut être prolongé de 2 mois sur requête.</p> <p>Art. 155 NLB</p>	<p>a) 320,93 EUR plus 12,90 EUR pour chaque page de traduction au-delà de la 22e pour les traductions sur papier, ou 272,79 EUR plus 10,97 EUR pour les traductions sous forme électronique</p> <p>Les taxes sont susceptibles d'être révisées au début de chaque année.</p> <p>b) Date de la production de la traduction. En cas de non-paiement de la taxe, l'OEPM exige que celle-ci soit acquittée dans un délai de 2 mois à compter de la signification de cette exigence.</p> <p>La traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe.</p> <p>Art. 155 NLB Art. 95 DR 316 NLB Annexe</p>
Estonie	Non	<p>Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en estonien, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.</p> <p>§§ 7(1), 13(2) LMC</p>	<p>Non, mais recommandé (voir également section 9)</p> <p>§ 15 LMC § 26 Règl. n° 3</p>	<p>3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée</p> <p>Le délai peut être prorogé (voir section 9).</p> <p>§ 7(1), (2) et 13(2) LMC</p>	<p>a) 45 EUR</p> <p>b) dans le délai indiqué à la section 4</p> <p>§ 7(1) LMC § 109(2) LT</p>

6 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire	7 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	8 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	9 Observations particulières
a) Oui b) 1	<p>La traduction et, le cas échéant, la traduction corrigée prennent la forme d'un fascicule de brevet accessible via la base de données INVENES (consultas2.oepm.es/InvenesWeb/faces/busquedaInternet.jsp;jsessionid=cum2LDzkWUuQh16FjRNNduE.srvvarsovia1)</p> <p>Mention de la date de la production de la traduction dans le "Boletín Oficial de la Propiedad Industrial"</p> <p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>Art. 37, 55, 154 et 156 NLB Art. 95 DR 316</p>	a) Oui b) Oui, voir section 5a) Art. 96 DR 316 NLB Annexe	<p>Si le titulaire du brevet n'a ni siège ni domicile en Espagne, la traduction doit être faite par un mandataire agréé près l'OEPM, ou par un traducteur/interprète juré agréé par le ministère des affaires étrangères, ou par un autre professionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - dont les connaissances de la langue de départ et de l'espagnol correspondent au moins au niveau C2, et - ayant un diplôme universitaire dans le domaine technique concerné ou ayant déjà effectué au moins 20 traductions de brevets dans le domaine technique en question. <p>Une copie des dessins figurant dans le fascicule du brevet EP doit accompagner la traduction même lorsqu'ils ne contiennent pas d'expressions à traduire.</p> <p>Un rétablissement dans les droits est prévu lorsqu'un demandeur ou titulaire n'a pas respecté un délai concernant un acte de procédure devant l'Office, et ce en dépit de toute la vigilance nécessitée par les circonstances, et si le non-respect de ce délai a pour conséquence directe une perte de droits. La requête doit être présentée dans un délai de 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, et n'est recevable que dans un délai de 12 mois à compter de la date d'expiration du délai applicable pour le paiement moyennant une surtaxe.</p> <p>Art. 53, 155 NLB et AM 320 Art. 95 DR 316</p>
a) Non (voir également section 9) b) un exemplaire sur papier ou un exemplaire sur CD ; format PDF §§ 7(1), 13(2) LMC § 27(4) Règl. n° 3	<p>Mention dans la "Eesti Patendileht" (Gazette officielle)</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Le site Internet de l'Office estonien des brevets sous www.epa.ee/en/databases/inventions-databases (estonien)</p> <p>§ 30 Règl. n° 3</p>	a) Oui b) 45 EUR § 9(1) LMC § 109(2) LT	<p>Une requête en publication et une justification du paiement de la taxe sont à joindre à la traduction.</p> <p>La mention des indications ci-après doit figurer dans la requête :</p> <ul style="list-style-type: none"> - numéro du brevet européen - date de dépôt de la demande européenne - titre de l'invention - nom et adresse du demandeur - le cas échéant, les nom et adresse du représentant aux fins de la correspondance. <p>L'Office accepte uniquement un éventuel représentant commun résidant en Estonie ou un conseil en brevets estonien inscrit dans le Registre d'État des conseils en brevets comme étant spécialisé dans la protection juridique des inventions et schémas de configuration de circuits intégrés.</p> <p>Si la traduction n'est pas conforme aux exigences, un conseil en brevets estonien doit être désigné pour produire les corrections.</p> <p>Le délai de 3 mois imparti pour produire la traduction peut être prorogé de 2 mois moyennant le paiement d'une surtaxe (32 EUR).</p> <p>§ 7(1) LMC § 109(3) LT § 26 Règl. n° 3</p>

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Finlande	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Une traduction en finnois des revendications doit être produite, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Pas d'autre condition à remplir si le brevet européen a été délivré en anglais. Si le brevet européen a été délivré en allemand ou en français, une traduction en anglais ou en finnois doit être fournie dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Si la langue du demandeur est le suédois, la traduction peut être déposée en suédois. Art. 1(2) et (3) Accord de Londres § 70h LB	Non	3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien sous une forme modifiée, ou de sa limitation. §§ 70h, 70t LB §§ 52u, 52z DB	a) 500 EUR (400 EUR (pour un dépôt en ligne) b) dans le délai indiqué à la section 4 §§ 70h, 70t LB §§ 52u, 52z DB Décr. Taxes
France	Oui Langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Aucune traduction n'est requise au titre de l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphe 1 de l'accord de Londres Art. L. 614-7 CPI	./.	./.	./.
Grèce	Non	Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en grec, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. La traduction doit être certifiée conforme par un avocat grec ou par une autorité compétente pour la certification de traductions (telle que le Service de traduction du ministère des affaires étrangères à rue Arionos 10, Athènes, ou un consulat grec à l'étranger). Art. 11(1) Décr. prés. n° 77/88	Oui Si le demandeur n'a ni siège, ni domicile en Grèce, il doit désigner un représentant habilité à recevoir la correspondance (toute personne physique ou un mandataire résidant en Grèce). Art. 19(3) Décr. prés. n° 77/88	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen, de son maintien tel qu'il a été modifié, de sa limitation ou de sa révocation. Si ce délai n'est pas observé, le brevet européen est, dès l'origine, réputé sans effet en Grèce. Art. 11, 12a Décr. prés. n° 77/88	a) 350 EUR b) date du dépôt de la traduction à l'OBI La traduction n'est publiée qu'après justification du paiement de la taxe Art. 12(1), 18 Décr. prés. n° 77/88 Déc. du 31.8.2016

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Non b) 1</p>	<p>Mention de la production de la traduction et, s'il y a lieu, de corrections dans le "Patentilehti" (Bulletin finlandais des brevets)</p> <p>Publication sous forme électronique</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>§ 70h, 70q LB §§ 38a, 52x, 52y DB</p>	<p>a) Oui b) Oui, voir section 5a)</p> <p>§ 70q LB § 52y PD</p>	<p>Le numéro du brevet EP, le titre de l'invention ainsi que le nom et l'adresse du titulaire du brevet doivent accompagner la traduction. Dans le cas contraire, la traduction est réputée ne pas avoir été produite.</p> <p>§§ 52u, 52y DB</p> <p>Une copie des dessins figurant dans le fascicule du brevet EP doit accompagner la traduction même lorsqu'ils ne contiennent pas d'expressions à traduire.</p> <p>Il n'est pas nécessaire de traduire l'abrégé, ni les listages de séquences.</p> <p>La traduction peut également être déposée sous forme électronique.</p>
<p>./.</p>	<p>./.</p>	<p>./.</p>	<p>-</p>
<p>a) Oui (www.obl.gr/el/euresitexnies/formes-aitisis) b) 2</p> <p>Art. 12(1) Décr. prés. n° 77/88</p>	<p>Mention de la production de la traduction dans le EDBI</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Art. 13(1), (2) Décr. Prés. n° 77/88</p>	<p>a) Oui</p> <p>Il convient d'indiquer le numéro et la date de la première publication de la traduction dans le EDBI.</p> <p>b) Non</p> <p>Art. 13(4) Décr. prés. n° 77/88</p>	<p>La traduction doit être accompagnée de l'indication du numéro de la demande de brevet européen, de son numéro de publication, du nom et de l'adresse du titulaire et du n° et de la date du Bulletin européen des brevets dans lequel a été publiée la mention de la délivrance.</p> <p>Deux copies des dessins figurant dans le fascicule du brevet EP doivent accompagner la traduction même lorsqu'ils ne contiennent pas d'expressions à traduire.</p> <p>En outre, deux copies de l'abrégé du brevet traduit en grec doivent également être fournies.</p> <p>La production de la traduction du brevet européen est inscrite au registre (volume B "brevets européens").</p> <p>Sur requête, l'OBI délivre au titulaire du brevet une confirmation de l'inscription au registre, qui peut également indiquer tout changement éventuel de titulaire.</p> <p>Art. 12(3), (4), 23a Décr. prés. n° 77/88</p>

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Hongrie	<p>Oui</p> <p>Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.</p>	<p>Une traduction en hongrois des revendications doit être produite, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.</p> <p>Pas d'autre condition à remplir si le brevet européen a été délivré en anglais, mais le titulaire du brevet est libre de produire également une traduction intégrale en hongrois.</p> <p>Si le brevet européen a été délivré en allemand ou en français, une traduction intégrale en anglais ou en hongrois doit être fournie dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.</p> <p>Si le brevet européen a été maintenu sous une forme modifiée, il convient de produire une traduction en hongrois des revendications modifiées, et, dans le cas où le brevet européen a été délivré en allemand ou en français, une traduction du fascicule du brevet en anglais ou en hongrois, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.</p> <p>Après validation, une traduction en hongrois des éléments du brevet autres que les revendications peut être produite en plus à tout moment. Cette option vise à renforcer la position du titulaire du brevet et à accroître la sécurité juridique dans les procédures de contrefaçon devant des juridictions.</p> <p>Article premier, paragraphes 2 et 3 de l'accord de Londres Art. 84/H.(1)-(1a), 84/l. LB</p>	<p>Sauf disposition contraire d'un traité international, les demandeurs étrangers qui n'ont ni domicile ni siège sur le territoire de l'EEE doivent désigner un mandataire agréé qui est habilité à agir devant l'OHPI.</p> <p>Ce mandataire ne doit pas nécessairement être un mandataire agréé national, mais il doit avoir son siège dans l'EEE.</p> <p>Art. 51(1), (4) LB</p>	<p>i) 3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien sous une forme modifiée, ou de sa limitation.</p> <p>ii) La traduction peut également être produite dans un délai de 3 mois à compter du dernier jour du délai susmentionné, moyennant le paiement de la surtaxe visée dans le Décr. Taxes.</p> <p>S'il n'est pas satisfait à ces dispositions, le brevet européen est dès l'origine réputé sans effet en Hongrie.</p> <p>Après validation, il est possible de produire volontairement à tout moment une traduction en hongrois du texte intégral du brevet européen.</p> <p>Art. 84/H(1)-(3), (8), (10a) LB</p>	<p>a) i) 23 500 HUF plus 3 500 HUF pour chaque page de traduction à partir de la 6^e</p> <p>Le nombre de pages est calculé comme suit :</p> <p>- si le brevet européen a été délivré en anglais, en ajoutant les pages des revendications, après leur traduction en hongrois, à celles du reste du fascicule du brevet ; si le texte intégral du brevet a été traduit en hongrois et déposé dans cette langue, cette traduction servira de base pour le calcul ;</p> <p>- si le brevet européen a été délivré en allemand ou en français, en ajoutant les pages de revendications, après leur traduction en hongrois, à celles du reste du fascicule du brevet après sa traduction en anglais ou en hongrois.</p> <p>ii) Une surtaxe d'un montant de 58 700 HUF est due si la traduction est produite au cours des 3 mois supplémentaires (cf. point ii) dans la section 4).</p> <p>b) Dans un délai de 2 mois à compter de la production de la traduction</p> <p>Si la taxe de publication et d'impression n'est pas acquittée lors de la production de la traduction, l'OHPI invite le demandeur à remédier à cette irrégularité dans un délai de 2 mois à compter de la production de la traduction. S'il n'est pas satisfait à cette disposition, la traduction en hongrois est réputée ne pas avoir été produite.</p> <p>Art. 84/H LB Art. 4(2)-(2a), (5) Décr. Taxes</p>

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Non b) 1</p> <p>Art. 11 DForm</p>	<p>Mention dans la Gazette officielle des brevets et des marques de l'OHPI ("Szabadalmi Közlöny és Védjegyértesítő")</p> <p>Le brevet européen est inscrit dans la partie distincte du Registre des brevets si sa traduction a été dûment déposée.</p> <p>Possibilité de consultation ; copies disponibles moyennant le paiement d'une taxe</p> <p>Publication de la traduction et des éventuelles corrections sous forme imprimée et dans la Gazette officielle des brevets et des marques de l'OHPI ("Szabadalmi Közlöny és Védjegyértesítő") et sur le site Internet de l'OHPI.</p> <p>Art. 53(3), 84/H(9) et (10) LB Art. 17 Décr. Taxes</p>	<p>a) Oui b) 23 500 HUF plus 3 500 HUF pour chaque page de traduction à partir de la 6^e</p> <p>Art. 84/K LB Art. 12(1) à (3) DForm Art. 4(3) Décr. Taxes</p>	<p>La traduction du brevet européen doit être effectuée et produite conformément aux formalités détaillées définies dans le décret y relatif (DForm).</p> <p>La traduction du brevet européen (ainsi que toute requête en rectification de celle-ci) peut également être déposée par voie électronique.</p> <p>En droit hongrois, un contrefacteur ayant son domicile ou son siège en Hongrie ne peut être reconnu coupable de contrefaçon, et il ne peut donc lui être réclamé des dommages-intérêts, à moins qu'une description en hongrois n'ait été déposée et mise ainsi à la disposition du contrefacteur présumé.</p> <p>Toutefois, même en l'absence de traduction en hongrois, la responsabilité peut être établie et des dommages-intérêts peuvent être accordés si le titulaire du brevet prouve que le contrefacteur était en mesure de comprendre la description du brevet européen en anglais (par ex. si le contrefacteur est une société internationale, exerce des activités en anglais, etc.).</p> <p>Depuis le 1^{er} janvier 2012, les titulaires de brevets ont la possibilité de déposer une traduction en hongrois de la description, en plus de la traduction obligatoire des revendications, à tout moment après la "validation". Ils sont ainsi déchargés de l'obligation de prouver les connaissances linguistiques du défendeur lorsqu'ils réclament des dommages-intérêts.</p> <p>Art. 35(3), 53/D, 84/H(4) LB Art. 2(2)-(5) et 11 DForm</p>

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Irlande	Oui Langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Aucune traduction n'est requise au titre de l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphe 1 de l'accord de Londres	./.	./.	./.
Islande	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Une traduction des revendications doit être produite en islandais, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Les autres parties du brevet européen doivent être fournies en islandais ou en anglais, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Article premier, paragrapes 2 et 3 de l'accord de Londres § 77(1) LB	Oui, le titulaire du brevet non domicilié en Islande doit avoir un mandataire qui réside dans l'UE, dans un État membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE) qui est partie à l'accord sur l'EEE, en Suisse ou aux Îles Féroé. § 12 LB	4 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien tel qu'il a été modifié, ou de sa limitation. § 77 LB § 81 OB	a) 31 100 ISK b) dans le délai indiqué à la section 4 § 77(1) LB § 81 OB § 5 OT
Italie	Non	Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en italien, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Le titulaire du brevet ou son mandataire doit déclarer, à la dernière page de la traduction, que la traduction est fidèle au texte original. Art. 56(4) LB	Non ; il y a toutefois lieu d'indiquer une adresse pour la correspon- dance dans l'EEE.	Dans un délai de 3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée La poursuite de la procédure peut être requise dans un délai de 2 mois à compter de l'expiration du délai inobservé. La requête doit être accompagnée d'une preuve du paiement de la taxe de poursuite de la procédure. Art. 56(4), 192 LB	a) Oui (sauf en cas de dépôt papier par service postal ou par l'intermédiaire d'une chambre de commerce (voir section 9) : 40 EUR ou, si une copie certifiée conforme est demandée, 43 EUR et 16 EUR de timbres) 300 EUR en cas de requête en poursuite de la procédure (plus 10 EUR si le dépôt est effectué par service postal ou par l'intermédiaire d'une chambre de commerce) b) date à laquelle la traduction est déposée par l'intermédiaire d'une chambre de commerce, voir section 9

6 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire	7 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	8 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	9 Observations particulières
./.	./.	./.	-
a) Non, mais recommandé b) 1	Mention de la production de la traduction dans le "ELS-tíðindum" (Bulletin islandais des brevets) Consultation dans la salle de lecture Possibilité d'obtenir des copies § 77 LB	a) Oui b) 31 100 ISK Art. 86(1) LB Art. 5 RT	Si une traduction est corrigée conformément à l'art. 86 de la loi sur les brevets, une nouvelle version de la traduction intégrale, indiquant clairement la modification apportée par chaque correction, doit être produite. Cette version corrigée doit être accompagnée du numéro du brevet ou de la demande, ainsi que du nom et de l'adresse du titulaire du brevet ou du demandeur, faute de quoi la traduction est réputée ne pas avoir été produite. Art. 58(1), (2) OB
a) Oui b) 1	Consultation dans la salle de lecture Possibilité d'obtenir des copies	a) Oui Il y a lieu d'utiliser le formulaire visé à la section 6 ; l'UIBM recommande d'indiquer le numéro de dépôt national attribué lors de la production de la traduction. b) Non Art. 57(4) LB	Les traductions doivent être déposées a) par voie électronique à l'aide du système de dépôt en ligne de l'UIBM (https://servizionline.uibm.gov.it), ou b) sur papier : - par service postal (sous pli recommandé avec accusé de réception) auprès de l'UIBM à Rome, en joignant une preuve du paiement d'une taxe administrative de 40 EUR ou, si une copie certifiée conforme est demandée, de 43 EUR et de 16 EUR de timbres à la Chambre de commerce de Rome à laquelle la documentation sera transmise pour traitement, ou - en personne auprès d'une chambre de commerce dans l'un des chefs-lieux de province (Camerer di commercio dei capoluoghi di provincia). Cette traduction doit être accompagnée, le jour de la remise, du paiement d'une taxe (de 40 EUR ou, si une copie certifiée conforme est demandée, de 43 EUR et de 16 EUR de timbres) sur le compte de la chambre de commerce choisie pour la remise de cette traduction. L'UIBM recommande de produire une traduction de l'abrégé qui figure dans la demande de brevet EP et une copie des dessins du fascicule de brevet.

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Lettonie	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEBC.	Une traduction des revendications doit être produite en letton, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphe 3 de l'accord de Londres Art. 71(2) LB	Oui Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Lettonie doivent désigner un mandataire agréé. Un pouvoir n'est pas requis. Art. 116(3), 117(2) LPI	3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien tel qu'il a été modifié, ou de sa limitation. Art. 71(2) LB	a) 50 EUR (pour un dépôt sur papier) ou 40 EUR (pour un dépôt électronique) b) dans le délai indiqué à la section 4 La traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. Art. 71(6) LB §§ 2.6.1 et 2.6.2 Décr. Taxes
Liechtenstein	Voir Suisse				
Lituanie	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEBC.	Une traduction des revendications doit être produite en lituanien, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphe 3 de l'accord de Londres Art. 79(2), (3) LB	Les personnes morales ou physiques qui n'ont ni domicile, ni siège, ni filiale ou représentation enregistrée sur le territoire lituanien, dans l'EEE ou dans un État partie à la CBE doivent désigner un conseil en brevets inscrit sur la Liste des agents de brevets de Lituanie. Art. 14(3) LB	3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien tel qu'il a été modifié. Art. 79(2), (3) LB	a) Publication des revendications : 46 EUR plus 14 EUR pour chaque revendication à partir de la seizième. Publication des revendications modifiées : 34 EUR. b) dans le délai indiqué à la section 4 La traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. Loi taxes Art. 79(2), (3) LB
Luxembourg	Oui Langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEBC.	Aucune traduction n'est requise au titre de l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphe 1 de l'accord de Londres Loi du 27.5.1977	./.	./.	./.

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Oui b) 1</p>	<p>Publication de la traduction dans le Bulletin officiel de l'Office letton des brevets</p> <p>Art. 71(5) LB</p>	<p>a) Oui b) Oui, voir section 5a)</p> <p>Art. 71(5), 72(3) LB</p>	<p>La traduction publiée contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les données bibliographiques telles qu'elles figurent dans la demande de brevet européen publiée - le nom et l'adresse du mandataire agréé en Lettonie - le titre de l'invention en letton <p>Art. 71(5) LB</p>
<p>a) Non b) 2</p>	<p>Publication de la traduction et, s'il y a lieu, d'une traduction corrigée dans le Bulletin officiel</p> <p>Consultation du Bulletin officiel (sur papier) au Bureau national des brevets ou en ligne sous http://vpb.lrv.lt</p> <p>Art. 79(4) LB</p>	<p>a) Oui b) Oui, voir section 5a)</p> <p>Art. 80(3) LB</p>	<p>La traduction doit contenir le nom complet et la signature du mandataire.</p> <p>Elle doit être accompagnée de la demande de publication. Le formulaire de demande peut être téléchargé à l'adresse http://vpb.lrv.lt. Le formulaire obligatoire doit être déposé en trois exemplaires.</p> <p>Il faut y joindre la traduction au format électronique.</p>
<p>./.</p>	<p>./.</p>	<p>./.</p>	<p>-</p>

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Macédoine du Nord	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Une traduction des revendications doit être produite en macédonien, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Art. 1(3) Accord de Londres	Oui; la traduction doit être déposée par un représentant habilité qui est soit un avocat du pays, soit un citoyen de la Macédoine du Nord.	3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée	a) taxe de publication 3 000 MKD b) dans le délai indiqué à la section 4
Malte	Non	Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en anglais, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. R. 6(2) L.N. 99/2007	Les demandeurs étrangers qui n'ont ni leur domicile ni leur siège dans un État membre de l'UE désignent un mandataire ayant son domicile ou son siège à Malte pour les représenter. Art. 61(2) LB 2000	3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien tel qu'il a été modifié, ou de sa limitation. R. 6(2) L.N. 99/2007	a) Non b) ./.
Monaco	Oui Langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Aucune traduction n'est requise au titre de l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphe 1 de l'accord de Londres	./.	./.	./.
Norvège	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB. Les demandes de brevet peuvent également être déposées et traitées en anglais.	Une traduction en norvégien des revendications doit être produite, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Pas d'autre condition à remplir si le brevet européen a été délivré en anglais. Si le brevet européen a été délivré en allemand ou en français, une traduction en anglais ou en norvégien de la description (y compris dessins) et du titre doit être fournie dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Une traduction des revendications en norvégien doit également être fournie.	Non	3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée § 66c(1) et (2) LB § 59(2) RB	a) 5 500 NOK b) Date indiquée sur la facture émise lors de la réception de la traduction produite conformément à l'art. 66c LB § 66c(1) LB § 32 Régl. Taxes

6 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire	7 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	8 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	9 Observations particulières
a) Oui, Formulaire об. ДЗИС-П5 b) 2	Consultation dans la salle de lecture Possibilité d'obtenir des copies Mention dans le Bulletin officiel ("Glasnik")	a) Oui b) Oui, voir section 5a)	Le paiement de la taxe de publication n'est réputé effectué que lorsque la preuve de ce paiement a été apportée en bonne et due forme.
a) Oui b) 1 R. 6(2) L.N. 99/2007	Consultation à l'IPRD R. 8(2) L.N. 99/2007	a) Oui b) Oui R. 3, 8(2) L.N. 99/2007	La traduction doit contenir le nom et l'adresse du titulaire du brevet. R. 5(2b) L.N. 99/2007
./.	./.	./.	-
a) Non b) 1	Mention dans le "Norsk patenttidende" (Bulletin norvégien des brevets) Internet Possibilité d'obtenir des copies § 66c(3) et (4) LB	a) Oui b) Pour les brevets délivrés ou maintenus sous une forme modifiée par l'OEB à compter du 16 janvier 2015 : 1 200 NOK Pour les brevets délivrés par l'OEB avant le 16 janvier 2015 : 1 100 NOK, plus 250 NOK pour chaque page de traduction (dessins compris) au-delà de la quatorzième § 66j(1) LB § 33 Régl. Taxes	Le numéro de dépôt ou le numéro de publication de la demande EP ainsi que le nom et l'adresse du demandeur doivent être fournis avec la traduction des revendications en norvégien. À défaut, la traduction sera considérée comme n'ayant pas été produite. § 59 RB

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Pays-Bas	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Une traduction des revendications doit être produite en néerlandais, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Pas d'autre condition à remplir si le brevet européen a été délivré en anglais. Si le brevet européen a été délivré en français ou en allemand, une traduction en anglais doit être fournie dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. La traduction peut également être fournie en néerlandais. Article premier, paragraphes 2 et 3 de l'accord de Londres Art. 52(1) LB	Non	3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien tel qu'il a été modifié, ou de sa limitation (voir également section 9) Art. 52(1), (6) LB Art. 23(1) RB	a) 25 EUR b) dans le délai indiqué à la section 4 Art. 6(6), 23(3) RB
Pologne	Non	Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en polonais, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Art. 6 §§ 2 et 3 LBE	Oui, sauf pour les personnes ayant leur domicile ou leur siège social sur le territoire de l'UE, de la Confédération helvétique ou d'un État membre de l'AELE qui est partie à l'Accord sur l'EEE. Art. 236 § 3 LPI	3 mois à compter de la date à laquelle la mention de la délivrance ou la décision de maintenir le brevet tel que modifié est publiée dans le Bulletin européen des brevets Art. 6 §§ 2 et 3 LBE	a) Pour publier la mention de la production d'une traduction du brevet européen ou d'une traduction corrigée ou modifiée, ou pour rendre publique la traduction du brevet européen : 90 PLN Si la traduction ou la traduction corrigée fait plus de 10 pages, la taxe s'élève à 10 PLN par page de traduction supplémentaire. b) au plus tard 3 mois après la signification de l'invitation du PPO Art. 7 § 5 LBE Annexe 1, point I 14 Règl. Taxes

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Non b) 2</p> <p style="text-align: right;">Art. 7 RE</p>	<p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>Mention de la production de la traduction dans "De Industriële Eigendom"</p> <p>Consultation dans la salle de lecture (seulement sur rendez-vous)</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p style="text-align: right;">Art. 19(4), 52(3), (8) LB</p>	<p>a) Oui b) Oui, voir section 5a)</p> <p style="text-align: right;">Art. 52(7) LB Art. 6(6) RB</p>	<p>Le numéro de publication du brevet EP est à indiquer sur chaque feuille de la traduction. Une copie des dessins figurant dans le fascicule du brevet EP doit accompagner la traduction même lorsqu'ils ne contiennent pas d'expressions à traduire.</p> <p>Art. 7 RE</p> <p>Lorsque la traduction est produite avant la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée, indiquer la date de ladite publication.</p>
<p>a) Non b) 2</p> <p style="text-align: right;">Art. 5 § 3 LBE</p>	<p>Mention dans le "Wiadomości Urzędu Patentowego" (Journal officiel du PPO), qui peut également être consulté (en polonais seulement) sur le site Internet du PPO.</p> <p>La publication imprimée peut être consultée dans la salle de lecture.</p> <p>Copies disponibles</p> <p>La base de données du PPO peut être consultée depuis son site Internet www.uprp.pl (en polonais).</p> <p style="text-align: right;">Art. 7 § 1 LBE</p>	<p>a) Oui b) Oui, voir section 5a)</p> <p style="text-align: right;">Art.7 §§ 3 et 6 LBE</p>	<p>La traduction publiée indique la date à laquelle l'OEB a publié la mention de la délivrance du brevet européen.</p> <p>Art. 7 § 1 LBE</p> <p>La traduction doit être accompagnée d'une copie des dessins du fascicule de brevet européen, même en l'absence de texte.</p> <p style="text-align: right;">Art. 7 § 1 ensemble Art. 1 point 6 LBE</p>

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Portugal	Non	<p>Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en portugais, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.</p> <p>Art. 81(1) LB</p>	<p>Non</p> <p>Toutefois, l'article 83 du Code portugais de la propriété industrielle dispose que "Si le demandeur ou le titulaire d'un brevet européen n'a ni domicile, ni siège social au Portugal, les traductions doivent être réalisées sous la responsabilité d'un agent officiel de la propriété industrielle ou d'un mandataire accrédité par l'Institut national portugais de la propriété industrielle."</p> <p>Les titulaires de brevet qui n'ont ni domicile, ni siège au Portugal peuvent requérir la validation par l'Institut national portugais de la propriété industrielle sans désigner un mandataire agréé. Cependant, la traduction doit être certifiée par un mandataire agréé accrédité par l'Institut national portugais de la propriété industrielle.</p> <p>Art. 10 LB</p>	<p>3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée, et un délai supplémentaire d'un mois, moyennant le paiement d'une surtaxe.</p> <p>Art. 82(1), (3) LB</p>	<p>a) Taxe nationale de validation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 53,81 EUR pour un dépôt en ligne, - 107,62 EUR pour un dépôt sur papier <p>Si la traduction est déposée dans un délai d'un mois à compter de l'expiration du délai de trois mois, une surtaxe calculée sur la base de la taxe nationale de dépôt est exigible :</p> <ul style="list-style-type: none"> + 50 % de la taxe de dépôt en ligne + 50 % de la taxe de dépôt sur papier <p>b) dans le délai indiqué à la section 4</p> <p>La mention de la production de la traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe.</p> <p>Art. 82(2), (3), 84(2) LB Rés. Taxes</p>

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Oui, pour un dépôt sur papier : Formulaire INPI PatMut3</p> <p>b) 1</p>	<p>Mention de la production de la traduction dans le Bulletin de la propriété industrielle</p> <p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p style="text-align: right;">Art. 84(1), 85(1) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 26,91 EUR pour un dépôt en ligne, 53,81 EUR pour un dépôt sur papier</p> <p style="text-align: right;">Art. 87(1) LB Rés. Taxes</p>	<p>Lorsque le titulaire du brevet n'a ni domicile ni siège au Portugal, la traduction doit être faite par un mandataire agréé près l'INPI (cf. section 3)</p> <p>Une copie des dessins figurant dans le fascicule du brevet EP doit accompagner la traduction même lorsqu'ils ne contiennent pas d'expressions à traduire.</p> <p style="text-align: right;">Art. 81(2), 83 LB</p>

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
République tchèque	Non	<p>Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en tchèque, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.</p> <p>§§ 35c(2), 35f(3) LB</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs n'ayant ni domicile ni siège sur le territoire de la République tchèque doivent être représentés par un conseil en brevets ou un avocat. Cela n'est pas rigoureusement exigé dans le cas des citoyens de l'UE; il y a toutefois lieu d'indiquer une adresse pour la correspondance en République tchèque.</p> <p>§ 70 LB Loi n° 417/2004 Rec. sur les conseils en brevets Loi n° 85/1996 Rec. sur la profession d'avocat</p>	<p>3 mois à compter de la date à laquelle la mention de la délivrance ou la décision de maintenir le brevet tel que délivré est publiée dans le Bulletin européen des brevets.</p> <p>Possibilité d'une prorogation de délai (cf. section 9)</p> <p>§§ 35c(2), (3), 35f(3) LB</p>	<p>a) 2 000 CZK b) dans le délai indiqué à la section 4</p> <p>§§ 35c(2), (3), 35f(3) LB</p>

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Non b) 1</p>	<p>Mention du dépôt de la traduction et des éventuelles corrections dans le "Věstník Úřadu průmyslového vlastnictví" (Bulletin de l'Office tchèque de la propriété industrielle)</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Copies disponibles</p> <p>§§ 35c(2), 35f(3) LB</p>	<p>a) Oui b) 100 CZK</p> <p>§ 35d(2) LB</p>	<p>La traduction doit contenir</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et l'adresse du demandeur - le numéro de demande et de publication EP - le numéro et la date du Bulletin européen des brevets dans lequel la délivrance a été mentionnée - le titre de l'invention en tchèque. <p>Une copie des dessins figurant dans le fascicule EP doit accompagner la traduction, même lorsqu'ils ne contiennent pas d'expression à traduire.</p> <p>Le délai de 3 mois prévu pour la production de la traduction du brevet délivré peut être prorogé de 3 mois, moyennant paiement d'une taxe. Cette taxe s'élève à 3 000 CZK.</p> <p>§ 35c(3) LB Partie XI, point 128 f) LTaxesAdm</p> <p>Le délai supplémentaire de 3 mois, tel que visé à la section 35c(3) LB, pour la production de la traduction en langue tchèque du fascicule du brevet n'est pas applicable si un brevet européen est maintenu sous sa forme modifiée dans une procédure d'opposition ou de limitation. Dans ce dernier cas, le titulaire du brevet doit remettre à l'Office tchèque de la propriété industrielle la traduction en langue tchèque du texte modifié du fascicule du brevet et acquitter la taxe de publication dans un délai de 3 mois à compter de la mention de ladite modification dans le Bulletin européen des brevets. L'Office tchèque de la propriété industrielle annoncera dans son Bulletin le maintien du brevet européen sous sa forme modifiée et publiera la traduction du texte modifié du fascicule du brevet.</p> <p>§ 35f(3) LB Bulletin de l'Office tchèque de la propriété industrielle n° 52/2007</p> <p>Si la traduction en langue tchèque du texte modifié du fascicule du brevet européen n'est pas produite dans le délai cité, le brevet européen est dès l'origine réputé sans effet en République tchèque.</p> <p>§ 35f(4) LB</p> <p>Une restitutio in integrum est possible dans des conditions similaires à celles de l'article 122 CBE.</p> <p>§ 65 LB</p>

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Roumanie	Non	Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en roumain, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.	Oui Si le demandeur n'a ni siège, ni domicile en Roumanie, il doit désigner un mandataire agréé auprès de l'OSIM.	i) 3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée ii) prorogation possible de 3 mois	a) i) 100 EUR ou 466 RON plus 5 EUR ou 23 RON pour chaque page de traduction au-delà de la 20 ^e ii) 200 EUR ou 932 RON plus 5 EUR ou 23 RON pour chaque page de traduction au-delà de la 20 ^e (À partir du 1.1.2020 : 100 EUR ou 475 RON plus 5 EUR ou 24 RON pour chaque page de traduction au-delà de la 20 ^e 200 EUR ou 950 RON plus 5 EUR ou 24 RON pour chaque page de traduction au-delà de la 20 ^e) b) i) dans le délai indiqué à la section 4i) ii) avant l'expiration du délai indiqué à la section 4ii) Annexe 1.31 OT
Royaume-Uni	Oui Langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Aucune traduction n'est requise au titre de l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphe 1 de l'accord de Londres R. 56(9) et 56(10) RB Art. 77(6) et 77(9) LB	./.	./.	./.

<p>6 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p>7 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p>8 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p>9 Observations particulières</p>
<p>a) Non, mais recommandé b) 3</p>	<p>Consultation dans la salle de lecture Possibilité d'obtenir des copies Mention dans le Bulletin des brevets</p>	<p>a) Oui b) 20 EUR ou 93 RON (à partir du 1.1.2020 : 95 RON)</p> <p>Art. 7(2) Loi AdhCBE Annexe 1.36 OT</p>	<p>La traduction doit être accompagnée des indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - numéro de dépôt et de publication de la demande EP, - date de dépôt et de publication de ladite demande, - numéro et date du Bulletin européen des brevets dans lequel est publiée la mention de la délivrance, - nom et adresse du(des) titulaire(s) du brevet et de l'inventeur, - titre de l'invention en roumain, - le cas échéant, des dessins, - ainsi qu'une déclaration signée de conformité de la traduction avec le texte original du fascicule de brevet. <p>Si l'OEB maintient le brevet sous une forme modifiée, il convient de produire une traduction en roumain du texte modifié.</p>
<p>./.</p>	<p>./.</p>	<p>a) Il est possible de corriger des traductions présentés au titre de l'art. 77(6) LB avant le 1^{er} mai 2008.</p> <p>i) formulaire 54 (corrections au titre de l'art. 80(3) LB, R. 56 et R. 57 RB) en deux exemplaires</p> <p>ii) par écrit (corrections au titre de l'art. 117 LB ; R.105 RB)</p> <p>b) Non</p> <p>Sect. 80(3), 117 LB R. 57, 105 RB Annexe 1 RT</p>	<p>-</p>

État contractant	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Saint-Marin	Non	<p>Une traduction de la description et des revendications du brevet doit être produite en italien, dans les conditions prévues à l'art. 65(1) CBE.</p> <p>La traduction doit être certifiée par le titulaire du brevet ou par son représentant.</p>	<p>Oui, les demandeurs étrangers doivent désigner un mandataire agréé inscrit sur la liste des conseils en propriété industrielle tenue par l'Office d'État des brevets et des marques de la République de Saint-Marin.</p> <p>Il y a lieu d'indiquer une adresse pour la correspondance en République de Saint-Marin.</p>	<p>6 mois à compter de la date à laquelle la mention de la délivrance du brevet européen est publiée dans le Bulletin européen des brevets</p> <p>Art. 5(2) Décr.-loi 76/2009</p>	<p>a) 100 EUR plus 10 EUR pour chaque page de la traduction au-delà de la 20^e</p> <p>b) dans le délai indiqué à la section 4</p> <p>Tabl. I Décr. Taxes</p>
Serbie	Non	<p>Une traduction du fascicule du brevet en serbe doit être déposée auprès de l'Office serbe de la propriété intellectuelle.</p> <p>Art. 149(2) LB</p>	<p>Oui, les personnes physiques et morales étrangères n'ayant ni domicile, ni siège en République de Serbie doivent être représentées soit par un mandataire inscrit au Registre des mandataires tenu par l'autorité compétente, soit par un avocat exerçant en Serbie.</p> <p>Art. 5(1) LB</p>	<p>3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée</p> <p>Art. 149(2)(3) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) dans le délai indiqué à la section 4</p> <p>Art. 149(2)(3) LB</p>
Slovaquie	Non	<p>Une traduction du fascicule de brevet doit être produite en slovaque, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE.</p>	<p>Oui</p> <p>§ 79 (2) LB</p>	<p>3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance ou de la décision relative à la limitation ou au maintien du brevet sous sa forme modifiée ; prorogation de 3 mois si aucune traduction n'a été produite, sous réserve du paiement de la surtaxe. Ce délai supplémentaire de 3 mois n'est pas applicable si le brevet a été limité ou maintenu sous une forme modifiée.</p> <p>§§ 63(2), (3) et 65(3), (4) LB</p>	<p>a) Publication et mise à disposition, dans le délai prescrit, de la traduction ou de la traduction modifiée, ou de la traduction de la version modifiée du brevet européen : 116 EUR ;</p> <p>Publication et mise à disposition, dans le délai supplémentaire, de la traduction du fascicule de brevet européen produite : 232 EUR</p> <p>b) dans les délais visés à la section 4</p> <p>Barème des taxes, point 216a c) et d) Loi taxes</p>

6 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire	7 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	8 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	9 Observations particulières
a) Oui b) 2	Consultation dans la salle de lecture Possibilité d'obtenir des copies Mention de la traduction dans le Bulletin officiel Inscription dans le Registre des brevets	a) Oui b) Non	La traduction doit être signée par le mandataire agréé. La traduction du brevet européen doit comprendre - le titre de l'invention - la description - les revendications - les dessins, le cas échéant La traduction doit être accompagnée d'une déclaration de conformité de la traduction avec le texte original du fascicule de brevet, signée par le titulaire du brevet ou par le mandataire agréé. Si l'OEB maintient le brevet sous une forme modifiée, il convient de produire une traduction du texte modifié. La traduction doit être déposée sur papier ainsi que sur CD ou DVD au format PDF.
a) Oui (www.zis.gov.rs/prava-is/patenti/obrasci,-uputstva-i-primeri.4.html) b) 2	Publication de la traduction et des éventuelles corrections Mention de la publication du fascicule de brevet imprimé et des éventuelles corrections dans le Journal de la propriété intellectuelle Art. 149(4)(10) LB	a) Oui b) Oui Art. 150(5), 149(10) LB	-
a) Non b) 1	Mention au Journal officiel Internet Consultation dans la salle de lecture	a) Oui b) 116 EUR § 62(3) LB Barème des taxes, point 216a c) Loi taxes	Le paiement de la taxe de publication n'est réputé effectué que lorsque la preuve de ce paiement a été apportée en bonne et due forme.

État contractant	1 L'État est-il parti à l'accord de Londres sur l'application de l'article 65 CBE ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Slovénie	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Une traduction des revendications doit être produite en slovène, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphe 3 de l'accord de Londres Art. 27(2) LB	Non (à condition d'indiquer une adresse pour la correspondance sur le territoire slovène) Pour les autres requêtes ou actes devant le SIPO, il est obligatoire de faire appel à un mandataire agréé enregistré auprès du SIPO. Art. 129 LB	3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien tel qu'il a été modifié, ou de sa limitation. Art. 27(2) LB	a) 100 EUR (taxe de publication) b) dans le délai indiqué à la section 4 Art. 1(1.4.1) Décr. taxes
Suède	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Une traduction des revendications doit être produite en suédois, dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Pas d'autre condition à remplir si le brevet européen a été délivré en anglais. Si le brevet européen a été délivré en français ou en allemand, une traduction en anglais doit être fournie dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. La traduction peut également être fournie en suédois. Article premier, paragraphes 2 et 3 de l'accord de Londres § 82 LB § 60 PD § 39 RB	Non § 71 LB	3 mois à compter de la publication dans le Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien tel qu'il a été modifié, ou de sa limitation. § 82 LB § 60 PD	a) Taxe de base due pour la publication de la traduction d'un brevet européen tel que délivré, modifié ou limité par l'OEB, ou de la correction d'une traduction publiée : 2 500 SEK Taxe due pour la modification d'une traduction de brevet européen qui n'a pas encore été publiée par l'Office suédois des brevets : 900 SEK b) dans le délai indiqué à la section 4 § 82 LB §§ 45, 64 DB
Suisse / Liechtenstein	Oui Langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Aucune traduction n'est requise au titre de l'article 65(1) CBE. Article premier, paragraphe 1 de l'accord de Londres Art. 148 LBI	./.	./.	./.

<p>6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ?</p> <p>b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p>7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p>8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ?</p> <p>b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p>9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Non, mais recommandé</p> <p>b) 2</p> <p>Art. 2, 9 RB</p>	<p>Publication de la traduction et, le cas échéant, d'une traduction corrigée sur le serveur slovène de documents brevets</p> <p>Mention dans le Bulletin des brevets (BIL)</p> <p>Inspection publique et consultation en salle de lecture</p> <p>Art. 27(5) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 60 EUR (Taxe afférente à toute publication ultérieure de la traduction) à acquitter dans le délai indiqué à la section 4 (voir également section 9).</p> <p>Art. 27(2), 28(2) LB Art. 1(1.4.2) Décr. taxes</p>	<p>Le paiement de la taxe de publication n'est réputé effectué que lorsque la preuve de ce paiement a été apportée en bonne et due forme.</p> <p>La correction d'une traduction a un caractère constitutif à partir de la date de publication par le SIPO.</p> <p>Art. 28(2) LB</p>
<p>a) Non</p> <p>b) 1</p>	<p>Mention de la production de la traduction dans le "Svensk Patenttidning" (Bulletin suédois des brevets)</p> <p>Internet</p> <p>§ 82 LB</p>	<p>a) Oui, mais uniquement pour les brevets dont la mention de la délivrance a été publiée au Bulletin européen des brevets avant le 1^{er} juillet 2014.</p> <p>b) Oui, 2 500 SEK</p> <p>§ 91(1) LB §§ 45, 63, 64 DB</p>	<p>Le numéro du brevet EP, le titre de l'invention ainsi que le nom et l'adresse du titulaire du brevet doivent accompagner la traduction.</p> <p>Une copie des dessins figurant dans le fascicule du brevet européen doit accompagner la traduction même lorsqu'ils ne contiennent pas d'expressions à traduire.</p> <p>Les dessins sont considérés comme faisant partie de la description. Ni l'abrégé ni les éventuels listages de séquences ne doivent être traduits.</p> <p>§ 60 DB</p>
<p>./.</p>	<p>./.</p>	<p>./.</p>	<p>-</p>

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Oui b) 2</p>	<p>Mention de la production de la traduction dans le "Resmî Patent Bülteni"</p> <p>Consultation dans la salle de lecture</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>R. 13 RCBE</p>	<p>a) Oui b) Publication d'une traduction corrigée du fascicule de brevet : 850 TRY (580 TRY)*</p> <p>Publication de la traduction d'un fascicule de brevet tel que modifié (opposition, limitation) : 1 150 TRY (770 TRY)*</p> <p>R. 14 et 16 RCBE Taxes 2019</p>	<p>La traduction doit être accompagnée des indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - numéro de dépôt et de publication de la demande EP, - date de dépôt et de publication de ladite demande, - numéro et date du Bulletin européen des brevets dans lequel est publiée la mention de la délivrance, - nom et adresse du demandeur et de l'inventeur, - titre de l'invention, - nom et adresse du mandataire agréé, - classification CIB, - déclaration de conformité de la traduction turque avec le brevet EP, - abrégé, - ainsi que, le cas échéant, dessins et indications relatives à la priorité <p>La traduction ne peut être produite dans le délai supplémentaire de 3 mois que si la taxe de publication accompagnée de la surtaxe ont été payées préalablement dans le délai initial de 3 mois suivant la mention de la délivrance.</p> <p>R. 12 et 14 RCBE</p>

État autorisant la validation	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Cambodge	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.				
Maroc	Aucune information pour les États autorisant l'extension ou la validation puisque l'accord de Londres ne leur est pas applicable.	Une traduction des revendications en arabe ou en français doit être déposée auprès de l'OMPIC Art. 50.4 Loi n° 17-97	Oui Si le demandeur n'a ni siège social, ni domicile au Maroc, il doit désigner un mandataire domicilié ou ayant son siège social au Maroc. Art. 4 Loi n° 17-97	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet Art. 50.4 Loi n° 17-97	a) Oui b) dans le délai indiqué à la section 4 Art. 50.4 Loi n° 17-97 Déc. n° 9/2017
République de Moldavie	Aucune information pour les États autorisant l'extension ou la validation puisque l'accord de Londres ne leur est pas applicable.	Une traduction en roumain du fascicule du brevet doit être déposée auprès de l'AGEPI. Art. 44 ² (6) Loi n° 50/2008	Oui Art. 86(2) Loi n° 50/2008	3 mois à compter de la publication de la mention de la délivrance du brevet au Bulletin européen des brevets ou de son maintien tel qu'il a été modifié, ou de sa limitation. Délai supplémentaire de 3 mois, moyennant le paiement d'une surtaxe équivalente à 100 % de la taxe prescrite. Art. 44 ² (6), 44 ² (10) Loi n° 50/2008	a) 100 EUR b) Date de dépôt de la traduction Art. 44 ² (6) Loi n° 50/2008 Déc. gouv. n° 774
Tunisie	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.				

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Oui b) 1</p> <p>Art. 2 Décr.</p>	<p>Publication sous forme électronique sur le serveur de publication de l'OMPIC (<i>patent.ompic.ma</i>)</p> <p>Toute personne intéressée peut obtenir des copies.</p> <p>La mention de la publication est portée sur le catalogue officiel.</p> <p>Inscription au Registre des brevets de la mention de délivrance du brevet validé</p> <p>Art 50.4, 49, 89 Loi n° 17-97</p>	<p>a) Non b) ./.</p>	<p>Le formulaire prévu à cet effet doit être renseigné par toutes les informations requises.</p>
<p>a) Oui b) 1</p>	<p>Sous forme électronique sur le serveur de publication de l'AGEPI</p> <p>Mention dans le bulletin officiel</p> <p>Inscription au registre national des brevets</p> <p>Art. 44²(9) Loi n° 50/2008</p>	<p>a) Oui b) 20 EUR</p> <p>Art. 44³(3) Loi n° 50/2008 Déc. gouv. n° 774</p>	<p>Le formulaire prescrit à la section 6 doit contenir toutes les informations requises.</p>

État autorisant l'extension	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Bosnie-Herzégovine	Aucune information pour les États autorisant l'extension ou la validation puisque l'accord de Londres ne leur est pas applicable.	Une traduction des revendications dans une langue officielle de Bosnie-Herzégovine doit être déposée auprès de l'Institut de la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine. Art. 5(2) Acc. Ext. Annexe Art. 88(2) LB	Oui	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet Art. 5(2) Acc. Ext. Annexe Art. 88(2) LB	a) Oui (taxe de publication) b) dans le délai indiqué à la section 4
Monténégro	Aucune information pour les États autorisant l'extension ou la validation puisque l'accord de Londres ne leur est pas applicable.	Le titulaire du brevet doit communiquer à l'autorité compétente une traduction dans le Monténégrin des revendications du brevet européen et acquitter la taxe de publication prescrite. Art. 145(2) LB	Oui, les personnes physiques et morales étrangères doivent être représentées soit par un mandataire inscrit au Registre des mandataires tenu par l'autorité compétente, soit par un avocat exerçant au Monténégro (Registre des mandataires sous www.advokatskakomora.me). Art. 4 LB	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée Art. 145(2) LB	a) Oui b) dans le délai indiqué à la section 4

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Oui b) 1</p>	<p>Consultation d'une base de données à l'Office</p> <p>Possibilité d'obtenir des copies</p> <p>Mention dans le Journal officiel ("Glasnik")</p>	<p>a) Oui b) Oui, voir section 5a)</p> <p>Art. 5(3) et 6(3) Acc. Ext. Annexe Art. 88(3), 89(3) LB</p>	<p>-</p>
<p>a) Oui b) 2</p>	<p>Publication de la traduction des revendications du brevet et de toute correction éventuelle dans la Gazette de la propriété intellectuelle.</p> <p>Art. 145(5) LB</p>	<p>a) Oui b) Oui</p> <p>Art. 145(3) LB</p>	<p>-</p>

Ancien État d'extension	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Albanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} mai 2010.)	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Une traduction des revendications en albanais doit être déposée auprès de la GDIP. Art. 82(2) LB	Oui	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet Art. 82(2) LB	a) ALL 1 000 b) dans le délai indiqué à la section 4 Art. 82(2) LB
Croatie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} janvier 2008.)	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Une traduction en croate des revendications du brevet européen et le fascicule du brevet européen en anglais, ou traduit en anglais, doivent être fournis dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Si le brevet européen a été maintenu sous une forme modifiée, une traduction en croate des revendications modifiées doivent être produites dans les conditions prévues à l'article 65(1) CBE. Art. 103(2), (3) et 114 LB Art. 17 Dispositions transitoires, Modifications de la Loi sur les brevets (NN 30/2009)*	Oui Art. 4 LB	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée Art. 103(2), (3) LB	a) Oui b) dans le délai indiqué à la section 2 Art. 16, 103(2)LB
Lettonie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} juillet 2005.)	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Une traduction des revendications en letton doit être déposée auprès de l'Office letton des brevets. R. 2 des dispositions transitoires de la LB Art. 70(2) LB	Oui Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Lettonie doivent désigner un mandataire agréé. Un pouvoir n'est pas requis. Art. 116(3), 117(2) LPI	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée R. 2 des dispositions transitoires de la LB Art. 70(2) LB	a) 50 EUR (pour un dépôt sur papier) ou 40 EUR (pour un dépôt électronique) b) dans le délai indiqué à la section 4 La traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. Art. 70(2) LB R. 2.6 Décr. Taxes

* L'Accord sur l'application de l'article 65 CBE (Accord de Londres) s'applique à tous les brevets européens et brevets européens aux effets étendus, délivrés après le 1^{er} mai 2008, qu'ils aient été délivrés à l'issue d'une procédure en première instance, d'une procédure d'opposition ou d'une procédure de recours, pour lesquels la mention de la délivrance ou du maintien sous forme modifiée a été publiée par l'OEB.

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Oui b) 2</p>	<p>Publication de la traduction et, s'il y a lieu, d'une traduction corrigée</p> <p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>Art. 82(4) LB</p>	<p>a) Oui b) 2 000 ALL</p> <p>Art. 83(3) LB</p>	<p>-</p>
<p>a) Non, mais recommandé b) 1</p> <p>Art. 2(1) OB</p>	<p>Mention du dépôt de la traduction dans la Gazette officielle</p> <p>Traduction et corrections de tous ordres publiées sous forme de document brevet imprimé</p> <p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>Consultation des fichiers</p> <p>Copies consultables et téléchargeables sur le site Internet</p> <p>Art. 103(5) LB Art. 21 OB</p>	<p>a) Oui b) Oui</p> <p>Art. 104(3) LB</p>	<p>La correction de la traduction a un effet juridique à partir de la date de sa publication par l'Office croate de la propriété intellectuelle.</p> <p>Art. 104(3) LB</p>
<p>a) Oui b) 1</p>	<p>Publication de la traduction et, s'il y a lieu, d'une traduction corrigée au Bulletin des brevets</p> <p>Consultation à l'Office letton des brevets</p> <p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>Art. 35 LB</p>	<p>a) Oui b) Oui, voir section 5a)</p>	<p>Une copie du fascicule du brevet européen doit accompagner la traduction.</p> <p>Une traduction intégrale n'est requise qu'en cas de procédure judiciaire.</p> <p>Art. 72 LB</p>

Ancien État d'extension	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Lituanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} décembre 2004.)	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEBC.	Une traduction des revendications en lituanien doit être déposée auprès de l'Office lituanien des brevets. Art. 71(2) LB	Oui Les personnes morales ou physiques qui n'ont ni domicile, ni siège, ni filiale ou représentation enregistrée sur le territoire lituanien, dans l'EEE ou dans un État partie à la CBE doivent désigner un conseil en brevets inscrit sur la Liste des agents de brevets de Lituanie. Art. 14(3) LB	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée Art. 71(2) LB	a) Publication des revendications : 46 EUR plus 14 EUR pour chaque revendication à partir de la 16 ^e . Publication des revendications modifiées : 34 EUR. b) dans le délai indiqué à la section 4 La traduction n'est publiée qu'après paiement de la taxe. Art. 71(2) LB Loi taxes
Macédoine du Nord (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} janvier 2009.)	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEBC.	Une traduction des revendications en macédonien doit être déposée auprès du SOIP. Art. 1(3) Accord de Londres	Oui ; la traduction doit être déposée par un représentant habilité qui est soit un avocat du pays, soit un citoyen de la Macédoine du Nord. Art. 16, 227 LB	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée Art. 5(2), (3) Décr. ext.	a) taxe de publication 3 000 MKD b) dans le délai indiqué à la section 2
Roumanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} mars 2003.)	Non	Une traduction du fascicule du brevet en roumain doit être déposée auprès de l'OSIM.	Oui Si le demandeur n'a ni siège, ni domicile en Roumanie, il doit désigner un mandataire agréé auprès de l'OSIM.	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée	a) 100 EUR ou 466 RON plus 5 EUR ou 23 RON pour chaque page de la traduction au-delà de la 20 ^e (À partir du 1.1.2020 : 100 EUR ou 475 RON plus 5 EUR ou 24 RON pour chaque page de la traduction au-delà de la 20 ^e) b) dans le délai indiqué à la section 4 Annexe 1.31(a) OT Art. V.2 Ord.

6 a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire	7 Modalités de mise à la disposition du public de la traduction	8 a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?	9 Observations particulières
a) Non b) 2 R. 8, 9 Ord. ext.	Publication de la traduction et, s'il y a lieu, d'une traduction corrigée au Bulletin des brevets du Bureau national des brevets de la République de Lituanie Consultation du Bulletin officiel en ligne sous http://vpb.lv.lt Art. 71(4) LB	a) Oui b) Oui, voir section 5a) Art. 71(3), 72(3) LB Loi taxes	Une traduction intégrale n'est requise qu'en cas de procédure judiciaire.
a) Oui, formulaire об. ДЗИС-П5 b) 3	Consultation dans la salle de lecture Possibilité d'obtenir des copies Mention au Bulletin officiel ("Glasnik") Art. 5(3) Décr. ext.	a) Oui b) Oui, voir section 5a)	Le paiement de la taxe de publication n'est réputé effectué que lorsque la preuve de ce paiement a été apportée en bonne et due forme. Art. 5(5) Décr. ext.
a) Non, mais recommandé b) 3	Consultation dans la salle de lecture Possibilités d'obtenir des copies Mention au Bulletin des brevets Art. V.2, 4 Ord.	a) Oui b) 20 EUR ou 93 RON (à partir du 1.1.2020 : 95 RON) Art. V.3, 4 Ord. Annexe 1.36 OT	La traduction doit être accompagnée des indications suivantes : - numéro de dépôt et de publication de la demande EP, - date de dépôt et de publication de ladite demande, - numéro et date du Bulletin européen des brevets dans lequel est publiée la mention de la délivrance, - nom et adresse du(des) propriétaire(s) du brevet et de l'inventeur, - titre de l'invention en roumain, - le cas échéant, des dessins, - ainsi qu'une déclaration signée de conformité de la traduction avec le texte original du fascicule de brevet. Si l'OEB maintient le brevet sous une forme modifiée, il convient de produire une traduction en roumain du texte modifié.

Ancien État d'extension	1 L'État est-il partie à l'accord de Londres ?	2 Exigences en matière de traduction	3 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	4 Délai de production de la traduction	5 a) Une taxe est-elle prévue ? b) Échéance
Serbie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} octobre 2010.)	Non	Une traduction du fascicule du brevet en serbe doit être déposée auprès de l'Office serbe de la propriété intellectuelle. Art. 124(2) LB Ext.	Oui, les personnes physiques et morales étrangères n'ayant ni domicile, ni siège en République de Serbie doivent être représentées soit par un mandataire inscrit au "Registre des mandataires" tenu par l'autorité compétente, soit par un avocat exerçant en Serbie. Art. 5(1) LB	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée Art. 124(2)(3) LB Ext.	a) Oui b) dans le délai indiqué à la section 4 Art. 124(2)(3) LB Ext.
Slovénie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} décembre 2002.)	Oui Pas de langue officielle en commun avec une des langues officielles de l'OEB.	Une traduction des revendications en slovène doit être déposée auprès du SIPO. Art. 129 LB	Le titulaire du brevet européen peut déposer la traduction des revendications et payer les taxes directement, à condition d'indiquer une adresse pour la correspondance sur le territoire slovène. Pour les autres requêtes ou actes devant le SIPO, il est obligatoire de faire appel à un mandataire agréé enregistré auprès du SIPO. Art. 129 LB	3 mois à compter de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet ou, le cas échéant, de la décision relative au maintien du brevet sous sa forme modifiée. Art. 5(2) Décr. ext.	a) 100 EUR (taxe de publication) b) dans le délai indiqué à la section 4 (voir également section 9) Art. 1(1.4.1) Décr. taxes Art. 5(2) Décr. ext.

<p style="text-align: center;">6</p> <p>a) Un formulaire est-il prescrit ? b) Nombre d'exemplaires à produire</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Modalités de mise à la disposition du public de la traduction</p>	<p style="text-align: center;">8</p> <p>a) Une correction de la traduction est-elle admissible ? b) Une taxe est-elle prévue ?</p>	<p style="text-align: center;">9</p> <p>Observations particulières</p>
<p>a) Oui b) 2</p>	<p>Publication de la traduction et des éventuelles corrections</p> <p>Mention de la publication du fascicule de brevet imprimé et des éventuelles corrections dans le Journal de la propriété intellectuelle</p> <p>Art. 124(4) LB Ext.</p>	<p>a) Oui b) Oui</p> <p>Art. 125(3) LB Ext.</p>	<p>-</p>
<p>a) Non, mais recommandé b) 2</p> <p>Art. 2, 9 RB</p>	<p>Publication de la traduction et, le cas échéant, d'une traduction corrigée sur le serveur slovène de documents brevets</p> <p>Mention au Bulletin des brevets (BIL)</p> <p>Inspection publique</p> <p>Consultation en salle de lecture</p> <p>Art. 5(3) Décr. ext.</p>	<p>a) Oui b) 60 EUR (taxe afférente à toute publication ultérieure de la traduction) à acquitter dans le délai indiqué à la section 4 (voir également section 9)</p> <p>Art. 5, 6(3) Décr. ext. Art. 1(1.4.2) Décr. taxes</p>	<p>Le paiement de la taxe de publication n'est réputé effectué que lorsque la preuve de ce paiement a été apportée en bonne et due forme.</p> <p>La correction d'une traduction a un caractère constitutif à partir de la date de publication par le SIPO.</p> <p>Art. 6(3) Décr. ext.</p>

Texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen faisant foi (article 70 CBE)

V.

Dans la procédure devant l'OEB et dans tous les États contractants, le texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen rédigé dans la langue de la procédure est le texte qui fait foi.

Tout État contractant peut prévoir qu'une traduction dans une langue officielle de cet État, ainsi qu'en dispose la Convention, est considérée dans ledit État comme étant le texte qui fait foi, hormis les cas d'actions en nullité, si la demande de brevet européen ou le brevet européen (article 69 CBE) dans la langue de la traduction confère une protection moins étendue que celle conférée par ladite demande ou par ledit brevet dans la langue de la procédure.

Tout État contractant qui a arrêté une telle disposition

- a) doit permettre au demandeur ou au titulaire du brevet européen de produire une traduction révisée de la demande ou du brevet
- b) peut prévoir que celui qui, dans cet État, a, de bonne foi, commencé à exploiter une invention ou a fait des préparatifs effectifs et sérieux à cette fin, sans que cette exploitation constitue une contrefaçon de la demande ou du brevet dans le texte de la traduction initiale, peut, après que la traduction révisée a pris effet, poursuivre à titre gratuit son exploitation dans son entreprise ou pour les besoins de celle-ci (article 70(4)b CBE).

Le tableau ci-après comporte des indications relatives au texte d'une demande de brevet européen ou d'un brevet européen qui est considéré comme étant le texte faisant foi en cas de production de traductions conformément aux articles 67(3) et 65(1) CBE et précise si un État a arrêté des dispositions relatives à l'exploitation intermédiaire faite de bonne foi prévue à l'article 70(4)b CBE.

Le tableau ci-après comporte également les indications relatives au texte d'une demande de brevet européen ou d'un brevet européen qui est considéré comme étant le texte faisant foi selon les législations nationales des États autorisant l'extension ou la validation.

État contractant	1 Texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen faisant foi	2 Les dispositions prévues à l'article 70(4)b) CBE ont-elles été arrêtées ?
Albanie	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure ; ceci ne s'applique cependant pas aux procédures de nullité. Art. 87/dh(2) LB	Oui Art. 87/dh(4) LB
Allemagne	Il n'existe aucune disposition en application de l'art. 70(3) CBE. Le texte dans la langue de la procédure fait foi.	Non
Autriche	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. § 6(1) Loi PatV-EG	Oui § 6(4) Loi PatV-EG
Belgique	Il n'existe aucune disposition en application de l'art. 70(3) CBE. Le texte dans la langue de la procédure fait foi.	./.
Bulgarie	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 72d(1) LB	Oui Art. 72d(5) LB
Chypre	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 67(1) LB	Oui Art. 67(3) LB
Croatie	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 108.f(2) LB	Oui Art. 108.f(4) LB
Danemark	Si la traduction ne correspond pas au texte dans la langue de la procédure devant l'OEB, la protection conférée par le brevet s'étend uniquement à l'objet divulgué dans les deux textes. § 85(1) LB	Oui § 86(3) LB
Espagne	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 157 NLB	Oui Art. 96 DR 316
Estonie	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. § 8 LMC	Oui § 9(3) LMC
Finlande	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Dans le cadre des actions en nullité, texte tel que publié par l'OEB. § 70p LB	Oui § 70q LB
France	Texte de la demande faisant foi est celui de la langue de procédure du brevet européen devant l'OEB. En cas de litige, une traduction complète du brevet européen en français pourra être exigée par le juge ou le défendeur. Art. L. 614-7 CPI	Oui Art. L. 614-10 CPI

État contractant	1 Texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen faisant foi	2 Les dispositions prévues à l'article 70(4)b) CBE ont-elles été arrêtées ?
Grèce	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure Art. 14(2) Décr. prés. n° 77/88	Oui Art. 16 Décr. prés. n° 77/88
Hongrie	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure ; ceci ne s'applique cependant pas aux procédures de nullité. Art. 84/J LB	Oui Art. 84/K(6) LB
Irlande	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure; ceci ne s'applique cependant pas aux procédures de nullité. Dans tous les autres cas, c'est le texte dans la langue de la procédure qui fait foi. Art. 121 LB	Oui Art. 121(4) LB
Islande	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 85(1) LB	Oui Art. 86(3) LB
Italie	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 57(2) LB	Oui Art. 57(5) LB
Lettonie	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 72(1)(2) LB	Oui Art. 72(4) LB
Liechtenstein	Voir Suisse	
Lituanie	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 80(1), (2) LB	Oui Art. 80(3) LB
Luxembourg*	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 6(1) Loi du 27.5.77	Oui Art. 6(2) Loi du 27.5.77
Macédoine du Nord	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure.	Oui
Malte	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. R. 8(1) L.N. 99/2007	Oui R. 8(3) L.N. 99/2007
Monaco*	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 3(1) OS n° 10.427	Oui Art. 3(3) OS n° 10.427

* Cet État contractant ne demande qu'une traduction des revendications conformément à l'art. 67(3) CBE.

État contractant	1 Texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen faisant foi	2 Les dispositions prévues à l'article 70(4)b) CBE ont-elles été arrêtées ?
Norvège	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. § 66i LB	Oui § 66j(1) et (2) LB
Pays-Bas	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 52(9) LB	Oui Art. 55(3) LB
Pologne	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 7 § 2 LBE	Oui Art. 7 § 4 LBE
Portugal	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 86 LB	Oui Art. 87(2) LB
République tchèque	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure § 35d(1) LB	Oui § 35d(3) LB
Roumanie	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure ; ceci ne s'applique cependant pas aux procédures de nullité. Art. 7 Loi AdhCBE	Oui Art. 7(3) Loi AdhCBE
Royaume-Uni	Traduction déposée au titre de l'art. 77 ou 78 LB, dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure ; ceci ne s'applique cependant pas aux procédures de nullité. Dans tous les autres cas, c'est le texte dans la langue de la procédure qui fait foi. Art. 80(1), (2) LB	Oui Art. 80(4) LB
Saint-Marin	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 6(2) Décr. loi n° 76/2009	Oui Art. 6(5) Décr. loi n° 76/2009
Serbie	La traduction est le texte faisant foi. Le texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen rédigé dans la langue de la procédure devant l'Office européen des brevets est le texte qui fait foi dans la procédure de nullité si la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure devant l'Office européen des brevets. Art. 150(2) LB	Oui Art. 150(6) LB
Slovaquie	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. § 62(1) et (2) LB	Oui § 62(5) LB
Slovénie	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 28(1) LB	Oui Art. 28(3) LB

État contractant	1 Texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen faisant foi	2 Les dispositions prévues à l'article 70(4)b) CBE ont-elles été arrêtées ?
Suède	<p>Pour les brevets dont la mention de la délivrance a été publiée au Bulletin européen des brevets avant le 1^{er} juillet 2014 : aussi bien l'original du document que sa traduction dans la mesure où les deux versions concordent ; dans le cadre des actions en nullité, la version publiée par l'OEB.</p> <p>Pour les brevets dont la mention de la délivrance a été publiée au Bulletin européen des brevets à compter du 1^{er} juillet 2014 : l'original du document tel que publié par l'OEB.</p> <p>§ 90 LB</p>	<p>Oui</p> <p>§ 91(3) LB (abrogé en 2014, par conséquent uniquement applicable aux demandes déposées avant le 1^{er} juillet 2014)</p>
Suisse / Liechtenstein	./.	./.
Turquie	<p>Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure</p> <p>R. 15 RCBE</p>	<p>Oui</p> <p>R. 17 RCBE</p>

État autorisant la validation	1 Texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen faisant foi	2 Dispositions spécifiques pour les tiers ayant commencé à exploiter de bonne foi l'invention sur la base du texte de la traduction initiale après qu'une traduction révisée ait pris effet
Cambodge	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.	
Maroc	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Ceci ne s'applique cependant pas aux procédures de nullité. Art. 50.4 Loi n° 17-97	Non, voir Chapitre IV, section 7
République de Moldavie	Le texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen rédigé dans la langue de la procédure devant l'OEB est le texte qui fait foi dans toutes les procédures en République de Moldavie. Art. 44 ³ (1) Loi n° 50/2008	Quiconque a, de bonne foi, commencé à exploiter une invention ou a fait des préparatifs effectifs et sérieux à cette fin, sans que cette exploitation constitue une contrefaçon de la demande ou du brevet dans le texte de la traduction initiale, peut, après que la traduction révisée a pris effet, poursuivre à titre gratuit son exploitation dans son entreprise ou pour les besoins de celle-ci. Art. 44 ³ (4) Loi n° 50/2008
Tunisie	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.	

État autorisant l'extension	1 Texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen faisant foi	2 Dispositions spécifiques pour les tiers ayant commencé à exploiter de bonne foi l'invention sur la base du texte de la traduction initiale après qu'une traduction révisée ait pris effet
Bosnie-Herzégovine	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 6(2) Acc. Ext. Annexe Art. 89(2) LB	Oui Art. 6(4) Acc. Ext. Annexe Art. 89(4) LB
Monténégro	Traduction, dans la mesure où la protection conférée est moins étendue que dans la langue de la procédure ; cette disposition ne s'applique toutefois pas à la procédure de révocation. Art. 146(2) LB	Oui Art. 146(6) LB

Ancien État d'extension	1 Texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen faisant foi	2 Dispositions spécifiques pour les tiers ayant commencé à exploiter de bonne foi l'invention sur la base du texte de la traduction initiale après qu'une traduction révisée ait pris effet
Albanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mai 2010.)	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure ; ceci ne s'applique cependant pas aux procédures de nullité. Art. 83(1), (2) LB	Oui Art. 83(3) LB
Croatie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2008.)	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 104(2) LB	Oui Art. 104(4) LB
Lettonie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} juillet 2005.)	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 72 LB	Oui Art. 72 LB
Lituanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} décembre 2004.)	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 72(1), (2) LB	Oui Art. 72(3) LB
Macédoine du Nord (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2009.)	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure. Art. 6(2) Décr. ext.	Oui Art. 6(3) Décr. ext.
Roumanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mars 2003.)	Traduction dans le cas où la protection est moins étendue que celle conférée dans la langue de la procédure ; ceci ne s'applique cependant pas aux procédures de nullité. Art. VI.2 Ord.	Oui Art. VI.3 Ord.

A. Paiement des taxes annuelles afférentes aux brevets européens

VI.

B. Paiement des taxes annuelles à la suite d'une requête en révision fondée (article 112bis (5) CBE)

En application de l'article 141 CBE, des taxes annuelles "nationales" dues au titre du brevet européen peuvent être perçues pour les années suivant celle au cours de laquelle la mention de la délivrance du brevet européen est publiée au "Bulletin européen des brevets". Si une taxe annuelle vient à échéance peu de temps avant la délivrance, elle doit encore être payée à l'OEB. La mention de la délivrance n'est alors publiée que lorsque la taxe annuelle est acquittée. Des indications plus précises pour le calcul des années/brevet pour lesquelles des taxes annuelles "nationales" sont exigibles, ont été publiées au JO OEB 1984, 272.

Le tableau dans la partie A reprend les dispositions juridiques nationales et les exigences les plus importantes à observer pour le paiement des "taxes annuelles nationales" dues au titre du brevet européen. Le tableau ne prend pas en considération les dispositions nationales régissant la réduction des taxes annuelles dans le cas des licences de droit ni les règles relatives à l'octroi éventuel d'un sursis pour le paiement et au report des échéances.

Indépendamment des indications figurant dans la section 3 du tableau ci-après, le délai minimum prévu à l'article 141(2) est applicable à tous les États contractants, c'est-à-dire que les taxes annuelles "nationales" dues au titre du brevet européen venant à échéance dans les deux mois à compter de la date à laquelle la mention de la délivrance du brevet a été publiée sont réputées avoir été valablement acquittées sous réserve d'être payées dans ce délai. Il n'est perçu aucune surtaxe prévue au titre d'une réglementation nationale.

Nous attirons tout particulièrement votre attention sur le fait que les montants des taxes indiqués dans les sections 1 et 3 subissent de fréquentes modifications dans divers États contractants. L'OEB n'est donc pas en mesure de garantir la validité de ces montants. Il s'efforcera toutefois, comme il l'a fait jusqu'ici, de rendre compte aussitôt que possible de telles modifications dans son Journal officiel.

Le tableau dans la partie A présente également les dispositions juridiques selon les législations nationales des États autorisant l'extension ou la validation pour le paiement des taxes annuelles afférentes aux brevets européens étendus ou validés.

La **procédure prévue par l'article 112bis CBE** peut conduire à la restauration d'un brevet européen révoqué. Les trois conditions suivantes doivent être réunies à cet effet :

- une chambre de recours doit avoir révoqué un brevet européen ou rejeté le recours contre la décision de révocation prise par la division d'opposition ;
- le titulaire du brevet doit avoir présenté une requête en révision de cette décision de la chambre de recours conformément à l'article 112bis CBE ; et
- la Grande Chambre de recours doit avoir jugé la requête en révision fondée et avoir rouvert en conséquence la procédure devant les chambres de recours, conformément à l'article 112bis(5) CBE.

Le brevet est alors restauré et il se peut que des taxes annuelles nationales soient également dues pour la période au cours de laquelle il était révoqué.

Bien entendu, des taxes annuelles viennent aussi à échéance pendant la durée de la procédure de recours après sa réouverture.

Le tableau dans la partie B récapitule les dispositions juridiques nationales et les exigences à observer pour le paiement des taxes annuelles "nationales" afférentes à un brevet européen lorsque la Grande Chambre de recours décide, à la suite d'une requête en révision fondée, d'annuler la révocation de ce brevet et de rouvrir la procédure de recours.

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt			3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
Albanie Art. 40, 41, 86 Décr. Taxes	Année	ALL	Année	ALL	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 12 mois avant la date d'échéance. Art. 41(2) LB	a) i) 6 mois à compter de la date d'échéance ii) 8 mois à compter de la date d'échéance b) i) 50 % ii) 100 % Art. 41(3) LB Chapitre 16(2.1) Règl. Décr. Taxes			
	1 ^{ère}	0	11 ^e	27 000					
	2 ^e	5 000	12 ^e	30 000					
	3 ^e	6 000	13 ^e	35 000					
	4 ^e	8 000	14 ^e	40 000					
	5 ^e	10 000	15 ^e	45 000					
	6 ^e	12 000	16 ^e	50 000					
	7 ^e	14 000	17 ^e	55 000					
	8 ^e	18 000	18 ^e	60 000					
	9 ^e	20 000	19 ^e	65 000					
	10 ^e	25 000	20 ^e	70 000					
Allemagne Titre II § 7 Loi IntPatÜbkG ensemble § 17 LB Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets : Tél. +49 89 2195-1000 Fax +49 89 2195-2221	Année	EUR	Année	EUR	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) jusqu'à la fin du deuxième mois à compter de la date d'échéance c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus d'un an avant la date d'échéance. Exception : les taxes annuelles dues au titre des 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e années peuvent être acquittées à la date d'échéance de la 3 ^e taxe annuelle (n° 312 205 barème des taxes Loi PatKostG). Le montant des taxes annuelles exigibles après réception d'une déclaration de l'intention d'octroyer une licence est réduit de moitié. Si les taxes annuelles pour les 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e années sont acquittées dès la date d'exigibilité de la 3 ^e taxe annuelle, le montant total à payer est ramené à 200 EUR. § 23(1) LB Barème des taxes Loi PatKostG	a) avant l'expiration du 6 ^e mois à compter de la date d'échéance b) 50 EUR § 7(1) deuxième phrase Loi PatKostG Barème des taxes Loi PatKostG			
	3 ^e	70	12 ^e	620					
	4 ^e	70	13 ^e	760					
	5 ^e	90	14 ^e	910					
	6 ^e	130	15 ^e	1 060					
	7 ^e	180	16 ^e	1 230					
	8 ^e	240	17 ^e	1 410					
	9 ^e	290	18 ^e	1 590					
	10 ^e	350	19 ^e	1 760					
	11 ^e	470	20 ^e	1 940					

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui</p> <p>i) Au licencié si le titulaire du brevet n'acquiesce pas la taxe correspondante dans les délais et qu'une licence concédée à un tiers est inscrite au registre des brevets.</p> <p>ii) Au titulaire du brevet ou à son mandataire. Les notifications sont envoyées uniquement aux adresses des titulaires du brevet ou de leurs mandataires situées sur le territoire de la République d'Albanie.</p> <p>b) i) Environ 8 semaines avant l'expiration du délai supplémentaire. ii) Dans un délai de 2 mois à compter de la date d'échéance.</p> <p>Art. 41(3), 46(5) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) au maximum 6 mois à compter de l'expiration du délai supplémentaire selon la section 3</p> <p>Art. 35 LB</p>	<p>a) et c) Oui</p> <p>Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Albanie doivent désigner un mandataire habilité à agir devant la GDIP</p> <p>b) ./.</p> <p>Art. 35 LB</p>	<p>Publication au Bulletin des brevets</p> <p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Partie XIV (3.3) Règl.</p>
<p>a) Non</p> <p>b) ./.</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement ; un an au maximum à compter de l'expiration du délai non observé</p> <p>§ 123 LB</p>	<p>a) Non</p> <p>b) Non</p> <p>c) Oui</p> <p>(cf. également le communiqué n° 4/84 du Président de l'OABM, Bl.f.PMZ 1984, 117 = JO OEB 1984, 275)</p> <p>§ 25 LB</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication au Bulletin des brevets</p> <p>§§ 30(1), 32(5) LB</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt	3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe
Autriche § 9 LTOB Renseignements concernant les taxes annuelles : service comptable : Tél. +43 1 53424-396 Fax +43 1 53424-192 Renseignements du Registre des brevets : Tél. +43 1 53424-240 Fax +43 1 53424-535	Année	EUR	Année	EUR	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) pour la 1 ^{ère} taxe à acquitter : 3 mois à compter de la date d'échéance ; les autres taxes sont à acquitter au plus tard à la date d'échéance c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 3 mois avant la date d'échéance.	a) pour la 1 ^{ère} taxe annuelle à acquitter : du début du 4 ^e mois jusqu'à la fin du 12 ^e mois après la date d'échéance ; pour les autres taxes annuelles : du début du 1 ^{er} mois jusqu'à la fin du 6 ^e mois après la date d'échéance b) 20 %
	6 ^e	104	14 ^e	940		
	7 ^e	208	15 ^e	1 044		
	8 ^e	313	16 ^e	1 148		
	9 ^e	417	17 ^e	1 253		
	10 ^e	522	18 ^e	1 357		
	11 ^e	626	19 ^e	1 566		
	12 ^e	731	20 ^e	1 775		
	13 ^e	835				
	§§ 6(2), 9(2) LTOB				§ 9(3) – (5) LTOB	§ 9(4), (5) LTOB

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p> <p>(Bulletin autrichien des brevets n° 1/1982, p. 28)</p>	<p>a) Oui b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, au maximum 12 mois après l'expiration du délai non observé</p> <p>§ 24 Loi PatV-EG §§ 129 et suivants LB</p>	<p>a) Non b) Non c) Oui ; avocat, conseil en brevets ou notaire habilité à assurer la représentation en Autriche.</p> <p>Si le domicile ou l'établissement est situé dans l'EEE, la constitution d'une personne habilitée à recevoir des significations domiciliée dans le pays suffit.</p> <p>(L'exigence selon laquelle la personne habilitée doit être domiciliée dans le pays peut être écartée dans certains cas.)</p> <p>§ 27(1) LTOB § 24 Loi PatV-EG § 21(4) LB</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets Publication au Bulletin des brevets</p> <p>§§ 46, 79, 80 LB</p>

<p>État contractant</p> <p>Base juridique pour la perception des taxes annuelles</p>	<p>1</p> <p>Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)</p>				<p>2</p> <p>a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée)</p> <p>b) Délai de paiement (sans surtaxe)*</p> <p>c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt</p>			<p>3</p> <p>Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe)</p> <p>a) Durée</p> <p>b) Surtaxe</p>	
<p>Belgique</p> <p>Art. 3 § 3 Loi du 21.4.07 et Art. 8 AR du 5.12.07**</p> <p>Art. 5 § 3 Loi du 8.7.77 et Art. 9 AR du 27.2.81****</p> <p>Art. XI.83, § 4, CDE****</p> <p>Art. 9 AR 12.5.15****</p> <p>Art. 1^{er} AR 9.11.15</p> <p>Renseignements concernant les taxes annuelles :</p> <p>Tél. +32 2 277 52 96</p> <p>Fax +32 2 277 52 62</p>	<p>Année</p> <p>3^e</p> <p>4^e</p> <p>5^e</p> <p>6^e</p> <p>7^e</p> <p>8^e</p> <p>9^e</p> <p>10^e</p> <p>11^e</p>	<p>EUR</p> <p>40</p> <p>55</p> <p>75</p> <p>95</p> <p>110</p> <p>135</p> <p>165</p> <p>185</p> <p>215</p>	<p>Année</p> <p>12^e</p> <p>13^e</p> <p>14^e</p> <p>15^e</p> <p>16^e</p> <p>17^e</p> <p>18^e</p> <p>19^e</p> <p>20^e</p>	<p>EUR</p> <p>240</p> <p>275</p> <p>320</p> <p>360</p> <p>400</p> <p>450</p> <p>500</p> <p>555</p> <p>600</p>	<p>a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt de la demande de brevet européen sans effet unitaire</p> <p>b) À compter du 22 septembre 2014, il n'y a plus de délai de paiement sans surtaxe. Une surtaxe est due en cas de paiement tardif de la taxe annuelle.</p> <p>c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 6 mois avant la date d'échéance de la taxe.</p>	<p>a) Lorsque le paiement de la taxe annuelle n'a pas été effectué à son échéance, cette taxe peut encore être acquittée, augmentée d'une surtaxe, dans un délai de grâce de 6 mois à compter de la date d'échéance de la taxe annuelle.</p> <p>b) pour la 3^e à la 10^e année : 85 EUR</p> <p>pour la 11^e à la 20^e année : 230 EUR</p>			

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

** Brevets européens dont la demande a été déposée entre le 13 décembre 2007 et le 21 septembre 2014.

*** Brevets européens dont la demande a été déposée avant le 13 décembre 2007.

**** Brevets européens dont la demande a été déposée après le 22 septembre 2014.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Une procédure de restauration spécifique au paiement tardif des taxes annuelles était prévue par l'article 40 de la loi du 28 mars 1984. Cette procédure est remplacée, depuis l'entrée en vigueur des dispositions du Code de droit économique relatives aux brevets, par une procédure de restauration générale des droits, organisée à l'article XI.77 CDE et applicable aux brevets européens délivrés avant l'entrée en vigueur du code (art. 35, § 3, de la loi du 19 avril 2014).</p> <p>Le délai dans lequel un demandeur ou titulaire d'un brevet peut déposer la requête en restauration est celui qui expire le premier parmi les délais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 mois, à compter de la date de la cessation de la cause de l'inobservation du délai imparti pour l'accomplissement de l'acte en question ; - 12 mois à compter de l'expiration du délai de grâce prévu à l'article XI.48, § 1^{er}, alinéa 4, CDE (qui est de 6 mois à compter de la date de l'échéance de la taxe annuelle). <p>La taxe annuelle doit être payée dans le délai de présentation de la requête de restauration visé ci-dessus. La requête doit exposer les motifs pour lesquels le délai n'a pas été respecté (application du critère de la diligence requise). Les preuves à l'appui des motifs précités doivent être déposées avant l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la requête en restauration. Une taxe de restauration de 350 EUR doit par ailleurs être acquittée.</p> <p>Lorsqu'il est fait droit à la requête, les conséquences juridiques de l'inobservation du délai sont réputées ne pas s'être produites. La décision de restauration ou de refus est inscrite au Registre. S'il est fait droit à la requête en restauration, toute taxe annuelle qui serait venue à échéance au cours de la période débutant à la date à laquelle la perte de droit s'est produite, et allant jusqu'à la date incluse à laquelle la décision de restauration est inscrite au Registre, doit être acquittée dans un délai de 4 mois à compter de cette dernière date.</p>	<p>a) Non. Toute personne peut acquitter les taxes annuelles.</p> <p>b) ./.</p> <p>c) voir tableau III.B, section 1</p>	<p>Attestation de non-paiement sur demande</p> <p>Mention de la déchéance dans le Registre des brevets</p>

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
	Art. XI.77 CDE Art. 27bis AR du 2.12.86	Art. XI.62, § 4, CDE	Art. XI.48, § 2, CDE
a) Non b) ./	a) Oui b1) Un brevet qui s'est éteint en raison du non-paiement d'une taxe annuelle peut être maintenu en vigueur dans un délai de 6 mois à compter de l'expiration du délai visé à l'art. 33(3) LB, moyennant le paiement d'une taxe à cet effet qui équivaut au double de la taxe exigible initialement. b2) 3 mois à compter de la cessation de l'empêchement ; pas plus de 12 mois après l'expiration du délai non observé Art. 26(2), Art. 49 LB	a) Non b) ./ c) Oui	Mention dans le Registre des brevets Publication au Bulletin des brevets
a) Non b) ./	a) Oui (Form P.14 P.15) b) 12 mois à compter de l'expiration du délai supplémentaire suivant la section 3 R. 43 RT	a) Oui b) ./ c) Oui	Mention dans le Registre des brevets Publication dans la Gazette officielle R. 3(1)b), 42(4) RT

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt	3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe																																									
Croatie Art. 74 LB	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>HRK</th> <th>Année</th> <th>HRK</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>3^e</td><td>320</td><td>12^e</td><td>1 800</td></tr> <tr><td>4^e</td><td>360</td><td>13^e</td><td>2 000</td></tr> <tr><td>5^e</td><td>420</td><td>14^e</td><td>2 100</td></tr> <tr><td>6^e</td><td>500</td><td>15^e</td><td>2 300</td></tr> <tr><td>7^e</td><td>620</td><td>16^e</td><td>2 900</td></tr> <tr><td>8^e</td><td>740</td><td>17^e</td><td>3 500</td></tr> <tr><td>9^e</td><td>920</td><td>18^e</td><td>4 600</td></tr> <tr><td>10^e</td><td>1 200</td><td>19^e</td><td>5 800</td></tr> <tr><td>11^e</td><td>1 700</td><td>20^e</td><td>6 900</td></tr> </tbody> </table> Art. 13 RFrSp	Année	HRK	Année	HRK	3 ^e	320	12 ^e	1 800	4 ^e	360	13 ^e	2 000	5 ^e	420	14 ^e	2 100	6 ^e	500	15 ^e	2 300	7 ^e	620	16 ^e	2 900	8 ^e	740	17 ^e	3 500	9 ^e	920	18 ^e	4 600	10 ^e	1 200	19 ^e	5 800	11 ^e	1 700	20 ^e	6 900	a) date anniversaire du dépôt b) ./. c) Aucune disposition juridique spécifique : les paiements peuvent être effectués pour plus d'une année-brevet. Toutefois, si les taxes sont modifiées ultérieurement, le titulaire du brevet doit acquitter la différence entre le montant payé à l'avance et celui dû pour l'année concernée. Art. 108.j(1) LB	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 100 % Art. 74(3) LB				
Année	HRK	Année	HRK																																												
3 ^e	320	12 ^e	1 800																																												
4 ^e	360	13 ^e	2 000																																												
5 ^e	420	14 ^e	2 100																																												
6 ^e	500	15 ^e	2 300																																												
7 ^e	620	16 ^e	2 900																																												
8 ^e	740	17 ^e	3 500																																												
9 ^e	920	18 ^e	4 600																																												
10 ^e	1 200	19 ^e	5 800																																												
11 ^e	1 700	20 ^e	6 900																																												
Danemark § 81, 99 LB Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets: Tél. +45 43 508000 Fax +45 43 508001	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>DKK</th> <th>Année</th> <th>DKK</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>1^{ère}</td><td>500</td><td>11^e</td><td>2 550</td></tr> <tr><td>2^e</td><td>500</td><td>12^e</td><td>2 800</td></tr> <tr><td>3^e</td><td>500</td><td>13^e</td><td>3 050</td></tr> <tr><td>4^e</td><td>1 100</td><td>14^e</td><td>3 300</td></tr> <tr><td>5^e</td><td>1 250</td><td>15^e</td><td>3 600</td></tr> <tr><td>6^e</td><td>1 400</td><td>16^e</td><td>3 900</td></tr> <tr><td>7^e</td><td>1 600</td><td>17^e</td><td>4 200</td></tr> <tr><td>8^e</td><td>1 800</td><td>18^e</td><td>4 500</td></tr> <tr><td>9^e</td><td>2 050</td><td>19^e</td><td>4 800</td></tr> <tr><td>10^e</td><td>2 300</td><td>20^e</td><td>5 100</td></tr> </tbody> </table> § 99(1) LB	Année	DKK	Année	DKK	1 ^{ère}	500	11 ^e	2 550	2 ^e	500	12 ^e	2 800	3 ^e	500	13 ^e	3 050	4 ^e	1 100	14 ^e	3 300	5 ^e	1 250	15 ^e	3 600	6 ^e	1 400	16 ^e	3 900	7 ^e	1 600	17 ^e	4 200	8 ^e	1 800	18 ^e	4 500	9 ^e	2 050	19 ^e	4 800	10 ^e	2 300	20 ^e	5 100	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 3 mois avant la date d'échéance. § 41(1) LB	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 20 % §§ 81(2), 41(3), 99(2) LB
Année	DKK	Année	DKK																																												
1 ^{ère}	500	11 ^e	2 550																																												
2 ^e	500	12 ^e	2 800																																												
3 ^e	500	13 ^e	3 050																																												
4 ^e	1 100	14 ^e	3 300																																												
5 ^e	1 250	15 ^e	3 600																																												
6 ^e	1 400	16 ^e	3 900																																												
7 ^e	1 600	17 ^e	4 200																																												
8 ^e	1 800	18 ^e	4 500																																												
9 ^e	2 050	19 ^e	4 800																																												
10 ^e	2 300	20 ^e	5 100																																												

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui</p> <p>b) environ 1 mois après la date d'échéance</p> <p>Art. 74(4) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Dans un délai de 3 mois à compter de la cessation de l'empêchement ou de la date à laquelle une partie s'aperçoit qu'un délai n'a pas été respecté, si cette date est postérieure. La requête est uniquement recevable pendant un an à compter de l'expiration du délai.</p> <p>Art. 57 LB</p>	<p>a) Non</p> <p>b) Oui</p> <p>c) Oui</p> <p>Art. 4 LB</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication dans la Gazette officielle</p> <p>Art. 26, 32(3) OB</p>
<p>a) Non, mais un chèque postal à remplir est envoyé aux déposants/mandataires</p> <p>b) 2 à 4 semaines à compter de la date d'échéance</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, au maximum 1 an à compter de l'expiration du délai supplémentaire selon la section 3</p> <p>§ 72 LB</p>	<p>a) Non</p> <p>b) Non</p> <p>c) Non</p> <p>§ 66 LB</p>	<p>Publication dans le "Dansk Patenttidende" (Bulletin danois des brevets)</p> <p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>§ 51 LB § 47 OB</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt			3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe							
Espagne Art. 161 NLB Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets : Tél. +34 91 3495532	Année	EUR	Année	EUR	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) 3 mois à compter de la date d'échéance c) jour qui suit la date d'échéance	a) 6 mois à compter de l'expiration du délai visé à la section 2b) b) 25 % en cas de paiement dans un délai de 3 mois, 50 % en cas de paiement dans un délai de 6 mois à compter de l'expiration du délai visé à la section 2b) a) et b) Après ce délai et jusqu'à la date d'échéance de la prochaine annuité, le paiement peut être effectué en acquittant la taxe avec une surtaxe de 50 % ainsi qu'une taxe additionnelle de 100 EUR.									
3 ^e	18,48	12 ^e	317,98					4 ^e	23,06	13 ^e	365,05				
5 ^e	44,11	14 ^e	412,56					6 ^e	65,10	15 ^e	440,59				
7 ^e	107,47	16 ^e	458,85					8 ^e	133,78	17 ^e	490,00				
9 ^e	167,88	18 ^e	490,00					10 ^e	216,06	19 ^e	490,00				
11 ^e	270,82	20 ^e	490,00					Les taxes sont susceptibles d'être révisées au début de chaque année. Art. 157 et 184 NLB NLB Annexe				Art. 157 et 184 NLB	Art. 157 et 184 NLB		
Estonie § 10 LMC § 104(3) LT Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets : Tél. +372 6277908 (Registre des brevets) Fax +372 6277943	Année	EUR	Année	EUR			a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 6 mois avant la date d'échéance.	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 10 %	1 ^{ère}	26	11 ^e	245			
2 ^e	26	12 ^e	285							3 ^e	64	13 ^e	320		
4 ^e	77	14 ^e	360							5 ^e	96	15 ^e	405		
6 ^e	120	16 ^e	450							7 ^e	135	17 ^e	495		
8 ^e	155	18 ^e	540							9 ^e	180	19 ^e	585		
10 ^e	205	20 ^e	630			§ 106(3) LT				§ 10(3) LMC	§ 10(4) LMC				

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Oui, lorsqu'un demandeur ou titulaire n'a pas respecté un délai concernant un acte de procédure devant l'Office, et ce en dépit de toute la vigilance nécessitée par les circonstances, et si le non-respect de ce délai a pour conséquence directe une perte de droits</p> <p>b) La requête doit être présentée dans un délai de 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, et n'est recevable que dans un délai de 12 mois à compter de la date d'expiration du délai applicable pour le paiement moyennant une surtaxe.</p> <p>Art. 53 NLB</p>	<p>a) Non, si le titulaire est domicilié dans un pays de l'UE b) ./. c) Oui</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication dans le "Boletín Oficial de la Propiedad Industrial"</p> <p>Notification adressée au titulaire du brevet ou à son mandataire</p> <p>Art. 72 DR 316</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Oui b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, un an au maximum à compter de l'expiration du délai supplémentaire selon la section 3</p> <p>§ 29(2), (3)LB</p>	<p>a) Non b) ./. c) ./.</p> <p>§ 15 LMC</p>	<p>Publication dans la "Eesti Patendileht" (Gazette officielle)</p> <p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>§ 38(2) LB § 17 LMC</p>

<p>État contractant</p> <p>Base juridique pour la perception des taxes annuelles</p>	<p>1</p> <p>Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)</p>				<p>2</p> <p>a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée)</p> <p>b) Délai de paiement (sans surtaxe)*</p> <p>c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt</p>			<p>3</p> <p>Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe)</p> <p>a) Durée</p> <p>b) Surtaxe</p>	
<p>Finlande</p> <p>§§ 41, 51, 70I LB</p> <p>Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets:</p> <p>Tél. +358 29 5095000</p> <p>Fax +358 29 5095328</p>	<p>Année</p> <p>3^e (1^{ère} à 3^e années incluses)</p>	<p>EUR</p> <p>200</p>	<p>Année</p> <p>12^e</p>	<p>EUR</p> <p>500</p>	<p>a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt. La première taxe annuelle n'est toutefois pas exigible avant le dernier jour du troisième mois qui suit celui de la délivrance du brevet.</p> <p>b) ./.</p> <p>c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 6 mois avant la date d'échéance.</p> <p>§ 41, 70 I LB</p>	<p>a) 6 mois à compter de la date d'échéance</p> <p>b) 20 %</p> <p>§ 41 LB</p> <p>Décr. Taxes</p>			
<p>France</p> <p>Art. L. 612-19 CPI</p> <p>Art. R. 613-46, R. 613-47, R. 613-63 et R. 614-16 Régl. CPI</p> <p>Renseignements concernant les taxes annuelles :</p> <p>Département des Titres, Service des annuités</p> <p>Tél. +33 3 28363493</p> <p>Fax +33 3 28363481</p>	<p>Année</p> <p>2^e</p> <p>3^e</p> <p>4^e</p> <p>5^e</p> <p>6^e</p> <p>7^e</p> <p>8^e</p> <p>9^e</p> <p>10^e</p> <p>11^e</p> <p>sous réserve de l'ajustement possible prévu à l'article R 613-63 CPI</p> <p>Arrêté (Taxes) du 24.4.08</p>	<p>EUR</p> <p>38</p> <p>38</p> <p>38</p> <p>38</p> <p>76</p> <p>96</p> <p>136</p> <p>180</p> <p>220</p> <p>260</p>	<p>Année</p> <p>12^e</p> <p>13^e</p> <p>14^e</p> <p>15^e</p> <p>16^e</p> <p>17^e</p> <p>18^e</p> <p>19^e</p> <p>20^e</p>	<p>EUR</p> <p>300</p> <p>350</p> <p>400</p> <p>450</p> <p>510</p> <p>570</p> <p>640</p> <p>720</p> <p>790</p>	<p>a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt</p> <p>b) en cas de paiement insuffisant dans le délai prévu au a), il n'y pas lieu d'acquitter une surtaxe si le complément est versé dans le délai prévu pour le paiement de la surtaxe</p> <p>c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 12 mois avant la date d'échéance.</p> <p>Art. L. 612-19 CPI</p> <p>R. 613-46, R. 613-47 Régl. CPI</p>	<p>a) délai de grâce de 6 mois à compter de la date d'échéance</p> <p>b) 50 % de l'annuité due</p> <p>Art. L. 612-19 CPI</p> <p>Art. R. 613-46, R. 613-47 et R. 618-3 Régl. CPI</p> <p>Arrêté (Taxes) du 24.4.08</p>			

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Oui b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, au maximum 12 mois à compter de l'expiration du délai supplémentaire selon la section 3</p> <p>§ 71a LB</p>	<p>a) Non b) Non c) Non</p>	<p>Publication dans "Patenttilehti" (Bulletin finlandais des brevets) Mention dans le Registre des brevets</p> <p>§ 55 LB § 40 DB</p>
<p>a) Oui (les invitations à payer sont envoyées à l'étranger) b) 2 mois après l'échéance non respectée</p> <p>Art. R. 613-48 Régl. CPI</p>	<p>a) Oui b) Le recours en restauration doit être formé dans le délai d'un an à compter de l'expiration du délai de grâce de 6 mois ainsi que dans le délai de 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement (l'annuité omise doit également être payée dans ce délai de 2 mois). Taxe de recours : 156 EUR</p> <p>Art. L. 612-16 CPI Art. R. 613-52 Régl. CPI</p>	<p>a) Non b) Non, mais il est conseillé d'indiquer une adresse en France aux fins de la correspondance c) Non</p>	<p>Constatation par décision du directeur de l'INPI (signification au titulaire du brevet) Publication de la décision au Bulletin officiel (BOPI) Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Art. L. 613-22 CPI Art. R. 613-50 Régl. CPI</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt			3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
Grèce Art. 24 Loi n° 1733/87 Art. 17, 18a Décr. prés. n° 77/88 Renseignements concernant les taxes annuelles et la validation : Tél. +30 210 6183509 Fax +30 210 6819231	Année	EUR	Année	EUR	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) ./. c) à tout moment après la date de dépôt	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 50 %	Art. 24(2) Loi n° 1733/87		
3 ^e	20	12 ^e	300						
4 ^e	50	13 ^e	400						
5 ^e	80	14 ^e	500						
6 ^e	90	15 ^e	600						
7 ^e	100	16 ^e	700						
8 ^e	115	17 ^e	800						
9 ^e	140	18 ^e	900						
10 ^e	190	19 ^e	1 000						
11 ^e	240	20 ^e	1 100						
Déc. du 31.8.2016				Art. 24(2) Loi n° 1733/87				Art. 24(2) Loi n° 1733/87	

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p style="text-align: center;">Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p style="text-align: center;">Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p style="text-align: center;">Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p style="text-align: center;">Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui, à l'adresse pour la correspondance en Grèce, mais sans obligation ; il n'est pas envoyé à l'étranger d'invitation à payer.</p> <p>b) environ 1 mois avant l'expiration du délai supplémentaire</p>	<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Le versement des taxes doit être effectué par le titulaire ou par un avocat grec. Si le titulaire n'a ni siège, ni domicile en Grèce, il doit désigner un représentant habilité à recevoir la correspondance.</p> <p>b) Non, mais communication d'une adresse en Grèce aux fins de la correspondance</p> <p>c) ./.</p> <p>Art. 19 Décr. prés. n° 77/88</p>	<p>Publication dans l'EDBI ; la perte de droit prend effet à la date de cette publication.</p> <p>Art. 16(2) Loi n° 1733/87</p>

<p>État contractant</p> <p>Base juridique pour la perception des taxes annuelles</p>	<p>1</p> <p>Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)</p>		<p>2</p> <p>a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt</p>	<p>3</p> <p>Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe)</p> <p>a) Durée b) Surtaxe</p>
<p>Hongrie Art. 84/L LB Art. 3(7) Décr. Taxes</p>	<p>Année</p>	<p>HUF</p> <p>1^{ère} 17 600</p> <p>2^e 17 600</p> <p>3^e 17 600</p> <p>4^e 88 000</p> <p>5^e 110 000</p> <p>6^e 148 500</p> <p>7^e 148 500</p> <p>8^e 148 500</p> <p>9^e 148 500</p> <p>10^e 148 500</p> <p>11^e 148 500</p> <p>12^e 148 500</p> <p>13^e 154 000</p> <p>14^e 154 000</p> <p>15^e 154 000</p> <p>16^e 154 000</p> <p>17^e 159 500</p> <p>18^e 159 500</p> <p>19^e 165 000</p> <p>20^e 165 000</p>	<p>a) date anniversaire du dépôt</p> <p>b) 3 mois à compter de la date d'échéance</p> <p>Si la première taxe annuelle vient à échéance dans les 3 mois à compter de la date à laquelle la mention de la délivrance du brevet a été publiée au Bulletin européen des brevets, la taxe annuelle peut être acquittée sans surtaxe dans ces 3 mois.</p> <p>Dans le cas où un brevet européen a été révoqué suite à une omission ou à la révision d'une décision par la Grande Chambre de recours, les taxes annuelles qui seraient arrivées à échéance après la révocation peuvent encore être acquittées dans un délai supplémentaire de 6 mois à compter de la date à laquelle est signifiée la décision de la Grande Chambre de recours relative au rétablissement des droits ou à la réouverture de la procédure devant la chambre de recours.</p> <p>c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 2 mois avant la date d'échéance.</p>	<p>a) 6 mois à compter de la date d'échéance (les trois premiers mois sans surtaxe)</p> <p>b) 4^e, 5^e et 6^e mois : 50 %</p>
	<p>Art. 3(7) Décr. Taxes</p>		<p>Art. 23, 84/L(2), (3), 115/M(3) LB</p>	<p>Art. 23, 115/M LB</p>

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui, mais sans obligation</p> <p>b) un rappel avant l'échéance et un autre pendant le délai supplémentaire</p>	<p>a) Non, mais une requête en rétablissement de la protection conférée par le brevet est possible</p> <p>b) Dans un délai de 3 mois à compter de l'expiration du délai supplémentaire, si un montant égal à deux fois la taxe due pour l'année considérée est acquitté dans ce délai.</p> <p style="text-align: right;">Art. 40 LB Art. 9(4) Décr. Taxes</p>	<p>Sauf disposition contraire d'un traité international, les demandeurs étrangers qui n'ont ni domicile ni siège sur le territoire de l'EEE doivent désigner un mandataire agréé qui est habilité à agir devant l'OHPI.</p> <p>Ce mandataire ne doit pas nécessairement être un mandataire agréé national, mais il doit avoir son siège dans l'EEE.</p> <p style="text-align: right;">Art. 51(1), (4) LB</p>	<p>Publication dans la Gazette officielle de l'OHPI "Szabadalmi Közlöny és Védjegyértesítő"</p> <p>Mention dans le Registre des brevets (également disponible sur le site Internet de l'OHPI)</p> <p style="text-align: right;">Art. 54, 56 et 56/A LB</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt			3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe																																			
Irlande Art. 99 LB R. 34 RB Annexe I RT Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets : Tél. +353 56 7720122 Fax +353 56 7720100	Année	EUR	Année	EUR	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 4 mois avant la date d'échéance. Le formulaire n° 4, dûment complété, doit être envoyé avec le paiement.	a) dans un délai de 6 mois sur requête du titulaire ou du mandataire au Controller b) du 1 ^{er} au 3 ^e mois : 11 EUR par mois du 4 ^e au 6 ^e mois : 19 EUR par mois a) et b) La requête doit être présentée et la surtaxe acquittée avant l'expiration du délai de prorogation indiqué dans la requête.	Annexe I RT				Art. 36(3) LB R. 34(2), (3) RB	Art. 36(3) LB Annexe I RT																															
3 ^e	60	12 ^e	265	4 ^e			90	13 ^e	285	5 ^e	114	14 ^e	311	6 ^e	134	15 ^e	335	7 ^e	150	16 ^e	356	8 ^e	176	17 ^e	382	9 ^e	194	18 ^e	408	10 ^e	220	19 ^e	438	11 ^e	242	20 ^e	468						
Islande Art. 81 LB Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets: Tél. +35 4 580-9400 Fax +35 4 580-9401	Année	ISK	Année	ISK			a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt La taxe annuelle due pour la première année ne vient toutefois à échéance que 4 mois après la délivrance. b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 3 mois avant la date d'échéance.	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 20 %	Art. 3 RT				Art. 41(1), 81(1) LB	Art. 81(2), 41(3) LB Art. 2(2) RT																													
1 ^{ère}	11 000	11 ^e	25 300	2 ^e					11 000	12 ^e	27 600	3 ^e	11 000	13 ^e	30 500	4 ^e	12 700	14 ^e	34 500	5 ^e	13 800	15 ^e	38 600	6 ^e	15 000	16 ^e	42 600	7 ^e	16 700	17 ^e	47 800	8 ^e	18 400	18 ^e	52 400	9 ^e	20 700	19 ^e	57 500	10 ^e	23 000	20 ^e	63 300

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui</p> <p>b) avant l'expiration de 6 semaines à compter de la date d'échéance</p> <p>R. 34(5), (6) RB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 2 ans à compter de la date de déchéance du brevet</p> <p>Art. 37 LB R. 35 RB</p>	<p>a) Non</p> <p>b) Non, mais il y a lieu d'indiquer une adresse pour la correspondance dans la Communauté européenne</p> <p>c) Oui</p> <p>Art. 37 (2) LB R. 34(5), (6), 93(1) RB SI n° 141 de 2006</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication dans le IPOI Journal</p>
<p>a) Non</p> <p>b) ./.</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, au maximum 12 mois à compter de l'expiration du délai supplémentaire selon la section 3</p> <p>Art. 72 LB</p>	<p>a), b) et c) Un demandeur non domicilié en Islande doit avoir un mandataire qui réside dans l'UE, dans un État membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE) qui est partie à l'accord sur l'EEE, en Suisse ou aux Îles Féroé, et qui puisse le représenter pour toute question relative à la demande. Dès l'instant où le brevet a pris effet en Islande, l'agent n'est plus nécessaire, sauf si l'ISIPO le demande.</p> <p>Art. 12, 66 LB</p>	<p>Publication dans le "ELS-tíðindum" (Bulletin islandais des brevets)</p> <p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Art. 51 LB Art. 93 RB</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt	3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe
Italie Décr. min. du 2.4.2007	Année 5 ^e 6 ^e 7 ^e 8 ^e 9 ^e 10 ^e 11 ^e 12 ^e	EUR 60 90 120 170 200 230 310 410	Année 13 ^e 14 ^e 15 ^e 16 ^e 17 ^e 18 ^e 19 ^e 20 ^e	EUR 530 600 650 650 650 650 650 650	a) le dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) ./. c) aucune disposition juridique spécifique	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 100 EUR
Lettonie Art. 73 LB Décr. Taxes	Année 3 ^e 4 ^e 5 ^e 6 ^e 7 ^e 8 ^e 9 ^e 10 ^e – 15 ^e 16 ^e – 20 ^e	EUR 90 120 140 160 180 220 270 320 420	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) une taxe venant à échéance dans les 3 mois qui suivent la publication de la mention de la délivrance au Bulletin européen des brevets peut être acquittée sans surtaxe pendant cette période de 3 mois c) aucune information disponible Art. 73(2) LB	a) 6 mois b) 25 % Art. 43 LB		
Liechtenstein	Voir Suisse					

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>Non b) ./.</p>	<p>a) Oui b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, au maximum 12 mois après l'expiration du délai non observé</p> <p>Art. 193(2) LB</p>	<p>a) Non b) ./. c) Non</p>	<p>Attestation de non-paiement sur demande</p>
<p>a) Oui, mais sans obligation b) ./.</p>	<p>a) Oui b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement ; un an au maximum à compter de l'expiration du délai non observé</p> <p>Art. 26 LB</p>	<p>a) Oui b) Oui c) Oui</p> <p>Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Lettonie doivent désigner un mandataire agréé. Un pouvoir n'est pas requis.</p> <p>Art. 116(3), 117(2) LPI</p>	<p>Notification au mandataire Mention dans le Registre des brevets Publication au Bulletin officiel</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)		2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt		3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe																																								
Lituanie Annexe I Loi taxes	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>EUR</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>3^e</td><td>81</td></tr> <tr><td>4^e</td><td>92</td></tr> <tr><td>5^e</td><td>115</td></tr> <tr><td>6^e</td><td>139</td></tr> <tr><td>7^e</td><td>162</td></tr> <tr><td>8^e</td><td>185</td></tr> <tr><td>9^e</td><td>208</td></tr> <tr><td>10^e</td><td>231</td></tr> <tr><td>11^e – 15^e</td><td>289</td></tr> <tr><td>16^e – 20^e</td><td>347</td></tr> </tbody> </table> Annexe I Loi taxes		Année	EUR	3 ^e	81	4 ^e	92	5 ^e	115	6 ^e	139	7 ^e	162	8 ^e	185	9 ^e	208	10 ^e	231	11 ^e – 15 ^e	289	16 ^e – 20 ^e	347	a) le dernier jour de l'année-brevet précédant l'année-brevet pour laquelle la taxe annuelle est due (une année-brevet commençant à la date anniversaire du dépôt) b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 2 mois avant la date d'échéance. Loi taxes Art. 36(4) LB		a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 50 % Art. 36(5) LB																		
Année	EUR																																												
3 ^e	81																																												
4 ^e	92																																												
5 ^e	115																																												
6 ^e	139																																												
7 ^e	162																																												
8 ^e	185																																												
9 ^e	208																																												
10 ^e	231																																												
11 ^e – 15 ^e	289																																												
16 ^e – 20 ^e	347																																												
Luxembourg Art. 10 Loi du 27.5.77 Renseignements concernant les taxes annuelles : Tél. +352 247-84113, -84120, -84156 Fax +352 247-94113 bpp@eco.etat.lu	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>EUR</th> <th>Année</th> <th>EUR</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>3^e</td><td>33</td><td>12^e</td><td>165</td></tr> <tr><td>4^e</td><td>41</td><td>13^e</td><td>180</td></tr> <tr><td>5^e</td><td>52</td><td>14^e</td><td>198</td></tr> <tr><td>6^e</td><td>66</td><td>15^e</td><td>213</td></tr> <tr><td>7^e</td><td>82</td><td>16^e</td><td>230</td></tr> <tr><td>8^e</td><td>99</td><td>17^e</td><td>246</td></tr> <tr><td>9^e</td><td>115</td><td>18^e</td><td>262</td></tr> <tr><td>10^e</td><td>131</td><td>19^e</td><td>281</td></tr> <tr><td>11^e</td><td>148</td><td>20^e</td><td>300</td></tr> </tbody> </table> Art. 5 RT		Année	EUR	Année	EUR	3 ^e	33	12 ^e	165	4 ^e	41	13 ^e	180	5 ^e	52	14 ^e	198	6 ^e	66	15 ^e	213	7 ^e	82	16 ^e	230	8 ^e	99	17 ^e	246	9 ^e	115	18 ^e	262	10 ^e	131	19 ^e	281	11 ^e	148	20 ^e	300	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 12 mois avant la date d'échéance. Art. 10 Loi du 27.5.77 Art. 67, 68, 92(3) LB Art. 6, 7 RT		a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 20 EUR Art. 10 Loi du 27.5.77 Art. 67 LB Art. 6, 9 RT
Année	EUR	Année	EUR																																										
3 ^e	33	12 ^e	165																																										
4 ^e	41	13 ^e	180																																										
5 ^e	52	14 ^e	198																																										
6 ^e	66	15 ^e	213																																										
7 ^e	82	16 ^e	230																																										
8 ^e	99	17 ^e	246																																										
9 ^e	115	18 ^e	262																																										
10 ^e	131	19 ^e	281																																										
11 ^e	148	20 ^e	300																																										

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt	3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe
Macédoine du Nord Art. 86 LB N° 109 Loi taxes	Année 3 ^e 4 ^e 5 ^e 6 ^e 7 ^e 8 ^e 9 ^e 10 ^e 11 ^e	MKD 800 1 000 1 200 1 400 1 600 1 800 2 000 3 000 4 000	Année 12 ^e 13 ^e 14 ^e 15 ^e 16 ^e 17 ^e 18 ^e 19 ^e 20 ^e	MKD 5 000 6 000 7 000 8 000 9 000 10 000 11 000 12 000 13 000	a) date anniversaire du dépôt b) 2 mois à compter de la date d'échéance c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 6 mois avant la date d'échéance.	a)i) 3 mois à compter de la date d'échéance ii) 9 mois à compter de la date d'échéance b)i) 25 % ii) 100 %
Malte R. 39 L.N. 117/2002	Année 3 ^e 4 ^e 5 ^e 6 ^e 7 ^e 8 ^e 9 ^e 10 ^e 11 ^e	EUR 34,94 46,59 58,23 69,88 81,53 93,17 104,82 116,46 128,12	Année 12 ^e 13 ^e 14 ^e 15 ^e 16 ^e 17 ^e 18 ^e 19 ^e 20 ^e	EUR 139,76 151,41 163,06 174,70 186,35 198,00 209,64 221,29 232,94	a) date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 6 mois avant la date d'échéance. Art. 26 (2), (3) LB 2000 R. 1 L.N. 117/2002	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) Surtaxe lorsque la taxe annuelle est acquittée : après le dernier jour du mois qui correspond à la date d'échéance prescrite et dans le 1 ^{er} mois qui suit l'échéance : 11,65 EUR dans le 2 ^e mois qui suit l'échéance : 16,31 EUR dans le 3 ^e mois qui suit l'échéance : 23,29 EUR dans le 4 ^e mois qui suit l'échéance : 32,61 EUR dans le 5 ^e mois qui suit l'échéance : 44,26 EUR dans le 6 ^e mois qui suit l'échéance : 58,23 EUR R. 39 L.N. 117/2002

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Oui b) au maximum 3 mois après l'expiration du délai non observé</p>	<p>a) Non b) ./. c) Oui</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets Publication au Bulletin des brevets</p>
<p>a) Non b) ./.</p> <p>R. 24(3) L.N. 117/2002</p>	<p>a) Lorsque l'inobservation du délai fixé a eu pour conséquence le rejet de la demande de brevet, l'extinction du brevet ou la perte de tout autre droit ou moyen de recours. b) dans un délai de 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement ou dans un délai de 12 mois à compter de l'expiration du délai non observé, si cette date est antérieure.</p> <p>Art. 46(1), (2) LB 2000</p>	<p>a) Oui b) Non c) Oui</p>	<p>./.</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt			3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe							
Monaco Art. 4 LB OS (Taxes) Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets : Tél. +377 98989801 Fax +377 92057520	Année	EUR	Année	EUR	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 12 mois avant la date d'échéance. Art. 4(2), (3) AM	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 20 % Art. 5 OS n° 10.427 Art. 4(4) AM									
1 ^{ère}	1	11 ^e	200	2 ^e			30	12 ^e	235	3 ^e	50	13 ^e	270		
4 ^e	55	14 ^e	315	5 ^e			85	15 ^e	325	6 ^e	115	16 ^e	340		
7 ^e	130	17 ^e	350	8 ^e			135	18 ^e	355	9 ^e	145	19 ^e	375		
10 ^e	165	20 ^e	400	OS (Taxes)											
Norvège Règl. Taxes	Année	NOK	Année	NOK			a) Dernier jour du mois calendaire au cours duquel l'année-brevet commence, c'est-à-dire du mois de dépôt de la demande à l'OEB. Cependant, si le mois du dépôt initial auprès de l'OEB est compris entre le mois de la délivrance par l'OEB et le mois au cours duquel le délai de traduction des documents expire, les taxes annuelles arrivent à échéance au plus tôt à la date limite de dépôt des documents traduits. b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 6 mois avant la date d'échéance. §§ 41, 66e LB § 29(2) Règl. Taxes	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 700 NOK § 41(3) LB § 29(3) Règl. Taxes							
1 ^{ère}	700	11 ^e	3 500	2 ^e					700	12 ^e	3 850	3 ^e	700	13 ^e	4 200
4 ^e	1 350	14 ^e	4 500	5 ^e					1 650	15 ^e	4 850	6 ^e	2 000	16 ^e	5 200
7 ^e	2 200	17 ^e	5 500	8 ^e					2 550	18 ^e	5 800	9 ^e	2 850	19 ^e	6 200
10 ^e	3 200	20 ^e	6 500	§ 29 Règl. Taxes											

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui (les invitations à payer sont envoyées à l'étranger) b) aucune information disponible</p>	<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Non b) Non c) ./.</p>	<p>./.</p>
<p>a) Oui, mais sans obligation ; des rappels en norvégien et en anglais sont envoyés en Norvège et à l'étranger. b) environ 2 mois avant la date d'expiration du délai supplémentaire visé dans la section 3</p>	<p>a) Oui b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, au maximum 12 mois* à compter de l'expiration du délai supplémentaire visé dans la section 3 * Au cas d'expiration du délai avant le 1^{er} juillet 2019 : au maximum 6 mois à compter de l'expiration du délai supplémentaire visé dans la section 3</p> <p>§ 72(2) LB</p>	<p>a) Non b) Non c) Non</p> <p>§ 67 LB</p>	<p>Publication dans le "Norsk patenttidende" (Bulletin norvégien des brevets) Mention dans le Registre des brevets</p> <p>§§ 57 RB (cf. § 55 LB) et 45 RB</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)			2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt	3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe																																																													
Pays-Bas Art. 61, 103 LB Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets : Tél. +31 88 602 66 60 Fax +31 88 602 90 24	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="408 367 544 405">N° de taxe</th> <th data-bbox="544 367 679 405">Année</th> <th data-bbox="679 367 754 405">EUR</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>1</td><td>1^{ère}</td><td>0</td></tr> <tr><td>2</td><td>2^e</td><td>0</td></tr> <tr><td>3</td><td>3^e</td><td>0</td></tr> <tr><td>4</td><td>4^e</td><td>40</td></tr> <tr><td>5</td><td>5^e</td><td>100</td></tr> <tr><td>6</td><td>6^e</td><td>160</td></tr> <tr><td>7</td><td>7^e</td><td>220</td></tr> <tr><td>8</td><td>8^e</td><td>280</td></tr> <tr><td>9</td><td>9^e</td><td>340</td></tr> <tr><td>10</td><td>10^e</td><td>400</td></tr> <tr><td>11</td><td>11^e</td><td>500</td></tr> <tr><td>12</td><td>12^e</td><td>600</td></tr> <tr><td>13</td><td>13^e</td><td>700</td></tr> <tr><td>14</td><td>14^e</td><td>800</td></tr> <tr><td>15</td><td>15^e</td><td>900</td></tr> <tr><td>16</td><td>16^e</td><td>1 000</td></tr> <tr><td>17</td><td>17^e</td><td>1 100</td></tr> <tr><td>18</td><td>18^e</td><td>1 200</td></tr> <tr><td>19</td><td>19^e</td><td>1 300</td></tr> <tr><td>20</td><td>20^e</td><td>1 400</td></tr> </tbody> </table> <p data-bbox="408 1397 754 1547">Le numéro de taxe correspond à l'année-brevet telle que comptabilisée à partir de la date de dépôt de la demande. (Pour de plus amples informations, voir JO OEB 2008, 412.)</p> <p data-bbox="408 1576 754 1606">Art. 6(7) RB</p>	N° de taxe	Année	EUR	1	1 ^{ère}	0	2	2 ^e	0	3	3 ^e	0	4	4 ^e	40	5	5 ^e	100	6	6 ^e	160	7	7 ^e	220	8	8 ^e	280	9	9 ^e	340	10	10 ^e	400	11	11 ^e	500	12	12 ^e	600	13	13 ^e	700	14	14 ^e	800	15	15 ^e	900	16	16 ^e	1 000	17	17 ^e	1 100	18	18 ^e	1 200	19	19 ^e	1 300	20	20 ^e	1 400	<p data-bbox="754 367 1102 528">a) Les taxes annuelles doivent être acquittées au titre de l'année à venir et viennent à échéance le dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt de la demande de brevet.</p> <p data-bbox="754 539 1102 568">b) ./.</p> <p data-bbox="754 580 1102 658">c) aucune disposition juridique spécifique (à tout moment après la délivrance du brevet)</p> <p data-bbox="754 1576 1102 1606">Art. 61(1), (2) LB</p>	<p data-bbox="1102 367 1442 427">a) 6 mois à compter de la date d'échéance</p> <p data-bbox="1102 439 1442 468">b) 50 %</p> <p data-bbox="1102 1576 1442 1628">Art. 62 LB Art. 6(8) PR</p>
N° de taxe	Année	EUR																																																																
1	1 ^{ère}	0																																																																
2	2 ^e	0																																																																
3	3 ^e	0																																																																
4	4 ^e	40																																																																
5	5 ^e	100																																																																
6	6 ^e	160																																																																
7	7 ^e	220																																																																
8	8 ^e	280																																																																
9	9 ^e	340																																																																
10	10 ^e	400																																																																
11	11 ^e	500																																																																
12	12 ^e	600																																																																
13	13 ^e	700																																																																
14	14 ^e	800																																																																
15	15 ^e	900																																																																
16	16 ^e	1 000																																																																
17	17 ^e	1 100																																																																
18	18 ^e	1 200																																																																
19	19 ^e	1 300																																																																
20	20 ^e	1 400																																																																

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui</p> <p>b) 1 mois avant la date d'échéance</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) dans un délai de deux mois à compter de la constatation de l'inobservation du délai, mais au plus tard une année après l'expiration du délai non observé</p> <p>En cas d'inobservation de l'art. 9(6), (7) ou (8) LB (dispositions relatives à la priorité), la requête en restitutio doit être présentée dans un délai de 2 mois après l'expiration du délai non observé.</p> <p>Art. 23 LB</p>	<p>a) Non</p> <p>b) Non</p> <p>c) Non</p> <p>Cependant, seuls les mandataires en brevets ou avocats inscrits aux Pays-Bas peuvent représenter le titulaire du brevet ou le demandeur près l'Office néerlandais des brevets.</p> <p>Art. 23b(1) LB</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication dans "De Industriële Eigendom"</p> <p>Art. 20, 62 LB</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt			3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
Pologne Art. 8 LBE Régl. Taxes Régl. du 8.9.2016 Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets : Tél. +48 22 579 05 55 Centrum.Kontaktowe@uprp.gov.pl Contact.Center@uprp.gov.pl <i>www.uprp.pl</i>	Année 1 ^{ère} à 3 ^e	PLN 480	Année 12 ^e	PLN 800	a) Au plus tard à la date de fin de la période précédente de protection b) ./. c) Les taxes annuelles peuvent être acquittées jusqu'à un an avant la date de fin de la période précédente de protection.	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 30 %			
4 ^e	250	13 ^e	900						
5 ^e	300	14 ^e	950						
6 ^e	350	15 ^e	1 050						
7 ^e	400	16 ^e	1 150						
8 ^e	450	17 ^e	1 250						
9 ^e	550	18 ^e	1 350						
10 ^e	650	19 ^e	1 450						
11 ^e	750	20 ^e	1 550						
Annexe 1 Régl. Taxes				Art. 224(2), (3) LPI			Art. 224(4) LP		
Portugal Art. 90, 365, 366(1), 368, 369 LB Rés. Taxes Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets : Tél. +351 21 8818100 Fax +351 21 8869859	Année 1 ^{ère}	EUR 0	Année 11 ^e	EUR 371,48			a) date anniversaire du dépôt b) date anniversaire du dépôt. En cas de validation ou de transformation, 3 mois à compter de la date du premier anniversaire de la date de validation ou de transformation. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 6 mois avant la date d'échéance.	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 50 %	
2 ^e	0	12 ^e	424,54						
3 ^e	0	13 ^e	477,60						
4 ^e	0	14 ^e	530,68						
5 ^e	53,07	15 ^e	583,73						
6 ^e	79,59	16 ^e	583,73						
7 ^e	106,14	17 ^e	689,87						
8 ^e	159,21	18 ^e	689,87						
9 ^e	318,40	19 ^e	742,94						
10 ^e	371,48	20 ^e	742,94						
Rés. Taxes				Art. 368(2), (3) LB	Art. 368(7) LB Rés. Taxes				

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui, sur demande du titulaire du droit, le PPO envoie un rappel à l'approche de l'échéance de la taxe annuelle.</p> <p>b) Au plus tard un mois avant la date de fin de la période précédente de protection.</p> <p>Le fait que le titulaire du droit n'ait pas reçu la notification n'est pas pris en compte pour déterminer si le délai de paiement a été respecté.</p> <p>Art. 224(2²-2³) LP</p>	<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) et b) Oui, sauf pour les personnes ayant leur domicile ou leur siège social sur le territoire de l'UE, de la Confédération helvétique ou d'un État membre de l'AELE qui est partie à l'Accord sur l'EEE. c) ./.</p> <p>Art. 236 § 3 LPI</p>	<p>Décision du PPO (notification adressée au titulaire du droit)</p> <p>Publication dans la "Wiadomości Urzędu Patentowego" (Gazette officielle du PPO)</p> <p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Art. 90, 92 et 233 LPI</p>
<p>a) Oui b) aucune information disponible</p> <p>Art. 368(8), (9) LB</p>	<p>a) Oui b) un an à compter de la publication de l'avis de déchéance moyennant paiement d'une surtaxe égale à trois fois la taxe due, et sans préjudice des droits des tiers</p> <p>Art. 369(1), (2) LB</p>	<p>a) Non b) Non c) Non</p> <p>Art. 10(1), 368(8) LB</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication au Bulletin de la Propriété industrielle</p> <p>Art. 375(1) LB</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt			3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe				
République tchèque § 35g LB LTaxesAnn Renseignements concernant les taxes annuelles : Tél. +420 2 20383139 Fax +420 2 24324718 helpdesk@upv.cz	Année	CZK	Année	CZK	a) date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 12 mois avant la date d'échéance. § 35g(2) LB § 8(3) LTaxesAnn	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 100 %	1 ^{ère}	1 000	11 ^e	6 000		
2 ^e	1 000	12 ^e	8 000									
3 ^e	1 000	13 ^e	10 000									
4 ^e	1 000	14 ^e	12 000									
5 ^e	2 000	15 ^e	14 000									
6 ^e	2 000	16 ^e	16 000									
7 ^e	2 000	17 ^e	18 000									
8 ^e	2 000	18 ^e	20 000									
9 ^e	3 000	19 ^e	22 000									
10 ^e	4 000	20 ^e	24 000									
Annexe à la LTaxesAnn							§ 35g(2) LB § 8(3) LTaxesAnn	§ 35g(2) LB § 8(4) LTaxesAnn				

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Non b) ./.</p> <p>§ 11(1)a LTaxesAnn</p>	<p>a) Non b) ./. c) ./.</p> <p>§ 70 LB</p>	<p>Publication dans le "Věstník Úřadu průmyslového vlastnictví" (Bulletin de l'Office tchèque de la propriété industrielle)</p> <p>Inscription au Registre des brevets</p> <p>Les informations relatives aux changements de situation juridique figurent ultérieurement dans la base de données nationale des brevets et des modèles d'utilité (rubrique "List of Register items" (www.upv.cz)) et dans le Registre européen des brevets (www.epo.org) via le Registre fédéré.</p> <p>§ 69(1), (2) LB</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)			2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt	3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
Roumanie Art. 8 Loi AdhCBE Annexe 1.23 OT Art. 11 OT	Année	EUR	RON Jusqu'au 31.12. 2019	RON À partir du 1.1. 2020	a) date anniversaire du dépôt b) Les taxes annuelles exigibles dans les 3 mois à compter de la délivrance du brevet peuvent être acquittées sans surtaxe dans ce délai de 3 mois. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 4 ans avant la date d'échéance.	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 50 %
	3 ^e	150	700	713		
	4 ^e	160	746	760		
	5 ^e	180	839	855		
	6 ^e	200	933	950		
	7 ^e	220	1 026	1 045		
	8 ^e	240	1 119	1 140		
	9 ^e	260	1 213	1 235		
	10 ^e	280	1 306	1 330		
	11 ^e	300	1 399	1 425		
	12 ^e	320	1 492	1 520		
	13 ^e	340	1 586	1 615		
	14 ^e	370	1 726	1 758		
	15 ^e	400	1 865	1 900		
	16 ^e	500	2 332	2 376		
	17 ^e	500	2 332	2 376		
	18 ^e	500	2 332	2 376		
	19 ^e	500	2 332	2 376		
	20 ^e	500	2 332	2 376		
	Conformément à l'ordonnance sur les taxes, les taxes annuelles peuvent être acquittées en EUR ou en RON.					

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ?</p> <p>b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ?</p> <p>b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes</p> <p>b) de la notification d'une invitation à payer</p> <p>c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non</p> <p>b) ./.</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) dans les 6 mois à compter de la publication, au Bulletin des brevets, de l'extinction du brevet en raison du non-paiement de taxes annuelles</p> <p>Art. 37 LB</p>	<p>a) Oui, si le titulaire n'est pas domicilié en Roumanie</p> <p>b) ./.</p> <p>c) Oui</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication au Bulletin des brevets</p> <p>Notification au titulaire du brevet</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt		3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
	Année	GBP	Année	GBP				
Royaume-Uni Art. 25, 77 LB Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets : Tél. +44 1633 814433	5 ^e	70	13 ^e	260	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt		a) 6 mois à compter de la date d'échéance	
	6 ^e	90	14 ^e	300	Lorsque la date de publication, dans le Bulletin européen des brevets, de la mention de la délivrance du brevet se situe moins de 3 mois avant une date anniversaire du dépôt, la première taxe annuelle due pour le brevet après la mention de la délivrance peut être acquittée jusqu'au dernier jour du troisième mois civil complet qui suit la date de publication dans le Bulletin, sans qu'aucune taxe additionnelle ne soit portée en compte.		b) 1 ^{er} mois : 0	
	7 ^e	110	15 ^e	360			2 ^e mois : 24 GBP	
	8 ^e	130	16 ^e	420			3 ^e mois : 48 GBP	
	9 ^e	150	17 ^e	470			4 ^e mois : 72 GBP	
	10 ^e	170	18 ^e	520			5 ^e mois : 96 GBP	
	11 ^e	190	19 ^e	570			6 ^e mois : 120 GBP	
	12 ^e	220	20 ^e	610				
					b) jusqu'à la fin du dernier jour du deuxième mois à compter de la date d'échéance			
					Lorsqu'une décision de révocation d'un brevet européen est révisée par la Grande Chambre de recours, les taxes annuelles qui auraient été exigibles après la révocation peuvent être acquittées dans un délai de deux mois à compter de la restauration du brevet.			
					c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 3 mois avant la date d'échéance (formulaire 12).			
						Art. 25, 77(5A) LB R. 37, 38, 41A RB		Art. 25(4) LB R. 36(4) RB Annexe 2 RT
Saint-Marin Art. 33(3) LB Décr. Taxes	Année	EUR	Année	EUR	a) Dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt		a) 6 mois à compter de la date d'échéance	
	4 ^e	70	13 ^e	270	b) ./.		b) 25 %	
	5 ^e	70	14 ^e	270	c) ./.			
	6 ^e	70	15 ^e	270				
	7 ^e	70	16 ^e	400				
	8 ^e	140	17 ^e	460				
	9 ^e	140	18 ^e	530				
	10 ^e	140	19 ^e	600				
	11 ^e	140	20 ^e	650				
	12 ^e	270						

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui (les invitations à payer sont envoyées à l'étranger)</p> <p>b) dans un délai de 6 semaines à compter de la date d'échéance</p> <p>Art. 25(5) LB R. 39 RB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) dans un délai de 13 mois après l'expiration du délai de 6 mois indiqué pour le paiement tardif</p> <p>Art. 28 LB R. 40 RB</p>	<p>a) et b) Non</p> <p>c) Non, mais une adresse pour la correspondance dans l'EEE ou les Iles Anglo-Normandes devrait être fournie.</p> <p>R. 103 RB (cf. également R. 49 RB)</p>	<p>Communication au demandeur (notice of cessation)</p> <p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication dans le Patents Journal</p> <p>Art. 32(2), 123(6) LB R. 41 RB</p>
<p>a) Non</p> <p>b) ./.</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Délai de 2 mois à compter de la notification établie par l'Office d'État des brevets et des marques de la République de Saint-Marin, concernant l'expiration du délai</p>	<p>a) et c) Les demandeurs étrangers doivent désigner un mandataire agréé inscrit sur la liste des conseils en propriété industrielle tenue par l'Office d'État des brevets et des marques de la République de Saint-Marin.</p> <p>b) Il y a lieu d'indiquer une adresse pour la correspondance en République de Saint-Marin.</p>	<p>Envoi d'une notification au titulaire du brevet ou à son représentant, et mention dans le bulletin</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt		3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
Serbie LTaxes	Année	RSD	Année	RSD	a) le dernier jour de l'année/brevet précédant l'année/brevet pour laquelle la taxe annuelle est due (une année/brevet commençant à la date anniversaire du dépôt) b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 3 mois avant la date d'échéance. Tar. N° 111 LTaxes		a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 50 % Art. 40(5) LB Tar. N° 111 LTaxes	
	3 ^e	11 130	12 ^e	44 580				
	4 ^e	13 520	13 ^e	50 950				
	5 ^e	15 920	14 ^e	57 310				
	6 ^e	19 080	15 ^e	63 670				
	7 ^e	22 250	16 ^e	70 050				
	8 ^e	25 450	17 ^e	76 410				
	9 ^e	28 640	18 ^e	82 770				
	10 ^e	31 830	19 ^e	89 140				
	11 ^e	38 220	20 ^e	95 500				
	La taxe est réduite de 50 % pour les personnes physiques.							

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Oui b) Dans un délai de 3 mois à compter de la date à laquelle les motifs de l'omission cessent d'exister ou de la date à laquelle le demandeur a pris connaissance de l'omission si cette dernière date est postérieure. La requête est recevable uniquement pendant 12 mois à compter de l'expiration du délai et, si elle est liée au défaut de paiement de la taxe de maintien en vigueur, 12 mois au moins à compter de la date d'expiration du délai supplémentaire de paiement.</p> <p>Art. 73 LB</p>	<p>a) Non b) ./. c) Oui</p> <p>Art. 5 LB</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 41(2) LB</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)		2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt		3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
	Slovaquie § 67 LB Renseignements concernant les taxes annuelles : Tél. +421 48 4300131 Fax +421 48 4132563 infocentrum@indprop.gov.sk	Année	EUR			
	3 ^e	66,00			a) la taxe annuelle due pour le brevet européen au titre de l'année suivante doit être acquittée au plus tard le dernier jour de l'année de validité en cours du brevet européen.	a) 6 mois à compter de la date d'échéance
	4 ^e	82,50			b) la première taxe, qui est due l'année durant laquelle la mention de la délivrance du brevet européen est publiée au Bulletin européen des brevets, est payable :	b) 100 %
	5 ^e	99,50			- jusqu'à la date anniversaire du dépôt	
	6 ^e	116,00			ou	
	7 ^e	132,50			- dans un délai de 2 mois suivant la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen, selon la période qui arrive la dernière à expiration	
	8 ^e	149,00			c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 12 mois avant la date d'échéance.	
	9 ^e	165,50				
	10 ^e	199,00				
	11 ^e	232,00				
	12 ^e	265,50				
	13 ^e	298,50				
	14 ^e	331,50				
	15 ^e	365,00				
	16 ^e	398,00				
	17 ^e	464,50				
	18 ^e	531,00				
	19 ^e	597,00				
	20 ^e	663,50				
	§ 67 LB § 1 + Barème des taxes (annexe) Loi n° 495/2008		§§ 6(1), (2), (3), 8(1) Loi n° 495/2008		§ 8(4) Loi n° 495/2008	
Slovénie Art. 109 LB	Année	EUR	Année	EUR		
	3 ^e	30	12 ^e	200	a) pour chaque année-brevet (une année-brevet commençant à la date anniversaire du dépôt), le dernier jour de l'année-brevet précédente.	a) 6 mois à compter de la date d'échéance
	4 ^e	34	13 ^e	234	b) ./.	b) 50 %
	5 ^e	42	14 ^e	274	c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 12 mois avant la date d'échéance.	
	6 ^e	50	15 ^e	310		
	7 ^e	60	16 ^e	390		
	8 ^e	70	17 ^e	510		
	9 ^e	80	18 ^e	654		
	10 ^e	110	19 ^e	870		
	11 ^e	154	20 ^e	1 100		
	Art. 1(1.2) Décr. Taxes		Art. 29(2) LB		Art. 110(1) LB	

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Oui b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, au maximum 12 mois à compter de l'expiration du délai supplémentaire selon la section 3</p> <p>§ 10(1) Loi n° 495/2008</p>	<p>a) Non b) ./. c) ./.</p> <p>§ 79 (3) LB</p>	<p>Inscription au Registre des brevets Mention au Journal officiel</p> <p>§ 26 RPA</p>
<p>a) Oui ; une invitation à payer est envoyée au mandataire ou à l'adresse pour la correspondance, qui doit être située sur le territoire slovène b) environ 1 mois à compter de la date d'échéance</p> <p>Art. 110(2) LB</p>	<p>a) Oui ; à la date de dépôt d'une requête en rétablissement dans les droits, l'acte non accompli doit l'être et la taxe (150 EUR – art. 1(7.2) Décr. taxes) payée, faute de quoi la requête est réputée retirée ; b) 3 mois à compter de la cessation de l'empêchement ou de la date à laquelle le délai non observé a été constaté, si cette date est ultérieure ; la requête n'est recevable que pendant un an à partir de la date d'expiration du délai.</p> <p>Art. 68 LB</p>	<p>a) Non b) Non, si l'adresse pour la correspondance se trouve sur le territoire slovène. Oui, dans les autres cas. c) Oui</p> <p>Art. 129 LB</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets Mention dans le Bulletin des brevets (BIL) Décision relative à l'extinction d'un brevet pour non-paiement de taxes</p> <p>Art. 5(2) LB</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt			3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
Suède Art. 86 LB Renseignements concernant les taxes annuelles : The Cashier's Office Tél. +46 8 7822522 Fax +46 8 6660286	Année	SEK	Année	SEK	a) le dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 6 mois avant la date d'échéance. § 41 LB	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 20 % § 41 LB § 46 DB Annexe B			
3 ^e	1 400	12 ^e	3 800						
4 ^e	1 500	13 ^e	4 200						
5 ^e	1 700	14 ^e	4 600						
6 ^e	1 900	15 ^e	5 000						
7 ^e	2 100	16 ^e	5 400						
8 ^e	2 400	17 ^e	5 800						
9 ^e	2 700	18 ^e	6 200						
10 ^e	3 000	19 ^e	6 600						
11 ^e	3 400	20 ^e	7 000						
§ 46 DB et Annexe B									
Suisse / Liechtenstein Art. 41 LBI Art. 18, 118a OBI Renseignements concernant les taxes annuelles et le Registre des brevets : Tél. +41 31 3777777 (Registre des brevets : www.swissreg.ch)	Année	CHF	Année	CHF	a) le dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) 3 mois à compter de la date d'échéance c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 2 mois avant la date d'échéance. Art. 18(2), (3), 18c(d) OBI	a) 3 mois à compter de l'expiration du délai selon la section 2b) b) 50 CHF Art. 18(3) OBI IPI-RT (Annexe III)			
4 ^e	100	13 ^e	400						
5 ^e	120	14 ^e	460						
6 ^e	140	15 ^e	520						
7 ^e	160	16 ^e	600						
8 ^e	180	17 ^e	680						
9 ^e	220	18 ^e	760						
10 ^e	260	19 ^e	860						
11 ^e	300	20 ^e	960						
12 ^e	340								
IPI-RT (Annexe III)									

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui, mais sans obligation</p> <p>b) environ 1 mois à compter de la date d'échéance</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, au maximum 12 mois à compter de l'expiration du délai supplémentaire selon la section 3</p> <p>§ 72 LB</p>	<p>a) Non</p> <p>b) Non</p> <p>c) Non</p> <p>§ 72 LB</p>	<p>Publication au Bulletin des brevets</p> <p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>§ 51 LB § 42 DB</p>
<p>a) Oui ; toutefois il n'est pas envoyé à l'étranger d'invitation à payer.</p> <p>b) 8 semaines avant l'expiration du délai supplémentaire ; l'invitation n'est pas envoyée à l'étranger.</p> <p>Art. 18d OBI</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement ; un an au maximum à compter de l'expiration du délai non observé</p> <p>Poursuite de la procédure possible</p> <p>Art. 46a, 47 LBI</p>	<p>a) Non</p> <p>b) et c) Non, mais communication d'une adresse en Suisse ou au Liechtenstein aux fins de la correspondance</p> <p>Art. 13 LBI Art. 18d OBI</p>	<p>Notification au titulaire du brevet</p> <p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication dans l'organe de publication officiel <i>www.swissreg.ch</i></p> <p>Art. 15 LBI Art. 18b, 94 et 117 OBI</p>

État contractant Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)		2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt	3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe
<p>Turquie Art. 134, 173 DL n° 551 Art. 101, 107 LPI Art. 106, 115 RLPI R. 48 REDL R. 18 RCBE</p> <p>Renseignements concernant les taxes annuelles : Tél. +90 312 3031000 Fax +90 312 3031220 www.turkpatent.gov.tr</p>	<p>Année</p>	<p>TRY**</p> <p>2^e 415 (285) 3^e 430 (295) 4^e 505 (345) 5^e 750 (510) 6^e 860 (580) 7^e 965 (650) 8^e 1 070 (720) 9^e 1 175 (790) 10^e 1 280 (860) 11^e 1 460 (980) 12^e 1 690 (1 135) 13^e 1 955 (1 310) 14^e 2 220 (1 490) 15^e 2 555 (1 715) 16^e 2 795 (1 875) 17^e 3 110 (2 080) 18^e 3 325 (2 220) 19^e 3 515 (2 350) 20^e 3 655 (2 445)</p> <p>Taxes 2019</p>	<p>a) date anniversaire du dépôt b) ./. c) Aucune disposition juridique spécifique : les paiements peuvent être effectués pour plus d'une année-brevet. Toutefois, si les taxes sont modifiées ultérieurement, le titulaire du brevet doit acquitter la différence entre le montant payé à l'avance et celui dû pour l'année concernée.</p> <p>Art. 173 DL n° 551 Art. 101 LPI Art. 106 RLPI R. 48 REDL</p>	<p>a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 25 %</p> <p>Art. 173 DL n° 551 Art. 101 LPI Art. 106 RLPI R. 48 REDL</p>

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

** Les taxes réduites pour des transactions en ligne sont indiquées entre parenthèses.
Les taxes sont révisées chaque année au 1^{er} janvier.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Oui b) 6 mois après la publication de la mention de l'extinction du brevet</p> <p>Art. 134 DL n° 551 Art. 101, 107 LPI Art. 106, 115 RLPI</p>	<p>a) Oui b) ./. c) Oui</p> <p>R. 18 RCBE R. 47 REDL</p>	<p>Notification au mandataire agréé national</p> <p>Publication dans le "Resmi Patent Bülteni"</p> <p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Art. 134 DL n° 551 Art. 101, 107 LPI Art. 106, 115 RLPI</p>

État autorisant la validation Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)		2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt		3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe
Cambodge	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.				
Maroc Art. 50.5, 82 Loi n° 17-97	Année	MAD	Année	MAD	a) date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 12 mois avant la date d'échéance.
	1 ^{ère}		11 ^e	7 200	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 25 % du montant de l'annuité par mois de retard entamé, avec un minimum de 240 MAD
	2 ^e	1 200	12 ^e	7 200	
	3 ^e	1 200	13 ^e	7 200	
	4 ^e	1 200	14 ^e	7 200	
	5 ^e	1 200	15 ^e	7 200	
	6 ^e	1 920	16 ^e	10 000	
	7 ^e	2 400	17 ^e	12 000	
	8 ^e	2 880	18 ^e	12 000	
	9 ^e	3 360	19 ^e	12 000	
	10 ^e	4 800	20 ^e	12 000	
	Une réduction est prévue pour certaines catégories de titulaires.				
	Déc. n° 9/2017				Art. 82 Loi n° 17-97
					Art. 82 Loi n° 17-97 Déc. n° 9/2017
République de Moldavie	Année	EUR	Année	EUR	a) date anniversaire du dépôt b) ./. c) aucune restriction
	1 ^{ère}	100	11 ^e	500	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 50 %
	2 ^e	100	12 ^e	500	
	3 ^e	100	13 ^e	500	
	4 ^e	100	14 ^e	500	
	5 ^e	100	15 ^e	500	
	6 ^e	300	16 ^e	700	
	7 ^e	300	17 ^e	700	
	8 ^e	300	18 ^e	700	
	9 ^e	300	19 ^e	700	
	10 ^e	300	20 ^e	700	
	Déc. gouv. n° 774				Art. 93(4), 93(4 ¹) Loi n° 50/2008
					Art. 61(3) Loi n° 50/2008 Déc. gouv. n° 774
Tunisie	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.				

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui</p> <p>b) dans les 2 mois après la date d'échéance</p> <p>L'absence d'avertissement n'engage pas la responsabilité de l'organisme chargé de la propriété industrielle et ne constitue pas une cause de restauration des droits du titulaire du brevet</p> <p>Art. 82 Loi n° 17-97</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) dans un des deux délais suivants au choix du titulaire:</p> <p>i) 3 mois à compter de la date de notification de la décision de déchéance,</p> <p>ou</p> <p>ii) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement ; un an maximum à compter de l'expiration du délai de 6 mois suivant la date d'échéance de l'annuité considérée</p> <p>Art. 84, 14.4 Loi n° 17-97</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Oui</p> <p>c) Oui</p> <p>Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège au Maroc doivent désigner un mandataire habilité à agir auprès de l'OMPIC.</p> <p>Art. 4 Loi n° 17-97</p>	<p>La mention de la décision de constatation de la déchéance est inscrite dans le Registre National des Brevets</p> <p>Art. 83, 84 Loi n° 17-97</p>
<p>a) Oui</p> <p>b) dans un délai de 6 mois à compter de la date d'échéance</p> <p>Art. 61(3) Loi n° 50/2008</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) 2 mois à compter de la cessation de l'empêchement, mais au plus tard dans un délai d'un an à compter de l'expiration du délai de six mois après la date d'échéance de la taxe annuelle en question</p> <p>Art. 92(2) Loi n° 50/2008</p>	<p>a) Non</p> <p>b) Oui</p> <p>c) Oui</p> <p>Art. 86(2) Loi n° 50/2008</p>	<p>Inscription au registre national des brevets et publication dans le bulletin officiel</p> <p>Art. 68(3), 60(5) Loi n° 50/2008</p>

État autorisant l'extension Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt	3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe
Bosnie-Herzégovine Art. 56, 92 LB	Année 3 ^e 4 ^e 5 ^e 6 ^e 7 ^e 8 ^e 9 ^e 10 ^e 11 ^e	BAM 90 110 130 190 250 310 370 480 600	Année 12 ^e 13 ^e 14 ^e 15 ^e 16 ^e 17 ^e 18 ^e 19 ^e 20 ^e	BAM 720 940 1 060 1 180 1 400 1 620 1 840 2 060 2 280	a) date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 12 mois avant la date d'échéance.	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 50 %
Monténégro LTaxesAdm	Année 3 ^e 4 ^e 5 ^e 6 ^e 7 ^e 8 ^e 9 ^e 10 ^e 11 ^e	EUR 40 50 60 70 80 100 125 150 175	Année 12 ^e 13 ^e 14 ^e 15 ^e 16 ^e 17 ^e 18 ^e 19 ^e 20 ^e	EUR 200 225 250 275 300 325 350 375 400	a) le dernier jour de l'année/brevet précédant l'année/brevet pour laquelle la taxe annuelle est due (une année/brevet commençant à la date anniversaire du dépôt) b) ./. c) ./..	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 50 % Art. 81 LB Art. 101 LTaxesAdm

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui</p> <p>b) environ 1 mois à compter de la date d'échéance</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Dans un délai de 3 mois à compter de la cessation de l'empêchement ou de la date à laquelle une partie s'aperçoit qu'un délai n'a pas été respecté, si cette date est postérieure. La requête est uniquement recevable pendant un an à compter de l'expiration du délai.</p> <p>Art.50(2)(3) LB</p>	<p>a) Non</p> <p>b) Oui</p> <p>c) Oui</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication au Bulletin des brevets</p> <p>Art. 45(1), 56 et 57 LB</p>
<p>a) Non</p> <p>b) ./.</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Dans un délai de 3 mois à compter de la date à laquelle les motifs d'inobservation du délai ont cessé d'exister ou, si le demandeur a eu connaissance de l'inobservation après cette date, de la date à laquelle il en a eu connaissance, mais pas plus tard de 12 mois après le délai inobservé.</p> <p>Art. 85 LB</p>	<p>a) Non</p> <p>b) ./.</p> <p>c) Oui</p> <p>Art. 29 Règl.</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication au Bulletin des brevets</p> <p>Art. 3 Règl.</p>

Ancien État d'extension Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt			3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
Albanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mai 2010.) Art. 86 LB Art. 40, 41, 86 Décr. taxes	Année	ALL	Année	ALL	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 12 mois avant la date d'échéance.	a) i) 6 mois à compter de la date d'échéance ii) 8 mois à compter de la date d'échéance b) i) 50 % ii) 100 %			
	1 ^{ère}	0	11 ^e	27 000					
	2 ^e	5 000	12 ^e	30 000					
	3 ^e	6 000	13 ^e	35 000					
	4 ^e	8 000	14 ^e	40 000					
	5 ^e	10 000	15 ^e	45 000					
	6 ^e	12 000	16 ^e	50 000					
	7 ^e	14 000	17 ^e	55 000					
	8 ^e	18 000	18 ^e	60 000					
	9 ^e	20 000	19 ^e	65 000					
	10 ^e	25 000	20 ^e	70 000					
	Décr. taxes				Art. 41(2) LB	Art. 41(3) LB Chapitre 16 (2.1) Règl. Décr. Taxes			
Croatie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2008.) Art. 74 LB	Année	HRK	Année	HRK	a) date anniversaire du dépôt b) ./. c) Aucune disposition juridique spécifique : les paiements peuvent être effectués pour plus d'une année-brevet. Toutefois, si les taxes sont modifiées ultérieurement, le titulaire du brevet doit acquitter la différence entre le montant payé à l'avance et celui dû pour l'année concernée.	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 100 %			
	3 ^e	320	12 ^e	1 800					
	4 ^e	360	13 ^e	2 000					
	5 ^e	420	14 ^e	2 100					
	6 ^e	500	15 ^e	2 300					
	7 ^e	620	16 ^e	2 900					
	8 ^e	740	17 ^e	3 500					
	9 ^e	920	18 ^e	4 600					
	10 ^e	1 200	19 ^e	5 800					
	11 ^e	1 700	20 ^e	6 900					
	Art. 13 RFrSp				Art. 107(1) LB	Art. 74 (3) LB			

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p style="text-align: center;">Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p style="text-align: center;">Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p style="text-align: center;">Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p style="text-align: center;">Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui</p> <p>i) Au licencié si le titulaire du brevet n'acquiesce pas la taxe correspondante dans les délais et qu'une licence concédée à un tiers est inscrite au registre des brevets.</p> <p>ii) Au titulaire du brevet ou à son mandataire. Les notifications sont envoyées uniquement aux adresses des titulaires du brevet ou de leurs mandataires situées sur le territoire de la République d'Albanie.</p> <p>b) i) Environ 8 semaines avant l'expiration du délai supplémentaire. ii) Dans un délai de 2 mois à compter de la date d'échéance.</p> <p>Art. 41(3), 46(5) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) au maximum 6 mois à compter de l'expiration du délai supplémentaire selon la section 3</p> <p>Art. 35 LB</p>	<p>a) et c) Oui</p> <p>Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Albanie doivent désigner un mandataire habilité à agir devant la GDIP</p> <p>b) ./.</p> <p>Art. 35 LB</p>	<p>Publication au Bulletin des brevets</p> <p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Partie XIV (3.3) Règl.</p>
<p>a) Oui</p> <p>b) env. 1 mois après la date d'échéance</p> <p>Art. 74 (4) LB</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Dans un délai de 3 mois à compter de la cessation de l'empêchement ou de la date à laquelle une partie s'aperçoit qu'un délai n'a pas été respecté, si cette date est postérieure. La requête est uniquement recevable pendant un an à compter de l'expiration du délai.</p> <p>Art. 57 LB</p>	<p>a) Non</p> <p>b) Oui</p> <p>c) Oui</p> <p>Art. 4 LB</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication dans la Gazette officielle</p> <p>Art. 26, 32(3) OB</p>

Ancien État d'extension Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)		2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt	3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe
Lettonie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} juillet 2005.) Art. 43 LB Décr. Taxes	Année 3 ^e 4 ^e 5 ^e 6 ^e 7 ^e 8 ^e 9 ^e 10 ^e - 15 ^e 16 ^e - 20 ^e Décr. Taxes	EUR 90 120 140 160 180 220 270 320 420	a) dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt b) ./. c) aucune information disponible	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 25 % Art. 43(2) LB Décr. Taxes
Lituanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} décembre 2004.) Annexe I Loi taxes	Année 3 ^e 4 ^e 5 ^e 6 ^e 7 ^e 8 ^e 9 ^e 10 ^e 11 ^e - 15 ^e 16 ^e - 20 ^e Annexe I Loi taxes	EUR 81 92 115 139 162 185 208 231 289 347	a) le dernier jour de l'année-brevet précédant l'année-brevet pour laquelle la taxe annuelle est due (une année-brevet commençant à la date anniversaire du dépôt) b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 2 mois avant la date d'échéance. Loi taxes Art. 36(4) LB	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 50 % Art. 36(5) LB

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Oui</p> <p>b) au plus tard deux semaines à compter de la date d'échéance</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) au maximum 6 mois à compter de l'expiration du délai supplémentaire selon la section 3</p>	<p>a) Oui</p> <p>b) Oui</p> <p>c) Oui</p> <p>Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Lettonie doivent désigner un mandataire agréé. Un pouvoir n'est pas requis.</p> <p>Art. 116(3), 117(2) LPI</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication au Bulletin des brevets</p>
<p>a) Oui</p> <p>b) après la date d'échéance</p> <p>Art. 36(5) LB</p>	<p>a) Oui (taxe de requête : 173 EUR)</p> <p>b) Dans un délai de deux mois à compter de la suppression de la cause de l'inobservation du délai, ou dans un délai de douze mois à compter de l'expiration du délai non observé ou, en cas d'inobservation du délai de paiement des taxes de maintien en vigueur, dans un délai de douze mois à compter de l'expiration du délai de grâce prévu à l'article 5<i>bis</i> de la Convention de Paris, le délai applicable étant celui qui arrive le plus tôt à expiration.</p> <p>Art. 33 LB Art. 12 PLT</p>	<p>a) et c) Oui</p> <p>Les personnes morales ou physiques qui n'ont ni domicile, ni siège, ni filiale ou représentation enregistrée sur le territoire lituanien, dans l'EEE ou dans un État partie à la CBE doivent désigner un conseil en brevets inscrit sur la Liste des agents de brevets de Lituanie.</p> <p>b) ./.</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets</p> <p>Publication au Bulletin des brevets</p> <p>En ligne sous http://vpb.lrv.lt</p> <p>Art. 29 LB R. 42 Règl.</p>

Ancien État d'extension Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt		3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
Macédoine du Nord (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2009.) Art. 67 LB	Année	MKD	Année	MKD	a) date anniversaire du dépôt b) 2 mois à compter de la date d'échéance c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 6 mois avant la date d'échéance.	a)i) 3 mois à compter de la date d'échéance	ii) 9 mois à compter de la date d'échéance b)i) 25 % ii) 100 %	
3 ^e	800	12 ^e	5 000					
4 ^e	1 000	13 ^e	6 000					
5 ^e	1 200	14 ^e	7 000					
6 ^e	1 400	15 ^e	8 000					
7 ^e	1 600	16 ^e	9 000					
8 ^e	1 800	17 ^e	10 000					
9 ^e	2 000	18 ^e	11 000					
10 ^e	3 000	19 ^e	12 000					
11 ^e	4 000	20 ^e	13 000					
N° 109 Loi taxes								

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Oui b) au maximum 3 mois après l'expiration du délai non observé</p> <p>Art. 105 Loi PAG</p>	<p>a) Oui b) ./. c) Oui</p> <p>Art. 16 LB</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets Publication au Bulletin des brevets</p> <p>Art. 39 Règl.</p>

Ancien État d'extension Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)			2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt	3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
<p>Roumanie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mars 2003.)</p> <p>OT Art. IX de l'Annexe de l'Ordonnance n° 32/1996</p>	Année	EUR	RON Jusqu'au 31.12. 2019	RON À partir du 1.1. 2020	<p>a) date anniversaire du dépôt</p> <p>b) Les taxes annuelles exigibles dans les 3 mois à compter de la délivrance du brevet peuvent être acquittées sans surtaxe dans ce délai de 3 mois.</p> <p>c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 4 ans avant la date d'échéance.</p>	<p>a) 6 mois à compter de la date d'échéance</p> <p>b) 50 %</p> <p>OT</p>
	3 ^e	150	700	713		
	4 ^e	160	746	760		
	5 ^e	180	839	855		
	6 ^e	200	933	950		
	7 ^e	220	1 026	1 045		
	8 ^e	240	1 119	1 140		
	9 ^e	260	1 213	1 235		
	10 ^e	280	1 306	1 330		
	11 ^e	300	1 399	1 425		
	12 ^e	320	1 492	1 520		
	13 ^e	340	1 586	1 615		
	14 ^e	370	1 726	1 758		
	15 ^e	400	1 865	1 900		
	16 ^e	500	2 332	2 376		
	17 ^e	500	2 332	2 376		
	18 ^e	500	2 332	2 376		
	19 ^e	500	2 332	2 376		
	20 ^e	500	2 332	2 376		
	Conformément à l'ordonnance sur les taxes, les taxes annuelles peuvent être acquittées en EUR ou en RON.					
	Annexe 1.23 OT					

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Oui b) dans les 6 mois de la publication, au Bulletin des brevets, de l'extinction du brevet en raison du non-paiement de taxes annuelles</p> <p>Art. 37 LB</p>	<p>a) Oui, si le titulaire n'est pas domicilié en Roumanie b) ./. c) Oui</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets Publication au Bulletin des brevets Notification au titulaire du brevet</p>

Ancien État d'extension Base juridique pour la perception des taxes annuelles	1 Montant des taxes (les frais bancaires éventuels en sus)				2 a) Date d'échéance (pour l'année/brevet considérée) b) Délai de paiement (sans surtaxe)* c) Date à laquelle le paiement peut être effectué au plus tôt			3 Délai supplémentaire pour le paiement des taxes (avec surtaxe) a) Durée b) Surtaxe	
Serbie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} octobre 2010.) LTaxes	Année	RSD	Année	RSD	a) le dernier jour de l'année/brevet précédant l'année/brevet pour laquelle la taxe annuelle est due (une année/brevet commençant à la date anniversaire du dépôt) b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 3 mois avant la date d'échéance. Tar. N° 111 LTaxes	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 50 %	Art. 40(5) LB Tar. n° 111 LTaxes		
Slovénie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} décembre 2002.) Décr. taxes	Année	EUR	Année	EUR	a) pour chaque année-brevet (une année-brevet commençant à la date anniversaire du dépôt), le dernier jour de l'année-brevet précédente b) ./. c) Les paiements ne doivent pas être effectués plus de 12 mois avant la date d'échéance. Art. 109 LB	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 50 %	Art. 109, 110 LB		

* Pour la première taxe annuelle à acquitter, cf. art. 141(2) CBE.

<p style="text-align: center;">4</p> <p>Notification, en cas de non-paiement, d'une invitation à payer</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Date d'envoi</p>	<p style="text-align: center;">5</p> <p>Rétablissement dans les droits</p> <p>a) Existe-t-il une disposition en ce sens ? b) Délai de présentation de la requête</p>	<p style="text-align: center;">6</p> <p>Désignation d'un mandataire agréé aux fins</p> <p>a) du paiement des taxes b) de la notification d'une invitation à payer c) de la procédure de rétablissement dans les droits</p>	<p style="text-align: center;">7</p> <p>Information relative à l'extinction du brevet en cas de non-paiement des taxes annuelles</p>
<p>a) Non b) ./.</p>	<p>a) Oui b) Dans un délai de 3 mois à compter de la date à laquelle les motifs de l'omission cessent d'exister ou de la date à laquelle le demandeur a pris connaissance de l'omission si cette dernière date est postérieure. La requête est recevable uniquement pendant 12 mois à compter de l'expiration du délai et, si elle est liée au défaut de paiement de la taxe de maintien en vigueur, 12 mois au moins à compter de la date d'expiration du délai supplémentaire de paiement.</p> <p>Art. 73 LB</p>	<p>a) Non b) ./. c) Oui</p> <p>Art. 5 LB</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 41(2) LB</p>
<p>a) Oui ; une invitation à payer est envoyée au mandataire ou à l'adresse pour la correspondance, qui doit être située sur le territoire slovène. b) environ 1 mois à compter de la date d'échéance</p>	<p>a) Oui ; à la date de dépôt d'une requête en rétablissement dans les droits, l'acte non accompli doit l'être et la taxe (150 EUR – art. 1(7.2) Décr. taxes) payée, faute de quoi la requête est réputée retirée b) 3 mois à compter de la cessation de l'empêchement ou de la date à laquelle le délai non observé a été constaté, si cette date est ultérieure</p> <p>La requête n'est recevable que pendant un an à partir de la date d'expiration du délai.</p> <p>Art. 68 LB</p>	<p>a) Non b) Non, si l'adresse pour la correspondance est située sur le territoire slovène. Oui dans les autres cas. c) Oui</p> <p>Décr. ext.</p>	<p>Mention dans le Registre des brevets Publication au Bulletin des brevets (BIL) Décision relative à l'extinction d'un brevet pour non-paiement des taxes</p> <p>Art. 5(2) LB</p>

État contractant	1 Délai pour le paiement rétroactif des taxes annuelles qui seraient venues à échéance au cours de la période comprise entre la révocation du brevet et la réouverture de la procédure devant les chambres de recours	2 Déclenchement du délai / date d'échéance	3 Paiement des taxes avec surtaxe a) délai b) surtaxe	4 Observations particulières
Albanie Aucune disposition particulière				
Allemagne	2 mois à compter de la date d'échéance Titre II § 7(2) Loi IntPatÜbkG § 7(1) Loi PatKostG	Date à laquelle est signifiée la décision de la Grande Chambre de recours d'annuler la décision des chambres de recours Titre II § 7(2) Loi IntPatÜbkG	a) Avant l'expiration du 6 ^e mois à compter de la date d'échéance b) 50 EUR Titre II § 7(2) Loi IntPatÜbkG § 7(1) 2 ^e phrase Loi PatKostG Barème des taxes Loi PatKostG	
Autriche Aucune disposition particulière Le titulaire du brevet aurait la possibilité de payer avec effet rétroactif les taxes annuelles dans un délai d'un mois afin de conserver ses droits.				
Belgique Aucune disposition particulière				
Bulgarie Aucune disposition particulière				
Chypre Aucune disposition particulière				
Croatie Aucune disposition spécifique, mais une modification de la loi sur les brevets est envisagée.				

État contractant	1 Délai pour le paiement rétroactif des taxes annuelles qui seraient venues à échéance au cours de la période comprise entre la révocation du brevet et la réouverture de la procédure devant les chambres de recours	2 Déclenchement du délai / date d'échéance	3 Paiement des taxes avec surtaxe a) délai b) surtaxe	4 Observations particulières
Grèce	3 mois Art. 18a, 11(1) Décr. prés. n° 77/88	Date à laquelle est publiée au Bulletin européen des brevets la décision d'annuler la révocation du brevet jusqu'au dernier jour du délai de 3 mois. Art. 18a, 11(1) Décr. prés. n° 77/88	Surtaxe : 50% Art. 18a, 11(1) Décr. prés. n° 77/88 Art. 2(10)g), 24 Loi n° 1733/87	Les taxes sont acquittées sur la base du barème des taxes en vigueur. Art. 18a, 11(1) Décr. prés. n° 77/88 Art. 2(10)g), 24 Loi n° 1733/87
Hongrie	6 mois Art. 84/L(3) LB	Date à laquelle est signifiée la décision de la Grande Chambre de recours de rouvrir la procédure de recours Art. 84/L(3) LB	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) Aucune surtaxe pour les trois premiers mois ; 50% pour les 4e, 5e et 6e mois Art. 23, 115/M LB	-
Irlande	6 mois La loi irlandaise sur les brevets et les règlements y afférents ne contiennent aucune disposition expresse. Toutefois, si l'IPOI est informé d'une décision de la Grande Chambre de recours d'annuler la révocation d'un brevet européen et de rouvrir la procédure de recours, la pratique consiste à accorder au titulaire du brevet un délai de six mois au maximum pour acquitter toutes les taxes annuelles qui seraient venues à échéance entre-temps.	Date à laquelle la Grande Chambre de recours décide de rouvrir la procédure de recours Aucune disposition – Pratique de l'Office	Aucune surtaxe Pratique de l'Office	-
Islande Aucune information disponible				
Italie Aucune information disponible				
Lettonie Aucune information disponible				

État contractant	1 Délai pour le paiement rétroactif des taxes annuelles qui seraient venues à échéance au cours de la période comprise entre la révocation du brevet et la réouverture de la procédure devant les chambres de recours	2 Déclenchement du délai / date d'échéance	3 Paiement des taxes avec surtaxe a) délai b) surtaxe	4 Observations particulières
Liechtenstein Voir Suisse				
Lituanie	6 mois	Date à laquelle est signifiée la décision de rouvrir la procédure devant les chambres de recours	a) 6 mois b) 50 %	-
Luxembourg Pas de dispositions spécifiques actuellement, mais une loi modificative de la loi sur les brevets en cours de discussion introduira des dispositions				
Macédoine du Nord Aucune disposition particulière				
Malte Aucune disposition particulière				
Monaco Pas de dispositions spécifiques actuellement				
Norvège § 66e LB	Si la Grande Chambre de recours de l'OEB annule une décision d'une chambre de recours de l'OEB révoquant un brevet, les taxes annuelles dues pour toute année-brevet entamée entre la date de la décision de la chambre de recours et celle de la décision de la Grande Chambre viennent à échéance 2 mois après la date de cette dernière décision.	2 mois § 66e LB	a) 6 mois à compter de la date d'échéance b) 700 NOK	-
Pays-Bas Aucune disposition actuellement. Une modification de la loi néerlandaise sur les brevets est envisagée.				

État contractant	1 Délai pour le paiement rétroactif des taxes annuelles qui seraient venues à échéance au cours de la période comprise entre la révocation du brevet et la réouverture de la procédure devant les chambres de recours	2 Déclenchement du délai / date d'échéance	3 Paiement des taxes avec surtaxe a) délai b) surtaxe	4 Observations particulières
Pologne	Aucune disposition. La pratique recommandée consiste à acquitter préventivement les taxes annuelles tant que la requête en révision est en instance (les taxes étant remboursées s'il n'est pas fait droit à cette requête).	./.	./.	-
Portugal Aucune disposition particulière				
République tchèque	Aucune disposition particulière mais, le cas échéant, les taxes annuelles dues pourraient être acquittées dans un délai supplémentaire de 6 mois.	Date à laquelle est signifiée la décision de la Grande Chambre de recours de rouvrir la procédure de recours	Aucune surtaxe	Non
Roumanie Aucune information disponible				
Royaume-Uni	2 mois Art. 77(5A) LB R. 39 et 41A RB	Date à laquelle est restauré le brevet par la Grande Chambre de recours Art. 77(5A) LB R. 39 et 41A RB	a) Après l'expiration du délai initial de 2 mois et jusqu'au 6 ^e mois. b) Les surtaxes sont celles indiquées dans le tableau VI.A, section 3 Art. 25(4) LB R. 36(4) RB	-
Saint-Marin Aucune disposition particulière				
Serbie Aucune disposition particulière				
Slovaquie Aucune disposition particulière				

État contractant	1 Délai pour le paiement rétroactif des taxes annuelles qui seraient venues à échéance au cours de la période comprise entre la révocation du brevet et la réouverture de la procédure devant les chambres de recours	2 Déclenchement du délai / date d'échéance	3 Paiement des taxes avec surtaxe a) délai b) surtaxe	4 Observations particulières
Slovénie Aucune disposition particulière				
Suède Pas de dispositions spécifiques actuellement				
Suisse / Liechtenstein Aucune disposition particulière, mais le titulaire du brevet peut acquitter les taxes annuelles rétroactivement dans un délai de six mois à compter de la date de notification de la décision de la Grande Chambre de recours rouvrant la procédure de recours.	3 mois à compter de la date d'échéance (sans surtaxe) Application par analogie de l'art. 41 LBI et des art. 18 et 118a OBI	Date de notification de la décision de la Grande Chambre de recours Application par analogie de l'art. 41 LBI et des art. 18 et 118a OBI	a) Après l'expiration du 3 ^e mois et avant l'expiration du 6 ^e mois à compter de la date d'échéance b) 50 CHF Application par analogie de l'art. 41 LBI et des art. 18 et 118a OBI	-
Turquie Aucune information disponible				

Transformation de demandes de brevet ou de brevets européens en demandes de brevet national

VII.

1. Cas de transformation

Conformément à l'article 135(1) CBE, le service central de la propriété industrielle d'un État contractant désigné peut engager la procédure de délivrance d'un brevet national, sur requête du demandeur ou du titulaire d'un brevet européen, dans les cas suivants :

a) si la demande est réputée retirée en vertu de l'article 77(3) CBE (transmission tardive de la demande de brevet européen par l'administration nationale) ;

b) dans d'autres cas prévus par la législation nationale où, en vertu de la CBE, la demande de brevet européen est soit rejetée, soit retirée, soit réputée retirée ou le brevet européen révoqué.

2. Délai de présentation de la requête en transformation

La requête doit être présentée dans un délai de trois mois à compter soit

a) du retrait de la demande de brevet, soit

b) de la date à laquelle la notification que la demande est réputée retirée a été signifiée, ou

c) de la signification de la décision de rejet de la demande ou de révocation du brevet européen.

Si la requête n'est pas présentée dans ce délai, le brevet européen cesse de produire ses effets en qualité de dépôt national régulier (règle 155(1), deuxième phrase CBE).

3. Présentation de la requête en transformation

a) À l'exception du cas où la demande de brevet européen est réputée retirée conformément à l'article 77(3) CBE, la requête en transformation doit être présentée à l'OEB. Cette requête n'est réputée présentée qu'après le paiement de la taxe de transformation à l'OEB (article 135(3), deuxième phrase CBE).

b) Toutefois, s'il a été signifié au demandeur que la demande de brevet européen est réputée retirée conformément à l'article 77(3) CBE, la requête doit être présentée auprès du service central national de la propriété industrielle auprès duquel ladite demande avait été déposée (article 135(2) CBE).

4. Transmission de la requête

a) L'OEB transmet les requêtes qui doivent être déposées auprès de lui (voir 3a)) aux services centraux de la propriété industrielle des États qui y sont mentionnés, en joignant une copie du dossier de la demande de brevet européen ou une copie du dossier du brevet européen (article 135(3) et règle 155(2) CBE).

b) Si la requête en transformation doit être présentée à une administration nationale chargée des brevets (voir 3b)), celle-ci, sous réserve des dispositions de la législation nationale relatives à la défense nationale, transmet directement la requête, à laquelle elle joint une copie de la demande de brevet européen, aux services centraux des États contractants mentionnés par le requérant dans sa requête. Si la requête en transformation n'est pas transmise dans un délai de vingt mois à compter de la date de dépôt ou de la date de priorité, la disposition faisant l'objet de l'article 66 CBE cesse de produire ses effets, c'est-à-dire que la demande de brevet européen n'engendre pas dans les États contractants désignés les effets d'un dépôt national régulier (règle 155(3) CBE).

5. Commentaires relatifs au tableau

Le tableau ci-après comporte, pour tous les États parties à la CBE, des indications relatives aux cas de transformation prévus par la loi nationale ainsi que des renseignements utiles concernant les formalités à accomplir en vue de la transformation auprès des administrations nationales compétentes, les délais applicables en la matière et les prescriptions relatives à la représentation ou à l'indication d'une adresse pour la correspondance lorsque le demandeur ou son mandataire près l'OEB n'a ni siège ni domicile dans l'État contractant en question.

Toutes les demandes de brevet européen transmises conformément à l'article 135(2) ou (3) CBE sont régies par les dispositions de l'article 137(1) CBE selon lesquelles ces demandes ne peuvent, quant à leur forme, être soumises par la loi nationale à des conditions différentes de celles prévues par la CBE ou à des conditions supplémentaires.

La traduction mentionnée dans le tableau s'entend d'une traduction du texte original de la demande de brevet européen ainsi que, le cas échéant, d'une traduction du texte, modifié au cours de la procédure devant l'Office européen des brevets, sur la base duquel le demandeur souhaite que se déroule la procédure nationale (article 137(2)b) CBE).

Le tableau ci-après présente également les dispositions des législations nationales des États autorisant l'extension ou la validation permettant la transformation de demandes de brevet ou de brevets européens en demandes de brevet national.

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Albanie	<p>Demande réputée retirée conformément à l'art. 77(3) CBE</p> <p>Demande réputée retirée conformément à l'art. 14(2) et l'art. 90(3) CBE pour non-production d'une traduction de la demande dans la langue de la procédure</p> <p>Art. 87/ë(1) LB</p>	<p>a) Paiement de la taxe nationale de dépôt (7 000 ALL)</p> <p>b) Production d'une traduction en albanais</p> <p>Art. 87/ë(7) LB</p>	<p>2 mois à compter de la signification d'une invitation par la GDIP</p> <p>Art. 87/ë(7) LB</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Albanie doivent désigner un mandataire habilité à agir devant la GDIP.</p> <p>Art. 195(2) LB</p>	-
Allemagne	<p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE</p> <p>Titre II § 9(1) Loi IntPatÜbkG</p>	<p>a) Paiement de la taxe nationale de dépôt</p> <p>b) Production d'une traduction en allemand de la demande de brevet</p> <p>c) Désignation de l'inventeur lorsqu'elle n'a pas été effectuée dans la demande européenne</p> <p>Titre II § 9(1), (2) Loi IntPatÜbkG § 3(1) Loi PatKostG Barème des taxes Loi PatKostG § 37 LB</p>	<p>a) 3 mois à compter de la présentation de la requête en transformation</p> <p>b) 3 mois à compter de la date de la signification d'une invitation par l'OABM</p> <p>§ 6(1) Loi PatKostG Titre II § 9(2) Loi IntPatÜbkG</p>	<p>N'est pas nécessaire pour les actes mentionnés à la section 2 ; le mandataire habilité, agréé près l'OEB, n'est pas tenu de déposer un nouveau pouvoir. Pour les autres aspects de la procédure, un mandataire allemand doit être désigné.</p> <p>Art. 25 LB</p>	<p>En ce qui concerne l'institution de la "priorité dérivée" ("Abzweigung") revendiquée d'une demande EP pour une demande de modèle d'utilité, voir JO OEB 1987, 175.</p>

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Bulgarie	Demande réputée retirée conformément à l'art. 77(3) CBE Demande réputée retirée conformément à l'art. 90(3) CBE pour non-production d'une traduction de la demande dans la langue de la procédure	a) Paiement de la taxe nationale pour le dépôt, l'examen, les revendications de brevet, les revendications de priorité et pour la publication de la mention de la demande b) Production, en triple exemplaire, d'une traduction bulgare de la demande de brevet européen telle que déposée à l'origine et, le cas échéant, d'une traduction de la demande telle que modifiée pendant la procédure devant l'OEB	3 mois à compter de la date de transmission de la requête en transformation à l'Office bulgare des brevets	Les demandeurs n'ayant pas d'adresse permanente ni de siège en République de Bulgarie doivent agir dans les procédures devant l'Office bulgare des brevets par l'intermédiaire de mandataires locaux en propriété industrielle.	Dans le cas mentionné à la section 1, la demande EP peut également être transformée en une demande d'enregistrement d'un modèle d'utilité.
Chypre	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE Fiction de retrait en vertu de l'art. 90(3) CBE lorsque la traduction dans la langue de la procédure n'a pas été produite en temps utile	a) Paiement de la taxe de dépôt 100 EUR b) Production d'une traduction en grec en deux exemplaires	a) 3 mois à compter de la signification d'une invitation par l'Office chypriote des brevets b) 4 mois à compter de la présentation de la requête en transformation	Les actes mentionnés à la section 2 doivent être accomplis par un mandataire agréé lorsque le demandeur n'a ni siège ni domicile à Chypre	La requête en transformation est inscrite dans le livre des dépôts, vol. A, demandes nationales.
Croatie	Demande réputée retirée conformément à l'art. 77(3) CBE Demande réputée retirée conformément à l'art. 14(2) et l'art. 90(3) CBE pour non-production d'une traduction de la demande dans la langue de la procédure	a) Paiement de la taxe de dépôt et de la taxe de transformation b) Production d'une traduction en croate	2 mois à compter de la présentation de la requête en transformation	Oui	-
Danemark	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE	a) Paiement de la taxe de dépôt (3 000 DKK + 300 DKK pour chaque revendication à partir de la onzième) b) Production d'une traduction en danois ou en anglais	3 mois à compter de la date de la confirmation de la réception de la requête en transformation par le DKPTO	Non	Dans le cas visé à la section 1, la demande EP peut également être transformée en une demande nationale de modèle d'utilité.
	§ 88 LB	§§ 88, 98(2) LB § 95 OB	§ 88 LB § 95(2) OB	§ 12 LB	§ 36 Loi relative aux modèles d'utilité

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Espagne	<p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE</p> <p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 90(3) CBE lorsque la traduction dans la langue de la procédure n'a pas été produite en temps utile (voir également les observations à la section 5).</p> <p>Art. 158 NLB</p>	<p>a) Paiement</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la taxe nationale de dépôt (100,38 EUR sous forme papier/85,32 EUR sous forme électronique) - de la taxe pour chaque priorité (19,65 EUR sous forme papier/16,70 EUR sous forme électronique) <p>b) Production d'une traduction en espagnol</p> <p>Les taxes sont susceptibles d'être révisées au début de chaque année.</p> <p>Art. 98 DR 316</p>	<p>2 mois à compter de la réception de la requête en transformation par l'OEPM</p> <p>Art. 98 DR 316</p>	<p>Les actes mentionnés à la section 2 peuvent être accomplis par le demandeur ou son mandataire près l'OEB ; le mandataire habilité agréé près l'OEB n'est pas tenu de déposer un nouveau pouvoir. Tous les actes ultérieurs de la procédure doivent être accomplis par un mandataire agréé national lorsque le demandeur n'a ni siège ni domicile dans l'UE.</p> <p>Art. 158 NLB</p>	<p>La demande EP peut être transformée en une demande de modèle d'utilité. Cela vaut également pour les demandes de brevet qui ont été rejetées par l'OEB, ont été retirées ou sont réputées retirées.</p> <p>Art. 159 NLB</p>

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Estonie	<p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE ou de l'art. 90(3) CBE</p> <p>§ 11(1) LMC</p>	<p>a) Production d'une traduction en estonien accompagnée d'une requête en transformation.</p> <p>b) Paiement de la taxe de dépôt nationale (225 EUR plus 13 EUR pour chaque revendication à partir de la 11^e)</p> <p>§ 11(5), (6) LMC § 89(3) à (5), 99 LT § 31 à 34 Règl. n° 3</p>	<p>3 mois à compter de la signification de la réception des documents par l'Office estonien des brevets.</p> <p>§ 11(5) et (6) LMC</p>	<p>Les actes mentionnés à la section 2 doivent être accomplis par le demandeur lui-même ou un conseil en brevets estonien habilité, inscrit dans le Registre d'État des conseils en brevets comme étant spécialisé dans la protection juridique des inventions et schémas de configuration de circuits intégrés.</p> <p>Tous les actes ultérieurs de la procédure doivent être accomplis par un conseil en brevets estonien habilité, lorsque le demandeur n'a ni siège, ni domicile en Estonie.</p> <p>§ 15 LMC § 13¹ LB § 31(1) Règl. n° 3</p>	<p>Dans les cas visés à la section 1 et dans tous les cas cités à l'art. 135(1)b) CBE, la demande de brevet européen peut également être transformée en une demande nationale de modèle d'utilité, sous réserve du paiement de la taxe de dépôt national (105 EUR), sauf lorsque la loi estonienne prévoit que l'invention ne doit pas être protégée comme modèle d'utilité.</p> <p>§ 11(1) à (3) LMC § 99 LT</p> <p>La mention des indications ci-après doit figurer dans la requête en transformation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n° de dépôt de la demande européenne ou du brevet - date de dépôt de la demande européenne - titre de l'invention - nom et adresse du demandeur ou du titulaire du brevet - type de protection (brevet et/ou modèle d'utilité) - le cas échéant, les nom et adresse du représentant habilité aux fins de la correspondance. <p>§ 31(3) Règl. n° 3</p> <p>Sur requête du demandeur, le délai de 3 mois imparti pour produire la traduction peut être prolongé de 2 mois.</p> <p>§ 11(5) LMC</p>

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Finlande	<p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE</p> <p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 90(3) CBE lorsque la traduction dans la langue de la procédure n'a pas été produite en temps utile</p> <p>§ 70s LB</p>	<p>a) Requête en transformation</p> <p>b) Paiement de la taxe nationale de dépôt : 500 EUR + 50 EUR par revendication à compter de la 16^e (400 EUR + 50 EUR par revendication à compter de la 16^e en cas de dépôt en ligne)</p> <p>b) Production d'une traduction en finnois, suédois ou anglais</p> <p>§§ 8, 70s LB</p>	<p>3 mois à compter de la date de la confirmation de la réception de la requête en transformation par le PRH</p> <p>§ 70s LB § 52s DB</p>	<p>Les actes mentionnés à la section 2 peuvent être accomplis par le demandeur ou son mandataire auprès de l'OEB.</p> <p>Tous les actes ultérieurs de la procédure doivent être accomplis par un mandataire agréé qui réside dans l'EEE lorsque le demandeur n'a ni siège ni domicile en Finlande.</p> <p>§ 12 LB</p>	<p>Une demande EP en instance peut être transformée en une demande nationale de modèle d'utilité.</p> <p>§§ 8, 8a Loi relative aux modèles d'utilité §§ 5, 5a Décret relatif aux modèles d'utilité</p>
France	<p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE</p> <p>Art. L. 614-6 CPI</p>	<p>a) Paiement</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la taxe nationale de dépôt (sous forme papier 36 EUR / sous forme électronique 26 EUR) - de la taxe d'établissement du rapport de recherche (520 EUR) <p>b) Production d'une traduction en français</p> <p>Art. R. 614-5 et R. 614-17 Régl. CPI Déc. DG n° 2018-156 et Arrêté (Taxes) du 24.4.08</p>	<p>2 mois à compter de la publication au BOPI d'une mention de la transformation.</p> <p>Dans le cas de demandes de brevet qui ne peuvent être rendues publiques : 2 mois à compter de la date de réception de la requête en transformation, à l'exception de la taxe d'établissement du rapport de recherche, payable dans les 6 mois à compter de la levée du secret.</p> <p>Art. R. 614-5, R. 612-31 al. 2 Régl. CPI</p>	<p>N'est pas nécessaire pour les actes mentionnés à la section 2 ; le mandataire habilité agréé près l'OEB, n'est pas tenu de déposer un nouveau pouvoir.</p> <p>Tous les actes ultérieurs de la procédure doivent être accomplis par un mandataire agréé national, lorsque le demandeur n'a ni siège ni domicile en France.</p> <p>Art. R. 612-2 Régl. CPI</p>	<p>Pour les modalités de dépôt de la demande de transformation, voir Déc. DG n° 2018-156</p> <p>L'INPI publie, sous réserve des dispositions relatives à la défense nationale, une mention de la transformation au BOPI dans un délai d'un mois à compter de la réception de la requête en transformation.</p> <p>L'INPI perçoit une taxe de 26 EUR, et 0,75 EUR par page et par exemplaire pour l'exécution et la transmission de copies des demandes EP aux États désignés.</p> <p>Pour le paiement des taxes annuelles, voir art. R. 614-15 Régl. CPI.</p> <p>Art. R. 614-5, R. 614-19 Régl. CPI Arrêté (Taxes) du 24.4.08</p> <p>Dispositions applicables, s'il y a lieu, aux certificats d'utilité conformément à l'art. L. 611-2 CPI</p>

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Grèce	<p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE</p> <p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 90(3) CBE lorsque la traduction dans la langue de la procédure n'a pas été produite en temps utile (2 mois à compter de la date de dépôt)</p> <p>Art. 23 (10)f) Loi n° 1733/87 Art. 20 Décr. prés. n° 77/88</p>	<p>a) Paiement de la taxe nationale de dépôt (50 EUR)</p> <p>b) Production d'une traduction en langue grecque de la demande de brevet en deux exemplaires</p> <p>Art. 21(1), (2) Décr. prés. n° 77/88 Déc. du 31.8.2016</p>	<p>a) Une pièce justificative du paiement de la taxe est à joindre à la requête en transformation dans un délai de 3 mois à compter de la date à laquelle la notification de l'OEB que la demande est réputée retirée a été signifiée au déposant</p> <p>b) 4 mois à compter de la réception de la requête en transformation par l'OBI</p> <p>Art. 21(1), (2) Décr. prés. n° 77/88</p>	<p>Les actes mentionnés à la section 2 doivent être accomplis par le demandeur ou par un avocat grec.</p> <p>Art. 19 Décr. prés. n° 77/88</p>	<p>La requête en transformation est inscrite dans le Livre des dépôts, vol. A "Demandes nationales".</p> <p>Art. 21(3) Décr. prés. n° 77/88</p> <p>Dans le cas visé à la section 1, la demande de brevet européen peut également être transformée en une demande nationale de modèle d'utilité.</p> <p>Art. 21 Décr. prés. n° 77/88 Art. 19(6) Loi n° 1733/87</p>
Hongrie	<p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 14(2), 77(3) ou de l'art. 78(2) CBE</p> <p>Art. 84/F(1), (3) LB</p>	<p>a) Paiement de la taxe de dépôt et de la taxe de recherche : 37 400 HUF plus une taxe additionnelle par bloc supplémentaire de 10 revendications à partir de la onzième revendication (11^e à 20^e revendication : 1 900 HUF, 21^e à 30^e revendication : 3 800 HUF, à partir de la 31^e revendication : 5 600 HUF)</p> <p>b) Production d'une traduction en hongrois</p> <p>Art. 3(1) Décr. Taxes Art. 84/F(2) et (3) LB</p>	<p>a) 2 mois à compter du dépôt de la requête en transformation ou, si la requête n'a pas été déposée auprès de l'OHPI, à compter de la réception de ladite requête.</p> <p>b) 4 mois à compter du dépôt de la requête en transformation ou, si la requête n'a pas été déposée auprès de l'OHPI, à compter de la réception de ladite requête.</p> <p>Art. 84/F(2) et (3) LB</p>	<p>Sauf disposition contraire d'un traité international, les demandeurs étrangers qui n'ont ni domicile ni siège sur le territoire de l'EEE doivent désigner un mandataire agréé qui est habilité à agir devant l'OHPI.</p> <p>Ce mandataire ne doit pas nécessairement être un mandataire agréé national, mais il doit avoir son siège dans l'EEE.</p> <p>Art. 51(1), (4) LB</p>	-
Irlande	<p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE</p> <p>Art. 122(1) LB R. 86 RB</p>	<p>a) Requête en transformation</p> <p>b) Paiement de la taxe de transformation (30 EUR) et de la taxe de dépôt (125 EUR)</p> <p>c) Production d'une traduction en anglais de la demande de brevet ainsi que de toute modification en deux exemplaires</p> <p>d) Désignation de l'inventeur ou indication du droit du déposant d'obtenir un brevet</p> <p>Art. 17(2), 122(2) LB R. 86(1) RB Annexe I RT</p>	<p>2 mois à compter de la réception de la requête en transformation par le Controller ou, lorsque la demande EP n'a pas été déposée à l'IPOI, dans les 2 mois à compter de la date à laquelle le Controller a signifié au demandeur qu'il a reçu la requête émanant du service central de la propriété industrielle d'un autre État contractant auprès duquel la demande a été déposée.</p> <p>Art. 122 LB R. 86 RB</p>	<p>Oui, si le demandeur n'a ni siège ni domicile dans la Communauté européenne</p> <p>R. 93(1) RB SI n° 141 de 2006</p>	-

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Islande	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE Art. 88 LB	a) Paiement de la taxe de dépôt (64 400 ISK plus 4 100 ISK pour chaque revendication à partir de la onzième) b) Dépôt de la demande de brevet en islandais, danois, norvégien, suédois ou anglais. La traduction islandaise des revendications, de l'abrégé et des légendes des dessins doit être produite avant que la demande soit rendue accessible au public. Art. 88 LB Art. 59 et 5 RB	3 mois à compter de la date de la confirmation de la réception de la requête en transformation par l'ISIPO Art. 59(3) RB	Un demandeur non domicilié en Islande doit avoir un mandataire qui réside dans l'UE, dans un État membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE) qui est partie à l'accord sur l'EEE, en Suisse ou aux Îles Féroé, et qui puisse le représenter pour toute question relative à la demande. Art. 12 LB	-
Italie	1) Transformation en une demande de brevet pour une invention industrielle : fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE 2) Transformation en un modèle d'utilité : a) fiction de retrait en vertu de l'art. 14(2) CBE, en cas de dépôt en italien b) fiction de retrait pour tout autre motif, en cas de rejet de la demande ou de révocation du brevet Art. 58 LB	a) À réception de la demande de conversion envoyée par l'OEB, l'UIBM invite le demandeur à déposer une demande nationale portant une annotation spéciale. b) Production d'une traduction en italien de l'abrégé, de la description, des revendications et, le cas échéant, du document de priorité c) Paiement de la taxe nationale de dépôt (sous forme électronique : 50 EUR / sous forme papier : 120 EUR à 600 EUR suivant la longueur du texte) Art. 58 LB	a) et b) après invitation de l'UIBM accordant un délai d'au moins 2 mois Art. 58 LB	Ce n'est pas nécessaire pour les actes mentionnés à la section 2 ; le mandataire habilité, agréé près l'OEB, n'est pas tenu de déposer un nouveau pouvoir. Il y a toutefois lieu d'indiquer une adresse aux fins de la correspondance dans l'EEE.	L'UIBM commence par inviter le demandeur à indiquer une adresse aux fins de la correspondance ; ce n'est qu'ensuite que sera adressée l'invitation visée à la section 3. L'octroi d'un modèle d'utilité peut être demandé en même temps que la transformation de la demande EP. Une demande EP qui a été rejetée par l'OEB, a été retirée ou est réputée retirée, ainsi qu'un brevet européen (IT) qui a été révoqué, peuvent être transformés en une demande de modèle d'utilité. Art. 58 LB
Lettonie	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE ou de l'art. 90(3) CBE	a) Dépôt de la traduction en letton accompagnée d'une requête en transformation b) Paiement de la taxe de dépôt nationale en vue de la transformation (120 EUR) Art. 74 LB	3 mois à compter du dépôt de la requête en transformation	Oui Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Lettonie doivent désigner un mandataire agréé. Un pouvoir n'est pas requis. Art. 116(3), 117(2) LPI	-
Liechtenstein	Voir Suisse				

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Lituanie	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE Fiction de retrait en vertu de l'art. 14(2) CBE lorsque la traduction dans la langue de la procédure n'a pas été produite en temps utile Art. 82(1) LB	a) Paiement de la taxe de dépôt nationale (86 EUR plus 14 EUR pour chaque revendication à partir de la 16 ^e) b) Production, en triple exemplaire, d'une traduction en lituanien Art. 82(2) LB	1 mois à compter de la réception de la requête par l'Office lituanien des brevets Art. 15(2) LB	Oui, mais le mandataire habilité, agréé près l'OEB, n'est pas tenu de déposer un nouveau pouvoir. Il y a toutefois lieu d'indiquer une adresse aux fins de la correspondance en Lituanie. Art. 14(3) LB	-
Luxembourg	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE Art. 11 Loi du 27.5.77	a) Paiement - de la taxe de dépôt (20 EUR) - de la ou des taxes annuelles exigibles à la date de réception de la requête en transformation b) Production d'une traduction en allemand ou en français Art. 13 Loi du 27.5.77 RT	3 mois à compter de la date de l'invitation de l'Office luxembourgeois de la propriété intellectuelle Art. 13 Loi du 27.5.77	Les actes mentionnés à la section 2, point b), doivent être accomplis par l'entremise d'un mandataire agréé national lorsque le demandeur n'a ni siège ni domicile sur le territoire de l'UE.	-
Macédoine du Nord	Demande réputée retirée conformément à l'art. 77(3) CBE Demande réputée retirée conformément à l'art. 14(2) et l'art. 90(3) CBE pour non-production d'une traduction de la demande dans la langue de la procédure	a) Paiement de la taxe de dépôt et de la taxe de transformation b) Production d'une traduction en macédonien Art. 125(2) LB	2 mois à compter de la présentation de la requête en transformation	Oui	-
Malte	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE Fiction de retrait en vertu de l'art. 90(3) CBE lorsque la traduction dans la langue de la procédure n'a pas été produite en temps utile. R. 10(1) L.N. 99/2007	a) Paiement de la taxe prescrite (699 EUR) b) Production d'une traduction dans l'une des langues officielles à Malte R. 10(2) L.N. 99/2007	Dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle le Comptroller invite le demandeur à produire la traduction et à payer la taxe prescrite. R. 10(2) L.N. 99/2007	Les demandeurs étrangers qui n'ont ni leur domicile ni leur siège dans un État membre de l'UE désignent un mandataire ayant son domicile ou son siège à Malte pour les représenter. Art. 61(2) LB 2000	-

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Monaco	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE Art. 6 OS n° 10.427	a) Paiement de la taxe nationale de dépôt (30 EUR) b) Production d'une traduction en français OS (Taxes)	3 mois à compter de la date d'une notification de la Division de la Propriété Intellectuelle. Un délai supplémentaire d'un mois dès la notification d'une communication de l'Office monégasque sera accordé moyennant paiement d'une surtaxe de 20 % des taxes dues. Art. 3 AM	Les actes mentionnés à la section 2 peuvent être accomplis par le demandeur ou par son mandataire près l'OEB. La nomination d'un mandataire national pour l'accomplissement des actes ultérieurs de procédure n'est pas exigée.	-
Norvège	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE § 66m LB	a) Présentation d'une requête en transformation auprès de l'administration nationale qui a reçu la demande b) Paiement de la taxe relative à la demande (4 650 NOK taxe de dépôt, y compris la taxe de recherche, plus 250 NOK pour chaque revendication à partir de la onzième) Si le demandeur est une personne privée ou une petite entreprise ayant un personnel permanent de 20 équivalents temps plein au maximum, la taxe de dépôt s'élève à 850 NOK plus 250 NOK pour chaque revendication à partir de la onzième. c) Production d'une traduction en anglais ou en norvégien de la demande, ou d'une copie de la demande si elle est rédigée en anglais § 21 Règl. Taxes § 66m LB § 62 RB	Les requêtes en transformation doivent être présentées dans un délai de 3 mois à compter de la date à laquelle le demandeur a été informé que la demande était réputée retirée, et être transmises au NIPO dans un délai de 20 mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, si une priorité a été revendiquée, de la date de priorité. La taxe relative à la demande doit être acquittée dans un délai de 30 jours à compter de la date de la facture. Toute traduction doit être produite dans un délai de 3 mois à compter de la date de la confirmation de la réception de la requête en transformation par le NIPO. § 66m LB § 3 Règl. Taxes § 62(2) RB	Non	-
Pays-Bas	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE Art. 47 LB	a) Paiement de la taxe nationale de dépôt (90 EUR) b) Production d'une traduction en néerlandais en deux exemplaires Art. 48(2) LB	3 mois à compter de la réception de la requête en transformation Art. 48(2) LB	Les actes mentionnés à la section 2 peuvent être accomplis par le demandeur, son mandataire ou un avocat national.	Une certification de la traduction doit être déposée à la demande du NPO. Art. 48(2) LB

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Pologne	<p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE</p> <p>Retrait ou rejet de la demande</p> <p>Art. 5 § 1 LBE</p>	<p>a) Paiement</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la taxe de dépôt (550 PLN ou bien 500 PLN si la demande est déposée par voie électronique, + 25 PLN pour chaque page de la description, des revendications et des dessins au-delà de la 20^e page) - d'une taxe additionnelle pour une déclaration de priorité revendiquée (100 PLN par priorité) <p>b) Dépôt, en double exemplaire, d'une traduction en polonais de la demande de brevet (description de l'invention, abrégé, revendications et dessins)</p> <p>Art. 5 § 2 et 3 LBE Annexe 1 points 1 et 2 Règl. Taxes</p>	<p>Au plus tard 2 mois à compter de la signification de l'invitation du PPO</p> <p>Art. 5 § 2 LBE</p>	<p>Oui, sauf pour les personnes ayant leur domicile ou leur siège social sur le territoire de l'UE, de la Confédération helvétique ou d'un État membre de l'AELE qui est partie à l'Accord sur l'EEE.</p> <p>Art. 236 § 3 LPI</p>	<p>Les demandes EP rejetées par l'OEB, retirées ou réplacées retirées peuvent aussi être converties en demande de modèle d'utilité.</p> <p>Art. 5 § 1 LBE</p>
Portugal	<p>Fiction de retrait soit en vertu de l'art. 77(3) CBE, soit en vertu de l'art. 90(3) CBE lorsque la traduction dans la langue de la procédure n'a pas été produite en temps utile.</p> <p>Art. 88(1), (2), (3), 89(3) LB</p>	<p>a) Transformation de demandes de brevet européen ou de brevets européens en demandes de brevet national ou en brevets nationaux :</p> <p>Paiement de la taxe nationale de dépôt : 107,62 EUR pour un dépôt en ligne, 215,24 EUR pour un dépôt sur papier</p> <p>Transformation de demandes de brevet européen ou de brevets européens en demandes de modèle d'utilité national ou en modèles d'utilité nationaux :</p> <p>Paiement de la taxe nationale de dépôt : 188,35 EUR pour un dépôt en ligne, 376,67 EUR pour un dépôt sur papier</p> <p>b) Production d'une traduction en portugais</p> <p>Art. 83, 88(4), (6) LB Rés. Taxes</p>	<p>2 mois à compter de la date de la réception de la requête en transformation par l'INPI</p> <p>Art. 88(6) LB</p>	<p>Non</p> <p>Art. 10 LB</p>	<p>La demande EP peut être transformée en une demande de modèle d'utilité.</p> <p>Art. 89 LB</p>

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
République tchèque	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE § 35b(1) LB	a) Paiement de la taxe nationale de dépôt (1 200 CZK ; 600 CZK lorsque le demandeur est l'inventeur) b) Dépôt, en triple exemplaire, d'une traduction en tchèque c) Désignation d'un mandataire agréé § 35b(2), (3), 70 LB	a) et b) dans les 3 mois à compter de la notification de l'invitation, par l'Office tchèque de la propriété industrielle, à produire la traduction en tchèque et à acquitter la taxe de dépôt c) cf. section 4 §§ 35b(2), 70 LB	Les actes de procédure mentionnés à la section 2 doivent être accomplis par un mandataire agréé national – cf. tableau III.B, section 1 § 70 LB	Dans le cas indiqué à la section 1, la demande de brevet européen peut également être transformée en une demande nationale de modèle d'utilité. § 35b(4) LB § 10a de la Loi n° 478/1992 Rec. sur les modèles d'utilité, telle que modifiée par la Loi n° 116/2000 Rec.
Roumanie	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE Fiction de retrait en vertu de l'art. 90(3) CBE lorsque la traduction dans la langue de la procédure n'a pas été produite en temps utile Art. 9(1) Loi AdhCBE	a) Requête en transformation b) Production d'une traduction roumaine de la demande de brevet européen et, le cas échéant, du texte tel que modifié pendant la procédure devant l'OEB c) Paiement de la taxe prescrite	a) dans les 3 mois à compter de la date de notification informant le demandeur que sa demande est réputée retirée b) + c) dans les 2 mois à compter de l'invitation de l'OSIM à cet effet	Les actes mentionnés à la section 2 peuvent être accomplis par le demandeur ou son mandataire national. Tous les actes ultérieurs de la procédure doivent être accomplis par un mandataire agréé national lorsque le demandeur n'a ni siège ni domicile en Roumanie.	Dans le cas mentionné à la section 1, la demande EP peut également être convertie en demande de modèle d'utilité Art. 14(5) Loi MU

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Saint-Marin	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE Art. 9(1)b) Décr. loi n° 76/2009	a) Requête en transformation b) Paiement de la taxe prescrite c) Production d'une traduction en italien de la demande de brevet européen	Deux mois à compter de la date à laquelle l'Office d'État des brevets et des marques de la République de Saint-Marin a reçu la requête en transformation	Les demandeurs étrangers doivent désigner un mandataire agréé inscrit sur la liste des conseils en propriété industrielle tenue par l'Office d'État des brevets et des marques de la République de Saint-Marin.	-
Serbie	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE Fiction de retrait en vertu de l'art. 90(3) CBE lorsque la traduction dans la langue de la procédure en vertu de l'art. 14(2) CBE n'a pas été produite en temps utile. Art. 153(1) LB	a) Paiement des taxes nationales dues pour la transformation et la publication de la mention de la transformation dans le Journal de la propriété intellectuelle Une preuve du paiement des taxes exigibles doit être fournie. b) Production d'une traduction en serbe de la demande de brevet européen Art. 153(4)(5) LB	2 mois à compter de la présentation de la requête en transformation Art. 153(5) LB	Oui Art. 5 LB	-

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Slovaquie	<p>Lorsqu'une requête en transformation d'une demande de brevet européen en demande de brevet national est présentée par un demandeur conformément à l'article 135 CBE, l'Office slovaque de la propriété industrielle instruit la requête en application de la Partie 3 LB ou de l'art. 135(2) CBE.</p> <p>§ 61(1) LB</p>	<p>a) Si, conformément à l'article 135(2) CBE, la requête en transformation d'une demande de brevet européen en demande de brevet national est présentée à l'Office slovaque de la propriété industrielle, le demandeur est tenu d'acquitter une taxe d'un montant de 20 EUR pour chaque État (désigné).</p> <p>b) Si la requête en transformation d'une demande de brevet européen en demande de brevet national est présentée à l'Office européen des brevets, conformément à l'article 135(3) CBE, et transmise à l'Office slovaque de la propriété industrielle, le demandeur est tenu :</p> <p>i) d'acquitter une taxe d'un montant de 30 EUR (si la requête est présentée par un inventeur ou des co-inventeurs) ou de 60 EUR (si la requête est présentée par une personne autre que l'inventeur ou les co-inventeurs) ;</p> <p>ii) de produire une traduction de la demande de brevet européen en slovaque.</p> <p>§ 61(2) LB Barème des taxes, points 216 a), 216a a), Loi taxes</p>	<p>3 mois à compter de la date de l'invitation par l'Office slovaque de la propriété industrielle</p> <p>§ 61(2) LB</p>	<p>Oui, pour les personnes physiques et morales qui n'ont ni domicile ni siège en République slovaque.</p> <p>L'exigence de représentation mentionnée ci-dessus ne s'applique pas aux parties qui ont la nationalité d'un État partie à l'accord EEE ou qui ont leur siège ou leur domicile professionnel sur le territoire d'un tel État ; ces parties doivent fournir à l'Office slovaque de la propriété industrielle une adresse de correspondance sur le territoire de la République slovaque.</p> <p>Représentation par un mandataire désigné ou un agent de brevets accrédité auprès de l'Office slovaque de la propriété industrielle.</p> <p>§ 79 (2) LB</p>	<p>Une demande de brevet européen peut également être transformée en une demande de modèle d'utilité.</p> <p>§ 36 MU</p>
Slovénie	<p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE</p> <p>Fiction de retrait en vertu de l'art. 90(3) CBE lorsque la traduction dans la langue de la procédure n'a pas été produite en temps utile</p> <p>Art. 30(1) LB</p>	<p>a) Paiement de la taxe prescrite (110 EUR)</p> <p>b) Production d'une traduction en slovène de la demande de brevet européen</p> <p>Art. 30(2) LB Art. 1(1.4.3) Décr. Taxes</p>	<p>2 mois à compter de la date de transmission de la requête en transformation à l'Office des brevets</p> <p>Art. 137(2) CBE</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 129 LB</p>	<p>-</p>

État contractant	1 Cas de transformation	2 Actes à accomplir	3 Délais d'accomplissement des actes mentionnés à la section 2	4 La désignation d'un mandataire national est-elle nécessaire ?	5 Observations particulières
Suède	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE § 93(1) LB	a) Paiement de la taxe relative à la demande (500 SEK taxe de dépôt + 2 500 SEK taxe de recherche + 150 SEK pour chaque revendication au-delà de la 10 ^e) b) Production d'une traduction en suédois ou en anglais § 93(1) LB § 66 DB	3 mois à compter de la date de la confirmation de la réception de la requête en transformation par l'Office suédois des brevets § 66 DB	Les actes mentionnés à la section 2 peuvent être accomplis par le demandeur ou son mandataire près l'OEB. L'Office suédois des brevets peut inviter un demandeur non domicilié en Suède à engager un agent qui y a son siège et qui est habilité à recevoir la correspondance relative à la demande. § 12 LB	-
Suisse / Liechtenstein	Fiction de retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE Fiction de retrait en vertu de l'art. 14(2) CBE lorsque la traduction dans la langue de la procédure n'a pas été produite en temps utile (en ce qui concerne les demandes déposées en italien). Art. 121 LBI	a) Paiement de la taxe de dépôt (200 CHF + 50 CHF par revendication à compter de la 11 ^e) b) Production d'une traduction dans l'une des langues officielles en Suisse c) Paiement des taxes annuelles déjà venues à échéance Art. 123 LBI Art. 118, 17a (1)(a), 49, 18 OBI IPI-RT (Annexe III)	a) et b) délais fixés par l'IPI c) 6 mois à compter de la date de l'invitation de l'IPI (avec supplément à compter du 4 ^e mois) Art. 118 OBI	Les actes mentionnés à la section 2 peuvent être accomplis par le demandeur ou son mandataire près l'OEB ; le mandataire habilité, agréé près l'OEB, n'est pas tenu de déposer un nouveau pouvoir. Pour la suite de la procédure, le demandeur ayant son siège ou son domicile à l'étranger doit indiquer une adresse en Suisse ou au Liechtenstein pour la correspondance. Art. 13 LBI Art. 118 OBI	Si le demandeur a son siège ou son domicile à l'étranger, il est invité tout d'abord à indiquer, dans un délai fixé par l'IPI, une adresse en Suisse ou au Liechtenstein pour la correspondance ou à désigner un représentant national habilité à recevoir la correspondance. Le demandeur ou son représentant est alors invité à accomplir les actes indiqués à la section 2. Dans la mesure où ils sont admissibles, les textes figurant sur les dessins peuvent être traduits en vue de la procédure nationale. Une traduction de la requête et du rapport de recherche n'est pas nécessaire.
Turquie	Fiction du retrait en vertu de l'art. 77(3) CBE R. 19 RCBE	a) Paiement de la taxe nationale de dépôt : 80 TRY* La taxe nationale de dépôt augmente en fonction du nombre de priorités, cf. Taxes. Réduction de la taxe pour les dépôts en ligne : 40 TRY* b) Production d'une traduction en français en deux exemplaires R. 20 RCBE Taxes 2019	3 mois à compter de la réception de la requête en transformation par l'Office turc des brevets et des marques R. 20 RCBE	Les actes mentionnés à la section 2 doivent être accomplis par un mandataire national agréé par l'Office turc des brevets et des marques, lorsque le demandeur n'a ni siège ni domicile en Turquie. R. 20 RCBE	Dans les cas de transformation mentionnés à la section 1, la demande EP peut être transformée en demande de brevet ou de modèle d'utilité. R. 19 RCBE

* Les taxes sont révisées chaque année au 1^{er} janvier.

Paieinent de taxes

VIII.

Un certain nombre de "taxes nationales" doivent être payées aux services de la propriété industrielle des États contractants ou des États autorisant l'extension ou la validation dans le cadre des dispositions de la CBE ou des législations nationales applicables (voir tableaux II, III, IV, VI, VII et IX).

Des informations utiles relatives aux dispositions nationales, aux comptes des services de la propriété industrielle, aux modalités de paiement admises ainsi qu'à la date à laquelle les paiements de taxes sont réputés effectués sont regroupées dans le tableau ci-après en vue de faciliter les paiements.

Il n'est pas donné d'indications particulières en ce qui concerne les règles habituelles d'ordre général régissant les paiements, par exemple l'indication de l'auteur du paiement, de l'objet du paiement, du numéro de dépôt ou de publication de la demande de brevet européen.

Les indications relatives aux banques, aux bureaux de poste ou aux centres de chèques postaux ne concernent que les établissements et les administrations qui ont leur siège sur le territoire de l'État contractant en question.

Lors de tout paiement, il y a lieu de tenir compte du fait que certains établissements bancaires, surtout dans le cas de virements provenant de l'étranger, sont susceptibles de prélever au titre des frais et des droits une certaine somme qui ne doit pas être à la charge des services nationaux de la propriété industrielle.

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Albanie	Décr. Taxes	Drejtoria e Pergjithshme e Pronësisë Industriale Banka Kombetare Tregtare BKT Shkolla Baletit TIRANE-SHQIPERI Compte n° 515003225CLPBCLALLZQ IBAN : AL11 2051 1650 0032 25CL PBCL ALLZ SWIFT : NCBAALTXXXX	a) virement bancaire b) paiement en espèces	3a) date de l'inscription au crédit du compte bancaire indiqué à la section 2 3b) date de la réception du paiement par la GDIP
Allemagne	Loi PatKostG Ord. du 15.10.03	Bundeskasse Halle/DPMA Bk München (Deutsche Bundesbank Filiale München) IBAN : DE84 7000 0000 0070 0010 54 BIC : MARKDEF1700 Important : Notez que les frais bancaires sont à la charge du payeur, qui doit donner les instructions nécessaires à sa banque.	a) paiement en espèces auprès des services ad hoc de l'OABM b) virement sur le compte de la Bundeskasse Halle près la Bundesbank München c) versement auprès d'une banque allemande ou étrangère sur le compte de la Bundeskasse Halle près la Bundesbank München d) ordre de débit valable de type SEPA indiquant l'objet du paiement et couvrant les coûts en question § 1 Ord. du 15.10.03	3a) date du versement 3b) date à laquelle le compte est crédité 3c) date du versement 3d) date de réception par l'OABM ou par le Tribunal fédéral des brevets, ou, dans le cas de montants non encore exigibles, date de leur échéance, dans la mesure où le recouvrement a lieu au bénéfice de la caisse fédérale compétente pour l'OABM. Si l'ordre de débit de type SEPA est transmis par téléfax, l'original doit être produit dans un délai d'un mois à compter de la réception du téléfax. Dans le cas contraire, le paiement est réputé effectué à la date de réception de l'original. § 2 Ord. du 15.10.03
Autriche	Décr. Prés.	Österreichisches Patentamt BAWAG P.S.K. Georg-Coch-Platz 2 1018 WIEN IBAN : AT75 0100 0000 0516 0000 BIC : BUNDATWW	a) versement au compte de chèques postaux b) virement au compte de chèques postaux c) paiements électroniques en lien avec le dépôt électronique de traductions allemandes du fascicule de brevet § 8 Décr. Prés.	3a) date du versement effectué auprès d'un bureau de poste autrichien ou auprès de la BAWAG P.S.K. 3b) date de l'inscription au crédit du compte de chèques postaux indiqué à la section 2 3c) date du règlement à l'aide des méthodes électroniques de paiement proposées dans le formulaire basé sur Internet § 8 Décr. Prés.

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Belgique	AR (Taxes)	<p>Office de la Propriété Intellectuelle (OPRI) auprès du Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie Rue du Progrès, 50 1210 BRUXELLES</p> <p>BPost SA Centre Monnaie 1000 BRUXELLES</p> <p>IBAN : BE61 6792 0058 8017</p> <p>BIC : PCHQBEBB</p>	<p>- versement ou virement sur le compte de l'OPRI ;</p> <p>- débit d'un compte courant ouvert auprès de l'OPRI ;</p> <p>- paiement électronique par carte de débit sur place.</p> <p>En ce qui concerne la représentation devant l'OPRI:</p> <p>- toute personne peut acquitter les taxes annuelles ;</p> <p>- pour ce qui concerne les autres taxes, les personnes physiques et morales qui n'ont ni domicile ni établissement effectif dans un État membre de l'EEE peuvent agir elles-mêmes devant l'OPRI pour le paiement d'une taxe.</p> <p>Art. XI.62 CDE Art. 4 AR (Taxes)</p>	<p>Le paiement des taxes est réputé effectué :</p> <p>1° à la date de son inscription au crédit du compte de l'OPRI lorsque le paiement s'opère par virement ou par un moyen de paiement électronique ;</p> <p>2° à la date de réception, par l'OPRI, de la demande d'inscription du montant au débit de la provision, si le montant de la provision est suffisant ;</p> <p>3° à la date de l'inscription au crédit du compte de l'OPRI d'une provision complémentaire suffisante pour effectuer le paiement si la provision déjà constituée est insuffisante au moment de la demande d'inscription visée au point 2°.</p> <p>Si le jour de l'échéance d'une taxe ou d'une taxe supplémentaire est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable qui suit.</p> <p>Art. 6, 7, 9, 11 AR (Taxes)</p>
Bulgarie	Art. 5, Art. 33 LB Décr. Taxes	<p>Bulgarian Patent Office</p> <p>Bulgarian National Bank (BNB) Centralno Upravlenie 1, Knyaz Alexander I Sq. 1000 SOFIA</p> <p>IBAN : BG90 BNBG 9661 3100 1709 01</p> <p>SWIFT : BNBGBGSF</p> <p>Compte bancaire correspondant de la BNB dans TARGET2 : IBAN : BG83 BNBG 9661 1100 0661 41</p>	<p>a) paiement en espèces</p> <p>b) virement bancaire</p>	<p>3a) date de la réception du paiement par l'Office bulgare des brevets</p> <p>3b) date du paiement à la banque</p>
Chypre	LB RT	<p>Registrar of Companies and Official Receiver</p> <p>CENTRAL BANK OF CYPRUS 80, Kennedy Avenue 1076 NICOSIA</p> <p>IBAN: CY16 0010 0001 0000 0000 0600 1010</p> <p>SWIFT: CBCYCY2NFBU</p>	<p>Les taxes doivent être acquittées en EUR.</p> <p>a) paiement en espèces</p> <p>b) chèque payable au Registrar of Companies</p> <p>c) virement bancaire</p>	<p>Date de la réception du paiement par l'Office chypriote des brevets</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Croatie	LTaxesAdm RFRSp	Ministry of Finance of the Republic of Croatia Katanciceva 5 10000 ZAGREB State Budget of the Republic of Croatia Croatian National Bank Trg hrvatskih velikana 3 10000 ZAGREB IBAN : HR12 1001 0051 8630 0016 0 BIC/SWIFT : NBHRHR2XXXX	a) virement bancaire b) mandat postal Important : Veuillez préciser avec tout paiement les détails suivants : "MODEL : HR63 PNB : 5657-6179-140007" Il convient de produire, pour chaque paiement, un avis de paiement indiquant la demande de brevet européen ou le brevet européen concerné.	3a) et 3b) date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2
Danemark	LB	Patent- og Varemærke-styrelsen Danske Bank Holmens Kanal 2-12 1092 KØBENHAVN K Compte n° 0216 4069 0562 96 IBAN : DK66 0216 4069 0562 96 SWIFT : DABADKKK	a) paiement en espèces b) chèque tiré sur une banque danoise et payable au DKPTO en monnaie danoise c) virement (par télégramme) à une banque danoise au bénéfice du compte bancaire indiqué à la section 2 d) débit d'un compte courant auprès du DKPTO e) carte de crédit ou de débit Tout paiement au DKPTO doit être effectué en DKK (monnaie danoise). Le paiement doit être accompagné d'instructions détaillées.	3a) et 3e) date de la réception du paiement par le DKPTO 3b) date de la réception du chèque par le DKPTO 3c) date de l'inscription au crédit du compte bancaire indiqué à la section 2 3d) date de la réception de l'ordre de débit

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Espagne	NLB	<p>Oficina Española de Patentes y Marcas</p> <p>Pour les coordonnées bancaires, voir "Modalités de paiement", point c).</p>	<p>a) En ligne, via le site Internet de l'OEPM :</p> <p>a.1) Débit d'un compte client à la CAIXABANK.</p> <p>a.2) Débit d'un compte client auprès d'une institution associée à l'administration fiscale espagnole (AEAT) (certificat numérique requis).</p> <p>b) paiement en espèces en personne auprès d'une succursale de la CAIXABANK (les formulaires nécessaires peuvent être générés à partir du site Internet de l'OEPM).</p> <p>Pour plus d'informations : www.oepm.es/en/Formas_de_pago.html</p> <p>c) Uniquement si le paiement selon les modalités a) ou b) n'est pas possible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aller à l'adresse https://tramites2.oepm.es/gendocpagT2/inicio. - Introduire les coordonnées de l'auteur du paiement et sélectionner les taxes à acquitter. - Un courriel précisant toutes les informations nécessaires au virement bancaire sera envoyé. - Lorsque le paiement est parvenu à l'OEPM, l'auteur du paiement en reçoit confirmation par courriel. 	<p>3a.1) et 3a.2) Date du paiement via le site Internet de l'OEPM.</p> <p>3b) Date du paiement auprès d'une succursale de la CAIXABANK.</p> <p>3c) Date du virement bancaire.</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
France	Arrêté (Taxes) du 24.4.08 Déc. DG n° 2018-137	I.N.P.I. Agence Comptable Trésor Public Direction régionale des finances publiques - Île-de-France et département de Paris (DRFIP) 94 rue Réaumur 75002 PARIS	Les paiements de taxes annuelles ne sont acceptés que sous forme électronique à partir du site Internet de l'INPI via l'utilisation de l'interface dédiée (https://eprocures.inpi.fr). Le paiement électronique des annuités est réalisé : a) par un ordre de prélèvement d'un compte client ouvert auprès de l'INPI, ou b) par règlement par carte bancaire. Déc. DG n° 2018-137	Date du paiement Déc. DG n° 2018-137
Grèce	Déc. du 31.8.2016	OBI Organismos Biomichanikis Idioktiasias 1) Alpha Bank (Amaroussio Branch No. 146) 64 Kifissias Avenue 151 25 ATHÈNES Compte n° 1460 0200 2008 632 IBAN : GR92 0140 1460 1460 0200 2008 632 BIC : CRBAGRAA 2) National Bank of Greece (Amaroussio Branch No. 669) 6-8 Kifissias Avenue 151 25 ATHÈNES Compte n° 66947900149 IBAN : GR05 0110 6690 0000 6694 7900 149 BIC : ETHNGRAA	a) carte de crédit ou de débit b) versement sur le compte détenu par l'OBI auprès de l'Alpha Bank ou auprès de la Banque nationale de Grèce c) ordre de virement bancaire en ligne ou par téléphone sur le compte détenu par l'OBI auprès de l'Alpha Bank ou auprès de la Banque nationale de Grèce Art. 4(1) Déc. du 31.8.2016 Art. 123 Loi n° 4512/2018	3a) date de la réception du paiement par la caisse de l'OBI 3b) date du versement 3c) date de l'inscription au crédit du compte détenu par l'OBI auprès de l'Alpha Bank ou auprès de la Banque nationale de Grèce Art. 4(2) Déc. du 31.8.2016
Hongrie	Art. 115/R LB Décr. Taxes	Compte de l'OHPI auprès du Trésor public hongrois 1909 BUDAPEST N° 1003 2000-0173 1842-0000 0000 IBAN : HU30 1003 2000 0173 1842 0000 0000 SWIFT : MANEHUHB	a) virement bancaire b) mandat postal avec les données d'identification (numéro de référence ou d'enregistrement) et les détails concernant le bénéficiaire Art. 21 Décr. Taxes	3a) Deux jours ouvrables bancaires ou, en cas de virement international, cinq jours ouvrables bancaires avant que le montant ne soit crédité sur le compte de l'OHPI 3b) date d'émission du mandat (le cachet apposé par un bureau de poste hongrois faisant foi)

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Irlande	LB RB	<p>Intellectual Property Office of Ireland Government Buildings Hebron Road KILKENNY R95 H4XC</p> <p>DANSKE BANK DBEI Intellectual Property Office of Ireland EFT – Public Bank Account Compte n° 80012459 IBAN : IE94 DABA 9519 9080 0124 59 BIC : DABAIE2D</p>	<p>Les paiements de taxes annuelles ne sont acceptés que sous forme électronique : en ligne ou par téléphone. L'IPOI est ouvert du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 17 h.</p> <p>TEF/Coordonnées bancaires – Les paiements (obligatoirement en EUR) selon le système de transfert électronique de fonds ne peuvent être acceptés qu'aux conditions suivantes :</p> <p>Il convient de produire, pour chaque paiement, un avis de paiement indiquant la date et le montant du transfert sur le compte TEF de l'IPOI.</p> <p>Si un paiement est effectué pour plusieurs transactions, il convient d'en faire la liste ou de les ventiler.</p> <p>L'avis de paiement doit être envoyé par courrier électronique à l'adresse payments@ipoi.gov.ie.</p> <p>Pour respecter le délai de paiement prescrit d'une taxe, il y a lieu de prévoir deux jours ouvrables pour que le paiement par TEF parvienne sur le compte bancaire de l'IPOI.</p> <p>Les questions relatives aux modalités de paiement peuvent être adressées à la Section financière, par courrier électronique (payments@ipoi.gov.ie) ou par téléphone (+353 56 7720111).</p>	<p>1) Date du paiement effectué en ligne</p> <p>2) Date de réception du transfert TEF sur le compte bancaire de l'IPOI</p>
Islande	LB RT	<p>650191-2189 Hugverkastofan (Icelandic Intellectual Property Office) Engjateigur 3 105 REYKJAVIK</p> <p>NBI hf (Landsbankinn) Laugavegi 77 101 REYKJAVIK</p> <p>IBAN : IS71 0111 2601 2189 6501 9121 89 SWIFT : NBIISRE</p>	<p>a) paiement en espèces</p> <p>b) virement au compte bancaire en ISK (cf. section 2)</p> <p>Le paiement doit être accompagné d'instructions détaillées.</p>	<p>3a) date de la réception du paiement par l'Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)</p> <p>3b) date de l'inscription au crédit du compte bancaire indiqué à la section 2</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Italie	<p>Loi taxes Décr. min. du 2.4.2007 Circ. du 5.2.2010 Disp. du 20.11.2014 Décr. min. du 26.1.2015</p>	<p>a) Paiements à l'intérieur de l'Italie</p> <p>Bénéficiaire : Agenzia delle Entrate</p> <p>Tout versement de taxes en relation avec des brevets européens doit être effectué à l'aide du formulaire F24 auprès d'une banque italienne autorisée ou d'un bureau de poste.</p> <p><i>i) Taxes annuelles pour les brevets européens :</i></p> <p>F24, code "C301" pour "Annualità convalida Brevetto Europeo"</p> <p><i>ii) Autres taxes :</i></p> <p>F24, codes "C300" et "C302"</p> <p>b) Paiements depuis d'autres États de la zone euro</p> <p>Bénéficiaire : Tesoreria dello Stato</p> <p>Nom de la banque : Banca d'Italia</p> <p>IBAN : IT09 Z010 0003 2453 4800 8121 701</p> <p>BIC : BITAITRRENT</p> <p>c) Paiements depuis des États hors de la zone euro</p> <p>Bénéficiaire : Banca d'Italia</p> <p>Nom de la banque correspondante : Deutsche Bank</p> <p>IBAN : DE03 5007 0010 0935 6403 00</p> <p>BIC : DEUTDEFF</p> <p>d) Paiements (en euros) à la Chambre de commerce de Rome – uniquement en cas de dépôt par un service postal</p> <p>Bénéficiaire : Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Roma</p> <p>Nom de la banque : Poste Italiane</p> <p>IBAN : IT67 C076 0103 2000 0003 3692 005</p> <p>BIC : BPPIITRRXXX</p>	<p>a) Auprès d'une banque italienne ou d'un bureau de poste italien à l'aide du formulaire obligatoire (F24). L'attestation du versement doit être présentée à l'Office italien des brevets et des marques (UIBM).</p> <p>b), c) et d) virement bancaire</p>	<p>3a) Pour les paiements au moyen du F24 : la date du paiement auprès d'un bureau de poste ou d'une banque en Italie (cachet de la poste)</p> <p>3b) et 3c) Pour les virements bancaires depuis l'étranger : la date de l'inscription au crédit d'un des comptes indiqués</p> <p>3d) date de l'inscription au crédit du compte indiqué</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Lettonie	LB Décr. Brev. Décr. Taxes	LR Patentu valde Citadeles iela 7/70 1010 RIGA Reg. No. 90000042944 Treasury of the Republic of Latvia IBAN : LV43 TREL 9190 4620 1500 B BIC : TREL LV22	Virement bancaire	Date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2
Liechtenstein	Voir Suisse			

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Lituanie	Art. 75 LB Loi taxes	<p>State Tax Inspectorate under the Ministry of Finance of the Republic of Lithuania</p> <p>Référence : 5310</p> <p>1) Luminor Bank AB (ancienne AB DNB Bank)</p> <p>Bank Code : 40100</p> <p>IBAN : LT74 4010 0510 0132 4763</p> <p>BIC : ABGLLT2X</p> <p>2) AB SEB bankas</p> <p>Bank Code: 70440</p> <p>IBAN : LT05 7044 0600 0788 7175</p> <p>BIC : CBVILT2X</p> <p>3) Šiaulių bankas AB</p> <p>Bank Code : 71800</p> <p>IBAN : LT32 7180 0000 0014 1038</p> <p>BIC : CBSBLT26</p> <p>4) Danske Bank A/S (succursale lituanienne)</p> <p>Bank Code : 74000</p> <p>IBAN : LT74 7400 0000 0872 3870</p> <p>BIC : SMPOLT22</p> <p>5) Luminor Bank AB (ancienne succursale lituanienne de la Nordea Bank AB)</p> <p>Bank Code : 21400</p> <p>IBAN : LT12 2140 0300 0268 0220</p> <p>BIC : NDEALT2X</p> <p>6) SWEDBANK AB</p> <p>Bank Code : 73000</p> <p>IBAN : LT24 7300 0101 1239 4300</p> <p>BIC : HABALT22</p> <p>7) UAB Medicinos bankas</p> <p>Bank Code : 72300</p> <p>IBAN : LT42 7230 0000 0012 0025</p> <p>BIC : MDBALT22</p> <p>8) AB "Citadelė" bankas</p> <p>Bank Code 72900</p> <p>IBAN : LT78 7290 0000 0013 0151</p> <p>BIC : INDULT2X</p>	Virement bancaire	Date de l'inscription au crédit d'un des comptes indiqués à la section 2

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Luxembourg	LB (art. 89.2) RT	Ministère de l'Économie Office de la Propriété Intellectuelle 2914 Luxembourg Post Luxembourg IBAN : LU91 1111 7125 0540 0000 BIC : CCPLLULL	Virement bancaire	Date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2
Macédoine du Nord	Loi taxes	State Office of Industrial Property (SOIP) National Bank of the Republic of North Macedonia P.O. Box 401 Kompleks banki b.b. 1000 SKOPJE <i>a) Taxes annuelles pour les brevets européens :</i> mandat postal ou virement bancaire au compte du budget n° 1 000 000 000 63095 ; compte d'ordre n° 840 033 03135 code de recette : 722318 méthode : 2 <i>b) Taxes de publication :</i> mandat postal ou virement bancaire au compte du SOIP n° 1100200213-787-13 ; code de recette : 724149-20 ; méthode : 1 ; numéro fiscal du SOIP : 4030994253825	a) virement bancaire b) mandat postal	3a) date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2 3b) date de paiement auprès d'un bureau de poste en MK
Malte	LB 2000 L.N. 99/2007	Industrial Property Registrations Directorate (IPRD) Bank of Valletta Triq il-Kanun Santa Venera SVR 9030 Malta N° du compte : 40018101689 (frais bancaires à la charge du payeur) Nom du compte : "Commerce" Référence : Numéro du brevet ("Patent No. ...") IBAN : MT58 VALL 2201 3000 0000 4001 8101 689 BIC : VALLMTMT	a) paiement en espèces b) chèque bancaire c) virement bancaire	3a) et b) date de la réception du paiement par l'IPRD 3c) date de l'inscription au crédit du compte bancaire indiqué à la section 2

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Monaco	LB OS n° 1.476 OS n° 10.427 OS (Taxes)	TGF - Direction de l'Expansion Économique 9 rue du Gabian 98000 MONACO RMON SDC MONACO Place des Moulins 98000 MONACO Compte n° 0000063074 G Clé RIB 72 Code banque 30002 Indicatif 03214 IBAN : MC06 3000 2032 1400 0006 3074 G72 BIC : CRLYMCM1XXX	a) paiement en espèces b) chèque bancaire ou postal c) virement bancaire	3a) date de réception du paiement par la Division de la Propriété Intellectuelle 3b) date de la réception par la Division de la Propriété Intellectuelle, le cachet de la poste faisant foi 3c) date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2 Art. 4 OS (Taxes)
Norvège	LB RB Règl. Taxes	Patentstyret DNB ASA PB 1600 Sentrum NO 0021 OSLO BIC : DNBANOKKXXX <i>a) Taxes annuelles pour les brevets européens :</i> Compte n° 8276.01.00192 IBAN : NO82 8276 0100 192 <i>b) Autres taxes :</i> Compte n° 8276.03.00078 IBAN : NO46 8276 0300 078	Virement bancaire Les paiements envoyés au NIPO doivent être libellés en couronnes norvégiennes (NOK). Les taxes annuelles peuvent être acquittées en ligne. Ce service est proposé gratuitement sur le site Internet des services numériques du NIPO : <i>search.patentstyret.no</i> Les détails relatifs au paiement doivent être envoyés à l'adresse électronique du NIPO : <i>regnskap@patentstyret.no</i>	Date de l'inscription du paiement au crédit du compte indiqué à la section 2
Pays-Bas	LB RB	Octrooicentrum Nederland onderdeel van RVO ING Bank P.O. Box 1800 1000 BV AMSTERDAM IBAN : NL41 INGB 0705 0012 96 BIC : INGBNL2A	a) paiement en espèces b) virement ou versement au compte bancaire c) chèque établi en EUR d) débit d'un compte courant auprès du NPO	3a) et 3c) date de la réception du paiement ou du chèque par le NPO 3b) date de l'inscription au crédit du compte bancaire indiqué à la section 2 3d) date de la réception de l'ordre de débit
Pologne	Règl. Taxes	Urząd Patentowy RP Narodowy Bank Polski Oddział Okręgowy WARSZAWA IBAN : PL 93 1010 1010 0025 8322 3100 0000 SWIFT (BIC) : NBPLPLPW	a) paiement en espèces b) mandat postal c) virement bancaire § 5 RT	3a) date du cachet figurant sur le formulaire de paiement remis au PPO 3b) date du cachet de la poste (apposé par le bureau de poste polonais) figurant sur le mandat postal 3c) date à laquelle le montant est crédité au compte indiqué à la section 2

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Portugal	Art. 90, 365, 366(1), (2) LB Rés. Taxes	INPI	<p>Les taxes doivent être acquittées en EUR.</p> <p>Paiements nationaux :</p> <p>Sur papier</p> <p>a) paiement en espèces</p> <p>b) depuis un guichet automatique bancaire</p> <p>c) chèque</p> <p>d) mandat postal</p> <p>En ligne : système de gestion de compte en ligne (guichet automatique bancaire)</p> <p>Paiements internationaux :</p> <p>carte de crédit¹ (Visa ou Mastercard)</p> <p>¹ Carte de crédit :</p> <p>Pour que le prélèvement puisse être effectué, les demandeurs doivent fournir leur numéro de carte de crédit et leurs coordonnées bancaires.</p> <p>Virement bancaire :</p> <p>Ce mode de paiement n'est autorisé que dans des circonstances exceptionnelles.</p> <p>Pour obtenir l'autorisation d'effectuer un virement bancaire, les demandeurs sont tenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de contacter directement le service de soutien à la clientèle de l'INPI du Portugal (servico.publico@inpi.pt) - d'informer le service de soutien à la clientèle qu'ils ont présenté une requête en ligne - d'informer le service de soutien à la clientèle qu'ils doivent faire un virement bancaire - de dûment compléter sur papier le formulaire spécial requis, et de l'envoyer sous cette forme à l'INPI du Portugal - d'envoyer une copie du virement bancaire à l'INPI du Portugal. <p>Ces informations doivent être adressées au service de soutien à la clientèle de l'INPI du Portugal (servico.publico@inpi.pt).</p>	<p>3a) et 3b) date de la réception du paiement par l'INPI</p> <p>3c) et 3d) date du cachet postal</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
République tchèque	a) taxes annuelles pour les brevets européens : TaxesAnn b) autres taxes : TaxesAdm	Czech Industrial Property Office Czech National Bank Na Příkopě 28 115 03 PRAHA 1 SWIFT : CNBACZPP Numéros de comptes : a) <i>Taxes annuelles pour les brevets européens :</i> 35-21526001/0710 IBAN : CZ95 0710 0000 3500 2152 6001 b) <i>Autres taxes :</i> 3711-21526001/0710 IBAN : CZ36 0710 0037 1100 2152 6001	a) paiement en espèces b) mandat postal c) chèque bancaire d) virement au compte de l'Office tchèque de la propriété industrielle § 10 LTaxesAnn	3a) date de la réception du paiement par l'Office tchèque de la propriété industrielle 3b) et 3d) date de l'inscription au crédit du compte bancaire indiqué à la section 2 3c) date de la réception du chèque par l'Office tchèque de la propriété industrielle, à condition que le chèque soit payé
Roumanie	Loi taxes	State Office for Inventions and Trademarks (OSIM) a) <i>Paiements en EUR :</i> Banca Comerciala Romana Sala Palatului 33, Ion Campineanu Street Sector 1, code 010035 BUCUREȘTI IBAN : RO38 RNCB 0080 0056 3032 0005 BIC/SWIFT : RNCBROBU b) <i>Paiements en RON :</i> Activitatea de Trezorerie și Contabilitate Publică a Municipiului București Strada Cireșului nr. 6 Sector 3 BUCUREȘTI IBAN : RO29 TREZ 7032 0F33 5000 XXXX Code fiscal : 4266081	a) virement bancaire b) paiement en espèces	3a) date de l'inscription au crédit du compte bancaire indiqué à la section 2 3b) date de la réception du paiement par l'OSIM

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Royaume-Uni	LB RB	Intellectual Property Office Barclays Bank Plc 3rd Floor Windsor Court 3 Windsor Place CARDIFF CF10 3ZL Compte n° 80531766 Sort Code: 20-18-23 IBAN: GB92 BARC 2018 2380 5317 66 SWIFT: BARCGB22	a) virement bancaire b) débit du compte de dépôt client tenu par l'IPO c) carte de crédit/débit (Visa, MasterCard/American Express, Maestro) d) chèque en livres sterling tiré sur une banque britannique e) mandat (money order) f) paiement en espèces personnellement auprès de l'IPO Il convient qu'aux documents afférents au paiement des taxes soit joint un relevé des taxes (form FS/2) ou un formulaire similaire faisant figurer chacune des taxes Une référence (p. ex. numéro du brevet ou du compte de dépôt) doit être rappelée pour faire le lien entre le paiement et les formulaires envoyés séparément.	3a) date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2 3b) date de la réception des documents par l'IPO si le compte de dépôt est couvert – autrement la date à laquelle le compte est réapprovisionné 3c), 3d) et 3e) date de la réception par l'IPO 3f) date du paiement auprès du IPO
Saint-Marin	Décr. Taxes	USBM – Ufficio di Stato Brevetti e Marchi Via 28 Luglio, n. 212 47893 BORGIO MAGGIORE (R.S.M.) 1) Banca di San Marino IBAN: SM15 W085 4009 8010 0001 0121 418 SWIFT : MAOISMSM 2) BANCA AGRICOLA COMMERCIALE IBAN: SM58 O030 3409 8040 0004 0104 363 SWIFT : BASMSMSMXXX 3) Compte de chèques postaux (CCP) n° 11751294 IBAN: IT87 I076 0113 2000 0001 1741 294 SWIFT : BPPIITRRXXX	a) virement bancaire b) mandat postal	3a) date de l'inscription au crédit d'un des comptes indiqués à la section 2 3b) date du cachet de la poste sur le bordereau de paiement ou le mandat postal
Serbie	Art. 69 LB LTaxes	Republic administrative taxes <i>a) Taxes administratives nationales :</i> Compte n° 840-30880845-62, suivi de la référence n° 97 44018 <i>b) Taxes annuelles :</i> Compte n° 840-30686845-62 suivi de la référence n° 97 44018	Virement bancaire	Date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2 et de la fourniture, en bonne et due forme, de la preuve du paiement à l'administration compétente. Si le demandeur ou le titulaire du droit n'acquiesce pas la taxe prescrite pour le maintien des droits et s'il n'apporte pas la preuve du paiement de cette taxe dans le délai, ces droits expirent le lendemain de la date d'échéance. Art. 40(5) LB

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Slovaquie	LB	<p>Úrad priemyselného vlastníctva SR Švermova 43 974 04 BANSKÁ BYSTRICA 4</p> <p>Štátna pokladnica Radlinského 32 810 05 BRATISLAVA 15</p> <p>BIC : SPSRSKBA</p> <p><i>a) Taxes annuelles pour les brevets européens :</i></p> <p>IBAN : SK53 8180 0000 0070 0011 9169</p> <p><i>b) Autres taxes :</i></p> <p>IBAN : SK49 8180 0000 0070 0006 0750</p> <p>Important :</p> <p>Veillez préciser avec tout paiement les détails suivants :</p> <p>- la référence du compte correspondant :</p> <p>a) Účet európskych patentov Úrad priemysel. vlastníctva SR BB (taxes annuelles), ou bien</p> <p>b) Depozitný účet Úrad priemysel. vlastníctva SR BB (autres taxes), ainsi que, à chaque fois,</p> <p>- le symbole variable décrit ci-dessous, nécessaire pour identifier la demande de brevet européen ou le brevet européen concerné.</p> <p>Le symbole variable est un code numérique à dix chiffres constitué comme suit :</p> <p>9 y y y y y y y y</p> <p>où :</p> <p>9 = préfixe - demande de brevet européen/brevet européen</p> <p>yyyyyyyy = numéro de publication de la demande de brevet européen (sans A ni B)</p>	<p>a) mandat postal</p> <p>b) virement bancaire</p> <p>§ 7(5) Loi taxes § 4 Loi n° 495/2008</p>	<p>Date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2. Si la taxe a été débitée du compte bancaire le dernier jour du délai de paiement, la taxe est réputée acquittée dans les délais.</p>

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Slovénie	Art. 9, 109, 110 LB Décr. taxes	Administration of the Republic of Slovenia for public payments Banka Slovenije Slovenska 35 1505 LJUBLJANA Compte n° 01100-1000307004 IBAN : SI56 0110 0100 0307 004 SWIFT : BSLJSI2X	a) mandat postal b) paiement ou virement sur le compte c) Paiement en espèces ou non auprès du SIPO - les frais afférents au paiement autre qu'en espèces sont à la charge de celui qui effectue le paiement. Art. 3 Décr. taxes	Date de l'inscription effective du montant dû au crédit du compte indiqué à la section 2 ou date de paiement en espèces au SIPO. Lorsque la taxe est virée sur le compte du SIPO, la date de paiement est réputée être la date figurant sur l'ordre de paiement si le montant du paiement a été crédité sur le compte dans les cinq jours ouvrés. A défaut, la date de paiement est réputée être celle à laquelle le montant du paiement a été effectivement crédité sur le compte. Art. 4 Décr. Taxes
Suède	LB DB	Patent- och registreringsverket <i>a) Paiements en Suède :</i> Danske bank Sverige Norrmalmstorg 1 Box 7523 103 92 STOCKHOLM Bankgiro 5050-0248 <i>b) Paiements de l'étranger :</i> Danske bank Sverige Norrmalmstorg 1 Box 7523 103 92 STOCKHOLM IBAN : SE69 1200 0000 0128 1011 1758 BIC/SWIFT : DABASESX <i>ou par voie électronique</i> via la boutique en ligne (en suédois seulement) du site Internet de l'Office suédois des brevets.	virement (par télégramme) à une banque suédoise au bénéfice du compte indiqué à la section 2	date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2
Suisse / Liechtenstein	IPI-RT	Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle Swiss Post PostFinance 3030 BERN Compte n° 30-4000-1 BLZ : 9000 IBAN : CH68 0900 0000 3000 4000 1 SWIFT : POFICHBE	a) débit d'un compte courant ouvert auprès de l'IPI b) versement ou virement au compte de chèques postaux c) mandat postal d) paiement en espèces Art. 7 IPI-RT	3a) à 3c) date de l'inscription au crédit d'un compte de l'IPI 3d) date de la réception du paiement par l'IPI Le délai de paiement est observé si, avant son échéance, la somme due est versée à La Poste Suisse ou débitée en Suisse d'un compte postal ou bancaire en faveur de l'Institut. Lorsqu'un ordre de paiement porte une date de valeur postérieure à la date indiquée par l'IPI, une preuve comme indiquée ci-dessus n'est pas applicable.

État contractant	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Turquie	DL n° 551 LPI Taxes 2017	<p>Türk Patent ve Marka Kurumu</p> <p><i>a) Paiements en TRY :</i></p> <p>Ziraat Bankası/Ankara Kamu Kurumsal Şubesi</p> <p>Compte n° 34272132-5280</p> <p>IBAN : TR45 0001 0017 4534 2721 3252 80</p> <p>BIC : TCZBTR2AANK</p> <p><i>b) Paiements en EUR :</i></p> <p>Ziraat Bankası/Ankara Kamu Kurumsal Şubesi</p> <p>Compte n° 34272132-5335</p> <p>IBAN : TR15 0001 0017 4534 2721 3253 35</p> <p>BIC : TCZBTR2A</p> <p><i>c) Paiements en USD :</i></p> <p>Ziraat Bankası/Ankara Kamu Kurumsal Şubesi</p> <p>Compte n° 34272132-5334</p> <p>IBAN : TR42 0001 0017 4534 2721 3253 34</p> <p>BIC : TCZBTR2A</p> <p><i>d) Paiements en CHF :</i></p> <p>Ziraat Bankası/Ankara Kamu Kurumsal Şubesi</p> <p>Compte n° 34272132-5336</p> <p>IBAN : TR85 0001 0017 4534 2721 3253 36</p> <p>BIC : TCZBTR2A</p>	<p>a) virement bancaire (pour tous les paiements)</p> <p>Les taxes annuelles peuvent être acquittées :</p> <p>b) en ligne, par carte de crédit, via le site Internet de l'Office turc des brevets et des marques (https://online.turkpatent.gov.tr/CES)</p> <p>ou</p> <p>c) par virement bancaire. Les titulaires de brevets payant par virement bancaire doivent communiquer en ligne les détails du virement, via le site Internet de l'Office turc des brevets et des marques (https://online.turkpatent.gov.tr/CES)</p>	<p>3a) et 3c) date de l'inscription au crédit d'un compte indiqué à la section 2</p> <p>3b) date de la réception du paiement par l'Office turc des brevets et des marques.</p>

État autorisant la validation	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Cambodge	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.			
Maroc	Art. 50.2, 50.3, 50.4, 82 Loi n° 17-97 Déc. n° 9/2017 Note DG OMPIC	OMPIC	a) paiement en espèces b) chèque bancaire Obligation de passer par un mandataire domicilié ou ayant son siège au Maroc pour tout opération de paiement.	3a) date de la réception du paiement par l'OMPIC 3b) date de la réception du chèque par l'OMPIC à condition que le chèque soit payé
République de Moldavie	Art. 44 ¹ (3), 44 ² (4), (5) et (10), et 93 Loi n° 50/2008 Déc. gouv. n° 774	AGEPI Agenția de Stat pentru Proprietatea Intelectuală Mobiasbancă – Groupe Société Générale SA CHIȘINĂU Moldavie IBAN : MD48 MO22 24AS V925 9210 7100 SWIFT : MOBBMD22XXX	a) paiement en espèces b) virement bancaire c) chèque bancaire	3a) date de la réception du paiement par l'AGEPI 3b) date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2 3c) date de la réception du chèque par l'AGEPI
Tunisie	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.			

État autorisant l'extension	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Bosnie-Herzégovine	Frais spéc. Taxes adm.	<p>a) Paiements à l'intérieur de la Bosnie-Herzégovine :</p> <p><i>Bénéficiaire :</i> JRT Trezor BiH</p> <p>1) UNICREDIT BANK d.d. Mostar Kardinala Stepinca bb 88 000 MOSTAR</p> <p>Compte du budget n° 3380002210018390</p> <p>2) UNICREDIT BANK a.d. Banja Luka Marije Buračić 7 78 000 BANJA LUKA</p> <p>Compte du budget n° 5517902220404858</p> <p>3) NOVA BANKA a.d. Banja Luka Kralja Alfonsa XIII 37/A 78 000 BANJA LUKA</p> <p>Compte du budget n° 5556000031201417</p> <p>4) NLB RAZVOJNA BANKA a.d. Banja Luka Filijala Istočno Sarajevo Karađorđeva 13 ISTOČNO SARAJEVO</p> <p>Compte du budget n° 5620128137723339</p> <p>b) Paiements de l'étranger :</p> <p><i>Bénéficiaire :</i> Ministarstvo Financija i trezora BiH Trg BiH 1 SARAJEVO</p> <p>Référence du compte : 06411</p> <p><i>Nom de la banque correspondante :</i> DEUTSCHE BANK AG FRANKFURT</p> <p>IBAN : DE81 5007 0010 0935 9621 00</p> <p>BIC/SWIFT : DEUTDEFF</p> <p><i>Coordonnées bancaires du bénéficiaire :</i> Centralna Banka Bosne i Hercegovine Maršala Tita 25 SARAJEVO</p> <p>IBAN : BA39 0000 0300 0000 0145</p> <p>BIC/SWIFT : CBBSBA22</p>	virement bancaire	date de l'inscription au crédit d'un des comptes indiqués à la section 2

État autorisant l'extension	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Monténégro		Ministarstvo Finansija Stanka Dragojevicica 2 81000 PODGORICA Party Identifier : 100 9363045 0000 EUR Societe Generale banka Montenegro AD Bulevar Revolucije 17 81000 PODGORICA IBAN : ME25 5500 0522 0000 0323 17 SWIFT : PDBPMEPG Nom de la banque correspondante : Raiffeisen Bank International AG SWIFT : RZBAATWW	Virement bancaire	date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2

Ancien État d'extension	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Albanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} mai 2010.)	Décr. taxes	Drejtoria e Pergjithshme e Pronësisë Industriale Banka Kombetare Tregtare BKT Shkolla Baletit TIRANE-SHQIPERI Compte n° 515003225CLPBCLALLZQ IBAN : AL11 2051 1650 0032 25CL PBCL ALLZ SWIFT : NCBAALTXXXX	a) virement bancaire b) paiement en espèces	3a) date de l'inscription au crédit du compte bancaire indiqué à la section 2 3b) date de la réception du paiement par la GDIP
Croatie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} janvier 2008.)	LTaxesAdm RFrSp	Ministry of Finance of the Republic of Croatia Katanciceva 5 10000 ZAGREB State Budget of the Republic of Croatia Croatian National Bank Trg hrvatskih velikana 3 10000 ZAGREB IBAN : HR12 1001 0051 8630 0016 0 BIC/SWIFT : NBHRHR2XXXX	a) virement bancaire b) mandat postal Important : Veuillez préciser avec tout paiement les détails suivants : "MODEL : HR63 PNB : 5657-6179-140007" Il convient de produire, pour chaque paiement, un avis de paiement indiquant la demande de brevet européen ou le brevet européen concerné.	3a) et 3b) date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2
Lettonie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} juillet 2005.)	LB Décr. Brev. Décr. Taxes	LR Patentu valde Citadeles iela 7/70 1010 RIGA Reg. No. 90000050138 Treasury of the Republic of Latvia IBAN : LV43 TREL 9190 4620 1500 B BIC : TRELLV22	Ordre de virement	Date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2

Ancien État d'extension	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
Lituanie (Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1 ^{er} décembre 2004.)	Art. 75 LB Loi taxes	State Tax Inspectorate under the Ministry of Finance of the Republic of Lithuania Référence : 5310 1) Luminor Bank AB (ancienne AB DNB Bank) Bank Code : 40100 IBAN : LT74 4010 0510 0132 4763 BIC : AGBLLT2X 2) AB SEB bankas Bank Code: 70440 IBAN : LT05 7044 0600 0788 7175 BIC : CBVILT2X 3) Šiaulių bankas AB Bank Code : 71800 IBAN : LT32 7180 0000 0014 1038 BIC : CBSBLT26 4) Danske Bank A/S (succursale lituanienne) Bank Code : 74000 IBAN : LT74 7400 0000 0872 3870 BIC : SMPOLT22 5) Luminor Bank AB (ancienne succursale lituanienne de la Nordea Bank AB) Bank Code : 21400 IBAN : LT12 2140 0300 0268 0220 BIC : NDEALT2X 6) SWEDBANK AB Bank Code : 73000 IBAN : LT24 7300 0101 1239 4300 BIC : HABALT22 7) UAB Medicinos bankas Bank Code : 72300 IBAN : LT42 7230 0000 0012 0025 BIC : MDBALT22 8) AB "Citadelė" bankas Bank Code 72900 IBAN : LT78 7290 0000 0013 0151 BIC : INDULT2X	Virement bancaire	Date de l'inscription au crédit d'un des comptes indiqués à la section 2

Ancien État d'extension	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
<p>Macédoine du Nord</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2009.)</p>	<p>Loi taxes</p>	<p>State Office of Industrial Property (SOIP)</p> <p>National Bank of the Republic of North Macedonia P.O. Box 401 Kompleks banki b.b. 1000 SKOPJE</p> <p><i>a) Taxes annuelles pour les brevets européens :</i></p> <p>mandat postal ou virement bancaire au compte du budget n° 1 000 000 000 63095 ;</p> <p>compte d'ordre n° 840 033 03135 ;</p> <p>code de recette : 722318 ;</p> <p>méthode : 2</p> <p><i>b) Taxes de publication :</i></p> <p>mandat postal ou virement bancaire au compte du SOIP n° 1100200213-787-13 ;</p> <p>code de recette : 724149-20 ;</p> <p>méthode : 1 ;</p> <p>numéro fiscal du SOIP : 4030994253825</p>	<p>a) virement bancaire</p> <p>b) mandat postal</p>	<p>3a) date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2</p> <p>3b) date de paiement auprès d'un bureau de poste en MK</p>
<p>Roumanie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mars 2003.)</p>	<p>LB Règl. OT</p>	<p>State Office for Inventions and Trademarks (OSIM)</p> <p><i>a) Paiements en EUR :</i></p> <p>Banca Comerciala Romana Sala Palatului 33, Ion Campineanu Street Sector 1, code 010035 BUCUREȘTI</p> <p>IBAN : RO38 RNCB 0080 0056 3032 0005</p> <p>BIC/SWIFT : RNCBROBU</p> <p><i>b) Paiements en RON :</i></p> <p>Activitatea de Trezorerie și Contabilitate Publică a Municipiului București Strada Cireșului nr. 6 Sector 3 BUCUREȘTI</p> <p>IBAN : RO29 TREZ 7032 0F33 5000 XXXX</p> <p>Code fiscal : 4266081</p>	<p>a) virement bancaire</p> <p>b) paiement en espèces</p>	<p>3a) date de l'inscription au crédit du compte bancaire indiqué à la section 2</p> <p>3b) date de la réception du paiement par l'OSIM</p>

Ancien État d'extension	1 Dispositions nationales	2 Bénéficiaire Coordonnées bancaires	3 Modalités de paiement	4 Date à laquelle le paiement est réputé effectué
<p>Serbie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} octobre 2010.)</p>	<p>Art. 69 LB LTaxes</p>	<p>Republic administrative taxes</p> <p><i>Taxes administratives nationales et taxes annuelles :</i></p> <p>Compte n° 840-30880845-62, suivi de la référence n° 97 44018</p>	<p>Virement bancaire</p>	<p>Date de l'inscription au crédit du compte indiqué à la section 2 et de la fourniture, en bonne et due forme, de la preuve du paiement à l'administration compétente.</p> <p>Si le demandeur ou le titulaire du droit n'acquiesce pas la taxe prescrite pour le maintien des droits et s'il n'apporte pas la preuve du paiement de cette taxe dans le délai, ces droits expirent le lendemain de la date d'échéance.</p> <p>Art. 40(5) LB</p>
<p>Slovénie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} décembre 2002.)</p>	<p>Art. 9, 109, 110 LB Décr. taxes</p>	<p>Administration of the Republic of Slovenia for public payments</p> <p>Banka Slovenije Slovenska 35 1505 LJUBLJANA</p> <p>Compte n° 01100-1000307004</p> <p>IBAN : SI56 0110 0100 0307 004</p> <p>SWIFT : BSLJSI2X</p>	<p>a) mandat postal</p> <p>b) paiement ou virement sur le compte</p> <p>c) Paiement en espèces ou non auprès du SIPO – les frais afférents au paiement autre qu'en espèces sont à la charge de celui qui effectue le paiement.</p>	<p>Date de l'inscription effective du montant dû au crédit du compte indiqué à la section 2 ou date de paiement en espèces au SIPO.</p> <p>Lorsque la taxe est virée sur le compte du SIPO, la date de paiement est réputée être la date figurant sur l'ordre de paiement si le montant du paiement a été crédité sur le compte dans les cinq jours ouvrés. A défaut, la date de paiement est réputée être celle à laquelle le montant du paiement a été effectivement crédité sur le compte.</p> <p>Art. 4 Décr. taxes</p>

Inscription au Registre national des brevets des transferts, licences et autres droits sur des brevets européens

IX.

1. Avant la délivrance du brevet européen, les transferts, licences et autres droits sur des brevets européens sont inscrits de façon centralisée dans le Registre européen des brevets, conformément aux règles 22 à 24 CBE.

2. Après la délivrance du brevet européen, les transferts ne sont plus inscrits au Registre européen des brevets que pendant le délai d'opposition ou pendant la procédure d'opposition, en application de la règle 85 ensemble la règle 22 CBE. La sixième section du tableau ci-après indique si les États contractants reconnaissent l'inscription de ces transferts dans le Registre européen des brevets aux fins de la procédure nationale, et, le cas échéant, à quelles conditions.

3. Figurent en outre dans ce tableau les dispositions nationales qui régissent l'inscription des transferts, licences (sauf licences obligatoires) et autres droits dans le registre des brevets de chaque État contractant désigné après la délivrance du brevet européen ou après la clôture définitive d'une procédure d'opposition ainsi que dans le registre de chaque État autorisant l'extension ou la validation.

Toutes les indications relatives aux dispositions applicables et au type de documents et de justificatifs devant être produits s'appuient sur les informations fournies à l'OEB par les offices des brevets des États contractants et des États autorisant l'extension ou la validation.

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Albanie	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Demande écrite du titulaire du brevet</p> <p>Original ou copie certifiée conforme du document officiel constatant l'enregistrement du transfert</p> <p>Art. 44 à 50 LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>comme sous 1.</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Albanie doivent désigner un mandataire habilité à agir devant la GDIP.</p> <p>Art. 195(2) LB</p>	Oui

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
5 000 ALL	Transferts de droits et de licences L'inscription au registre a un caractère constitutif. Art. 32(2) LB	Non	Les documents rédigés dans une langue autre que l'albanais doivent être accompagnés d'une traduction.

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Allemagne	<p>1. Transfert</p> <p>i) en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion)</p> <p>- vente : justificatif sous forme</p> <p>d'une requête en transcription signée par le titulaire dont le nom est inscrit au Registre ou son mandataire, ainsi que par son ayant cause ou le mandataire de celui-ci</p> <p>ou</p> <p>d'une requête en transcription signée par l'ayant cause ou son mandataire, à laquelle est jointe une déclaration par laquelle le titulaire inscrit au Registre ou son mandataire déclare qu'il accepte l'inscription de l'ayant cause (autorisation de transcription)</p> <p>ou</p> <p>d'autres documents joints prouvant qu'il y a eu contrat de transcription (p. ex. contrat signé par le titulaire inscrit au Registre et son ayant cause)</p> <p>§ 28(3), (4), (5), (6) DPMVA</p> <p>- fusion (de sociétés de capitaux) : extrait du Registre du siège de la société absorbante ou du nouveau sujet de droit</p> <p>ii) en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>- succession : duplicata du certificat d'héritier, éventuellement limité quant à l'objet pour les étrangers ; copie certifiée conforme du testament accompagnée d'un duplicata du procès-verbal d'ouverture du testament.</p> <p>- faillite : autorisation de transcription délivrée par le syndic de faillite (preuve du pouvoir par duplicata ou copie certifiée conforme de l'acte de nomination)</p> <p>§ 15(1) ensemble § 30(3) LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>- licences exclusives :</p> <p>requête écrite du preneur de licence exclusif accompagnée de l'accord du titulaire du brevet, ou requête écrite du titulaire du brevet accompagnée de l'accord du preneur de licence exclusif</p> <p>§ 15(2) ensemble § 30(4) LB</p> <p>- déclaration de l'intention d'octroyer une licence :</p> <p>déclaration écrite du demandeur ou du titulaire du brevet</p> <p>§ 23(1) LB</p>	<p>Oui</p> <p>§ 25 LB</p> <p>Oui</p> <p>§ 25 LB</p> <p>Oui</p> <p>§ 25 LB</p>	<p>Non, mais il convient d'utiliser les formulaires de l'OABM.</p> <p>§ 28(4) DPMVA</p> <p>Non</p> <p>Non</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
Non	L'inscription dans le Registre a un effet déclaratoire. Toutefois, pour le DPMA et le tribunal fédéral des brevets, le titulaire du brevet inscrit au Registre est réputé être le détenteur du droit.	Oui Une copie de l'attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise.	L'on trouvera de plus amples informations dans les Richtlinien für die Umschreibung von Schutzrechten und Schutzrechtsanmeldungen in der Patentrolle [...] (Directives relatives à la transcription des titres de protection de droits de propriété et de demandes de droits de propriété ...), en date du 15 novembre 1996, modifiées à compter du 1 ^{er} janvier 2002 (DPMA: A 9139 - www.dpma.de/patent/formulare/index.html). Dans le cas d'actes rédigés en anglais, espagnol, français ou italien, l'OABM peut demander que soit produite une traduction de ces actes ou d'extraits de ceux-ci. Cette traduction doit être certifiée par un avocat ou un mandataire ou effectuée par un traducteur agréé. Dans le cas d'actes rédigés dans une autre langue, il doit toujours être produit une traduction du texte intégral ou d'extraits de ces actes certifiée par un avocat ou un mandataire ou effectuée par un traducteur agréé.
	§ 30(3) LB		§ 14(3), (4), (5) OB
25 EUR	Mention relative à l'octroi de licence		La mention est supprimée du registre à la demande du titulaire du brevet ou du preneur de licence (taxe de 25 EUR). Le titulaire d'un brevet qui présente une demande de suppression doit apporter la preuve du consentement du preneur de licence inscrit ou de son ayant cause.
N° 313 400 Barème des taxes Loi PatKostG	§ 30(4) LB		§ 30(4) LB N° 313 500 Barème des taxes Loi PatKostG
Non	Mention relative à la déclaration de l'intention d'octroyer une licence § 23(1) LB		Le montant des taxes annuelles exigibles après réception de la déclaration est réduit de moitié. § 23(1) LB

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Autriche	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>a) Inscription dans le Registre des brevets sur requête écrite ou ordonnance de l'autorité judiciaire; production d'une copie de l'acte instrumentaire (p. ex. acte de transfert, extrait du registre de commerce, certificat de la qualité d'héritier). S'il s'agit de documents non officiels: certification de la conformité de la signature de la personne qui était jusque-là titulaire du droit.</p> <p>b) En cas de transfert contractuel du brevet, une déclaration des parties ou de leurs représentants, faisant apparaître leur consentement mutuel, peut être présentée à la place de l'acte instrumentaire.</p> <p>§§ 33, 43(5) à (7) LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Requêtes et pièces à l'appui comme au point 1a).</p> <p>§§ 34, 35, 36, 45 LB</p>	<p>Oui ; avocat, conseil en brevets ou notaire habilité à assurer la représentation en Autriche.</p> <p>Si le domicile ou l'établissement est situé dans l'EEE, la constitution d'une personne habilitée à recevoir des significations domiciliée dans le pays suffit.</p> <p>(L'exigence selon laquelle la personne habilitée doit être domiciliée dans le pays peut être écartée dans certains cas.)</p> <p>§ 21(4) LB</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
Par requête 128 EUR (y compris 40 EUR de taxes documentaires)	Transfert de droits § 43(1) à (4) LB	Non	Les inscriptions dans le Registre sont constitutives de droits. La priorité des droits dépend de l'ordre dans lequel les requêtes en inscription parviennent à l'Office des brevets.
Par requête 128 EUR (y compris 40 EUR de taxes documentaires)	Droits de gage et autres droits réels, licences, annotations de litiges. § 43(1) à (4) LB		Les inscriptions dans le Registre sont constitutives de droits. La priorité des droits dépend de l'ordre dans lequel les requêtes en inscription parviennent à l'Office des brevets.

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Belgique	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <ul style="list-style-type: none"> - notification à l'OPRI soit d'une copie de l'acte de cession ou du document officiel constatant la mutation des droits, soit d'un extrait de cet acte ou de ce document suffisant pour constater le transfert, soit d'une attestation de cession signée par les parties - preuve du paiement de la taxe - fourniture à l'OPRI des noms et adresses des parties, du numéro et de la date de dépôt de la demande de brevet ou de la date de délivrance du brevet, et d'une information indiquant si la cession fait naître une situation de copropriété. <p>Art. XI.50 CDE Art. 33 et 33bis AR du 2.12.86</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <ul style="list-style-type: none"> - notification à l'OPRI d'une attestation signée par les parties - preuve du paiement de la taxe - fourniture à l'OPRI des noms et adresses des parties, du numéro et de la date de dépôt de la demande de brevet ou de la date de délivrance du brevet, et d'une mention selon laquelle la licence est exclusive ou non-exclusive, et de la date d'entrée en vigueur de la licence, sa durée et le territoire sur lequel elle est d'application. <p>Art. XI.51 CDE (licences contractuelles) et Art. XI.42 CDE (licences obligatoires) Art. 34 AR du 2.12.86</p> <p>3. Usufruit, mise en gage</p> <p>comme sous 1.</p> <p>Art. XI.52 CDE</p>	<p>voir tableau III.B, section 1</p> <p>voir tableau III.B, section 1</p> <p>voir tableau III.B, section 1</p>	<p>Oui</p> <p>Oui, pour les licences contractuelles</p> <p>Oui</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
Non	<p>L'inscription au Registre a un caractère déclaratoire.</p> <p>Cependant, l'inscription au Registre rend l'acte de cession opposable aux tiers et à l'OPRI à la date à laquelle la notification a été inscrite au registre des brevets.</p> <p>Art. XI.50, § 6, CDE Art. 34, § 3, AR du 2.12.86 Art. 8, § 1^{er}, 10°, AR du 12.5.15</p>	<p>Oui</p> <p>Une attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise ainsi qu'une lettre du demandeur précisant la nature du transfert.</p>	<p>Les documents rédigés dans une langue autre qu'une des langues nationales doivent être accompagnés d'une traduction.</p> <p>(En ce qui concerne les langues nationales, voir tableau II, section 4.)</p> <p>Saisie : Art. XI.53 CDE. Une copie de l'exploit de saisie doit être notifiée à l'OPRI par le créancier saisissant. La saisie est inscrite au registre.</p>
Non	<p>L'inscription au Registre rend le contrat de licence opposable aux tiers et à l'OPRI à compter de la date d'inscription au registre de l'attestation.</p> <p>Art. XI.51, § 5, CDE</p>		
Non	<p>L'inscription au Registre a un caractère déclaratoire.</p> <p>Cependant, l'inscription au Registre rend l'acte opposable aux tiers et à l'OPRI à la date à laquelle la notification a été inscrite au registre des brevets.</p> <p>Art. XI.52, § 2, CDE</p>		<p>Usufruit, mise en gage : Art. XI.53 CDE</p>

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Bulgarie	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Déclaration écrite accompagnée d'une copie de l'acte de cession ou du document officiel constatant la mutation des droits (par ex. acte de transfert, certificat de la qualité d'héritier, décision d'un tribunal) ; preuve que la taxe a été acquittée.</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Déclaration écrite accompagnée d'une copie du contrat de licence ou d'un extrait de ce document, suffisant pour constater la concession d'une licence, signée par toutes les parties ; preuve que la taxe a été acquittée.</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs n'ayant pas d'adresse permanente ni de siège en République de Bulgarie doivent agir dans les procédures devant l'Office bulgare des brevets par l'intermédiaire de mandataires locaux en propriété industrielle.</p> <p>Art. 3(2) LB</p> <p>Oui</p> <p>Les demandeurs n'ayant pas d'adresse permanente ni de siège en République de Bulgarie doivent agir dans les procédures devant l'Office bulgare des brevets par l'intermédiaire de mandataires locaux en propriété industrielle.</p> <p>Art. 3(2) LB</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>
Chypre	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Acte de transfert signé par toutes les parties avec indication du numéro EP, la date du dépôt, le titre de l'invention, les noms, adresses et nationalités des parties concernées.</p> <p>R. 5(2) RT</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>comme sous 1.</p>	<p>Oui</p> <p>R. 58(1) RT</p> <p>Uniquement pour les licences obligatoires et en cas d'utilisation par les pouvoirs publics</p>	<p>Form P.16</p> <p>R. 44 RT</p>
Croatie	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Demande écrite</p> <p>Original ou copie certifiée conforme du document officiel constatant l'enregistrement du transfert ou du contrat de licence, ainsi qu'un document attestant du paiement des taxes</p> <p>Art. 61.a LB Art. 36 OB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>comme sous 1.</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 4 LB</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 36(1) OB</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
60 BGN	L'inscription au registre a un effet déclaratoire. Art. 4 LB	Non	Les documents rédigés dans une langue autre que le bulgare doivent être accompagnés d'une traduction.
60 BGN	Les inscriptions dans le Registre sont constitutives de droit. La licence produit effet vis-à-vis des tiers à compter de la date d'inscription. Art. 31 LB		Les documents rédigés dans une langue autre que le bulgare doivent être accompagnés d'une traduction.
100 EUR	Les inscriptions dans le Registre sont constitutives de droit. Art. 49 LB R. 44(1)a) et b) RT	Oui Art. 68 LB	Les documents rédigés dans une langue autre que le grec doivent être accompagnés d'une traduction.
275 HRK par inscription Tar. n° 8.3. LTaxesAdm Art. 47.(1) RFrSp	Toute modification concernant un brevet ou le titulaire d'un droit peut être inscrite au Registre : transferts de droits, licence, changement de nom ou d'adresse, etc. Les transferts de droits et les licences peuvent, sur demande, être inscrits au Registre, mais ce n'est pas obligatoire. Art. 61.a LB	Non	Les pièces justificatives doivent être fournies sous forme d'original ou de copie certifiée conforme. Les modifications sont publiées dans la Gazette officielle. Art. 61.a LB Art. 36(4) OB

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Danemark	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Actes de transfert signés par le titulaire du brevet ou décision juridique pertinente. Il n'est pas exigé de déclaration d'agrément du cessionnaire.</p> <p>§ 44 LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Contrat de licence</p> <p>§ 44 LB</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>
Espagne	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Le demandeur peut joindre les documents suivants à sa requête en transcription :</p> <p>a) un original du contrat, ou une copie ordinaire dont les signatures ont été authentifiées par un notaire ou une autre autorité publique compétente ;</p> <p>b) un extrait du contrat certifié conforme à l'original par un notaire ou une autre autorité publique compétente ;</p> <p>c) un certificat de cession ou un document en bonne et due forme signé à la fois par l'ancien et le nouveau titulaire (formulaires ad hoc).</p> <p>Si le changement de titulaire résulte d'une fusion ou qu'il est imposé par la loi ou par une décision administrative ou juridictionnelle, la requête en transcription doit être accompagnée d'une certification établie par l'autorité publique délivrant le document ou d'une copie du document attestant du changement et authentifiée par un notaire ou une autre autorité publique compétente.</p> <p>Art. 82 NLB Art. 77 DR 316</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>La demande de brevet et le brevet peuvent faire l'objet de licences et d'un usufruit. Pour l'inscription, voir sous 1.</p> <p>Ils peuvent aussi être donnés en garantie par la constitution d'un nantissement, laquelle doit être notifiée à l'OEPM.</p> <p>En outre, ils peuvent faire l'objet d'autres droits réels, d'options d'achat, de saisies et d'autres mesures commerciales ou d'exécution.</p> <p>Mêmes documents que pour un transfert, mutatis mutandis.</p> <p>Art. 82 et 83 NLB Art. 78, 79 et 80 DR 316</p>	<p>Non, si le titulaire est domicilié dans un pays de l'UE</p> <p>Art. 175 NLB</p> <p>Non, si le titulaire est domicilié dans un pays de l'UE</p> <p>Art. 175 NLB</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 77 DR 316</p> <p>Oui</p> <p>Art. 78, 79 et 80 DR 316</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
<p>Non</p> <p>Non, mais cf. section 7</p>	<p>Inscription sur requête du transfert de droits ou de concessions de licences</p> <p>§ 44 LB § 47 OB</p> <p>Une action en justice peut être intentée à l'encontre du titulaire d'un brevet inscrit.</p> <p>§ 44(4) LB</p> <p>Des restrictions quant à l'octroi d'éventuelles licences supplémentaires peuvent être inscrites sur demande.</p>	<p>Oui</p> <p>Une inscription faite par l'OEB dans son Registre européen des brevets est reconnue par le DKPTO ; toutefois, si un transfert selon la règle 85 CBE n'a pas encore été communiqué par l'OEB au DKPTO, une copie de l'attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise.</p>	<p>Les documents rédigés dans une langue autre que le danois, l'anglais, le norvégien ou le suédois doivent être accompagnés d'une traduction.</p>
<p>13,24 EUR pour chaque inscription (11,25 EUR sous forme électronique)</p> <p>Les taxes sont susceptibles d'être révisées au début de chaque année.</p> <p>Art. 82 DR 316</p>	<p>Constitution et transfert de droits si ces actes ont lieu selon les dispositions du NLB et du DR 316 : transferts, licences, etc.</p> <p>Le transfert, les licences et tous autres actes, volontaires ou obligatoires, ne sont opposables aux tiers de bonne foi qu'à compter de leur inscription au Registre des brevets.</p> <p>Art. 79 NLB Art. 72 DR 316</p>	<p>Oui</p> <p>Une inscription faite par l'OEB dans son Registre européen des brevets est reconnue par l'OEPM.</p> <p>Art. 156 NLB</p>	<p>Les documents rédigés dans une langue autre que l'espagnol doivent être accompagnés d'une traduction.</p>
<p>13,24 EUR pour chaque inscription (11,25 EUR sous forme électronique)</p> <p>Inscription d'un changement de nom du demandeur/titulaire du brevet : 16,38 EUR par inscription (13,92 EUR sous forme électronique).</p> <p>Les taxes sont susceptibles d'être révisées au début de chaque année.</p> <p>Art. 82 DR 316</p>	<p>Mêmes inscriptions et indications que pour un transfert</p>	<p>Oui</p> <p>Une inscription faite par l'OEB dans son Registre européen des brevets est reconnue par l'OEPM.</p>	<p>Voir art. 82 et 83 NLB concernant un usufruit</p>

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Estonie	<p>1. Transfert</p> <p>i) en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété)</p> <p>- vente : requête en transfert signée par le titulaire dont le nom est inscrit au Registre ou requête en transfert signée par le nouveau titulaire, à laquelle est joint un document prouvant qu'il y a eu contrat de transcription ou copie certifiée conforme.</p> <p>- fusion : requête en transfert signée par le nouveau titulaire, à laquelle est joint un extrait du Registre du commerce.</p> <p>ii) en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée) : requête en transfert signée par le destinataire du transfert, à laquelle est joint un document constitutif du transfert.</p> <p>§ 16(2) LMC § 45 LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Requête en enregistrement de droits (licence, saisie pour dettes) signée par la partie intéressée, à laquelle est joint un original ou une copie certifiée conforme de l'accord ou un extrait des parties pertinentes de l'accord.</p> <p>(Voir aussi section 7)</p> <p>§ 17 LMC § 46 LB</p>	<p>Oui</p> <p>§ 15 LMC</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>
Finlande	<p>1. Transfert</p> <p>i) en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété)</p> <p>- vente : copie de l'acte de transfert daté et signé par le titulaire du brevet</p> <p>- fusion : copie ou extrait du registre du commerce</p> <p>ii) en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée) : copie du document pertinent</p> <p>§ 44 LB § 42 DB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Copie ou extrait du contrat de licence</p> <p>§ 44 LB § 42 DB</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
<p>32 EUR, sauf dans le cas d'un transfert de droits antérieur à la date de production de la traduction du fascicule du brevet européen.</p> <p>§ 108(2) LT</p>	<p>Transfert de droits, enregistrement d'une licence ou saisie pour dettes</p> <p>§§ 45 à 47 LB § 17(7) LMC</p>	<p>Oui</p> <p>Une attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise.</p> <p>§ 31(4) Règl. n° 3</p>	<p>Un document attestant du paiement des taxes doit être joint.</p> <p>La requête en transfert de droits, enregistrement d'une licence ou saisie pour dettes peut aussi être signée par le conseil en brevets estonien habilité, si un pouvoir contient une autorisation à cet effet.</p> <p>§ 41(2) LB</p>
<p>100 EUR pour chaque inscription</p> <p>Inscription d'un changement de nom, de l'adresse ou du mandataire du demandeur/titulaire du brevet : aucune taxe</p> <p>100 EUR</p>	<p>Transfert de droits, licences, saisie pour dette</p> <p>L'inscription de transferts et de licences a un effet déclaratoire.</p> <p>§ 44 LB § 42 DB</p> <p>L'inscription des opérations de saisies a un caractère constitutif.</p> <p>§ 54 LB</p>	<p>Oui</p> <p>Une inscription faite par l'OEB dans son Registre européen des brevets est reconnue par le PRH ; toutefois, si un transfert selon la règle 85 CBE n'a pas encore été communiqué par l'OEB au PRH, une copie de l'attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise.</p>	<p>Le PRH peut exiger que les documents rédigés dans une langue autre que le finnois, le suédois ou l'anglais soient accompagnés d'une traduction.</p>

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
France	<p>1. Transfert</p> <p>i) en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion)</p> <p>- vente : Copie du contrat signé par les 2 parties pour un acte sous seing privé ou copie de l'expédition pour un acte authentique (voir section 7). L'inscription peut ne porter que sur un extrait de l'acte. Dans ce cas, à défaut de la signature des parties sur l'extrait, le demandeur adresse l'acte intégral à l'INPI qui lui en fait retour, à sa requête, après contrôle de la conformité. Est à fournir la justification du paiement des taxes exigibles.</p> <p>Art. R. 613-55 Régl. CPI Déc. DG n° 2017-146</p> <p>- fusion : Copie du traité d'apport (copie pour un acte sous seing privé ou copie de l'expédition pour un acte authentique) ou copie d'un extrait du registre du commerce et des sociétés à jour de la modification.</p> <p>Art. R. 613-56 Régl. CPI</p> <p>ii) en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>- décès (en cas de mutation-décès ou par acte unilatéral) : un document établissant la transmission de la propriété</p> <p>- faillite : le transfert du brevet est uniquement inscrit en cas de liquidation de biens dans la faillite au vu du document constitutif du transfert.</p> <p>Art. R. 613-56 Régl. CPI</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Pour la cession ou la concession d'un droit d'exploitation, la constitution ou la cession d'un droit de gage, voir sous 1.</p> <p>Art. R. 613-55 Régl. CPI Déc. DG n° 2017-146</p>	Non (exception : la désignation d'un mandataire est obligatoire lorsque le demandeur n'est ni établi, ni domicilié en France ou dans un autre État membre de l'UE ou de l'EEE).	Oui, en 4 exemplaires
Grèce	<p>1. Transfert</p> <p>i) en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété)</p> <p>- vente : contrat de vente</p> <p>- fusion : accord ou décision de l'autorité compétente</p> <p>Art. 12 Loi n° 1733/87</p> <p>ii) en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>- décès : certificat de la qualité d'héritier</p> <p>- faillite : décision judiciaire ou décision de l'autorité compétente (voir également section 7)</p> <p>Art. 12 Loi n° 1733/87</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Contrat de licence</p> <p>Art. 12 Loi n° 1733/87</p>	Non, sauf si le demandeur n'est pas en mesure de déposer les documents nécessaires	Non

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
<p>27 EUR par titre désigné dans la demande d'inscription avec un maximum de 270 EUR lorsqu'une demande d'inscription vise plus de 10 titres</p> <p>Arrêté (Taxes) du 24.4.08</p> <p>27 EUR par titre désigné dans la demande d'inscription avec un maximum de 270 EUR lorsqu'une demande d'inscription vise plus de 10 titres</p> <p>Arrêté (Taxes) du 24.4.08</p>	<p>Les transferts de droits ainsi que licences, sous-licences, nantissements, saisie ; transferts en vertu de décisions judiciaires définitives (tel que actions en revendication de propriété).</p> <p>L'inscription au Registre a un caractère déclaratoire. Cependant l'acte n'est opposable aux tiers qu'à compter de l'inscription.</p> <p>Art. L. 613-9. CPI</p>	<p>Oui</p> <p>L'inscription au Registre européen des brevets des actes transmettant ou modifiant les droits attachés à une demande de brevet européen ou à un brevet européen rend ces actes opposables aux tiers.</p> <p>Art. L. 614-11. CPI</p>	<p>Les demandes inscriptions au registre national des brevets ne sont acceptées que sous forme électronique à partir du site Internet de l'INPI via l'utilisation du téléservice dédié (<i>eprocedures.inpi.fr</i>).</p> <p>Un exemplaire de l'acte portant les mentions d'inscription peut être renvoyé au demandeur si un exemplaire supplémentaire de ce dernier a été joint à la demande.</p> <p>Lorsque l'acte n'est pas rédigé en français, une traduction intégrale doit être jointe (une traduction jurée n'est pas obligatoire).</p>
<p>200 EUR</p> <p>Déc. du 31.8.2016</p> <p>200 EUR</p> <p>Déc. du 31.8.2016</p>	<p>Indication de la nature juridique du transfert ou de la licence</p> <p>Des droits matériels sont conférés seulement par l'inscription au Registre des brevets.</p>	<p>Oui</p> <p>Une copie certifiée conforme de l'attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise.</p>	<p>Tous les documents étrangers mentionnés doivent comporter une apostille conformément à la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 et faire l'objet d'une traduction officielle en grec..</p>

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Hongrie	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>L'acte public ou sous seing privé concerné</p> <p>Art. 55(2) LB</p>	<p>Sauf disposition contraire d'un traité international, les demandeurs étrangers qui n'ont ni domicile ni siège sur le territoire de l'EEE doivent désigner un mandataire agréé qui est habilité à agir devant l'OHPI.</p> <p>Ce mandataire ne doit pas nécessairement être un mandataire agréé national, mais il doit avoir son siège dans l'EEE.</p> <p>Art. 51(1), (4) LB</p>	Non

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
16 500 HUF	<p>Transfert de droits (informations concernant le nouveau titulaire), licences (nom du licencié, durée du contrat, exclusivité, limitation éventuelle de certaines revendications), nantissement (nom du nanti), le fait que le droit à un brevet ou les droits conférés par un brevet relèvent d'une fiducie.</p> <p>Les requêtes en inscription de droits ou de données au Registre doivent être présentées par écrit. Il convient de joindre à la requête un acte officiel ou sous seing privé fournissant une preuve suffisante. L'OHPI modifie les données du Registre relatives à l'inventeur et à la (co-) paternité de l'invention soit sur la base d'une déclaration unanime de tous les inventeurs inscrits au Registre ou de toutes les personnes demandant la modification, soit sur la base d'une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée et jointe à la requête. Lorsque des requêtes se rapportant à une même affaire sont incompatibles, elles sont traitées dans l'ordre de leur réception.</p> <p>Le Registre des brevets atteste l'existence des droits et faits qui y sont inscrits, en l'absence de preuves du contraire. En cas de contestation de leur exactitude ou de leur authenticité, la charge de preuve incombe à l'auteur de cette contestation.</p> <p>À l'exception du nantissement, toute inscription de transferts de droits, du fait que le droit à un brevet ou les droits conférés par un brevet relèvent d'une fiducie, et de licences au Registre, a un effet déclaratoire.</p> <p>Tout droit relatif à un brevet n'a d'effet vis-à-vis d'un tiers qui l'acquiert de bonne foi et moyennant contrepartie que s'il a été inscrit au Registre des brevets.</p> <p>Toute personne peut avoir accès au Registre des brevets. Le Registre est également accessible par voie électronique (en ligne) via le site Internet de l'Office hongrois de la propriété intellectuelle (OHPI). Toute personne peut demander une copie certifiée conforme des données inscrites au Registre moyennant le paiement d'une taxe.</p>	<p>Oui</p> <p>Dès qu'une taxe (16 500 HUF) est acquittée et une copie du certificat de l'OEB (Formulaire OEB 2544) produite, l'inscription au Registre est automatique.</p>	
Art. 53/C(2)b) LB Art. 16 Décr. Taxes	Art. 54, 55, 25(2) LB	Art. 55(2) LB Art. 16 Décr. Taxes	

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
	<p>2. Licences et autres droits comme sous 1.</p>		
Irlande	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée) Copie certifiée conforme du document pertinent</p> <p>Art. 85 LB R. 58 RB</p> <p>2. Licences et autres droits Copie certifiée conforme du document pertinent</p> <p>Art. 85 LB R. 58 RB</p>	Non	Oui
Islande	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée) Actes de transfert signés par le titulaire du brevet ou décision juridique pertinente. Il n'est pas exigé de déclaration d'agrément du cessionnaire.</p> <p>Art. 44 LB Chap. IX RB</p> <p>2. Licences et autres droits Contrat de licence</p> <p>Art. 44 LB Art. 75, 76 RB</p>	Non	Non
Italie	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée) - copie certifiée conforme de l'acte public ou de l'original - ou copie certifiée conforme de l'acte sous seing privé, dûment authentifié (voir également section 7)</p> <p>Art. 138, 196 LB</p> <p>2. Licences et autres droits comme sous 1.</p> <p>Art. 138 LB</p>	Non	Non

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
			<p>En cas de contrefaçon du brevet, le titulaire d'une licence contractuelle peut inviter le titulaire du brevet à prendre les mesures nécessaires pour faire cesser la contrefaçon. Si le titulaire du brevet ne fait pas le nécessaire dans un délai de trente jours suivant l'invitation susmentionnée, le licencié inscrit au Registre des brevets peut engager en son nom propre une procédure en contrefaçon du brevet.</p> <p>Art. 36(2) LB</p>
<p>50 EUR</p> <p>Pour chaque brevet supplémentaire, si la transmission du titre est la même que pour le premier brevet : 6 EUR</p>	<p>Transfert</p> <p>Art. 85 LB R. 58 RB</p>	<p>Non</p> <p>Art. 85 LB R. 58 RB</p>	<p>Les documents rédigés dans une langue autre que l'anglais doivent être accompagnés d'une traduction certifiée conforme.</p>
<p>50 EUR</p>	<p>Licence</p> <p>Art. 68 LB R. 46 RB</p>		
<p>6 900 ISK</p> <p>Art. 16(1) RT</p> <p>6 900 ISK</p> <p>Art. 16(1) RT</p>	<p>Inscription sur requête du transfert de droits</p> <p>Art. 44 LB</p> <p>L'octroi de licences peut être inscrit sur demande.</p> <p>Art. 44 LB</p>	<p>Oui</p> <p>Une copie de l'attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise.</p> <p>Art. 77 RB</p>	<p>Les documents sont acceptés en islandais, danois, norvégien, suédois et anglais.</p>
<p>50 EUR</p> <p>50 EUR</p>	<p>Date de présentation de la requête, identité de l'ayant cause ou de son mandataire, nature des droits auxquels l'inscription se réfère</p>	<p>Oui</p> <p>Une copie de l'attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise.</p> <p>Art. 139(5) LB Art. 10 Décr. min. n° 33</p>	<p>La demande de transfert peut être déposée sur papier ordinaire, avec un timbre fiscal (16 EUR) toutes les quatre pages.</p>

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Lettonie	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Requête écrite en vue de faire enregistrer la transaction, acte de cession</p> <p>Art. 50, 51 LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Requête écrite en vue de faire enregistrer la transaction, accord de licence</p> <p>Art. 52 LB</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Lettonie doivent désigner un mandataire agréé. Un pouvoir n'est pas requis.</p> <p>Art. 116(3), 117(2) LPI</p> <p>Oui, comme sous 1.</p>	<p>Non, mais recommandé</p> <p>Non, mais recommandé</p>
Liechtenstein	Voir Suisse		
Lituanie	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Contrat de cession d'une demande de brevet ou d'un brevet</p> <p>Art. 42 LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Contrat de licence</p> <p>Art. 45 LB</p>	<p>Oui</p> <p>Les personnes morales ou physiques qui n'ont ni domicile, ni siège, ni filiale ou représentation enregistrée sur le territoire lituanien, dans l'EEE ou dans un État partie à la CBE doivent désigner un conseil en brevets inscrit sur la Liste des agents de brevets de Lituanie.</p> <p>Art. 14(3) LB</p> <p>Oui, comme sous 1.</p> <p>Art. 14(3) LB</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>
Luxembourg	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>- original ou copie certifiée conforme du document établissant le transfert, ou</p> <p>- convention entre les parties sous seing privé, ou déclaration conjointe des parties confirmant la cession ou la convention, ou</p> <p>- plus rarement, déclaration d'acceptation ou confirmation de la cession émanant du cédant et déclaration d'acceptation séparée ou confirmation séparée émanant de l'acquéreur</p> <p>Art. 23 Règl. adm. Art. 53 LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>comme sous 1.</p>	<p>Non</p> <p>Les titulaires ayant leur siège/domicile dans l'UE ne doivent désigner un mandataire que s'ils veulent exercer les droits découlant du brevet.</p> <p>Art. 83(4) LB</p> <p>Non</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
40 EUR par brevet Art. 51(2) LB § 2.16 Décr. Taxes	L'inscription au Registre a un caractère constitutif. Art. 51(3) LB	Oui	Pour les justificatifs rédigés dans une langue autre que le letton, l'Office letton des brevets exige une traduction uniquement si le sens du document n'est pas évident.
40 EUR par brevet Art. 52(4) LB § 2.16 Décr. Taxes	Caractère déclaratoire Cependant, l'inscription au Registre a un effet juridique pour les tiers. Art. 52(4) LB	Oui	
115 EUR Loi taxes 28 EUR Loi taxes	Transferts de droits et de licences L'inscription au Registre a un caractère constitutif.	Oui	Les transferts sont publiés au Bulletin officiel. Les documents rédigés dans une langue autre que le lituanien doivent être accompagnés d'une traduction.
7 EUR par brevet 7 EUR par brevet nanti	Personne du cessionnaire et date de sa déclaration L'inscription au Registre a un caractère constitutif, sauf en cas de décès. Personne du nanti ; période de nantissement Licence : exclusive, ou non-exclusive ; sous-licence Art. 23 Règl. adm.	Oui Une copie de l'attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise.	Publication dans le Mémorial Les documents sont acceptés également en allemand et en anglais. Art. 2 Règl. adm.

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Macédoine du Nord	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Demande écrite d'une partie contractante</p> <p>Original ou copie certifiée conforme du document officiel constatant l'enregistrement du transfert ou du contrat de licence</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>comme sous 1.</p>	Oui	Non, mais recommandé
Malte	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Accord de transfert de propriété signé par toutes les parties et mentionnant le numéro du brevet, la date de dépôt, le titre de l'invention et les noms, adresses et nationalités des parties concernées.</p> <p>Art. 31 LB 2000</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Copie ou extrait de l'accord indiquant les droits faisant l'objet de la licence et l'étendue de ces droits.</p> <p>R. 36 (2) L.N. 117/2002</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 60(1), (2) LB 2000</p> <p>Oui</p> <p>Art. 60(1), (2) LB 2000</p>	<p>Oui</p> <p>Oui</p>
Monaco	<p>1. Transfert</p> <p>i) en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion)</p> <p>- Vente : Production d'une copie, certifiée conforme, de l'acte de transfert. Cette copie doit être enregistrée auprès de la Direction des Services Fiscaux de la Principauté.</p> <p>- Fusion : Production d'un extrait du Répertoire du Commerce et de l'Industrie à jour de la modification</p> <p>ii) en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>- décès et faillite : copie de tout acte établissant le transfert</p> <p>Art. 18 LB Art. 37-2 et 37-3 OS n° 1.476</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Dépôt d'une copie, certifiée conforme, de l'acte de concession ou de gage.</p> <p>Art. 18 LB Art. 37-2 OS n° 1.476</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>	<p>Oui</p> <p>Oui</p>

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Norvège	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Aucun justificatif n'est exigé.</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Licence : Aucun justificatif (accord de licence, etc.) n'est exigé.</p> <p>Mise en gage : Copie ou extrait de l'accord de gage</p> <p>§ 44 LB</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>	<p>Non, mais il est recommandé d'utiliser le formulaire disponible sur le site Internet du NIPO pour les changements de propriété/les fusions.</p> <p>Non, mais il est recommandé d'utiliser le formulaire disponible sur le site Internet du NIPO pour l'inscription de licences et mises en gage.</p>
Pays-Bas	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Original ou copie certifiée conforme du document contenant l'acte notarié de transfert du titre par le titulaire du brevet et la déclaration d'agrément du cessionnaire</p> <p>Art. 64, 65 LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Original ou copie certifiée du contrat de licence ou une disposition testamentaire acceptée</p> <p>Art. 56 LB</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
<p>Non</p> <p>Licence : Non</p> <p>Mise en gage : 500 NOK. S'y ajoutent 100 NOK pour chaque brevet ou demande de brevet concernés par la mise en gage.</p> <p>§ 42a Règl. taxes</p>	<p>Oui</p> <p>L'inscription peut conférer une protection juridique sous certaines conditions. Voir l'article 44a LB pour plus de détails.</p> <p>§§ 44 et 44a LB § 45 RB</p> <p>Oui</p> <p>Licences et mises en gage : L'inscription peut conférer une protection juridique sous certaines conditions. Voir l'article 44a LB pour plus de détails.</p> <p>§§ 44 et 44a LB § 45 RB</p>	<p>Oui</p> <p>Une inscription faite par l'OEB dans son Registre européen des brevets est reconnue par l'Office norvégien des brevets ; toutefois, si un transfert selon la règle 85 CBE n'a pas encore été communiqué par l'OEB à l'Office norvégien des brevets, une copie de l'attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise.</p>	<p>Les documents rédigés dans une langue autre que le danois, l'anglais, le suédois ou le norvégien doivent être accompagnés d'une traduction.</p>
<p>27 EUR</p> <p>Art. 64(1) LB Art. 8(2) RB</p> <p>27 EUR</p> <p>Art. 56(2) LB Art. 8(2) RB</p>	<p>Toute mention spéciale relative au transfert</p> <p>Le transfert confère des droits matériels.</p> <p>Tout transfert par cession ne produit des effets à l'égard des tiers qu'après son inscription au Registre.</p> <p>Art. 64, 65 LB</p> <p>Licence (modes de constitution), sous-licence</p> <p>Toute licence concédée par contrat ou par disposition testamentaire n'est opposable aux tiers qu'après son inscription au Registre.</p> <p>Art. 56(2) LB</p>	<p>Oui</p> <p>Une copie de l'attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise.</p>	<p>Les documents sont acceptés en néerlandais, en anglais, en français et en allemand.</p>

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Pologne	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Demande écrite faite par une partie intéressée ; présentation du document pertinent</p> <p>Art. 67, 76 § 6 et 229 § 1 LPI</p> <p>2. Licences et autres droits comme sous 1.</p> <p>Art. 67, 76 § 6 and 229 § 1 LPI</p>	<p>Oui, sauf pour les personnes ayant leur domicile ou leur siège social sur le territoire de l'UE, de la Confédération helvétique ou d'un État membre de l'AELE qui est partie à l'Accord sur l'EEE</p> <p>Art. 236 § 3 LPI</p>	Non
Portugal	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Document écrit qui prouve le transfert</p> <p>Art. 30(1), (2), (4), 30 LB</p> <p>2. Licences et autres droits Contrat de licence</p> <p>Art. 29, 31 LB</p>	<p>Non</p> <p>Art. 10(1) LB</p> <p>Non</p> <p>Art. 10(1) LB</p>	<p>Oui, Formulaire INPI PatMut3</p> <p>Oui, Formulaire INPI PatMut3</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
<p>70 PLN</p> <p>Annexe 1 point I 21 Règl. Taxes</p>	<p>Transferts de droits, licences, autres droits réels, rubriques concernant les litiges, saisies, données relatives à l'invalidation ou à la révocation d'un brevet</p> <p>Le transfert d'un brevet prend effet vis-à-vis de tiers seulement après son inscription dans le Registre des brevets.</p> <p>Art. 67 § 3 et 76 § 6 LPI Règl. Registres, chap. 2</p> <p>Le titulaire d'une licence exclusive enregistrée dans le Registre peut, au même titre que le titulaire du brevet, faire valoir ses droits en cas de contrefaçon, sauf stipulation contraire dans le contrat de licence.</p> <p>Art. 67 § 3 et 76 § 6 LPI Règl. Registres, chap. 2</p>	<p>Non (les documents prouvant le transfert doivent être fournis à l'Office polonais des brevets)</p>	<p>Les documents rédigés dans une langue autre que le polonais doivent être accompagnés d'une traduction.</p>
<p>Taxe de transfert : 107,62 EUR pour les dépôts en ligne, 134,53 EUR pour les dépôts sur papier</p> <p>Rés. Taxes</p> <p>Taxe de licence : 91,47 EUR pour les dépôts en ligne, 107,62 EUR pour les dépôts sur papier</p> <p>Taxe de licence obligatoire : 10,77 EUR pour les dépôts en ligne, 21,53 EUR pour les dépôts sur papier</p> <p>Rés. Taxes</p>	<p>Transferts de droits, ainsi que licences contractuelles</p> <p>L'inscription au Registre a un caractère constitutif et rend ces actes opposables aux tiers.</p> <p>Art. 29(2), (4), 85(3) LB</p>	<p>Oui</p> <p>La production d'une copie certifiée conforme par l'OEB (OEB Form 2544) est requise.</p> <p>Art. 85(3) LB</p>	<p>Les transferts sont publiés au Bulletin de la propriété industrielle.</p> <p>Les documents rédigés dans une langue autre que le portugais doivent être accompagnés d'une traduction.</p> <p>Art. 29(6), 375 LB</p>

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
République tchèque	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Copie du document pertinent</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Deux copies du document pertinent (contrat de licence) indiquant le numéro du brevet, le titulaire de la licence et l'étendue des droits octroyés</p> <p>§ 17 DP</p>	<p>Oui</p> <p>§ 70 LB</p>	<p>Non</p>
Roumanie	<p>1. Transfert</p> <p>i) en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété)</p> <p>- vente : demande de transfert signée par l'ancien ou le nouveau titulaire ; soit copie originale ou copie certifiée conforme, soit extrait du document de cession signé par toutes les parties à la transaction, ainsi qu'un document attestant du paiement des taxes.</p> <p>- fusion : requête en transfert signée par le nouveau titulaire, à laquelle est joint un extrait du Registre du commerce.</p> <p>ii) en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>requête en transfert signée par le destinataire du transfert, à laquelle est joint un document constitutif du transfert.</p> <p>Art. 45 LB R. 85(2), (3), (5) Règl.</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Requête en enregistrement de licence ou d'autres droits signée par la partie intéressée, à laquelle est joint un original ou une copie certifiée conforme de l'accord ou un extrait des parties pertinentes de l'accord ainsi qu'un document attestant du paiement des taxes.</p> <p>Art. 45 LB R. 85(2), (3), (5) Règl.</p>	<p>Oui</p> <p>Oui</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Royaume-Uni	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Pour nous signaler la vente de votre brevet, vous devez remplir le formulaire Form 21. Le formulaire Form 21 ne tient pas lieu d'accord de cession ou autre, il s'agit simplement du formulaire à utiliser pour nous demander d'enregistrer la cession.</p> <p>Pour les cessions signées à compter du 22 décembre 1999, le formulaire doit être signé seulement par le cédant ou en son nom. Pour les cessions antérieures, il faut la signature de toutes les parties ou de leurs mandataires. S'il n'est pas possible de les réunir, nous accepterons d'autres justificatifs prouvant que la cession a eu lieu et, le cas échéant, que le droit de timbre a été payé. Dans la plupart des cas, le formulaire Form 21 dûment rempli et signé suffira, mais le Comptroller pourra demander des justificatifs supplémentaires si nécessaire.</p> <p>Art. 32, 33 LB R. 47 RB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Les licences et autres transactions, telles que la mise en gage ou le cautionnement, peuvent également être enregistrées au moyen du formulaire Form 21. Comme pour les cessions, le formulaire Form 21 dûment rempli et signé suffit généralement pour l'enregistrement, mais des justificatifs supplémentaires peuvent être demandés dans certains cas.</p>	<p>Non, mais une adresse pour la correspondance dans l'EEE ou les Iles Anglo-Normandes devrait être fournie pour toutes les procédures.</p> <p>R. 103 RB</p>	<p>Oui, le formulaire Form 21 ; un seul formulaire quel que soit le nombre de brevets faisant l'objet d'un transfert</p> <p>Oui, le formulaire Form 21</p>
Saint-Marin	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Inscription dans le Registre des brevets sur requête écrite ; production de l'original ou d'une copie dûment certifiée conforme de l'acte instrumentaire concerné (acte de transfert, certificat de la qualité d'héritier, ordonnance de saisie). S'il s'agit de documents non officiels, certification de la conformité de la signature du titulaire du droit.</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>comme sous 1.</p>	<p>Oui</p>	<p>Non</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
50 GBP	<p>Tous les droits additionnels, p. ex. mises en gage, contrats et conventions, licences, sous-licences</p> <p>En règle générale, l'inscription au Registre n'a qu'un effet déclaratoire. Toutefois, certains droits ne prennent naissance qu'en vertu de l'inscription (p. ex. au titre des art. 33 et 68 LB).</p>	<p>Oui</p> <p>Une copie du certificat OEB (formulaire OEB 2544) peut être utilisée pour appuyer une requête en enregistrement effectuée par le biais du formulaire UK Form 21.</p> <p>Si le formulaire OEB 2544 a été établi auprès de l'OEB en français ou en allemand, il devra également être traduit en anglais pour appuyer une requête en enregistrement effectuée par le biais du formulaire UK Form 21.</p>	<p>Les transactions relatives aux brevets EP (UK) sont assujetties au paiement d'un droit de timbre si la transaction a été effectuée avant le 28 mars 2000. Le droit de timbre peut être dû pour une transaction postérieure au 28 mars 2000 si certaines de ses composantes ne relèvent pas de la propriété intellectuelle.</p> <p>Pour tout renseignement supplémentaire, s'adresser à la Assignment section, tél. +44 1633 81 36 07.</p>
50 GBP			
150 EUR	<p>Transfert de droits, licences</p> <p>L'inscription de transferts et de licences a un effet déclaratoire vis-à-vis des tiers.</p>	Non	<p>Un original ou une copie dûment certifiée conforme de l'acte instrumentaire concerné doit être produit(e). Un droit de timbre et une taxe d'enregistrement sont exigibles.</p> <p>Tous les documents étrangers mentionnés doivent comporter une apostille conformément à la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 et doivent être traduits en italien.</p> <p>La traduction doit être certifiée par un traducteur juré.</p>
150 EUR		Non	

État contractant	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Serbie	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Demande écrite accompagnée de l'original ou une copie certifiée conforme du document officiel constatant l'enregistrement du transfert, ainsi qu'un document attestant du paiement des taxes</p> <p>Art. 44, 45 et 48 LB Art. 4 et 5 Règl.</p> <p>2. Licences et autres droits comme sous 1.</p> <p>Art. 46 à 48 LB Art. 6 à 9 Règl.</p>	<p>Oui, les personnes physiques et morales étrangères n'ayant ni domicile, ni siège en République de Serbie doivent être représentées soit par un mandataire inscrit au Registre des mandataires tenu par l'autorité compétente, soit par un avocat exerçant en Serbie.</p> <p>Art. 5 LB</p> <p>Oui, comme sous 1.</p> <p>Art. 5 LB</p>	Non, voir section 7
Slovaquie	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Demande écrite, production de l'instrument concerné (par exemple acte de transfert)</p> <p>§ 19(2) RPA</p> <p>2. Licences et autres droits Demande écrite et documents visés à la section 1.</p> <p>§§ 20, 21 RPA</p>	<p>Oui, pour les personnes physiques et morales qui n'ont ni domicile ni siège en République slovaque.</p> <p>L'exigence de représentation mentionnée ci-dessus ne s'applique pas aux parties qui ont la nationalité d'un État partie à l'accord EEE ou qui ont leur siège ou leur domicile professionnel sur le territoire d'un tel État ; ces parties doivent fournir à l'Office slovaque de la propriété industrielle une adresse de correspondance sur le territoire de la République slovaque.</p> <p>Représentation par un mandataire désigné ou un agent de brevets accrédité auprès de l'Office slovaque de la propriété industrielle.</p> <p>§ 79 (2) LB</p>	Non

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
<p>Oui</p> <p>Tar. N° 125(1) LTaxes</p>	<p>L'inscription de transferts de droits a un effet déclaratoire vis-à-vis des tiers.</p> <p>Art. 44(3) LB</p>	<p>Oui</p>	<p>La demande écrite doit notamment contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'enregistrement du brevet ou du modèle d'utilité, ou de la demande de brevet ou de modèle d'utilité ; - des informations concernant le détenteur du droit ou le demandeur ; et - une déclaration requérant l'enregistrement d'un transfert du brevet, du modèle d'utilité ou des droits conférés par la demande, ou précisant les autres droits dont l'enregistrement est requis. <p>Art. 48 LB</p>
<p>Oui</p> <p>Tar. N° 125(1) LTaxes</p> <p>30 EUR par brevet</p> <p>§ 2 + Barème des taxes, point 216 b) 4, Loi taxes</p> <p>20 EUR par brevet pour une licence ou un droit de gage</p> <p>§ 2 + Barème des taxes, point 216 b) 6 à 10, Loi taxes</p>	<p>L'inscription de titulaires de contrats de licences a un effet déclaratoire vis-à-vis des tiers.</p> <p>Le gagiste acquiert un droit possessoire lors de l'inscription au Registre.</p> <p>Art. 46(5), 47(7) LB</p> <p>Cession et transfert de brevets, autres droits réels, licences, inscriptions relatives à des litiges et autres inscriptions concernées</p> <p>§ 26 RPA</p>	<p>Oui</p>	<p>Les documents qui ne sont pas transmis en langue slovaque doivent être accompagnés de leurs traductions à la demande de l'Office slovaque de la propriété industrielle.</p> <p>§§ 19(3), 20(3), 21(3) RPA</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
40 EUR Art. 1(6.1) Décr. taxes 40 EUR Art. 1(6.1) Décr. taxes	Toute modification concernant un brevet ou le titulaire d'un droit peut être inscrite au Registre, par exemple un transfert de droits ou de licence, un changement de nom ou d'adresse, etc. Un transfert de droit ou de licence peut être inscrit au Registre, sur demande. Art. 107(1) LB	Non	Au besoin, les documents/justificatifs rédigés en slovène, allemand, anglais et français sont acceptés. En cas de doute, le SIPO peut demander une traduction. Art. 108 LB Art. 11, 12 Règl. Enreg.
500 SEK 500 SEK 500 SEK	Transferts de droits, licences, gages L'inscription de transferts et de licences a un effet déclaratoire. § 44 LB § 44 DB L'inscription d'un accord de gage a un effet constitutif. § 95 LB	Oui Une copie certifiée conforme de l'attestation délivrée par l'OEB (OEB Form 2544) doit être produite.	Les documents sont généralement acceptés en anglais, en français ou en allemand.
Non	Transfert, licences, droits réels Effet déclaratoire L'inscription au Registre influe néanmoins sur la situation juridique des tiers. Art. 33(3), (4), 36(3) LB Art. 105 OBI	Oui	Pour les documents rédigés dans une langue autre qu'une des langues officielles de l'IPI, une traduction n'est demandée que dans le cas où les actes de transfert ne sont pas évidents.

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB selon la règle 85 CBE est-il reconnu ?	7 Observations particulières
i) fusion : 800 TRY* (530 TRY*) cession : 720 TRY* (490 TRY*) ii) succession : 680 TRY* (460 TRY*) Taxes 2019	L'inscription au Registre est constitutive de droits et est opposable aux tiers.	Oui	Pour tous les documents n'ayant pas été rédigés en langue turque, une traduction en turc doit être jointe.
280 TRY* (195 TRY*) Taxes 2019	Art. 92 DL n° 551 Art. 106 LPI Art. 111 RLPI		

État autorisant la validation	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Cambodge	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.		
Maroc	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Acte modifiant la propriété de la demande de brevet ou du brevet ou la jouissance des droits qui lui sont attachés tel que cession, licence, constitution ou cession d'un droit de gage ou renonciation à ce dernier, saisie, validation et main levée de saisie</p> <p>La demande d'inscription doit être accompagnée selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un des originaux de l'acte sous-seing privé légalisé constatant la modification de la propriété ou de la jouissance des droits qui sont attachés au brevet d'invention, ou qui sont attachés à la demande dudit brevet, ou d'une expédition de cet acte s'il est authentique ; - d'une reproduction de l'acte susmentionné lorsque le demandeur entend que l'original ou l'expédition de l'acte lui soit restitué, ou un extrait lorsqu'il souhaite limiter l'inscription à ce dernier ; - d'un acte établissant le transfert en cas de mutation par décès ; - d'une copie certifiée conforme de l'acte justifiant le transfert par fusion, scission ou absorption. <p>Art. 58 Loi n° 17-97 Art. 23 Décr.</p> <p>2. Licences et autres droits comme sous 1.</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège au Maroc doivent désigner un mandataire domicilié ou ayant son siège au Maroc</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 2 Décr.</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB pendant le délai d'opposition ou pendant la procédure d'opposition est-il reconnu ?	7 Observations particulières
<p>480 MAD par titre avec un maximum de 12 000 MAD pour une inscription d'un changement de nom, d'adresse, de forme juridique.</p> <p>960 MAD par titre avec un maximum de 24 000 MAD pour une inscription relative au transfert et extinction de droit</p> <p>Une réduction est prévue pour certaines catégories de titulaires et/ou en cas de procédure en ligne.</p>	<p>Tous les actes transmettant, modifiant ou affectant les droits attachés à une demande de brevet ou à un brevet doivent, pour être opposables aux tiers, être inscrits sur un registre dit "registre national des brevets", tenu par l'organisme chargé de la propriété industrielle.</p> <p>L'inscription au Registre a un caractère déclaratoire. Cependant l'acte n'est opposable aux tiers qu'à compter de l'inscription.</p>	<p>Non</p> <p>Le brevet validé au Maroc est soumis exclusivement au droit national, toute opération postérieure de transfert doit être inscrite sur le registre national des brevets pour être opposable aux tiers.</p>	<p>Les documents justifiant le transfert de la demande de brevet ou du brevet validé doivent être fournis en langue arabe ou française.</p>
Déc. n° 9/2017	Art. 58 Loi n° 17-97	Art. 50.1, 58 Loi n° 17-97	

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB pendant le délai d'opposition ou pendant la procédure d'opposition est-il reconnu ?	7 Observations particulières
200 EUR	Oui	Non Les brevets validés en République de Moldavie sont régis uniquement par le droit national. Pour être opposable aux tiers, un transfert ultérieur doit être inscrit au registre national des brevets.	Les documents attestant du transfert de brevets validés ou de demandes doivent être produits en roumain.
Déc. gouv. n° 774	Art. 26 Loi n° 50/2008	Art. 26 Loi n° 50/2008	

État autorisant l'extension	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
Bosnie-Herzégovine	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Demande écrite</p> <p>Original ou copie certifiée conforme du document officiel constatant l'enregistrement du transfert ou du contrat de licence, ainsi qu'un document attestant du paiement des taxes</p> <p>Art. 70 LB Art. 33 Règl. brev.</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>comme sous 1.</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 5 LB</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 33 Règl. brev.</p>
Monténégro	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Preuve du fondement juridique de la modification à saisir dans le Registre (contrat ou document publié) et pouvoir donné au mandataire si la procédure d'inscription est engagée par un mandataire</p> <p>Art. 37(1), point 1 Règl.</p> <p>Coordonnées du mandataire (nom et adresse pour les personnes physiques/nom et siège pour les personnes morales) si la procédure d'inscription de la modification est engagée par un mandataire</p> <p>Art. 36(1), point 6 Règl.</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>comme sous 1.</p> <p>Art. 121, 122 et 123 LB Art. 36 Règl.</p>	<p>Oui</p> <p>(Registre des mandataires sous www.advokatskakomora.me)</p> <p>Oui</p>	<p>Oui</p> <p>Oui</p>

Ancien État d'extension	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
<p>Albanie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mai 2010.)</p>	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Demande écrite du titulaire du brevet</p> <p>Original ou copie certifiée conforme du document officiel constatant l'enregistrement du transfert</p> <p>Art. 44 à 50 LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>comme sous 1.</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Albanie doivent désigner un mandataire habilité à agir devant la GDIP.</p> <p>Art. 195(2) LB</p>	<p>Oui</p>
<p>Croatie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2008.)</p>	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Demande écrite</p> <p>Original ou copie certifiée conforme du document officiel constatant l'enregistrement du transfert ou du contrat de licence, ainsi qu'un document attestant du paiement des taxes</p> <p>Art. 61.a LB Art. 36 OB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>comme sous 1.</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 4 LB</p>	<p>Oui</p> <p>Art. 36 (1) OB</p>
<p>Lettonie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} juillet 2005.)</p>	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Actes de transfert signés par le titulaire du brevet</p> <p>Art. 51(2) LB R. 59-66 Décr. Brev.</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Contrat de licence</p> <p>Un contrat de licence prend effet auprès de l'Office letton des brevets à la date à laquelle il a été inscrit.</p> <p>Art. 52 LB</p>	<p>Oui</p> <p>Les demandeurs qui n'ont ni domicile, ni siège en Lettonie doivent désigner un mandataire agréé. Un pouvoir n'est pas requis.</p> <p>Art. 116(3), 117(2) LPI</p> <p>Oui, comme sous 1.</p>	<p>Non, l'utilisation du formulaire est facultative.</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB pendant le délai d'opposition ou pendant la procédure d'opposition est-il reconnu ?	7 Observations particulières
5 000 ALL	<p>Transferts de droits et de licences</p> <p>L'inscription au Registre a un caractère constitutif.</p> <p>Art. 32(2) LB</p>	Non	Les documents rédigés dans une langue autre que l'albanais doivent être accompagnés d'une traduction.
275 HRK par inscription Tar. n° 8.3. LTaxesAdm Art. 47.(1) RFrSp	<p>Toute modification se rapportant à un brevet ou au titulaire d'un droit peut être inscrite au Registre : transfert de droits, licence, changement de nom ou d'adresse, etc.</p> <p>Les transferts de droit et les licences peuvent être inscrits au Registre sur demande, mais cette inscription n'est pas obligatoire.</p> <p>Art. 61.a LB</p>	Non	<p>Les pièces justificatives doivent être fournies sous forme d'original ou de copie certifiée conforme.</p> <p>Les modifications sont publiées dans la Gazette officielle</p> <p>Art. 61.a LB Art. 36(4) OB</p>
40 EUR par brevet 40 EUR par brevet	L'inscription au Registre a un caractère constitutif.	<p>Oui</p> <p>Une inscription faite par l'OEB dans son Registre européen des brevets est reconnue.</p>	Les documents rédigés en letton, allemand, anglais, français ou russe sont acceptés.

Ancien État d'extension	1 Quels documents/justificatifs doivent être produits ?	2 La désignation d'un mandataire agréé national est-elle nécessaire ?	3 Un formulaire est-il prescrit ?
<p>Lituanie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} décembre 2004.)</p>	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion, transmission de propriété) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Contrat de cession d'une demande de brevet ou d'un brevet</p> <p>Art. 42 LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>Contrat de licence</p> <p>Art. 45 LB</p>	<p>Oui</p> <p>Les personnes morales ou physiques qui n'ont ni domicile, ni siège, ni filiale ou représentation enregistrée sur le territoire lituanien, dans l'EEE ou dans un État partie à la CBE doivent désigner un conseil en brevets inscrit sur la Liste des agents de brevets de Lituanie.</p> <p>Art. 14 LB</p> <p>Oui, comme sous 1.</p> <p>Art. 14 LB</p>	<p>Non</p>
<p>Macédoine du Nord</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2009.)</p>	<p>1. Transfert en vertu d'un acte juridique (p. ex. vente, fusion) ou en vertu de la loi (p. ex. succession, faillite, exécution forcée)</p> <p>Demande écrite d'une partie contractante</p> <p>Original ou copie certifiée conforme du document officiel constatant l'enregistrement du transfert ou du contrat de licence</p> <p>Art. 217 LB</p> <p>2. Licences et autres droits</p> <p>comme sous 1.</p> <p>Art. 218, 219, 220 LB</p>	<p>Oui</p>	<p>Non</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB pendant le délai d'opposition ou pendant la procédure d'opposition est-il reconnu ?	7 Observations particulières
<p>115 EUR</p> <p>Loi taxes</p> <p>28 EUR</p> <p>Loi taxes</p>	<p>Transferts de droits et de licences</p> <p>L'inscription au Registre a un caractère constitutif.</p>	<p>Non</p>	<p>Les transferts sont publiés au Bulletin des brevets.</p> <p>Les documents rédigés dans une langue autre que le lituanien doivent être accompagnés d'une traduction.</p>
<p>500 MKD</p>	<p>Transferts de droits et de licences</p> <p>L'inscription au Registre a un caractère constitutif.</p>	<p>Non</p>	<p>Les documents rédigés dans une langue autre que le macédonien doivent être accompagnés d'une traduction.</p> <p>Les transferts sont publiés au Bulletin officiel.</p>

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB pendant le délai d'opposition ou pendant la procédure d'opposition est-il reconnu ?	7 Observations particulières
<p>100 EUR ou 466 RON (à partir du 1.1.2020 : 475 RON), sauf dans le cas d'un transfert de droits antérieur à la date à laquelle la mention de la délivrance est publiée par l'OEB.</p> <p>Annexe 1.25 OT</p> <p>100 EUR ou 466 RON (à partir du 1.1.2020 : 475 RON), sauf dans le cas d'un transfert de droits antérieur à la date à laquelle la mention de la délivrance est publiée par l'OEB.</p> <p>Annexe 1.25 OT</p>	<p>Transferts de droits et de licences</p> <p>L'inscription au Registre a un caractère déclaratoire.</p> <p>Art. 45 LB R. 67(11) Règl.</p>	<p>Oui</p> <p>Une attestation de l'OEB (OEB Form 2544) est requise ainsi que la justification du paiement des taxes exigibles.</p>	<p>Les documents sont acceptés en roumain, anglais, français ou allemand, ou peuvent être soumis avec la traduction dans une de ces langues, à moins que des circonstances particulières n'imposent une traduction en roumain.</p>
<p>Oui</p> <p>Tar. n° 125(1) LTaxes</p>	<p>L'inscription de transferts de droits a un effet déclaratoire vis-à-vis des tiers.</p> <p>Art. 44(3) LB</p>	<p>Oui</p>	<p>La demande écrite doit notamment contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'enregistrement du brevet ou du modèle d'utilité, ou de la demande de brevet ou de modèle d'utilité ; - des informations concernant le détenteur du droit ou le demandeur ; et - une déclaration requérant l'enregistrement d'un transfert du brevet, du modèle d'utilité ou des droits conférés par la demande, ou précisant les autres droits dont l'enregistrement est requis. <p>Art. 48 LB</p>
<p>Oui</p> <p>Tar. n° 125(1) LTaxes</p>	<p>L'inscription de titulaires de contrats de licences a un effet déclaratoire vis-à-vis des tiers.</p> <p>Le gagiste acquiert un droit possessoire lors de l'inscription au Registre.</p> <p>Art. 46(5), 47(7) LB</p>	<p>Oui</p>	

4 Une taxe est-elle prévue ?	5 Inscription et indications au Registre	6 Un transfert inscrit par l'OEB pendant le délai d'opposition ou pendant la procédure d'opposition est-il reconnu ?	7 Observations particulières
40 EUR	Toute modification concernant un brevet ou le titulaire d'un droit peut être inscrite au Registre, par exemple un transfert de droits ou de licence, un changement de nom ou d'adresse etc. Un transfert de droits ou de licence peut être inscrit au Registre, sur demande.	Non	Au besoin, les documents/justificatifs sont acceptés le cas échéant en slovène, anglais, allemand et français. En cas de doute, le SIPO peut demander une traduction.
Art. 1(6.1) Décr. taxes	Art. 107(1) LB		Art. 108 LB Art. 11, 12 Règl. Enreg.

Divers

X.

Le tableau ci-après renseigne sur

- a) la promulgation de dispositions nationales relatives à la protection cumulée, conformément à l'article 139(3) CBE ;
- b) le champ d'application territorial de la CBE, en vertu de l'article 168(1) CBE.

a) Protection cumulée

En vertu de l'article 139(3) CBE, tout État contractant demeure libre de décider si et dans quelles conditions peuvent être cumulées les protections assurées à une invention exposée à la fois dans une demande de brevet ou un brevet européen et dans une demande de brevet ou un brevet national ayant la même date de dépôt ou, si une priorité est revendiquée, la même date de priorité.

Les dispositions promulguées en vertu de l'article 139(3) CBE ou selon les législations nationales pour les États autorisant l'extension ou la validation figurent dans la première section du présent tableau.

b) Champ d'application territorial

En vertu de l'article 168(1) CBE, tout État contractant peut déclarer, dans son instrument de ratification ou d'adhésion, ou à tout moment ultérieur, dans une

notification adressée au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, que la Convention est applicable à un ou plusieurs territoires pour lesquels il assume la responsabilité des relations extérieures. Les brevets européens délivrés pour cet État ont également effet sur les territoires pour lesquels cette déclaration a pris effet.

La deuxième section du tableau indique la situation actuelle dans chaque État contractant ou selon les législations nationales pour les États autorisant l'extension ou la validation en ce qui concerne le champ d'application territorial.

c) Autorités compétentes visées à l'article premier, paragraphe 2 du Protocole sur la reconnaissance

Les États contractants suivants ont donné connaissance à l'OEB des autorités auxquelles est confiée une compétence pour statuer sur les actions visées à l'article premier, paragraphe 2 du Protocole sur la reconnaissance :

Autriche : Office autrichien des brevets (Bulletin des brevets autrichien 1993, 154) ;

Royaume-Uni : The Comptroller General of Patents Designs and Trade Marks (articles 12 et 82 Loi de 1977 sur les brevets).

État contractant	1 Le cumul de protection est-il admis ? Art. 139(3) et 140 CBE	2 Champ d'application territorial en vertu de l'art. 168 CBE
Albanie	<p>Non</p> <p>Si une invention est divulguée à la fois dans un brevet national et un brevet européen désignant la République d'Albanie, ces deux brevets ayant la même date de dépôt ou, si une priorité est revendiquée, la même date de priorité, et appartenant au même titulaire ou à son successeur en droit, le brevet national cesse de produire ses effets, dans la mesure où il protège la même invention, à compter de la date à laquelle</p> <p>a) le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée ou</p> <p>b) la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu.</p> <p>Art. 87/e LB</p>	Territoire de la République d'Albanie
Allemagne	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>c) soit de la date à laquelle le brevet national est délivré si cette date est postérieure à celle indiquée aux points a) ou b)</p> <p>Le cumul de protection pour modèles d'utilité est admis.</p> <p>Titre II § 8(1) Loi IntPatÜbkG</p>	Territoire de la République fédérale d'Allemagne
Autriche	Le cumul de protection n'est pas exclu pour les brevets/modèles d'utilité nationaux	Territoire de la République d'Autriche
Belgique	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu.</p> <p>Art. 5, § 1^{er}, Loi du 21.4.07 Art. 7, § 1^{er}, Loi du 8.7.77 Art. XI.86 CDE</p>	Territoire du Royaume de Belgique
Bulgarie	<p>Non</p> <p>Si une invention est divulguée à la fois dans un brevet national et un brevet européen désignant la République de Bulgarie, ces deux brevets ayant la même date de dépôt ou, si une priorité est revendiquée, la même date de priorité, et appartenant au même titulaire ou à son successeur en droit, l'effet du brevet national cesse.</p> <p>Art. 72g(1) LB</p>	Territoire de la République de Bulgarie

État contractant	1 Le cumul de protection est-il admis ? Art. 139(3) et 140 CBE	2 Champ d'application territorial en vertu de l'art. 168 CBE
Chypre	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>c) soit de la date à laquelle le brevet national est délivré si cette date est postérieure à celle indiquée aux points a) ou b)</p> <p>Art. 71(1), (2) LB</p>	Territoire de la République de Chypre
Croatie	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>Le cumul de protection pour modèles d'utilité est admis.</p> <p>Art. 108h LB</p>	Territoire de la République de Croatie
Danemark	<p>Le cumul de protection n'est pas exclu.</p> <p>Ceci s'applique également aux modèles d'utilité (une demande séparée est requise).</p>	Territoire du Royaume du Danemark, à l'exception du Groenland et des îles Féroé
Espagne	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>c) soit de la date à laquelle le brevet national est délivré si cette date est postérieure à celle indiquée aux points a) ou b)</p> <p>Art. 160 NLB</p>	Territoire du Royaume d'Espagne
Estonie	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>Le cumul de protection pour modèles d'utilité est admis.</p> <p>§ 12(1) et (3) LMC</p>	Territoire de la République d'Estonie
Finlande	<p>Le cumul de protection n'est pas exclu pour les brevets/modèles d'utilité nationaux.</p>	Territoire de la République de Finlande

État contractant	1 Le cumul de protection est-il admis ? Art. 139(3) et 140 CBE	2 Champ d'application territorial en vertu de l'art. 168 CBE
France	Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets une fois que le brevet européen est définitivement délivré. Art. L. 614-13 CPI	Territoire de la République française, y compris les territoires d'outre-mer (incluant notamment la Polynésie française et la Nouvelle Calédonie) Art. L. 811-1 CPI
Grèce	Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet/le modèle d'utilité national cesse de produire ses effets à compter a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu, Art. 22(1) Décr. prés. n° 77/88	Territoire de la République hellénique Loi n° 1607/86
Hongrie	Le cumul de protection par des brevets/modèles d'utilité nationaux n'est pas exclu.	Territoire de la Hongrie
Irlande	Dans la mesure où il protège la même invention, le Contrôleur peut révoquer le brevet national à compter a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu, c) soit de la date à laquelle le brevet national est délivré si cette date est postérieure à celle indiquée aux points a) ou b) Art. 60 LB	Territoire de l'Irlande
Islande	Le cumul de protection n'est pas exclu.	Territoire de la République d'Islande
Italie	Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet/le modèle d'utilité national cesse de produire ses effets. Art. 59 LB	Territoire de la République italienne
Lettonie	Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu, Art. 75 LB	Territoire de la République de Lettonie
Liechtenstein	Voir Suisse	
Lituanie	Non Art. 83 LB	Territoire de la République de Lituanie

État contractant	1 Le cumul de protection est-il admis ? Art. 139(3) et 140 CBE	2 Champ d'application territorial en vertu de l'art. 168 CBE
Luxembourg	Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu, c) soit de la date à laquelle le brevet national est délivré si cette date est postérieure à celle indiquée aux points a) ou b) Art. 94 LB	Territoire du Grand-Duché de Luxembourg
Macédoine du Nord	Non Art. 126 LB	Territoire de la République de Macédoine du Nord
Malte	Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu, Art. 11 L.N. 99/2007	Territoire de la République de Malte
Monaco	Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu, c) soit de la date à laquelle le brevet national est délivré si cette date est postérieure à celle indiquée aux points a) ou b) Art. 9 OS n° 10.427	Territoire de la Principauté de Monaco
Norvège	Le cumul de protection n'est pas exclu pour les brevets nationaux.	Territoire du Royaume de Norvège
Pays-Bas	Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu, c) soit de la date à laquelle le brevet national est délivré si cette date est postérieure à celle indiquée aux points a) ou b) Art. 77 LB	Territoire du Royaume des Pays-Bas en Europe, avec effet au 4 avril 2007, aussi applicable à Curaçao, Saint Martin et aux Caraïbes néerlandaises (Bonaire, Saint Eustache et Saba) Art. 49(1), 53(4), 55, 57(2), 73(1), 74 LB
Pologne	Le cumul de protection n'est pas exclu pour les brevets/modèles d'utilité nationaux.	Territoire de la République de Pologne
Portugal	Oui	Territoire du Portugal

État contractant	1 Le cumul de protection est-il admis ? Art. 139(3) et 140 CBE	2 Champ d'application territorial en vertu de l'art. 168 CBE
République tchèque	<p>Non ; dans la mesure où le brevet national protège la même invention, avec le même droit de priorité pour le même titulaire ou son successeur en droit, le brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>c) soit de la date à laquelle le brevet national est délivré si cette date est postérieure à celle indiquée aux points a) ou b)</p> <p>Le cumul de protection pour modèles d'utilité est admis.</p> <p>§ 35e LB</p>	Territoire de la République tchèque
Roumanie	<p>Non ; dans la mesure où le brevet national protège la même invention, avec le même droit de priorité pour le même titulaire ou son successeur en droit, le brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>Art. 10 Loi AdhCBE</p>	Territoire de la Roumanie
Royaume-Uni	<p>Dans la mesure où il protège la même invention, le comptroller peut révoquer le brevet national à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>Art. 73 LB</p>	Territoire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'île de Man* Art. 131, 132 LB
Saint-Marin	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter de la date à laquelle</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>Art. 10(1) Décr.-loi n° 76/2009</p>	Territoire de la République de Saint-Marin

* Concernant les possibilités d'enregistrement des brevets européens (UK) dans les États et territoires d'outre-mer, voir JO OEB 2009, 546 et JO OEB 2018, A97.

État contractant	1 Le cumul de protection est-il admis ? Art. 139(3) et 140 CBE	2 Champ d'application territorial en vertu de l'art. 168 CBE
Serbie	<p>Non</p> <p>Si une invention est divulguée à la fois dans un brevet national et un brevet européen désignant la République de Serbie, ces deux brevets ayant la même date de dépôt ou, si une priorité est revendiquée, la même date de priorité, et appartenant au même titulaire ou à son successeur en droit, l'effet du brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>Art. 152 LB</p>	Territoire de la République de Serbie
Slovaquie	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>§ 64 LB</p>	Territoire de la République slovaque
Slovénie	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>Art. 31 LB</p>	Territoire de la République de Slovénie
Suède	Le cumul de protection n'est pas exclu pour les brevets nationaux.	Territoire du Royaume de Suède
Suisse / Liechtenstein	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets.</p> <p>Art. 125 LBI</p>	<p>Territoire de la Confédération suisse et de la Principauté de Liechtenstein</p> <p>Traité CH/LI du 22.12.78</p>
Turquie	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter</p> <p>a) soit de la date à laquelle le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée</p> <p>b) soit de la date à laquelle la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu,</p> <p>R. 21 RCBE</p>	Territoire de la République turque

État autorisant la validation	1 Le cumul de protection (brevets nationaux, brevets européens validés ou étendus) est-il admis ?	2 Champ d'application territorial
Cambodge	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.	
Maroc	La coexistence d'un brevet national et d'un brevet validé n'est pas exclue.	Territoire du Royaume du Maroc
République de Moldavie	La coexistence d'un brevet national et d'un brevet européen validé n'est pas exclue.	Territoire de la République de Moldavie
Tunisie	Les informations n'étaient pas encore disponibles au moment de l'impression. Veuillez tenir compte des publications qui paraîtront à ce sujet dans le Journal officiel de l'OEB.	

État autorisant l'extension	1 Le cumul de protection (brevets nationaux, brevets européens validés ou étendus) est-il admis ?	2 Champ d'application territorial
Bosnie-Herzégovine	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter de la date à laquelle</p> <p>a) le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée ou</p> <p>b) la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu.</p> <p>Art. 8 Acc. Ext. Annexe</p>	Territoire de la Bosnie-Herzégovine
Monténégro	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter de la date à laquelle</p> <p>a) le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée ou</p> <p>b) la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu.</p> <p>Art. 148 LB</p>	Territoire de Monténégro

Ancien État d'extension	1 Le cumul de protection (brevets nationaux, brevets européens validés ou étendus) est-il admis ?	2 Champ d'application territorial
<p>Macédoine du Nord</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} janvier 2009.)</p>	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter de la date à laquelle</p> <p>a) le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée ou</p> <p>b) la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu.</p> <p>Art. 8 Décr. ext.</p>	Territoire de la République de Macédoine du Nord
<p>Roumanie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} mars 2003.)</p>	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter de la date à laquelle</p> <p>a) le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée ou</p> <p>b) la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu.</p> <p>Art. VIII Ord.</p>	Territoire de la Roumanie
<p>Serbie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} octobre 2010.)</p>	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter de la date à laquelle</p> <p>a) le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée ou</p> <p>b) la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu.</p> <p>Art. 127 LB Ext.</p>	Territoire de la République de Serbie
<p>Slovénie</p> <p>(Le régime d'extension continue néanmoins de s'appliquer à toutes les demandes européennes et internationales déposées avant le 1^{er} décembre 2002.)</p>	<p>Non ; dans la mesure où il protège la même invention, le brevet national cesse de produire ses effets à compter de la date à laquelle</p> <p>a) le délai de formation de l'opposition au brevet européen est venu à expiration sans qu'une opposition ait été formée ou</p> <p>b) la procédure d'opposition est définitivement close, le brevet européen ayant été maintenu.</p> <p>Art. 8 Décr. ext.</p>	Territoire de la République de Slovénie